

# RAPPORT ANNUEL 2011



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) œuvre aux côtés des populations rurales pauvres afin de leur permettre de cultiver et de vendre davantage de produits vivriers, d'accroître leurs revenus et de déterminer le cap de leur propre existence. Depuis 1978, le FIDA a investi dans des projets près de 14 milliards d'USD sous forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt octroyés à des pays en développement, permettant à quelque 400 millions de personnes de se libérer par elles-mêmes de la pauvreté et favorisant ainsi la création de communautés rurales dynamiques. Le FIDA est une institution financière internationale et une agence spécialisée des Nations Unies dont le siège est à Rome – la plateforme alimentaire et agricole des Nations Unies. Il représente un partenariat unique, regroupant 168 membres, entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'autres pays en développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).\*

\* À la date de publication, juin 2012

# Tableau synoptique, 1978-2011<sup>a, b</sup>

TABLEAU 1

	2007	2008	2009	2010	2011	1978-2011
<b>Activités opérationnelles<sup>c, d</sup></b>						
<b>Prêts et dons au titre du CSD approuvés</b>						
Nombre de programmes et projets	34	29	32	33	34	892
Montant en millions d'USD	520,3	552,2	662,4	794,2	947,2	12 865,8
<b>Dons approuvés</b>						
Nombre	77	70	99	88	83	2 398
Montant en millions d'USD	35,7	40,7	47,0	51,2	50,4	799,9
<b>Total des opérations de prêt et de don du FIDA</b> en millions d'USD	<b>556,0</b>	<b>592,9</b>	<b>709,4</b>	<b>845,4</b>	<b>997,6</b>	<b>13 665,7</b>
<b>Cofinancement</b> en millions d'USD	<b>424,4</b>	<b>305,0</b>	<b>312,0</b>	<b>677,2</b>	<b>412,2</b>	<b>9 183,0</b>
Multilatéral	398,3	198,0	284,2	566,6	213,2	7 203,1
Bilatéral	17,3	13,3	24,6	81,5	159,4	1 500,3
ONG	1,0	3,5	0,7	10,4	-	41,4
Autre <sup>e</sup>	7,8	90,2	2,5	18,6	39,6	438,2
<b>Contributions des pays</b> en millions d'USD	<b>274,0</b>	<b>282,7</b>	<b>364,2</b>	<b>934,0</b>	<b>832,4</b>	<b>11 671,6</b>
<b>Coût total des programmes et projets<sup>f</sup></b> en millions d'USD	<b>1 222,2</b>	<b>1 144,3</b>	<b>1 345,3</b>	<b>2 411,4</b>	<b>2 196,4</b>	<b>33 800,0</b>
<b>Inventaire des programmes et projets</b>						
Nombre de programmes et projets en cours d'exécution	196	204	219	233	240	
Nombre de programmes et projets achevés	25	24	24	20	26	620
Nombre de programmes et projets dans la réserve	58	69	65	74	64	
Nombre de programmes et projets approuvés dus à l'initiative du FIDA	28	26	26	28	32	731
Nombre de pays ou territoires bénéficiaires (portefeuille en cours)	85	88	91	96	97	
<b>Décaissement des prêts</b> en millions d'USD	<b>399,1</b>	<b>433,8</b>	<b>428,5</b>	<b>457,6</b>	<b>549,7</b>	<b>8 216,9</b>
<b>Remboursement des prêts<sup>g</sup></b> en millions d'USD	<b>175,1</b>	<b>186,4</b>	<b>201,0</b>	<b>274,1</b>	<b>287,5</b>	<b>2 809,8</b>
<b>États membres et administration</b>						
États membres – en fin de période	164	165	165	165	167	
Cadre organique – en fin de période <sup>h, i</sup>	227	233	235	260	298	

Sources: Système de gestion du portefeuille de projets, états financiers du FIDA pour les exercices 1978 à 2009, et système comptable du FIDA.

<sup>a</sup> Les prêts du FIDA et les dons consentis par le FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) en faveur de programmes et projets d'investissement sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Cependant, pour faciliter la lecture, les montants indiqués dans les tableaux et graphiques sont exprimés en équivalents USD, tels qu'ils figurent dans le rapport du Président approuvé par le Conseil d'administration pour chaque programme ou projet. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>b</sup> Les chiffres relatifs aux exercices 1986 à 1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

<sup>c</sup> Les programmes et projets intégralement annulés et ceux financés au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes ne sont pas pris en compte.

<sup>d</sup> Le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne (Sierra Leone) approuvé en 2011 est supervisé par le FIDA et entièrement financé par un don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP); il est compté dans les programmes et projets, mais ne bénéficie d'aucun financement de la part du FIDA.

<sup>e</sup> Ce montant comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation du Conseil d'administration.

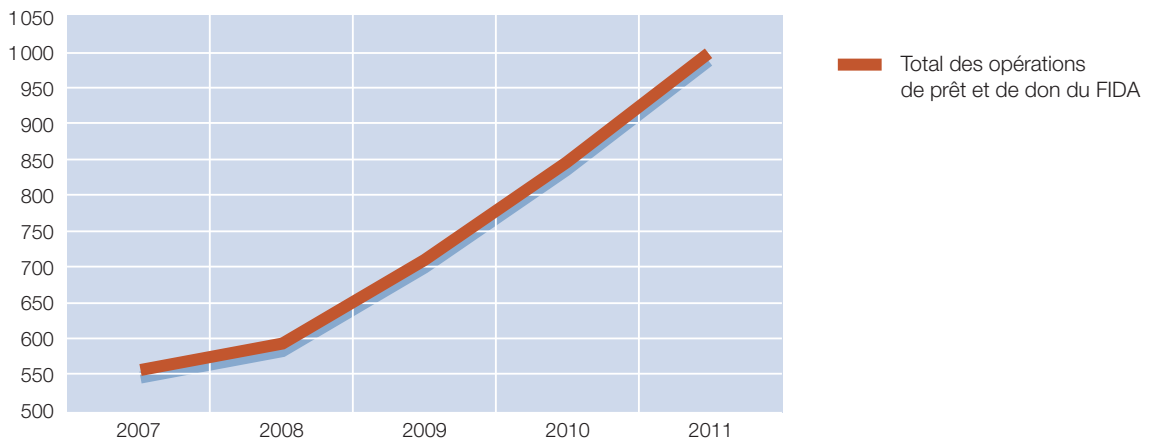
<sup>f</sup> Ce montant comprend les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons ne se rapportant pas à des projets ne sont pas pris en compte.

<sup>g</sup> Le remboursement des prêts concerne les remboursements au titre du principal et des intérêts et inclut les remboursements au nom des pays bénéficiant de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE).

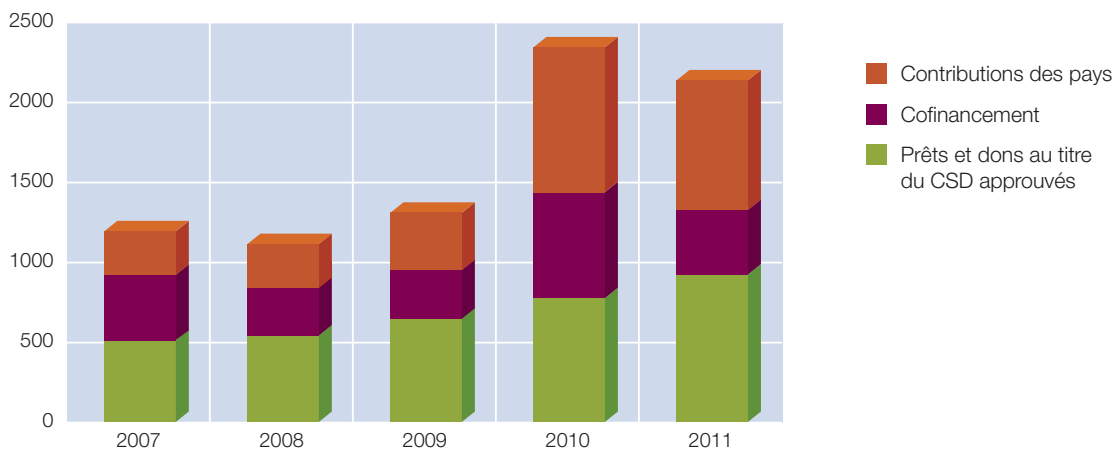
<sup>h</sup> Postes approuvés (les postes de Président et de Vice-Président ne sont pas compris).

<sup>i</sup> Comprend les administrateurs recrutés sur le plan national des bureaux de pays.

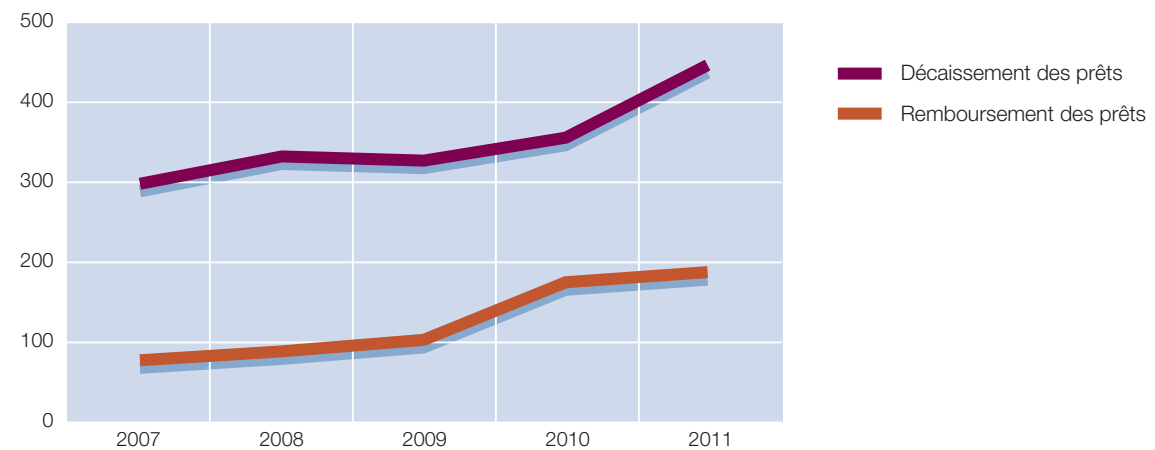
**GRAPHIQUE 1**  
**Opérations de prêt et de don du FIDA, 2007-2011**  
 Montants en millions d'USD



**GRAPHIQUE 2**  
**Prêts et dons au titre du CSD consentis par le FIDA, cofinancement et contributions des pays, 2007-2011**  
 Montants en millions d'USD



**GRAPHIQUE 3**  
**Décaissement et remboursement des prêts du FIDA, 2007-2011**  
 Montants en millions d'USD



# Table des matières

Avant-propos du Président .....	2
Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 .....	5
Faire face aux défis – partager les solutions .....	7
Programme de travail pour 2011 .....	15
Partenariats .....	41
Mesurer et améliorer les résultats .....	50
Données relatives au financement et mobilisation des ressources .....	58
Rapport annuel 2011 CD-ROM	

# Avant-propos du Président



Dans cette course effrénée pour s'adapter aux changements chaotiques qui marquent le XXI<sup>e</sup> siècle, il pourrait être tentant de jeter les vieux modèles au rebut pour en adopter de nouveaux. Mais, aujourd'hui encore, nous devons tirer parti de nos réussites passées pour nous tourner vers l'avenir.

Pour le FIDA, 2011 a été une année pendant laquelle nous avons consolidé les réformes et les progrès réalisés récemment, poursuivi notre croissance soutenue et défini des plans ambitieux pour l'avenir.

## **Notre essor actuel**

Dans un monde qui doit faire face à des crises, des changements et des défis sur tous les fronts, le travail mené par le FIDA pour autonomiser les populations rurales pauvres est plus important que jamais. Nos résultats et la portée de notre action continuent de progresser, ainsi que notre efficacité et notre efficience. Parallèlement, un élément plus difficile à mesurer progresse également – notre influence dans les débats internationaux sur les politiques concernant l'agriculture, le développement rural et le rôle que les populations rurales pauvres doivent jouer dans l'avenir de notre planète.

Comme de coutume, le présent rapport contient les résultats annuels détaillés du Fonds. J'aimerais toutefois appeler votre attention sur certains d'entre eux. Le volume de notre portefeuille en cours, à savoir les ressources que nous investissons actuellement dans des projets pour lutter contre la pauvreté rurale, a fortement augmenté en 2011: de nouveaux projets ont été mis en chantier et des interventions en cours d'exécution couronnées de succès ont été reproduites à plus grande échelle et élargies.

À la fin de l'année, nous financions 240 programmes et projets pour un montant de 4,6 milliards d'USD.

Si l'on y ajoute les cofinancements et les contributions nationales, la valeur totale du portefeuille en cours s'élevait à 10,3 milliards d'USD, contre 6,8 milliards d'USD au total pour 197 projets il y a tout juste quatre ans.

Notre programme d'engagements nouveaux a atteint en 2011 près de 1 milliard d'USD, soit 18% de plus qu'en 2010. Nous sommes donc sur la bonne voie pour atteindre notre objectif, à savoir augmenter les investissements nouveaux de 50% au cours de la période 2010-2012.

Les chiffres seuls ne suffisent toutefois pas à rendre compte de notre impact. Ce sont les améliorations que nous apportons dans la vie des gens qui permettent de mesurer réellement le travail du FIDA. Vous pouvez en apprendre plus sur les résultats obtenus par des femmes et des hommes avec lesquels nous travaillons en milieu rural grâce aux récits recueillis sur le terrain qui figurent dans le présent rapport.

## **Jeter des bases pour l'avenir**

Jetant ainsi des bases solides pour l'avenir, nous avons mené à bien la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA, en nous fixant un objectif de 1,5 milliard d'USD pour financer notre travail de 2013 à 2015. Malgré la persistance des incertitudes financières à l'échelle mondiale, les États membres ont manifesté de manière retentissante leur confiance dans le FIDA en approuvant un objectif supérieur de 25% à celui de la reconstitution précédente.

En plus du soutien constant et indéfectible apporté par nos partenaires de développement habituels, malgré les difficultés économiques que nombre d'entre eux rencontrent actuellement à l'échelle nationale, nous avons également reçu un appui solide de pays à revenu intermédiaire et d'économies émergentes, ainsi

que de pays qui sont plus souvent des bénéficiaires de l'aide que des contributeurs.

Dans le cadre de l'accord conclu à la fin de la Consultation sur la reconstitution, nous nous sommes engagés en particulier à intensifier notre contribution à la réalisation du premier Objectif du Millénaire pour le développement, à savoir réduire la pauvreté et la faim de moitié, et à mieux cibler notre action sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Les besoins et la réalisation du potentiel des jeunes ruraux, femmes et hommes, figurent aussi parmi nos priorités.

#### **Rendre le FIDA plus agile et plus efficient**

Nous nous sommes efforcés de maîtriser nos dépenses administratives et d'accroître la part de notre budget qui finance directement le travail sur le terrain. D'après les prévisions, nous avons à cet égard dépassé notre objectif, puisque le taux d'efficacité, c'est-à-dire le ratio du budget administratif sur le programme de prêts et dons, devrait s'établir à 12,5% en 2012, alors que l'objectif était fixé à 13,5%.

Le FIDA a également continué à aller de l'avant avec le Programme changement et réforme qui a été entrepris lorsque je suis entré en fonctions en 2009. J'aimerais de nouveau m'arrêter sur certains aspects. Les principaux domaines de réforme sont notamment le renforcement de la structure de l'organisation, en vue de mieux aligner nos ressources humaines et financières sur nos objectifs stratégiques, et la mise en œuvre complète du nouveau modèle opérationnel du FIDA. La supervision directe des projets et notre présence constante dans les pays où nous travaillons sont deux éléments fondamentaux de ce nouveau modèle.

À présent, nous supervisons directement 93% des projets que nous appuyons, contre 18% vers le milieu de 2007, et les avantages sont multiples. Les coûts de la supervision ont été réduits, le flux de décaissements a augmenté et nos délais de réponse aux demandes présentées par les pays ont été raccourcis.

Nous avons également consolidé les progrès accomplis pour renforcer notre présence dans les pays, avec 18 accords signés avec des pays hôtes à la fin de l'année et 64 membres du personnel en poste dans des bureaux de pays du FIDA. D'ici à la fin de l'année 2013, ces bureaux devraient être au nombre de 40. Dans l'ensemble, la proportion du personnel affecté aux programmes, qui était de 56% en 2008, s'élève maintenant à 67%, chiffre qui dépasse légèrement l'objectif de 65% fixé pour 2012.

#### **Davantage de fonds pour l'agriculture et le développement rural**

L'application du nouveau modèle opérationnel a également contribué à donner une impulsion aux cofinancements mobilisés auprès de donateurs extérieurs et d'États membres emprunteurs. Pour chaque dollar versé au FIDA pendant la période couverte par la huitième reconstitution, de 2010 à 2012, nous avons mobilisé 6 dollars supplémentaires.

Les cofinancements nationaux ont enregistré une croissance particulièrement vigoureuse: entre 2007 et 2011, ils ont triplé, ce qui souligne l'engagement des pays en faveur des projets que nous appuyons.

Outre le cofinancement, en matière de financement, les mécanismes novateurs et les partenaires nouveaux assurent d'importants flux de revenus supplémentaires, ce qui permet d'accroître les investissements en faveur de l'agriculture et du développement rural. En 2011, les premiers engagements ont été pris avec des ressources provenant du fonds de cofinancement novateur créé avec le Gouvernement espagnol en 2010. L'utilisation de 108,6 millions d'EUR pour reproduire à plus grande échelle sept projets appuyés par le FIDA a été approuvée par le Conseil d'administration.

Bien que les progrès accomplis et les résultats obtenus par le FIDA soient encourageants, il reste beaucoup à faire. Les nouveaux chiffres publiés par la Banque mondiale au moment de la rédaction de cet avant-propos sont satisfaisants pour ce qui est des progrès accomplis vers les Objectifs du Millénaire pour le développement: il semble que le premier objectif, à savoir diminuer de moitié la pauvreté extrême par rapport à son niveau de 1990, ait été atteint en 2010, soit cinq ans avant l'échéance fixée. Mais ces chiffres, qui reposent sur des estimations fondées sur une enquête préliminaire pour 2010, masquent des aspects moins positifs, et souvent d'importantes différences entre les pays et les régions.

Les 663 millions de personnes qui, selon les chiffres de la Banque mondiale, étaient passées en 2008 au-dessus du seuil de pauvreté extrême, établi à 1,25 USD par jour, restent pauvres à tous points de vue. Par ailleurs, si les progrès se poursuivent à leur rythme actuel, un milliard de personnes environ vivront encore dans des conditions d'extrême pauvreté en 2015.

Seuls un engagement et des investissements à long terme peuvent changer les choses. Encouragés par nos succès et incités par nos revers à innover davantage, nous continuerons à collaborer avec nos partenaires dans le monde entier afin de stimuler une croissance économique durable et sans exclusive.



KANAYO F. NWANZE  
Président du FIDA





# Cadre stratégique du FIDA 2011-2015

## Le monde dans lequel nous œuvrons

Le mandat assigné au FIDA – améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones rurales et permettre aux populations rurales, femmes et hommes, de se libérer de la pauvreté – n’a jamais été plus pertinent. Près de un milliard de ruraux vivent avec moins de 1,25 USD par jour. On compte, à travers le globe, environ 500 millions de petites exploitations agricoles qui font vivre près de deux milliards d’êtres humains. Dans certains pays, l’agriculture représente la principale source de revenus pour 70% de la population rurale.

Mais le contexte dans lequel nous déployons notre activité est un contexte dynamique, caractérisé par des moyens de subsistance ruraux de plus en plus diversifiés; une dégradation des ressources naturelles et une accélération du changement climatique; une augmentation de la demande de produits alimentaires, de biocarburants et d’autres biens et services agricoles; et une hausse des prix des produits alimentaires. Depuis la flambée des prix de 2007-2008, la communauté internationale a lancé, à l’appui de la nutrition et de la sécurité alimentaire, de multiples initiatives dont beaucoup sont axées sur l’aide à l’agriculture paysanne. En outre, de nombreux pays en développement ont commencé à accorder une plus haute priorité à la sécurité alimentaire et la nutrition, et certains ont entrepris d’augmenter leurs budgets agricoles. On observe, dans le même temps, une augmentation des investissements du secteur privé dans l’agriculture. Par ailleurs, les perspectives s’améliorent, qu’il s’agisse de la coopération Sud-Sud ou des investissements à l’appui du rôle essentiel que jouent les femmes dans le domaine de l’agriculture et de la sécurité alimentaire.

De nouveaux défis et de nouvelles évolutions ont nécessité des changements dans la conduite des activités du FIDA. Les nouveaux besoins et l’évolution dynamique des secteurs ruraux dans diverses régions du monde ont conduit à focaliser davantage notre action sur l’agriculture paysanne comme moteur de croissance économique et comme source essentielle de revenus et de nutrition pour de nombreux ménages ruraux pauvres.

## Objectifs stratégiques

Le but global du FIDA est de donner aux populations rurales pauvres les moyens d’améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, d’accroître leurs revenus et de renforcer leur capacité d’adaptation. Malgré les difficultés, de nouvelles possibilités apparaissent aussi bien sur les exploitations qu’en dehors, et notre rôle est d’aider les personnes à se préparer à en tirer parti. Les zones rurales connaissent un dynamisme accru. Nos projets aident les populations rurales à:

- devenir plus résilientes au changement climatique, à la dégradation de l’environnement et à l’évolution des marchés;
- accéder aux services qui les aideront à améliorer leur nutrition et à accroître leurs revenus;
- profiter des possibilités de travail décent ou à faire preuve d’esprit d’initiative sur les exploitations et en dehors; et
- influencer les politiques et les institutions qui régissent leurs moyens de subsistance.

## Principes d’action

Le FIDA vise, par-dessus tout, à adapter les stratégies au contexte de chaque pays afin de mieux cibler son assistance et d’appuyer l’autonomisation des populations rurales pauvres. Il encourage l’égalité entre les sexes et l’autonomisation des femmes, et crée de véritables possibilités pour les jeunes. Il favorise l’innovation et l’apprentissage, et encourage la transposition à plus grande échelle des initiatives réussies. Nous travaillons en étroite liaison avec des partenaires. Plus important encore, nous visons à faire en sorte que les résultats obtenus grâce à notre aide soient durables et continuent d’apporter des avantages aux communautés après la clôture des projets – introduisant des changements durables au sein des communautés et dans la vie des personnes.

Voir le Cadre stratégique 2011-2015:  
[http://www.ifad.org/sf/strategic\\_f.pdf](http://www.ifad.org/sf/strategic_f.pdf)



# Faire face aux défis – partager les solutions

Les thèmes qui inspirent les opérations du FIDA ne sont jamais statiques, et cela fait du Fonds une organisation en situation constante d'apprentissage, s'efforçant en permanence de développer ses savoirs, de les partager avec d'autres, et d'encourager également ses partenaires à acquérir des connaissances et de leur donner les moyens de le faire.

Cette dimension était évidente lors de la deuxième Foire mondiale pour le partage des savoirs agricoles (AgriKnowledge Share Fair), un événement "non conventionnel" qui s'est déroulé au FIDA en septembre 2011. Au cours des quatre journées de la foire, plus de 160 intervenants venus de plus de 70 pays ont partagé leurs idées créatives et leurs expériences à propos des tendances émergentes en rapport avec l'agriculture, le changement climatique et la sécurité alimentaire, ainsi que sur les services et les technologies, comme les téléphones mobiles et les médias sociaux, qui ont une profonde influence sur les processus de développement. Voir <http://www.sharefair.net>. Tout au long de cette manifestation, des blogueurs ont informé ceux qui ne pouvaient pas être présents, touchant ainsi plus de deux millions de personnes à travers le monde, et élargissant le débat bien au-delà des murs du siège du FIDA.

Le présent chapitre place sous les projecteurs les questions prioritaires et les groupes clés auxquels nous consacrons l'essentiel de nos interventions.

## Appui à l'autonomisation des femmes rurales pauvres

La campagne menée depuis des dizaines d'années par le FIDA et de nombreuses autres organisations en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes commence vraiment à porter ses fruits. Elle montre aussi à quel point la contribution des femmes pourrait être plus importante dans un monde plus égalitaire. Selon le rapport 2010-2011 *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), accroître la productivité des femmes en comblant l'écart qui les sépare des hommes en ce qui concerne les intrants agricoles permettrait de réduire de 100 à 150 millions le nombre de personnes qui souffrent de la faim.

La participation croissante des femmes aux programmes de formation appuyés par le FIDA

constitue une démonstration de leur rôle, important et croissant, dans la production alimentaire et d'autres activités génératrices de revenus. Les chiffres publiés en 2011 montrent que les femmes représentaient 60% du total de personnes formées au commerce et à l'entrepreneuriat, ainsi qu'à la gestion communautaire. Par ailleurs, sur 1,2 million de personnes formées à la production animale, plus de la moitié étaient des femmes, et elles représentaient un tiers des 4,5 millions de personnes formées à la production végétale. Le FIDA présentera au Conseil d'administration, au début de l'année 2012, un document exposant une politique en matière d'égalité entre les sexes.

En juin 2011, le FIDA et la FAO ont achevé un programme conjoint de formation de deux ans portant sur le renforcement des capacités et la gestion des savoirs dans le domaine de l'égalité entre les sexes. Un don du FIDA, d'un montant de 1,5 million d'USD, a appuyé plus de 30 activités, associant à la fois des membres du personnel et des bénéficiaires, dans toutes les régions où nous intervenons.

La prise en compte accrue des sexes spécifiques dans les chaînes de valeur est de plus en plus reconnue comme une méthode importante de réduction de la pauvreté et de réalisation de l'égalité entre les sexes. Avec l'appui du FIDA, Oxfam Novib a mené en Ouganda une expérience pilote de processus d'inspiration communautaire pour les chaînes de valeur du café, du maïs, des haricots et des fruits, par le biais du Gender Action Learning System (GALS), système d'apprentissage pratique et méthode d'autonomisation mettant l'accent sur la création de richesse et l'équité entre les sexes.

## Travailler avec les jeunes ruraux

L'actuelle génération de jeunes est la plus nombreuse de l'histoire. Dans l'ensemble du monde en développement, le groupe des 15-24 ans, qui représente en moyenne 20% de la population, offre le potentiel d'apporter de profondes transformations dans leurs pays et dans leurs propres vies. Mais ces jeunes sont également confrontés à des difficultés, dont la principale est de trouver un travail décent. À la fin de l'année 2010, environ 75 millions d'entre eux étaient au chômage, et de très nombreux autres travaillaient à temps partiel ou exerçaient des activités peu rémunérées.

← À El-Ferech, grâce à l'eau d'irrigation, la coopérative agricole locale peut cultiver des légumes et des herbes commercialisables.  
Tunisie: Programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le Sud-Est  
©FIDA/S. Beccio

La population mondiale dépassera sans doute les neuf milliards en 2050 et les projections montrent que les disponibilités alimentaires devront augmenter de 60%: les jeunes, femmes et hommes, des zones rurales seront donc appelés à accroître la production, le stockage et la transformation de produits alimentaires et les porter à des niveaux sans précédent à ce jour. Les possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat sont donc immenses.

Le FIDA finance des projets ciblant en priorité les besoins des jeunes ruraux en matière de formation, de compétences agricoles et d'accès aux services financiers et ruraux. Au Viet Nam, par exemple, une école de la province de Tuyen Quang, financée par un projet appuyé par le FIDA, a assuré la formation technique et professionnelle de près de 10 000 ruraux, pour la plupart jeunes et sans emploi. En République de Moldova, le Programme de développement des entreprises rurales a ciblé des petites et moyennes exploitations en vue de stimuler la croissance d'activités commerciales rurales aussi bien sur les exploitations qu'en dehors. Environ 66% des 1 800 emplois à plein temps ainsi créés ont été attribués à des femmes et des hommes de moins de 30 ans.

Dans le même temps, nous travaillons en partenariat avec des jeunes ruraux pour leur donner les moyens de renforcer leurs groupements et leurs associations, et de développer leurs compétences en matière de constitution de réseaux. Les médias sociaux jouent, à cet égard, un rôle clé.

Au début de l'année, la session du Conseil des gouverneurs du FIDA a examiné les moyens de renforcer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté en faisant participer les jeunes ruraux au secteur dynamique et moderne de l'industrie agroalimentaire. À la suite de cette réunion, le FIDA a accordé un don destiné à financer la création d'un Réseau mondial de l'innovation des jeunes (GYIN), en collaboration avec le Fonds Phelps Stokes. Voir <http://www.gyin.org>.

Le GYIN a démarré sous la forme d'une plateforme dynamique mettant en contact de jeunes entrepreneurs. Ses activités, qui concernaient à l'origine l'Afrique de l'Ouest et du Centre, se sont rapidement développées pour aboutir à un réseau plein de vitalité ayant pour devise "Jeunes entrepreneurs – agents du changement". À la fin de l'année, le GYIN comptait plus de 2 500 membres répartis dans 72 pays à travers le monde, dont environ 45% de femmes. Une conférence tenue en octobre au Bénin a donné aux participants venus d'une cinquantaine de pays l'occasion de se rencontrer et de débattre des problèmes, des possibilités et des projets.

Grâce à un don de 1,8 million d'USD accordé par le FIDA, des travaux ont aussi débuté au centre Songhaï, qui œuvre pour la promotion de la jeunesse rurale et le développement de l'industrie agroalimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre. Après la conférence du GYIN, en octobre 2011, le Gouvernement béninois s'est engagé à mobiliser 23 milliards de FCFA (47 millions d'USD) pour la création d'autres centres Songhaï dans le pays. L'un des principaux objectifs

est de former 1 500 jeunes agroentrepreneurs au cours des quatre prochaines années.

Au mois de novembre, nous avons cofinancé, dans le cadre de la Journée africaine de la jeunesse, la Conférence sur l'entrepreneuriat, qui s'est tenue à Johannesburg, en Afrique du Sud, sous l'égide de l'Organisation de la jeunesse africaine et dont le thème était "L'autonomisation de la jeunesse africaine au XXI<sup>e</sup> siècle: unité, entrepreneuriat éthique et transformation agricole". L'entrée des jeunes dans l'agriculture en était l'un des trois principaux sujets.

Un autre don du FIDA a été accordé au Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique pour financer l'établissement, en collaboration avec la FAO, d'un relevé des organisations de jeunes paysans. Des consultations régionales se sont tenues, au cours de l'année 2011, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et les résultats en seront partagés à l'occasion d'une session spéciale réservée aux jeunes agriculteurs au cours du Forum paysan, en février 2012.

## **Chaînes de valeur et accès aux marchés**

Aider les producteurs ruraux pauvres à accroître leurs revenus en "grimper des échelons" sur la chaîne de valeur est une composante importante des activités du FIDA. Par le biais de nos dons et de nos projets d'investissement, nous soutenons les activités, les services, les installations et l'information qui aident les paysans pauvres à ajouter de la valeur à leurs produits et à atteindre les marchés. La réduction de la pauvreté par le biais du développement de la chaîne de valeur poursuit les objectifs suivants:

- augmenter les prix à la production;
- développer des organisations paysannes solides et sans exclusive;
- faciliter, pour les femmes et les groupes sociaux pauvres, l'accès à de nouveaux marchés; et
- réduire les prix à la consommation grâce à une meilleure efficacité des filières.

Les projets que nous appuyons portent notamment sur le développement de l'accès aux marchés par le financement de routes; le renforcement des groupements de producteurs; une meilleure offre de services financiers et de développement des entreprises; le développement d'installations de transformation; et la communication d'informations sur le marché. Environ 14% des financements, dans le portefeuille en cours, appuient le développement de marchés et de l'infrastructure connexe (graphique 14). Les résultats pour 2011 montrent que 18 000 kilomètres de routes ont été construits ou remis en état.

L'un des projets appuyés par le FIDA aide les familles rurales pauvres qui élèvent des chèvres angoras et *cashgora* au Tadjikistan à améliorer leurs animaux reproducteurs et leurs méthodes de traitement des fibres. Le projet, dont la gestion est assurée par le Centre international de recherches agricoles dans les zones

arides, travaille avec les propriétaires de chèvres, femmes et hommes, en vue d'améliorer leur productivité. Les femmes bénéficient également d'une aide pour apprendre à filer des fibres d'une qualité plus fine. Les nouvelles technologies permettent à ces femmes de tirer des revenus accrus de la transformation des fibres, et elles commencent à vendre leur production en vue de l'exportation vers l'Asie centrale, l'Europe et les États-Unis. Un site web a été créé en 2011 pour assurer la promotion du projet et faciliter les liaisons avec les acheteurs en gros. Voir <http://www.adventureyarns.com>.

Nous avons également participé au Groupe de travail des Nations Unies sur le développement des chaînes de valeur, dont les travaux se sont conclus par une publication conjointe intitulée *Approches et activités de sept institutions des Nations Unies et possibilités de coopération interorganisations*.

La récente crise des prix alimentaires a induit le FIDA à réfléchir aux moyens par lesquels la hausse des prix des produits alimentaires pourrait procurer des avantages à l'agriculture familiale et aux communautés rurales pauvres. Ce thème a été abordé lors d'une importante conférence sur le thème "Nouvelles orientations pour la petite agriculture", au cours de laquelle ont été étudiés les moyens d'aider les paysans les plus pauvres à s'associer aux chaînes de valeur modernes. Tenue au FIDA en janvier 2011, elle a réuni des experts techniques, des universitaires et des représentants des États membres et du secteur privé.

### **Services financiers ruraux et assurance contre les intempéries**

À peine 10% des ruraux pauvres des pays en développement ont accès à des services financiers, même les plus élémentaires. Les interventions du FIDA visent à renforcer cet accès pour les activités menées sur l'exploitation ou hors exploitation, et 16% environ de notre portefeuille en cours apportait, en 2011, un appui aux services financiers ruraux (graphique 14). Les résultats rapportés en 2011 à propos des projets en cours font état, pour les institutions de microfinancement aidées par le FIDA, de 30 millions d'emprunteurs – dont 83% de femmes – et de 15 millions d'épargnants volontaires. La taille moyenne des prêts est de 200 USD et le montant moyen de l'épargne est de 127 USD. Nous intervenons aussi avec les gouvernements partenaires et d'autres parties prenantes au niveau décisionnel en vue d'améliorer la mise à disposition de services financiers au secteur agricole.

Le FIDA est désormais membre actif du partenariat "La finance au service de l'Afrique" (MFW4A), un groupe de travail réunissant les bailleurs de fonds dans le domaine de la finance agricole. Le partenariat milite en faveur de la mise en œuvre des Principes de Kampala pour la finance agricole, adoptés à la conférence tenue en Ouganda en juin 2011. Les 11 principes résument les actions les plus urgentes à entreprendre pour encourager la fourniture au secteur agricole, en Afrique, de services financiers efficaces.

Nous intervenons également avec la FAO, la Banque mondiale, le Fonds d'équipement des Nations Unies et le Gouvernement allemand, dans le cadre du Partenariat pour le renforcement des capacités en matière de finance rurale, afin d'aborder les questions critiques en rapport avec l'utilisation des subventions dans le contexte de la finance rurale et agricole. Un rapport conjoint intitulé *Les Subventions en tant qu'instrument dans le financement de l'agriculture: un tour d'horizon* a été publié en 2011.

Notre partenariat avec la Microfinance Information eXchange (MIX), une organisation à but non lucratif qui fournit des données sur la performance des institutions de microfinancement, nous aide à améliorer notre suivi de la performance en matière de finance rurale (voir page 47).

Nous avons également œuvré au renforcement de notre partenariat stratégique avec le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP), et approuvé à cet effet un deuxième don au Groupe, d'un montant de 1,5 million d'USD sur les trois prochaines années. Ce partenariat nous permet d'affiner l'efficacité et l'impact de nos interventions de finance rurale en faisant appel à la base de savoirs, à l'expérience et à la compétence technique reconnues du CGAP. En sa qualité de membre du Comité exécutif du CGAP, le FIDA plaide, avec les autres membres, pour que soient ciblés les petits exploitants agricoles dans les zones rurales.

Au cours de l'année, une trentaine de membres du personnel du FIDA ont participé au Programme interne 2011-2013 de développement des capacités et d'apprentissage dans le domaine de la finance rurale. Nous avons également élaboré des directives sur les étapes du processus décisionnel à l'intention du personnel chargé des programmes de pays du FIDA et du Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres bailleurs de fonds intéressés par la promotion des produits d'assurance indexés contre les intempéries comme outils permettant de réduire la vulnérabilité des petits exploitants agricoles aux aléas climatiques.

Voir [http://www.ifad.org/ruralfinance/pub/WII\\_tech\\_guide.pdf](http://www.ifad.org/ruralfinance/pub/WII_tech_guide.pdf).

### **Faire face aux défis environnementaux**

L'imprévisibilité de la dynamique environnementale accentuée par le changement climatique constitue un défi sans cesse croissant pour les paysans pauvres du monde en développement, dont la dépendance à l'égard de l'environnement naturel, pour leurs moyens de subsistance comme pour leur bien-être, est la plus forte. Environ 70% des projets que nous soutenons ont pour cadre des environnements écologiquement fragiles et marginaux. Si ces environnements sont menacés, leurs habitants le sont aussi.

Nous savons que les populations rurales pauvres ne peuvent échapper à la pauvreté que si elles sont en mesure de gérer leurs ressources naturelles. Les défis environnementaux doivent, par conséquent, être

abordés de manière globale et cohérente, et non de manière individuelle par une approche cloisonnée. Il faut donc aider les ruraux pauvres, femmes et hommes, à renforcer leur résilience pour qu'ils soient capables de réagir à des conditions en constante évolution. Les résultats des projets en cours pour 2011 montrent que 5,5 millions d'hectares de terres collectives bénéficient de techniques de gestion améliorée – chiffre en hausse d'environ 12% par rapport à celui de 2010, qui était de 4,9 millions d'hectares.

Nous avons élaboré, en 2011, notre première Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, constituant un cadre général et coordonné dans lequel pourront être abordés les défis étroitement imbriqués de la gestion des ressources naturelles, du changement climatique et de la biodiversité. Le Cadre stratégique du FIDA et cette politique mettent tous deux en évidence notre détermination à mieux intégrer les considérations environnementales dans la totalité de notre portefeuille. Nos programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) incluent de plus en plus fréquemment une analyse de l'impact du changement climatique sur les moyens de subsistance et les ressources naturelles. Nous avons également entrepris des évaluations environnementales stratégiques en Égypte et au Honduras. Les initiatives de ce type aident les paysans pauvres à prendre en charge le rôle exigeant que leur impose le changement de l'environnement à l'échelle planétaire.

### **Gestion de la terre et de l'eau**

Une gestion durable et équitable de la terre et de l'eau est essentielle à la réduction de la pauvreté rurale. En 2011, la production et le partage de savoirs sur les questions relatives à la terre et à l'eau ont bénéficié de l'appui d'une initiative financée par le Gouvernement suisse et concernant l'utilisation de l'eau pour la production alimentaire. Cette initiative contribue à améliorer la performance du portefeuille du FIDA dans ce domaine et à affiner nos connaissances.

Le FIDA appuie des programmes novateurs de recherche appliquée dans le domaine de l'eau pour les populations rurales pauvres et finance plusieurs initiatives de portée mondiale. Ainsi, le réseau sur l'irrigation de crue (Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau) vise à combler le fossé générationnel en matière de savoirs sur la pratique et la théorie de la gestion de l'eau à usage agricole. Le réseau fait naître une nouvelle vague, plus jeune, de spécialistes possédant des compétences universitaires dans ce domaine associées à une expérience de terrain dans des pays comme l'Éthiopie et le Pakistan, qui dépendent de ces méthodes d'irrigation par épandage des eaux de crue pour nourrir des millions d'êtres humains. Nous parrainons également des innovations dans les domaines de la terre et de l'eau. En Égypte, par exemple, les associations de paysans et d'usagers de l'eau utilisent des technologies intelligentes d'information et de

communication pour les prévisions hydrologiques et météorologiques. Au Ghana, les vendeurs ambulants proposent un dispositif simple et peu coûteux permettant de transformer les eaux usées en eau propre à la préparation des aliments. Voir <http://www.sharefair.net>.

L'accès aux terres agricoles devient de plus en plus problématique pour les populations rurales pauvres. La dégradation des terres – imputable en partie au changement climatique – et la concurrence émanant de secteurs non agricoles constituent de sérieuses contraintes. Grâce à un projet financé par le FIDA dans le nord-est de l'Inde, des terres dégradées où se pratique une agriculture itinérante (*jhumland*) sont en cours de remise en état. La mobilisation sociale et l'appui des institutions villageoises traditionnelles de ces régions ont été essentiels au succès du projet. Le réseau de terres forestières et de terres communautaires affectées à la conservation de la biodiversité, ou de terres dont la conservation est assurée par les communautés, atteint environ 1 835 kilomètres carrés.

### **Faire face au changement climatique**

Il existe un consensus croissant pour reconnaître que le changement climatique transforme le contexte du développement rural, modifie l'environnement et le paysage socioéconomique, et rend plus coûteuse l'aide à apporter aux petits exploitants pour qu'ils se libèrent de la pauvreté.

Le FIDA appuie de plus en plus des approches durables, "attentives à l'évolution du climat", allant au-delà des meilleures pratiques standard. Il s'agit d'approches prenant en compte les risques, croissants et étroitement liés, qui résultent du changement climatique et de la pénurie de ressources naturelles. Leur but n'est pas seulement de réduire la pauvreté, mais aussi d'accroître la résilience face aux risques en général. De meilleurs résultats environnementaux et d'autres avantages, parmi lesquels la séquestration du carbone, figurent parmi leurs objectifs. Les approches attentives à l'évolution du climat cherchent aussi à faire en sorte que les communautés agricoles pauvres tirent profit de la finance climatique.

Le FIDA intervient, en matière de changement climatique, dans plus de 40 pays par le biais de 22 prêts et de 15 dons. Les programmes appuyés incluent de multiples activités, comme le reboisement, la remise en état des terres et la restauration des sols; la récolte de l'eau et la rétention de l'eau; la résistance des cultures et du bétail à la sécheresse et à la salinisation; le développement de savoirs sur les conditions climatiques locales et la gestion des ressources naturelles; l'agroforesterie; les énergies renouvelables; l'assurance indexée contre les intempéries; et le paiement des services environnementaux. Tous ces éléments peuvent aider les populations rurales pauvres à se libérer de la pauvreté. Aux prêts et aux dons du FIDA viennent aussi s'ajouter les dons du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) – un proche partenaire dans les efforts que nous menons pour donner aux communautés

rurales pauvres les moyens de restaurer et de protéger l'environnement (voir page 45).

Le but du FIDA, tel qu'il est exposé dans la Stratégie concernant le changement climatique adoptée en 2010, est de parvenir à un portefeuille dont tous les éléments seront attentifs à l'évolution du climat. Nous avons, à cet effet, étoffé en 2011 notre Division environnement et climat, en ajoutant, pour toutes les régions, des spécialistes du climat et de l'environnement.

Nous avons accentué nos activités de plaidoyer à la dix-septième Conférence des Parties (CdP17) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Durban, en Afrique du Sud. Le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, a prononcé un discours inaugural à l'ouverture de la Journée 2011 de l'agriculture et du développement rural, qui se tenait au même moment. Nous nous sommes également associés à la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe pour plaider en faveur de la prise en compte de l'agriculture dans les négociations sur le climat.

Nous avons conçu, au cours de l'année 2011, un Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Il s'agit d'un programme de cofinancement par des dons accordés par plusieurs donateurs, visant à acheminer vers les populations rurales pauvres un volume accru de finance climatique, en l'intégrant aux investissements appuyés par le FIDA. Le programme établira également une base de savoirs sur les approches de l'adaptation susceptibles d'être partagées et transposées à plus grande échelle. Les objectifs fondamentaux de ce programme sont les suivants:

- réduire les pertes de rendement associées aux effets climatiques par une amélioration de la gestion des terres et par des pratiques agricoles résilientes face au changement climatique;
- accroître la disponibilité en eau et l'efficacité de son utilisation pour les activités de production et de transformation des petits exploitants agricoles;
- renforcer la capacité institutionnelle d'adaptation au changement climatique au niveau local et au niveau national;
- renforcer les mesures de réduction du risque de catastrophe au niveau des communautés;
- promouvoir les technologies qui réduisent la vulnérabilité des moyens de subsistance ruraux et permettent une efficacité accrue le long des chaînes de valeur agricoles; et
- développer une infrastructure rurale résiliente face au changement climatique.

### Appui à la biodiversité

En donnant aux populations les moyens de gérer durablement leur patrimoine écologique, on améliore leurs revenus, leur nutrition, leur amour-propre et leur réaction aux défis environnementaux. Le FIDA a financé des activités en rapport avec la biodiversité par le biais de 39 prêts dont le montant total dépasse les 500 millions d'USD, et de 44 dons d'une valeur

totale de 42 millions d'USD. Nous apportons notre plein appui à la Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique lancée en 2011 et qui se poursuivra jusqu'en 2020, et dont le but est de réduire de manière significative la perte de biodiversité.

Le FIDA a approuvé en 2011 un don de 1,5 million d'USD pour appuyer un nouveau mécanisme qui visera en priorité la conservation et l'utilisation de la biodiversité pour la réduction de la pauvreté – le Fonds fiduciaire pour le partage des avantages du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Nous partageons aussi des savoirs avec d'autres organisations travaillant sur la biodiversité, et notamment Bioversity International, Oxfam Italie, Oxfam Novib et la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.

Notre Conseil d'administration a approuvé, dans le courant de l'année, un projet qui sera exécuté au Bangladesh et qui constitue un exemple de la manière dont le FIDA se concentre sur l'amélioration de l'accès aux ressources halieutiques et sur la conservation de la biodiversité (voir CD-ROM). Au Kirghizistan, une initiative en cours en rapport avec la foresterie et l'échange de droits d'émission de carbone contribue à améliorer la biodiversité, en facilitant par exemple l'accès aux produits forestiers non ligneux.

### Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le FIDA a parachevé, au cours de l'année 2011, son Cadre stratégique 2011-2015 (voir page 5), dont l'objectif général est d'œuvrer pour que les populations rurales pauvres améliorent leur sécurité alimentaire et leur nutrition, augmentent leurs revenus et renforcent leur capacité de résistance". Dans notre vision stratégique pour la période couverte par la neuvième reconstitution des ressources (2013-2015), nous nous sommes engagés à faire du FIDA un "catalyseur mondial des investissements devant permettre à la petite agriculture d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, de réduire la pauvreté et d'accroître la résistance des écosystèmes".

Les populations rurales pauvres sont confrontées à un environnement dynamique comportant de nouveaux risques et de nouvelles menaces, mais aussi de nouvelles possibilités. La dégradation de l'environnement, la pénurie croissante de ressources, l'instabilité des marchés et les flambées des prix alimentaires sont autant de facteurs qui exercent une forte pression sur les moyens de subsistance et sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des petits exploitants et des ruraux pauvres, femmes et hommes. Dans le même temps, la demande croissante de produits alimentaires et d'autres produits et services agricoles, combinée à la transformation des marchés agricoles, offre de vastes perspectives aux petits exploitants. Il est toutefois essentiel de faire en sorte qu'ils aient à leur disposition les actifs, les services, les capacités et le cadre institutionnel nécessaires pour qu'ils puissent produire davantage, sur un mode plus

durable, en résistant mieux aux changements de l'environnement et du climat, et avec une intégration plus efficace à des marchés dynamiques.

Le FIDA a exprimé ce message au cours de plusieurs initiatives mondiales de premier plan concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle au cours de l'année 2011. Nous avons élaboré, de concert avec des organisations internationales partenaires, un rapport au G20 analysant les incidences de l'instabilité des prix alimentaires sur les populations et les pays vulnérables, et proposant des lignes d'action pour résoudre ce problème. La contribution du FIDA a été axée sur l'impact de l'instabilité des prix alimentaires sur les petits exploitants agricoles, tout en soulignant que les paysans peuvent néanmoins contribuer de manière importante à la solution de ce problème. Ce rapport a constitué une contribution clé au Plan d'action du G20 sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture, rendu public en juin 2011.

Nous avons aussi poursuivi notre assistance aux travaux de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, réunie sous l'égide des Nations Unies, avec la préparation d'une synthèse du Cadre d'action global révisé sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, diffusé à l'occasion de la trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), au mois d'octobre. Le FIDA a dirigé l'équipe chargée de préparer une table ronde du CSA sur le thème "Comment accroître la sécurité alimentaire et les investissements agricoles favorables aux petits exploitants" (voir page 44).

En outre, nous avons participé aux travaux de l'équipe spéciale sur le suivi-évaluation du mouvement Renforcer la nutrition, qui aide les pays durement affectés à accroître leurs efforts de lutte contre la sous-nutrition. Nous avons proposé une feuille de route pour le nouveau Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, qui contribuera, au niveau national et régional, au renforcement de l'information sur la sécurité alimentaire dans les régions les plus à risque. Nous avons participé au comité de pilotage chargé de superviser les réformes du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies. Le FIDA a aussi contribué, en qualité de membre du Groupe consultatif, à l'élargissement du Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants.

### **Régime foncier et investissements responsables dans l'agriculture**

La sécurité de jouissance du sol est un élément fondamental pour que les paysans pauvres puissent améliorer leur sécurité alimentaire et augmenter leur productivité. Le chemin à parcourir devient plus complexe à mesure qu'augmente la population mondiale et que diminuent les superficies de terres arables à cause du déclin de la fertilité du sol et du changement climatique. Il est impératif que toutes les parties parviennent à un accord sur les politiques régissant le régime foncier.

En 2011, le FIDA a travaillé avec le CSA, la FAO et d'autres partenaires à l'élaboration des Directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts. Ces directives ont pour but d'aider les États, la société civile et le secteur privé à améliorer la gouvernance des régimes fonciers en édictant des principes et des normes internationalement acceptées en matière de pratiques responsables.

Le CSA a dirigé les négociations intergouvernementales, entamées en juillet et poursuivies en octobre, relatives à la révision du projet de directives. Les représentants d'environ 70 pays, de 45 groupes de la société civile et d'une organisation du secteur privé y ont pris part. Le FIDA a participé à ces négociations, en œuvrant en faveur des petits paysans, principaux investisseurs dans la terre et l'agriculture.

En mai 2011, une équipe FIDA-FAO a participé à une évaluation de la réforme foncière à Madagascar. On trouve dans le rapport final de cette mission des recommandations relatives à la poursuite de cet important processus, qui répond à une demande authentique d'un système simplifié, décentralisé et accessible permettant aux petits exploitants agricoles et aux autres ruraux pauvres de se voir reconnaître une sécurité de jouissance du sol. L'expérience malgache a fait l'objet d'une présentation au cours de la Foire mondiale pour le partage des savoirs agricoles, en 2011, et les débats se sont poursuivis après cette manifestation, dans le cadre du Portail foncier récemment lancé. Voir <http://www.landportal.info>.

Au cours de l'année, le FIDA a entrepris une analyse des enseignements tirés sur les questions liées aux régimes fonciers, en vue d'apporter un éclairage pour les opérations que nous appuyons dans deux régions, Amérique latine et Caraïbes, et Asie et Pacifique. Cette analyse doit aboutir à l'élaboration d'un document sur la marche à suivre. On utilisera, pour fournir des éléments à l'appui de cette analyse, des études de cas concernant l'État plurinational de Bolivie et la République démocratique populaire lao. Nous avons également participé à la cinquième Conférence internationale et Assemblée des membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, tenue à Tirana, en Albanie, en mai 2011 (voir page 43).

### **Envois de fonds**

Les travailleurs migrants et l'argent qu'ils envoient dans leurs foyers ont un immense impact sur les familles, les communautés et les pays. Selon les estimations du FIDA, les envois de fonds vers les pays d'origine des travailleurs migrants ont été largement supérieurs à 350 milliards d'USD en 2011. Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds a été mis en place par le FIDA pour réduire le coût des transferts d'argent, fournir des services bancaires dans les zones rurales et promouvoir des investissements productifs dans les pays d'origine des migrants.



Le Mécanisme est solidement ancré dans l'expérience de près de 50 projets à travers le monde, ainsi que dans des recherches indépendantes et dans le savoir de ses partenaires. Lancé avec un modeste financement, représenté par un don de 9 millions d'USD, le Mécanisme est devenu un centre d'expertise sur les envois de fonds et dispose de 22 millions d'USD. Les projets qu'il finance contribuent à transformer l'accès des ruraux aux services financiers de base.

- Au Paraguay, la société Konecta a lancé une plateforme de services financiers utilisant la technologie des téléphones mobiles. Plus de 2 000 bénéficiaires d'envois de fonds ont ouvert des comptes bancaires mobiles, ce qui leur permet de payer leurs factures dans plus de 700 points de vente.
- Dans la région de Gedo, en Somalie, les fonds envoyés peuvent désormais être retirés auprès de commerces de proximité sous la forme de produits d'épicerie ou d'autres produits essentiels grâce à un système de transfert d'espèces en ligne créé par l'Association Himilo Relief and Development. Le système permet un accès rapide aux fonds envoyés tout en minimisant les risques pour la sécurité.
- À Sri Lanka, la Hatton National Bank propose de nouveaux services d'envoi de fonds et des comptes d'épargne spécialement adaptés aux ménages dont le chef est une femme. Plus de 200 comptes d'épargne ont été ouverts rien que dans les deux premiers mois de la phase pilote, et le modèle sera étendu à toutes les agences de la Hatton National Bank.
- En Albanie et au Kosovo, l'International Agency for Source Country Information a établi un partenariat avec un réseau d'institutions de microfinancement pour offrir des produits financiers innovants à plus de 1 100 migrants.

S'appuyant sur les expériences réussies menées en Somalie et dans d'autres pays affectés par des conflits, le Mécanisme a lancé en mai 2011 l'Initiative d'appui aux investissements de la diaspora en faveur de l'agriculture, ciblant exclusivement les pays en situation de post-conflit et les États fragiles. L'initiative recensera des projets agricoles innovants, dont la conception et les essais pilotes seront réalisés en collaboration avec des groupes de la diaspora, des investisseurs individuels et des entreprises agroalimentaires. Elle a été mise en place en coopération avec le Département d'État des États-Unis.

## Peuples autochtones

Le FIDA travaille depuis plus de 30 ans aux côtés des peuples autochtones. En 2011, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé 11 projets (en Afrique, en Amérique latine et en Asie) visant à aider les peuples autochtones et tribaux, les minorités ethniques et les pasteurs, pour un financement total

d'un montant de 95 millions d'USD. Ces projets sont axés sur le développement agricole, le renforcement des capacités au sein des communautés et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de la conservation de la biodiversité. Notre expérience nous a appris à respecter la diversité et les particularismes, non seulement comme valeurs humaines, mais également comme atouts économiques.

Un projet en cours en Équateur avec l'appui du FIDA utilise des solutions proposées par des populations autochtones pour diversifier leurs revenus et renforcer leurs compétences, en mettant l'accent sur la production artisanale et le tourisme, tout en revitalisant leur patrimoine. Le projet aide ces populations à développer des capacités entrepreneuriales et à améliorer la gestion des ressources naturelles.

Le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 a mis en exergue les problèmes résultant de l'absence d'une représentation politique effective des groupes autochtones. Nous continuons à élargir notre contribution à la définition des politiques de nos États membres – en travaillant avec les organisations des peuples autochtones, les groupements paysans, les pouvoirs publics et d'autres partenaires à la conception de politiques de développement rural sans exclusive, complètes et cohérentes, en vue de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté.

Dans le cadre de sa Politique relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones, le FIDA a créé en février 2011 un Forum des peuples autochtones. Des réunions mondiales se tiendront tous les deux ans, à partir de 2013. La première session sera précédée, en 2012, par des consultations régionales en Afrique, en Asie, dans le Pacifique, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le Forum offre une plateforme de dialogue entre les représentants de peuples autochtones, en particulier ceux qui sont associés à des projets financés par le FIDA, des membres du personnel du FIDA et des représentants des États membres, où l'accent sera mis sur les modalités de travail en commun sur le terrain. Le Forum aidera aussi le FIDA à suivre la mise en œuvre de la politique, approuvée par le Conseil d'administration en septembre 2009. Il encourage également la participation de groupes issus des peuples autochtones aux activités soutenues par le FIDA au niveau national, régional et international, durant toutes les phases des cycles des programmes.

En 2011, une organisation représentative des peuples autochtones du Pérou – le Centro de Culturas Indígenas del Perú – a décerné au FIDA une récompense, rendant ainsi hommage à sa contribution au développement des peuples autochtones et à la protection de leurs droits.

Le FIDA soutient également un fonds spécialisé, le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (voir page 45).



# Programme de travail pour 2011

Le programme de prêts et dons du FIDA a sensiblement augmenté en 2011, avec de nouvelles approbations atteignant un niveau record de 997,6 millions d'USD – soit une augmentation d'environ 18% par rapport à 2010.

Cette année était la deuxième de la période couverte par la huitième reconstitution de nos ressources. À la fin de l'année 2011, les investissements étaient en bonne voie pour atteindre l'objectif de la huitième reconstitution, à savoir accroître de 50% le niveau de nos nouveaux engagements au cours de la période triennale 2010-2012.

Malgré l'augmentation substantielle de notre programme de travail, la croissance de notre budget administratif a été maîtrisée, témoignant de gains d'efficacité significatifs. Le ratio d'efficacité – la proportion du budget administratif par rapport au programme de prêts et dons – devrait être ramené à 12,5% en 2012, dépassant ainsi l'objectif, qui était de 13,5%.

Si l'on tient également compte, dans le calcul, des financements externes directement gérés par le FIDA, le ratio d'efficacité est meilleur, avec 9,5% en 2011, et devrait s'améliorer encore pour atteindre environ 8% en 2012. Les engagements d'autres sources gérés par le FIDA incluent des fonds provenant du Programme

mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, de la Commission européenne, du Fonds de l'OPEP pour le développement international et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Le graphique 4 présente l'expansion du programme de prêts et dons, le programme de travail total et l'augmentation du budget administratif, qui était de 101,3 millions d'USD en 2007 et devrait atteindre 144,0 millions d'USD en 2012.

Le volume de notre portefeuille en cours a également augmenté à la suite du lancement de nouveaux programmes et projets, et de la transposition à plus grande échelle des interventions réussies en cours. À la fin de l'année, le FIDA finançait 240 programmes et projets en cours d'exécution dans 93 pays et un territoire, et le montant total de ses investissements s'élevait à 4,6 milliards d'USD (tableau 4).

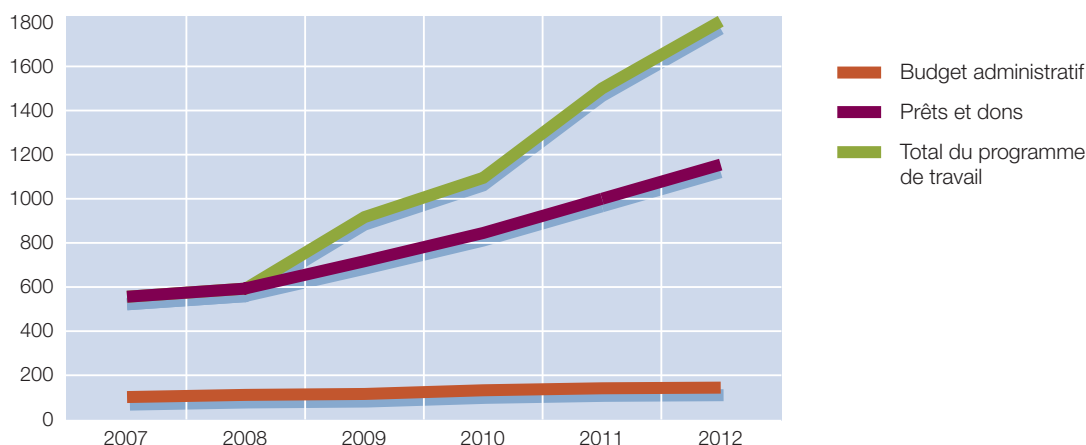
Pour ce qui concerne le portefeuille en cours, les cofinancements externes s'élèvent à 2,5 milliards d'USD, et les fonds provenant de sources nationales s'élèvent à 3,2 milliards d'USD, portant la valeur totale de ces programmes et projets à 10,3 milliards d'USD.

Les contributions de sources nationales en particulier ont augmenté au cours des dernières années,

## GRAPHIQUE 4

### Expansion du programme de prêts et dons du FIDA, et augmentation du budget administratif

Montants en millions d'USD



← Grâce à des cours de soudure et à une formation en matière d'entreprise, Comfort Coffie a pu démarrer une petite activité commerciale.

Ghana: Projet en faveur des petites entreprises rurales – Phase II  
©FIDA/N.K. Acquah

# Nombre de programmes et projets en cours par région et par pays à la fin de 2011

240 programmes et projets

93 pays et un territoire

## Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

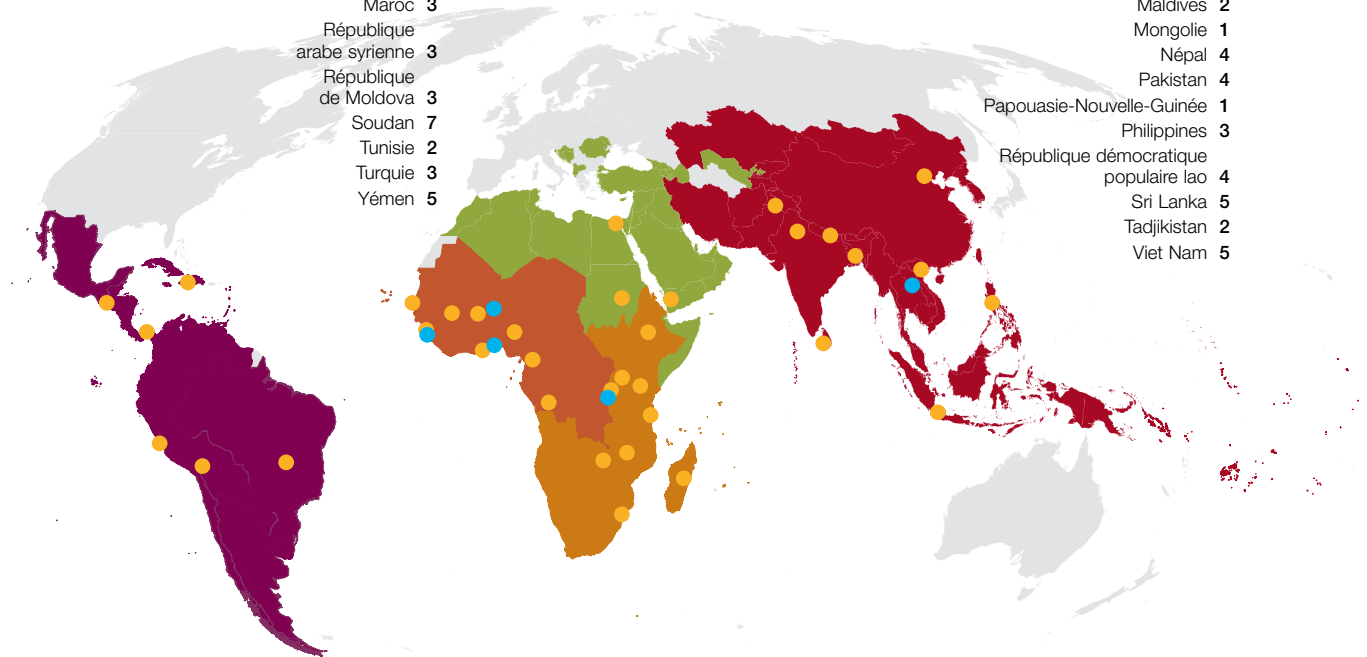
42 projets  
15 pays et un territoire

Albanie	2
Arménie	2
Azerbaïdjan	2
Bosnie-Herzégovine	2
Djibouti	2
Égypte	3
Gaza et Cisjordanie	1
Géorgie	1
Jordanie	1
Maroc	3
République arabe syrienne	3
République de Moldova	3
Soudan	7
Tunisie	2
Turquie	3
Yémen	5

## Asie et Pacifique

61 projets  
19 pays

Afghanistan	1
Bangladesh	6
Bhoutan	2
Cambodge	2
Chine	5
Îles Salomon	1
Inde	9
Indonésie	3
Kirghizistan	1
Maldives	2
Mongolie	1
Népal	4
Pakistan	4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1
Philippines	3
République démocratique populaire lao	4
Sri Lanka	5
Tadjikistan	2
Viet Nam	5



## Amérique latine et Caraïbes

31 projets  
19 pays

Argentine	3
Belize	1
Bolivie (État plurinational de)	2
Bésil	1
Colombie	1
El Salvador	2
Équateur	2
Grenade	1
Guatemala	2
Guyana	1
Haïti	2
Honduras	2
Mexique	2
Nicaragua	2
Panama	1
Paraguay	1
Pérou	2
République dominicaine	1
Venezuela (République bolivarienne du)	2

## Afrique de l'Ouest et du Centre

54 projets  
23 pays

Bénin	2
Burkina Faso	5
Cameroun	3
Cap-Vert	1
Congo	2
Côte d'Ivoire	1
Gabon	1
Gambie	3
Ghana	4
Guinée	3
Guinée-Bissau	1
Libéria	1
Mali	5
Mauritanie	2
Niger	3
Nigéria	3
République centrafricaine	1
République démocratique du Congo	3
Sao Tomé-et-Principe	1
Sénégal	3
Sierra Leone	3
Tchad	2
Togo	1

## Afrique orientale et australe

52 projets  
17 pays

Angola	1
Burundi	4
Comores	1
Érythrée	2
Éthiopie	4
Kenya	5
Lesotho	2
Madagascar	4
Malawi	3
Maurice	1
Mozambique	4
Ouganda	5
République-Unie de Tanzanie	5
Rwanda	4
Soudan du Sud <sup>a</sup>	1
Swaziland	2
Zambie	4

Bureaux de pays du FIDA  
● 2011  
● prévus en 2012-2013

<sup>a</sup> La République du Soudan du Sud est devenue un État indépendant le 9 juillet 2011; elle est membre du FIDA depuis le 22 février 2012.

démontrant l'appropriation par les pays et leur engagement en faveur des interventions que nous appuyons en vue de la réduction de la pauvreté rurale. Entre 2007 et 2011, la valeur des contributions nationales a triplé, passant de 274,0 millions d'USD à 832,4 millions d'USD (tableau 1).

Dans le courant de l'année 2011, neuf programmes et projets en cours d'exécution ont reçu des fonds additionnels d'une valeur totale de 47,5 millions d'USD. Dans le même temps, un financement d'un montant total de 108,6 millions d'EUR provenant du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (voir page 62) a été approuvé; il sera utilisé pour agrandir l'échelle de sept programmes et projets appuyés par le FIDA – cinq dans la région Amérique latine et Caraïbes, un en Afrique et un en Asie.

Les niveaux de décaissement ont aussi rapidement augmenté en 2011 du fait de la taille accrue du portefeuille et de l'intensification du soutien à l'exécution (voir les tableaux 1, 9 et 10).

Pour 2012, le FIDA propose d'engager, sur ses ressources propres, environ 1,15 milliard d'USD au titre de prêts et de dons. À ce montant pourraient s'ajouter environ 0,65 milliard d'USD provenant de cofinancements directement gérés et supervisés par le FIDA.

## Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

## Vue d'ensemble

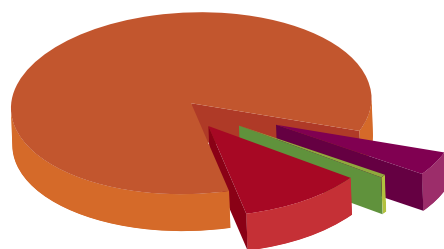
Globalement, les économies des pays d'Afrique subsaharienne semblent avoir surmonté la crise financière mondiale, et la reprise s'est manifestée en 2010 et en 2011. Dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre, quatre pays en particulier – le Congo, le Ghana, le Niger et le Nigéria – ont affiché des taux de croissance élevés.

Malheureusement, les bons chiffres de la croissance ne se traduisent pas nécessairement par une réduction de la pauvreté et de la faim, ou par une plus grande égalité. Le progrès vers la réalisation du premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) est inégal dans l'ensemble de la région, certains pays comme le Ghana, la Mauritanie et la République centrafricaine étant largement sur la bonne voie pour réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015, tandis que la Côte d'Ivoire, le Mali et le Nigéria sont très loin de la cible.

Bien que la région connaisse, dans l'ensemble, une urbanisation rapide, l'agriculture demeure la source principale de revenus – habituellement pour 60% à 70% de la population. Et bien que la demande croissante de produits agricoles offre des possibilités aux petits exploitants agricoles, les défis liés à la gestion des ressources naturelles et au changement climatique font qu'ils parviennent difficilement à tirer parti des débouchés sur les marchés.

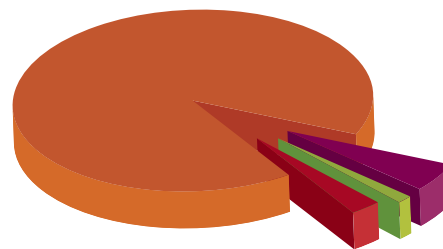
L'utilisation d'engrais est extrêmement faible dans la région, de l'ordre de 6 kilos par hectare (kg/ha), alors qu'elle est d'environ 14 kg/ha en Afrique orientale et australe, et de 140 kg/ha en Amérique latine et en Asie du Sud. L'utilisation de semences de haute qualité est aussi bien inférieure à ce qu'elle pourrait être.

**GRAPHIQUE 5a**  
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt et dons au titre du CSD, 1978-2011



- Dons au titre du CSD  
227,0 millions d'USD - 10,1%
- Prêts à des conditions particulièrement favorables  
1 885,1 millions d'USD - 84,2%
- Prêts à des conditions intermédiaires  
105,2 millions d'USD - 4,7%
- Prêts à des conditions ordinaires  
21,3 millions d'USD - 1,0%

**GRAPHIQUE 5b**  
Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2011<sup>a</sup>



- Dons au titre du CSD  
34,8 millions d'USD - 3,0%
- Prêts à des conditions particulièrement favorables  
1 063,4 millions d'USD - 90,7%
- Prêts à des conditions intermédiaires  
60,3 millions d'USD - 5,1%
- Prêts à des conditions ordinaires  
14,2 millions d'USD - 1,2%

<sup>a</sup> Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

## Récit recueilli sur le terrain

### Semer les germes du changement dans le centre du Tchad

Dans l'une des zones les plus vulnérables de l'un des pays les plus pauvres de la planète, les interventions financées par le FIDA ont contribué à l'introduction de changements significatifs et durables.

La deuxième phase du Projet de sécurité alimentaire au Nord-Guéra, au Tchad, a introduit un programme d'alphabétisation fonctionnelle, en le combinant au renforcement des capacités et à la sensibilisation. Cette approche a constitué une base solide sur laquelle fonder d'autres interventions et en assurer la durabilité. En partenariat avec le Fonds belge pour la sécurité alimentaire, le projet a construit des écoles, des entrepôts, des puits et des pompes à eau. Le programme d'enseignement, portant sur l'amélioration des compétences en matière de nutrition et de gestion, a aussi permis aux communautés de gérer des banques céréalières, des systèmes villageois de crédit et d'épargne, et des comités locaux d'utilisateurs de l'eau. Les résultats sont évidents: développement des économies locales, régimes alimentaires plus sains, revenus en hausse et meilleure fréquentation scolaire pour les enfants.

Le système d'entrepôts et de banques céréalières a permis aux personnes de rationner leurs céréales et de les stocker en toute sécurité. Au terme d'une bonne campagne, les paysans disposent désormais d'une quantité suffisante de nourriture pour tout le ménage et toute l'année, et même d'un excédent commercialisable pour obtenir un peu d'argent liquide.

"Avant la création du système de crédit et d'épargne, on trouvait difficilement de l'argent au

village – pas même 50 francs [équivalant à environ 0,11 USD]", déclare Halimé, une habitante du village de Gamé. "Maintenant, les gens empruntent à la caisse d'épargne et font des bénéfices. Tous ceux qui ont emprunté ont réussi."

Les femmes ont eu recours au crédit pour cultiver des tomates et d'autres légumes, ou pour ouvrir de petites boutiques dans les villages, où elles vendent de la viande et des produits de base pour le foyer. De ce fait, les régimes alimentaires sont plus sains, et les enfants comme les adultes sont plus résistants aux maladies.

La deuxième phase du projet s'est achevée en 2009, mais la population locale affirme que les avantages en sont durables. Les groupes de gestion continuent à fonctionner et une nouvelle culture de travail collectif s'est installée. Disposant des outils de base pour améliorer leur bien-être, les communautés ont acquis un sentiment d'autonomie, ainsi que la capacité et la motivation nécessaires à la poursuite du développement au-delà de la durée de vie du projet. "Nous savons gérer nos propres affaires", déclare Moussa Arun, un agriculteur de Gamé.

Le nouveau Programme d'appui au développement rural dans le Guéra, financé par le FIDA, continuera à faire fond sur les réalisations des deux projets antérieurs.

Selon Saïda Suleyman, présidente du groupe d'alphabétisation du village de Kofilo, les cours ont changé la vie des villageois.

Tchad: Projet de sécurité alimentaire au Nord-Guéra – Phase II  
©FIDA/S. Morgan



L'accès aux services financiers constitue également un facteur limitant la croissance. À l'exception du Cap-Vert, moins de 5% des adultes ont des emprunts en cours auprès de banques ou d'institutions de microfinancement, et ce chiffre est encore plus faible dans les zones rurales.

L'instabilité politique, réelle ou perçue, constitue le principal obstacle aux investissements en Afrique de l'Ouest et du Centre, avant même la médiocrité des infrastructures et la corruption. Contrairement à la situation en Côte d'Ivoire, la transmission pacifique du pouvoir au Ghana en 2009 s'est traduite par une augmentation spectaculaire des investissements publics et privés.

La région compte au total environ 423 millions d'habitants, dont 55% environ vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels les données sont disponibles, 42% environ vivent avec moins de 1,25 USD par jour<sup>1</sup>.

## Travaux et résultats en 2011

Nos interventions dans la région sont axées sur:

- la gestion des ressources naturelles;
- la finance rurale et le développement des microentreprises;
- les marchés agricoles et le développement rural non agricole; et
- les processus politiques locaux et nationaux.

Nous soutenons aussi l'autonomisation des femmes et des jeunes.

### Gestion des ressources naturelles

Les pays de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ressentent l'impact du changement climatique, et toute la région est touchée par les problèmes de gestion du sol et de l'eau – depuis la zone saharienne aride jusqu'à la forêt tropicale humide du Congo. Ce sont toutefois les populations des écosystèmes saharo-sahéliens, où des sécheresses persistantes mettent rapidement en péril les fragiles systèmes de moyens de subsistance, qui subissent de la manière la plus immédiate les conséquences humaines du changement climatique.

Afin d'aider les paysans à développer leur résilience face à ces défis climatiques, des programmes appuyés par le FIDA assurent, au Burkina Faso et au Niger, la promotion de techniques qui renforcent la régénération naturelle. Il s'agit, entre autres, de pratiques de conservation du sol et de l'eau, et d'activités de reverdissement gérées par les paysans.

Les interventions de conservation du sol et de l'eau mises à l'essai avec succès ont été étendues à d'autres

provinces, avec de bons résultats. Les techniques du *tassa* ou des cuvettes *zai* et des demi-lunes, en particulier, utilisent des diguettes en terre ou en pierre pour recueillir et conserver l'eau de pluie. Environ 500 000 hectares de terres dégradées ont été remis en état. Les activités de reverdissement gérées par les paysans consistent notamment à planter des arbres et à entretenir les jeunes plants d'arbres croissant spontanément.

Les agriculteurs des zones bénéficiant du programme partagent de nouvelles approches d'apprentissage et bénéficient d'un soutien accru au niveau des politiques et des institutions. Nous encourageons l'expansion de ces activités, avec un financement du FEM (voir page 45) et grâce à de meilleurs mécanismes de partenariat, et notamment le programme travail contre rémunération, avec le PAM.

Ces techniques ont contribué à renforcer la résilience des familles des petits exploitants face à la variabilité climatique, et des études montrent que les taux de mortalité infantile n'ont pas augmenté, au cours des périodes de disette, comme dans d'autres villages. Cela s'explique par le fait que les paysans parviennent à récolter des fruits et des feuilles pour leur consommation, et à tailler ou couper quelques arbres qu'ils vendent comme bois d'œuvre ou comme

### Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 54 programmes et projets en cours dans 23 pays de la région à la fin de l'année 2011;
- 826,0 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 9 nouveaux programmes et projets au Congo, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Libéria, en Mauritanie, au Niger, en République centrafricaine, au Sénégal et en Sierra Leone, pour un investissement total du FIDA de 164,0 millions d'USD;
- financement supplémentaire d'une valeur de 9,1 millions d'USD accordé à un programme en cours en Guinée;
- approbation, en faveur du Sénégal, d'un financement de 7,0 millions d'EUR (environ 10,1 millions d'USD) par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire; et
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axés sur les résultats pour le Bénin, le Libéria et la République démocratique du Congo.

<sup>1</sup> Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2011* publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population incluent tous les pays de la région. Toutefois, les données concernant les personnes vivant en dessous du seuil de la ligne de pauvreté sont uniquement disponibles pour les pays suivants de la région: Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal et Togo. Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le *Rapport sur le développement humain 2011* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

combustible sur les marchés, obtenant ainsi les liquidités nécessaires pour l'achat de céréales à prix élevé.

Un don accordé par le FIDA à l'Association VU-Windesheim, pour le Projet de soutien à la régénération naturelle en gestion paysanne dans le Sahel, permettra d'étendre ces activités au Mali, à la Mauritanie et au Sénégal. L'approbation de ce don en décembre 2010 a permis d'entreprendre un inventaire des expériences de reverdissement en cours dans les projets financés par le FIDA au Burkina Faso et au Niger, et au-delà.

### **Finance rurale et développement des microentreprises**

On observe, dans plusieurs pays de la région, une bonne et régulière croissance agricole, qui sert de tremplin à une économie rurale plus diversifiée et sans exclusive, fondée sur les petites entreprises et les microentreprises en rapport avec les exploitations agricoles, les services et les échanges. Ces activités offrent des possibilités d'emploi aux femmes et aux jeunes des zones rurales.

Au Ghana, la deuxième phase du Projet en faveur des petites entreprises rurales, appuyé par le FIDA, a comporté la mise en place de 66 centres de conseil aux entreprises. En outre, 14 des 22 districts nouvellement créés ont financé eux-mêmes la création de centres de conseil aux entreprises. Le projet a formé 100 000 clients dans les domaines des compétences commerciales, de la gestion des entreprises et de la commercialisation – au lieu des 70 000 prévus à l'origine. Environ 25 000 petites entreprises et microentreprises rurales clientes ont été rattachées à des opérations commerciales de plus grande ampleur.

Dans l'ensemble, environ 60% des clients bénéficiant d'une formation, et environ 70% de ceux auxquels a été remis un kit de démarrage, ont été en mesure de lancer leur propre entreprise. Nous tentons actuellement d'estimer le nombre d'emplois indirects – parmi les fournisseurs et les négociants – associés aux entreprises appuyées par le projet. Des données préliminaires montrent que près de 3 000 clients de l'Initiative pour la croissance des entreprises rurales et la création d'emplois, lancée dans le cadre du projet, soutiennent environ 2 700 fournisseurs et détaillants. Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a confirmé la pertinence, l'efficacité et l'efficacé du modèle du projet, qui est en cours d'extension à l'échelle nationale au titre de la troisième phase, récemment approuvée, du projet (voir page 55).

### **Marchés agricoles et développement rural non agricole**

La demande régionale et mondiale de produits agricoles en provenance de l'Afrique de l'Ouest et du Centre augmente rapidement. Il est essentiel d'amplifier l'appui de base apporté aux petits exploitants agricoles pour qu'ils puissent tirer parti de ces nouvelles possibilités et avoir un meilleur accès aux marchés des intrants et des produits.

En Sierra Leone, un projet à assise communautaire financé par le FIDA dans les districts de Kono et de Kailahun améliore la position des petits exploitants agricoles du point de vue de la commercialisation de leurs produits. Depuis le début des travaux, en 2009, 290 kilomètres de routes ont été réparés et environ 970 hectares de bas-fonds marécageux ont été régénérés. Ces zones marécageuses offrent un important potentiel

---

## **Plantation en prévision d'un climat plus rude dans le Sahel malien**

Dans la zone du Sahel malien, la sécheresse, la diminution de la pluviométrie et la pression démographique croissante se conjuguent pour dégrader, à une vitesse alarmante, une base de ressources naturelles déjà affaiblie. Le Programme de fonds de développement en zone sahélienne, appuyé par le FIDA, contribue à la remise en état des écosystèmes endommagés et à développer la résilience face au changement climatique.

En partenariat avec le FEM et le Centre mondial d'agroforesterie, le programme fournit aux populations locales une compétence technique et une formation pour les aider à régénérer les arbres et la végétation, à améliorer la productivité agricole et à soulager la pression sur les ressources existantes. Il a créé et équipé des pépinières et des plantations d'arbres pour permettre aux communautés de cultiver des espèces d'arbres et de plantes indigènes en voie de disparition rapide, et spécialement les riches roseaux à miel (*bourgou*) qui poussent dans la région du delta du Niger. Plus de

712 hectares de *bourgou* sont aujourd'hui plantés sur les rives des lacs et des cours d'eau du delta, et ont apporté une contribution importante à l'économie locale. L'an dernier, la vente de roseaux a rapporté 500 USD par hectare à la petite collectivité de Tiachel Pouri. Les recettes ont été utilisées pour acheter du matériel de pêche et des filets, et pour réparer les bateaux.

Avec le soutien technique de ses partenaires, le programme introduit de nouvelles espèces offrant une productivité supérieure et une résistance à la sécheresse. Il utilise aussi une technologie basée sur le matériel génétique pour aider les espèces locales à s'adapter aux conditions plus chaudes et plus sèches dont les experts prévoient qu'elles prédomineront à l'avenir. Le programme a pour but de promouvoir, au sein des communautés locales, une compréhension de la fonction d'écosystème et une culture de régénération et de production d'espèces autochtones, essentielles et menacées, d'arbres, de plantes et de poissons.



d'intensification de la production de riz et de légumes. Quelque 60 prestataires de services et 140 jeunes femmes et hommes ont été formés aux techniques de régénération des bas-fonds marécageux. En outre, environ 1 500 hectares de plantations de café et de cacao ont été remis en état et des semences de riz ont été distribuées. Dans la zone pilote de Kono, par exemple, les paysans ont récemment procédé à la récolte du riz et remboursé 100 boisseaux de semences, qui ont ensuite été redistribués à des jeunes agriculteurs.

Afin de faire fond sur les succès ainsi obtenus en Sierra Leone, le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne a été proposé au financement du GAFSP. Le programme, approuvé en mai 2011, est supervisé par le FIDA. Il a pour objectifs principaux l'amélioration de la sécurité alimentaire et la génération de revenus, ainsi que l'ajout de valeur et la commercialisation de cultures vivrières et de cultures de rente.

### Processus politiques locaux et nationaux

La capacité des petits exploitants agricoles de concurrencer les gros producteurs et d'autres sources régionales d'approvisionnement, comme les importations, est fonction de l'amélioration de l'intérêt qu'ils présentent pour les marchés des intrants et des produits, et pour les prestataires de services financiers. Il faut, pour atteindre ce résultat, renforcer leurs organisations et les aider à démontrer leur capacité de gestion axée sur l'obtention de résultats commerciaux.

Notre action a pour but, de concert avec nos partenaires gouvernementaux, d'encourager l'essor, dans la région, d'organisations de petits producteurs sans exclusive, durables et compétitives. Cette action sert de complément au travail entrepris de longue date avec les prestataires de services publics et les plateformes d'organisations paysannes au niveau national.

Ainsi, le Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles, en cours d'exécution en Guinée, est axé sur le renforcement des unions et des fédérations d'organisations paysannes et sur le financement d'activités économiques recensées dans leurs plans d'action. La gestion et la supervision de certaines activités du programme (planification du programme annuel, passation des marchés, gestion financière et suivi-évaluation) sont directement déléguées aux organisations faitières paysannes avec l'appui du gouvernement. Le programme aide les organisations paysannes à jouer un rôle moteur dans le développement de filières ciblées, à améliorer leur productivité et leur compétitivité, et à renforcer leurs compétences professionnelles. Avec un financement additionnel, la même approche sera élargie à la région de la Haute Guinée, où les travaux débiteront en 2012.

## Afrique orientale et australe

22 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Soudan du Sud<sup>2</sup>, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

### Vue d'ensemble

La sécheresse qui a sévi en 2011 en Afrique de l'Est, la pire depuis 60 ans, a provoqué une grave crise alimentaire en Éthiopie, au Kenya et en Somalie. Les Nations Unies ont officiellement déclaré l'état de famine dans le sud de la Somalie – première déclaration de famine en près de 30 ans. La réponse humanitaire a été entravée par un manque aigu de crédits et par les problèmes de sécurité que connaît la région.

Une grande partie de la région dépendant de l'agriculture pluviale, la production céréalière a été sévèrement affectée. Même dans les pays ne souffrant pas de la sécheresse, la demande provenant des pays voisins touchés a provoqué une augmentation et une instabilité des prix alimentaires. Au Kenya et en Ouganda, les prix du maïs ont atteint des niveaux records.

Outre la volatilité des prix, la sécheresse a eu d'autres effets secondaires dans l'ensemble de la région. La réduction de la capacité de production d'énergie hydroélectrique a provoqué des coupures d'électricité, les pénuries d'eau à usage domestique se sont multipliées et les recettes gouvernementales ont fortement chuté.

La situation a été meilleure en Afrique australe, grâce à une pluviométrie favorable, de bons niveaux de production céréalière et une plus grande stabilité des

### Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 52 programmes et projets en cours dans 17 pays de la région à la fin de 2011;
- 1 145,6 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 5 nouveaux programmes et projets pour l'Éthiopie, le Lesotho, le Malawi, le Rwanda et la Zambie, pour un investissement total du FIDA de 218,5 millions d'USD;
- financement supplémentaire d'un montant de 5,1 millions d'USD accordé pour un programme en cours aux Comores et un projet en cours au Rwanda; et
- 2 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axés sur les résultats pour le Mozambique et la Zambie.

<sup>2</sup> La République du Soudan du Sud est devenue un État indépendant le 9 juillet 2011; elle est membre du FIDA depuis le 22 février 2012.

prix. Au Malawi et en Zambie, en particulier, la production agricole a profité d'une distribution d'engrais fortement subventionnée, mais non durable.

Dans ses prévisions à moyen terme (2011-2015), le Fonds monétaire international prévoit que l'Éthiopie, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie figureront parmi les dix économies qui connaîtront la croissance la plus rapide au monde, avec des taux de croissance du PIB se situant entre 6,9% et 8,1%.

Les progrès dans la réalisation des OMD dans la région sont irréguliers et varient selon les divers objectifs. Alors que des avancées remarquables ont été réalisées sur certains points, l'OMD1 sur la réduction de la pauvreté et de la faim ne sera pas atteint à la date cible de 2015. Et bien que le pourcentage de pauvres diminue dans l'ensemble de la région, leur nombre total augmente en Afrique australe.

La population totale de la région est d'environ 399 millions de personnes, dont quelque 70% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, on estime qu'environ 43% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour<sup>3</sup>.

### Travaux et résultats en 2011

Au cours de l'année 2011, nous avons continué de nous attacher à renforcer, dans la région:

- l'accès aux ressources naturelles et leur gestion;
- les techniques agricoles améliorées et les services de production efficaces;

- les services financiers;
- les marchés d'intrants et de produits agricoles transparents et concurrentiels;
- l'emploi non agricole et la création d'entreprises; et
- la participation aux processus locaux et nationaux d'élaboration des politiques et des budgets.

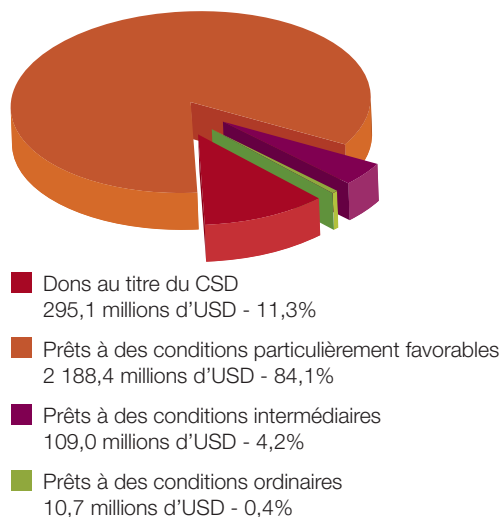
### L'accès aux ressources naturelles et leur gestion

L'accès sûr et durable des populations rurales pauvres aux ressources en terre et en eau est essentiel pour qu'elles parviennent à se libérer de la pauvreté. Une gestion équitable et écologiquement durable des ressources naturelles est de plus en plus importante à mesure que se font ressentir les effets du changement climatique et de la dégradation des ressources.

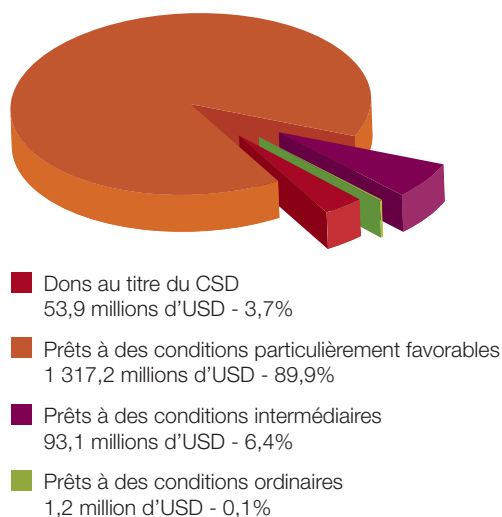
Le FIDA finance à l'heure actuelle, dans la région, 11 projets ayant notamment pour objectif d'améliorer l'accès aux ressources naturelles et leur gestion. Le projet que nous finançons au Rwanda appuie la stratégie gouvernementale de transformation du secteur de l'agriculture et d'évolution d'une agriculture de subsistance vers une exploitation commerciale.

Les paysages collinaires du Rwanda font que l'aménagement de terrasses, la construction de levées de terre pour prévenir l'érosion et le reboisement sont essentiels pour protéger les bassins versants et préserver et accroître la fertilité des sols. Depuis le démarrage du projet, en 2006, plus de 30 millions de jeunes plants destinés à l'agroforesterie et 50 millions de boutures de millet (*Pennisetum*) ont été distribués aux participants

**GRAPHIQUE 6a**  
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt et dons au titre du CSD, 1978-2011



**GRAPHIQUE 6b**  
Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2011<sup>a</sup>



<sup>a</sup> Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

<sup>3</sup> Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2011* publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population incluent tous les pays de la région. Toutefois, les données concernant les personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté sont uniquement disponibles pour les pays suivants de la région: Afrique du Sud, Angola, Burundi, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda et Seychelles. Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le *Rapport sur le développement humain 2011* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

au projet, et leur utilisation a été encouragée par un programme vivres-contre-travail. On considère que les pratiques de gestion améliorée concernent désormais près de 15 000 hectares.

Lors d'une enquête d'impact réalisée au début de l'année 2011, le nombre d'agriculteurs faisant état d'une bonne fertilité de leur terre avait doublé par rapport à l'enquête de référence de 2006. L'amélioration de la fertilité s'est aussi traduite par une augmentation des rendements: dans la zone du projet, plus de 90% des producteurs de riz et 88% des producteurs de maïs font état d'une hausse des rendements, entraînant une amélioration des moyens de subsistance. La proportion de personnes extrêmement pauvres dans la zone du projet est tombée de 52% à 17%, tandis que le pourcentage de personnes à revenu intermédiaire passait de 46% à 77%.

### **Techniques agricoles améliorées et services de production efficaces**

Dans toutes les régions, l'un des aspects clés de nos interventions consiste à donner aux producteurs ruraux pauvres la possibilité de se former aux techniques améliorées de production végétale et animale. Dans l'ensemble de l'Afrique orientale et australe, les résultats enregistrés en 2011 montrent que 274 000 personnes, au total, suivent une formation dans le domaine agricole. Quelque 55% de ces bénéficiaires ont été formés en République-Unie de Tanzanie, dans le cadre d'une approche-programme sectorielle pour l'agriculture. Cet investissement, le plus important consenti par le FIDA dans la région, est également cofinancé par d'autres donateurs grâce à un mécanisme de mise en commun de fonds.

La reconstitution des troupeaux et la distribution de bétail de race améliorée sont une composante importante de huit projets en cours dans la région – notamment au Burundi, en République-Unie de Tanzanie et au Rwanda. On utilise des systèmes de transmission permettant aux paysans de recevoir une vache, une brebis ou une chèvre, dont la progéniture devra ensuite être transmise à leurs voisins. Les résultats enregistrés en 2011 montrent qu'environ 22 000 têtes de bétail ont été distribuées dans l'ensemble de la région.

De nombreux projets appuyés par le FIDA dans la région facilitent également l'accès des petits exploitants agricoles aux services de santé animale, et plus de 174 000 ménages bénéficient de services vétérinaires.

### **Services financiers**

L'élargissement de l'accès des ruraux pauvres, femmes et hommes, aux services financiers est une composante clé des activités auxquelles nous apportons notre appui dans l'ensemble de la région. Il est essentiel qu'ils puissent disposer à la fois de possibilités de crédit adéquates pour leur permettre d'investir dans leurs entreprises, et de produits d'épargne qui rendent possible le développement de leurs actifs.

Les résultats relevés concernent aussi bien les emprunteurs actifs que les épargnants volontaires, et

les cibles ont été dépassées, pour les deux groupes, dans l'ensemble de la région. Selon ces résultats, on comptait environ 400 000 emprunteurs actifs et près de 500 000 épargnants volontaires en 2011.

On a toutefois reconnu que la durabilité des coopératives d'épargne et de crédit constitue un défi capital. Ces institutions financières communautaires sont souvent de taille trop restreinte pour pouvoir faire face à des commissions de service, même minimes. Elles pâtissent également de niveaux inacceptables de créances douteuses et de cadres réglementaires inadéquats. L'expérience du FIDA dans la région a été plus positive dans le cas des institutions de microfinancement. Ces institutions détiennent généralement des actifs beaucoup plus élevés que les coopératives d'épargne et de crédit. Elles sont habituellement gérées par du personnel formé de manière professionnelle et fonctionnent dans un cadre réglementaire exigeant le respect de principes opérationnels solides.

### **Marchés d'intrants et de produits agricoles transparents et concurrentiels**

Pour que les petits exploitants agricoles cessent de pratiquer une agriculture de subsistance et que leur activité agricole leur permette de gagner raisonnablement leur vie, il est essentiel qu'ils obtiennent un accès aux marchés concurrentiels. Les projets appuyés par le FIDA mettent l'accent sur le renforcement des infrastructures de marché, la construction de réseaux routiers et l'amélioration des possibilités de transport.

Nous travaillons aussi avec les ruraux pauvres, femmes et hommes, en vue de l'établissement et du renforcement de groupements de commercialisation. L'appartenance à un groupement organisé permet aux petits producteurs de regrouper leur production, de réduire les coûts grâce aux économies d'échelle et de renforcer leur capacité de négociation avec les puissants acteurs du secteur privé.

En Ouganda, environ 2 500 kilomètres de routes d'accès communautaires et 580 kilomètres de routes de desserte ont été construits, dans le cadre d'un programme d'amélioration de l'infrastructure agricole, depuis son démarrage en 2008. Ces infrastructures ont réduit les frais de transport et accru les prix payés aux producteurs pour la production commercialisée. En outre, 30 marchés ruraux ont été construits, et l'amélioration des installations a permis d'allonger la durée de conservation en stock des produits agricoles.

### **Emploi non agricole et création d'entreprises**

Les emplois non agricoles et le travail indépendant peuvent apporter une contribution décisive au revenu d'un ménage rural. Les liquidités supplémentaires sont parfois suffisantes pour éviter que des membres de la famille – les jeunes en particulier – ne migrent vers les zones urbaines. Trop souvent, la migration a pour effet non seulement de priver les zones rurales de l'énergie et de la créativité de la jeune génération, mais aussi de

grossir le nombre des urbains pauvres. Nous apportons un appui à la formation de ruraux pauvres à des compétences commerciales et à l'entrepreneuriat, ainsi qu'à une formation professionnelle sur le tas ou dans des centres de formation.

Les résultats enregistrés à Madagascar en 2011 montrent que près de 20 000 femmes et hommes ont bénéficié d'une formation à la création d'entreprises dans le cadre d'un programme en cours favorisant l'apprentissage dans des microentreprises et la formation professionnelle. Le programme a démarré en 2008, et ses interventions se déroulent dans cinq des régions les plus pauvres du pays, où la densité de la population est la plus élevée. Un système de suivi est actuellement mis en place afin de déterminer le nombre de personnes formées qui trouvent ensuite un travail.

#### **Participation aux processus locaux et nationaux d'élaboration des politiques et des budgets**

Appuyer l'autonomisation des populations rurales pauvres au niveau individuel et communautaire implique également qu'on leur donne les moyens de faire entendre leur voix dans l'élaboration des politiques au niveau local et national. Nous mesurons nos réalisations dans ce domaine au moyen de deux indicateurs de substitution: le nombre de personnes formées aux questions de gestion communautaire, et le nombre de plans villageois et communautaires formulés.

Pour l'ensemble de l'Afrique orientale et australe, les résultats pour 2011 montrent que plus de 52 000 personnes ont été formées à la gestion communautaire et que près de 200 plans ont été élaborés.

Le projet en cours d'exécution au Rwanda, mentionné ci-avant dans la section consacrée aux ressources naturelles, offre un bon exemple de l'impact de la formation aux questions de gestion communautaire. Les participants au projet contribuent activement à la planification, la gestion et la supervision des activités. Les 11 comités locaux de gestion constitués sur la base des bassins versants regroupent des représentants de l'administration locale, des coopératives agricoles, des femmes, des jeunes, du secteur privé et des institutions financières locales. Dans une inversion novatrice des rôles, ce sont les comités du projet qui surveillent la performance des pouvoirs publics locaux concernant les activités en rapport avec le projet.

Cette approche est reproduite dans un autre projet, au Rwanda, qui appuie l'évolution vers une agriculture axée sur le marché dans le district de Kirehe, dans le sud-est du pays. Dans cette région, la sévère érosion du sol et la forte densité démographique rendent encore plus importante une gestion durable des ressources naturelles.

---

## **Aider les paysans érythréens à faire face à l'imprévisibilité climatique**

Le FIDA s'attache, avec les gouvernements et les communautés de la région, à introduire des mesures et des technologies réduisant la vulnérabilité des communautés rurales pauvres à la variabilité du climat et au changement climatique à plus long terme. Les projets introduisent de simples techniques de gestion de la terre et de l'eau qui protègent les sols des dommages dus aux inondations et qui contribuent à la conservation de l'eau. L'un des axes principaux concerne la restauration des écosystèmes afin de renforcer la résilience des moyens de subsistance agricoles.

L'Érythrée est particulièrement vulnérable au changement climatique, parce que son territoire comporte des régions côtières à basse altitude, des zones arides et semi-arides, des écosystèmes fragiles et des zones sujettes à la sécheresse et la désertification. Les paysans pratiquant une agriculture de subsistance, les pasteurs, les habitants des zones rurales et les communautés de pêcheurs

sont autant de groupes à risque. Le plus grand problème est celui de l'imprévisibilité des précipitations, parfois irrégulières et parfois torrentielles. Lorsque de fortes chutes de pluie surviennent après une période de sécheresse, l'eau ne parvient pas à pénétrer dans la croûte superficielle durcie, provoquant des inondations.

Divers problèmes peuvent déjà être imputés à la variabilité du climat. Pour mettre un terme à la dégradation des terres et accroître la quantité d'eau disponible pour l'irrigation, un programme financé par le FIDA a introduit des techniques de conservation du sol et de l'eau, comme l'aménagement de diguettes en terre ou en menu bois, et l'aménagement de terrasses. Il a également introduit des systèmes de micro-impluviums qui réduisent le ruissellement des eaux de pluie et augmentent leur infiltration dans le sol. Deux réseaux d'irrigation de crue de taille moyenne ont été construits, et couvrent environ 1 100 hectares, au profit de 1 000 agriculteurs.

## Récit recueilli sur le terrain

### Les paysans retournent à l'école à Zanzibar

“À dire vrai, je n'avais jamais rêvé que je pourrais réussir aussi bien en tant qu'agricultrice”, déclare Tamasha Saleh Haji.

Elle parle des résultats de la formation concrète dont elle a bénéficié dans l'une des fermes-écoles de Zanzibar, en République-Unie de Tanzanie. “Avant de commencer cette formation, je n'avais pas la moindre idée de comment prendre soin d'un plant de bananier. Et puis j'ai découvert que c'est exactement comme prendre soin d'un enfant.”

Grâce aux nouvelles techniques apprises au cours de cette formation, Tamasha a amélioré le rendement de ses plants. Le succès a été considérable: avec l'augmentation de ses revenus, elle est maintenant le principal soutien de la famille, et elle a les moyens de payer les frais de scolarité de ses enfants et de soutenir la ferme laitière de son mari.

Tamasha est l'une des milliers de paysans qui ont profité des 720 fermes-écoles mises en place dans neuf districts de Zanzibar avec l'appui du FIDA. La population de l'île, qui compte 1,3 million d'habitants, est composée en majorité de paysans pratiquant une agriculture de subsistance, et plus de la moitié d'entre eux vivent avec moins de un dollar par jour. Depuis 2007, les initiatives appuyées par le FIDA ont contribué à réduire la pauvreté, à améliorer la sécurité alimentaire et à accroître les revenus. L'autonomisation des paysans par le biais de l'éducation est l'un des grands axes de ces interventions.

Chaque communauté participant à une ferme-école détermine ses besoins spécifiques. L'équipe chargée

du programme élabore ensuite un programme d'étude adéquat et réunit un groupe d'agriculteurs qui suivent les cours pendant une campagne agricole complète. Chaque groupe compte de 15 à 20 membres, dont deux tiers de femmes. Les écoles sont dirigées et gérées par les petits exploitants agricoles qui partagent et appliquent les nouvelles recherches et technologies.

Un examen annuel, réalisé en mai et juin 2011 par le bureau de pays du FIDA, fait apparaître de solides augmentations de la productivité. Ainsi, les techniques améliorées ont aidé les producteurs de riz à accroître leurs rendements, qui sont passés de 1 tonne à près de 5 tonnes par hectare. Quinze groupes de paysans ont vendu au gouvernement 65 tonnes de semences de riz de haute qualité, contribuant ainsi aux réserves semencières nationales.

Entre-temps, la sensibilisation progresse. Lorsque les gens observent le succès de leurs voisins, ils constituent leurs propres fermes-écoles. Plus de 40 écoles ont ainsi été créées par des initiatives spontanées, et d'anciens stagiaires ont été formés pour en faciliter le fonctionnement.

Grâce à une formation sur place, Tamasha Saleh Haji a appris à utiliser de nouvelles techniques agricoles pour accroître le rendement de ses bananiers.

République-Unie de Tanzanie: Programme d'appui aux services agricoles; et Programme de développement du secteur agricole – élevage: appui au développement pastoral et agropastoral.

©FIDA/D. Sevuri



## Asie et Pacifique

34 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kirghizistan, Kiribati, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Nioué, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga et Viet Nam.

### Vue d'ensemble

Les économies en développement de la région Asie et Pacifique ont continué d'enregistrer une solide croissance en 2011. Bien que la Chine et l'Inde soient les moteurs de la performance globale, les pays de l'ensemble de la région ont connu une large croissance économique. La forte consommation intérieure et le développement des échanges entre les pays de la zone en sont les principaux facteurs.

Au moment où a été rédigé le présent rapport, on prévoyait une croissance de 7,5% du PIB, valeur en léger recul par rapport à la prévision de 7,8% formulée plus tôt dans l'année. Ce déclin est imputable à une prévision de faiblesse de la demande des principaux partenaires commerciaux de l'Asie. Compte tenu de l'incertitude du contexte mondial, le PIB devrait demeurer au même niveau en 2012.

La population totale de la région est d'environ 3 784 millions de personnes, dont quelque 60% vivent

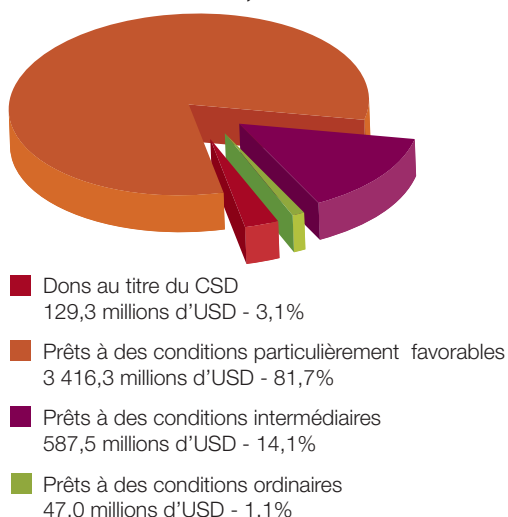
dans des zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, on estime qu'environ 27% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour<sup>4,5</sup>.

Selon le rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement 2011 publié par les Nations Unies, les taux de pauvreté ont diminué de façon significative, dans les diverses sous-régions, depuis 1990. L'amélioration la plus sensible est celle de l'Asie de l'Est, où le taux de pauvreté est tombé de 60% à 16%. En Asie du Sud, le taux est passé de 49% à 39% et, en Asie du Sud-Est, de 39% à 19%. En Asie centrale, en revanche, le chiffre est à la hausse, avec un taux passant de 6% à 19%.

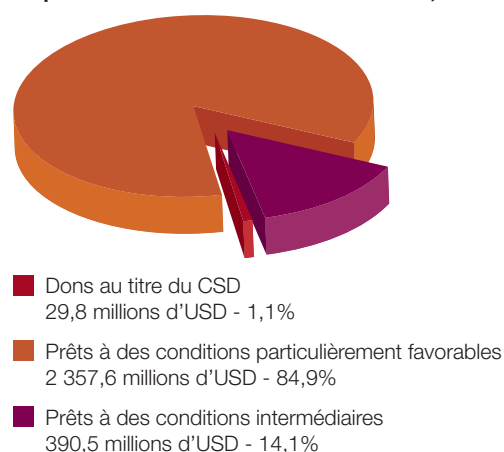
Les tendances donnent à penser que l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est atteindront probablement l'OMD consistant à réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015, encore qu'il existe de grandes disparités entre les pays. Les fortes avancées enregistrées en Asie de l'Est sont essentiellement dues aux progrès réalisés en Chine; en Asie du Sud-Est, ces avancées résultent principalement des améliorations observées en Indonésie et aux Philippines.

D'après les études, les prix alimentaires devraient demeurer élevés et instables dans un avenir prévisible, constituant une menace pour la sécurité alimentaire des plus pauvres. Cette situation résulte de facteurs structurels comme la croissance démographique, l'augmentation des revenus, les changements dans les régimes alimentaires et la faiblesse des investissements en matière de technologie, de recherche et d'infrastructure agricoles. Les prix sont également

**GRAPHIQUE 7a**  
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt et dons au titre du CSD, 1978-2011



**GRAPHIQUE 7b**  
Décassements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2011<sup>a</sup>



<sup>a</sup> Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire.

<sup>4</sup> Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2011* publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population excluent les Îles Cook et Nioué. Toutefois, les données concernant les personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté sont uniquement disponibles pour les pays suivants de la région: Bangladesh, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kirghizistan, Mongolie, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste et Viet Nam. Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le *Rapport sur le développement humain 2011* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

<sup>5</sup> Si les données relatives à la Chine étaient exclues des chiffres concernant la région Asie et Pacifique, la population totale serait de 2 436 millions de personnes, dont 64% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, on estime que quelque 33% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour. Si les données relatives à la Chine et à l'Inde étaient exclues des chiffres concernant la région Asie et Pacifique, la population totale serait de 1 195 millions de personnes, dont environ 58% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, on estime que quelque 22% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour.

influencés par l'épuisement des ressources naturelles et par le déclin prévu de la production alimentaire en rapport avec le changement climatique.

### Travaux et résultats en 2011

Nos priorités, au cours de l'année, concernaient principalement les thèmes suivants:

- gestion des ressources naturelles;
- technologies agricoles et services de production;
- services financiers;
- marchés agricoles;
- emploi non agricole et création d'entreprises; et
- processus d'élaboration des politiques et des programmes.

### Gestion des ressources naturelles

Partout dans le monde, la dégradation des ressources naturelles compromet les moyens de subsistance des populations rurales pauvres et, dans certaines régions, le changement climatique accélère ce processus. De nombreux projets auxquels nous apportons un appui visent à renforcer l'accès des personnes aux ressources dont elles ont besoin pour gagner leur vie et à promouvoir des pratiques durables de gestion du sol, de l'eau, des forêts, des pâturages et des parcours. Au cours de l'année 2011, nos interventions dans la région ont été surtout axées, dans ce domaine, sur l'amélioration des pratiques de gestion des terres et de l'accès à de meilleures sources d'eau pour les cultures, le bétail et la consommation domestique.

Près de 370 000 hectares de terres sont aujourd'hui exploités suivant des pratiques améliorées dans l'ensemble de la région, principalement en Mongolie, où des progrès ont été réalisés dans la rotation des pâturages et l'introduction de semences améliorées. Environ 83 000 ménages disposent désormais d'un accès à une eau plus sûre, dont près de 43 000 au Pakistan et près de 24 000 en Chine.

### Technologies agricoles et services de production

Travailler avec les paysans pour améliorer les technologies et les intrants qu'ils utilisent implique de les aider à augmenter leurs rendements et leurs revenus. Pour les petits exploitants agricoles en Asie, les technologies éprouvées comprennent l'utilisation de semences améliorées, l'amélioration des méthodes de compostage pour accroître la fertilité du sol, la pratique d'autres cultures que le riz et notamment d'autres céréales et des légumineuses sur les hautes terres, et la pratique de cultures maraîchères afin d'améliorer la nutrition familiale et de diversifier les produits destinés au marché.

Environ 65% des ménages ont adopté ces méthodes dans le cadre d'un programme appuyé par le FIDA dans la partie sud-ouest de l'État d'Orissa, l'une des régions les plus déshéritées de l'Inde. Acheter des semences améliorées, plutôt que les conserver – telle a été la technique produisant l'effet le plus sensible sur les récoltes des paysans, avec une production presque

doublée. Plus de la moitié des petits exploitants participant au programme ont ajouté aux cultures de base des cultures à valeur élevée et des cultures de rente. Le recours à l'irrigation a également augmenté. Les solides résultats enregistrés à ce jour ont conduit le gouvernement de l'État à étendre le modèle du programme aux districts de Malkangiri et Koraput. Des crédits sont directement acheminés vers près de 700 villages, où le programme atteindra 40 000 familles tribales supplémentaires.

### Services financiers

L'absence de crédit qui permettrait l'expansion ou l'adoption de pratiques améliorées constitue l'un des plus grands obstacles pour les pauvres vivant dans les zones rurales. Un peu partout dans le monde, les groupements d'épargne et de crédit aident de plus en plus les paysans pauvres et leurs familles à épargner et à investir dans leurs moyens de subsistance. Environ la moitié des projets financés dans la région prévoient un financement visant à mettre des services financiers à la disposition de plus de un million d'emprunteurs. Les investissements dans les services financiers ruraux ont légèrement évolué. Alors que l'accent était mis, précédemment, sur la mise à disposition de fonds en vue de prêts, on privilégie désormais les services techniques et l'appui aux liaisons entre les groupes d'autoassistance et les banques, qui augmentent la durabilité de ces services.

### Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 61 programmes et projets en cours dans 19 pays de la région à la fin de 2011;
- 1 449,5 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 10 nouveaux programmes et projets pour le Bangladesh, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Mongolie, le Pakistan, la République démocratique populaire lao, Sri Lanka, le Tadjikistan et le Timor-Leste\*, pour un investissement total du FIDA de 340,4 millions d'USD;
- financement supplémentaire d'un montant de 5,0 millions d'USD accordé pour un programme en cours en République démocratique populaire lao et un projet en cours au Cambodge;
- financement d'un montant de 21,4 millions d'EUR (environ 30,0 millions d'USD) approuvé pour le Bangladesh, accordé par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire; et
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axés sur les résultats pour la Chine, l'Inde et la République démocratique populaire lao.

\* Approuvé en décembre 2011.

## Récit recueilli sur le terrain

### Une école à leur porte pour les enfants dans les montagnes du Pakistan

Lorsque Nargis Rahman était une enfant, il n'y avait pas d'école dans le village de Manjoot, district de Bagh, dans la région de l'Azad Jammu-et-Cachemire, au Pakistan. Ainsi, elle et les autres enfants de la famille devaient aller à pied jusqu'à l'école, une marche de 40 minutes, particulièrement difficile en hiver. C'est alors qu'elle décida que sa mission serait de construire une école exactement à Manjoot.

“Je veux qu'ils aient une bonne éducation à leur porte”, déclare Nargis. Remplir sa mission a exigé une grande détermination: sa première école, qui accueillait au départ 12 élèves, a été détruite par le tremblement de terre de 2005, et la deuxième par un incendie, en 2008. La construction de l'école actuelle a été appuyée par un prêt de 30 000 PKR (environ 335 USD) du Programme de développement communautaire dans l'Azad Jammu-et-Cachemire, soutenu par le FIDA. L'école comporte deux salles de classe, mais l'effectif actuel (110 élèves, dont 60 filles et 50 garçons) dépasse la capacité d'accueil, et certains élèves doivent s'abriter dans une tente.

Le Programme de développement communautaire transforme cette région rurale en aidant les communautés à analyser leurs besoins et à y répondre. D'une durée de sept ans, le programme a démarré en 2004 et appuie plus de 3 000 groupes communautaires. Avec l'aide de la FAO, il leur enseigne à élaborer des plans de développement villageois, dans lesquels les habitants coopèrent avec les fonctionnaires pour recenser leurs besoins dans une démarche participative. Des prestataires de services

du secteur public préparent ensuite des plans de travail et budgets annuels prenant en compte les besoins déterminés par le processus de planification du village. Cette approche représente une évolution culturelle majeure, puisqu'elle n'est plus “descendante”, mais “ascendante”. Le prêt pour l'école de Nargis a été accordé par la composante épargne et crédit du programme.

À l'école, les enfants accueillent le visiteur avec confiance, faisant fièrement étalage de leurs connaissances en anglais. “L'apprentissage de l'anglais commence au cours préparatoire”, explique Nargis, “tandis que, à l'école du gouvernement, il ne débute qu'à la sixième année.” Les objectifs des enfants ne se limitent pas à l'horizon du village: Aliya, 7 ans, dit qu'elle veut devenir médecin, tandis qu'Ehsan, 6 ans, dont le père est ouvrier journalier, souhaite entrer dans l'armée.

“Je crois que les enfants de ce lointain village de montagne reçoivent maintenant une meilleure éducation”, estime Nargis. Les parents sont du même avis – ils dépensent environ 50 USD par an et par enfant pour les droits, les livres, le matériel et les uniformes, malgré la présence d'une école gouvernementale gratuite un peu plus loin sur la route.

Nargis Rahman aide Kinyat Riaz, âgée de six ans, à apprendre sa leçon.

Pakistan: Programme de développement communautaire dans l'Azad Jammu-et-Cachemire

©FIDA/A. Zaidi





En 2006, le FIDA a commencé à appuyer un projet mené dans la province de Gansu, dans la région montagneuse du nord-ouest de la Chine. Ce projet a enseigné aux femmes d'un village pauvre, Xinglong, à fabriquer des articles artisanaux en utilisant les excédents de paille de blé. Le projet les a aussi aidées à obtenir des prêts. Grâce à une série de prêts, l'une de ces femmes, Yao Yunfang, a ouvert un atelier, qui s'est progressivement agrandi, pour la production de ces objets. L'atelier, dont le personnel est exclusivement féminin, emploie aujourd'hui 28 travailleuses à plein temps et de nombreuses autres à temps partiel, toutes originaires du village. Elles gagnent de 75 à 150 USD par mois.

### Marchés agricoles

Une fois la campagne achevée et les produits récoltés, les petits exploitants agricoles doivent encore surmonter de multiples obstacles avant de les faire parvenir sur le marché et de les vendre. L'un des problèmes tient à l'absence de routes praticables par tous les temps dans les zones isolées où résident de nombreuses familles paysannes pauvres.

La construction de routes en vue d'améliorer l'accès aux marchés est, à l'heure actuelle, une composante de 14 programmes et projets appuyés par le FIDA dans six pays d'Asie: Bangladesh, Bhoutan, Indonésie, République démocratique populaire lao, Sri Lanka et Viet Nam. Au cours de l'année écoulée, plus de 700 kilomètres de routes ont été construits, dont plus de 200 kilomètres rien qu'en Indonésie.

### Emploi non agricole et création d'entreprises

Du point de vue économique, les zones rurales deviennent plus diversifiées et plus dynamiques, et nous apportons un appui à des initiatives qui aident les personnes à créer de nouvelles entreprises hors exploitation et également à améliorer la rentabilité des entreprises existantes. Douze programmes et projets en cours comprennent la formation des femmes, des hommes et des jeunes aux activités commerciales et à l'entrepreneuriat en Inde, en Mongolie, aux Philippines,

en République démocratique populaire lao, à Sri Lanka et au Viet Nam. Selon les résultats enregistrés en 2011, environ 165 000 personnes ont été formées dans ces pays.

Aux Philippines, Bernadette Manuel, 26 ans, a démarré en 2008 une petite activité de production de rouleaux d'arachide, en investissant 7 USD prélevés sur sa propre épargne. L'année suivante, elle a participé à un stage de développement et d'amélioration du produit, organisé par le Ministère du commerce et de l'industrie et appuyé par le Programme de promotion de la microentreprise rurale, financé par le FIDA. Elle a immédiatement mis en pratique l'enseignement reçu et, avec un petit prêt d'une institution de microfinancement partenaire, elle a pu élargir la gamme de ses produits. Bernadette Manuel a presque triplé ses ventes et doublé ses actifs dès la première année. En 2011, le programme a accordé des financements à 15 institutions de microfinancement qui, à leur tour, ont accordé des prêts à plus de 7 000 entreprises.

### Processus d'élaboration des politiques et des programmes

Outre que nous accordons des prêts et des dons à des activités conduites sur le terrain pour aider les personnes à se libérer de la pauvreté, nous participons aussi, avec les gouvernements, les groupements intergouvernementaux et d'autres partenaires à l'élaboration des politiques. Au cours de l'année 2011, nous avons apporté, à la demande de la République démocratique populaire lao, un appui technique à l'élaboration de politiques. On a utilisé une étude du FIDA sur le rôle de l'agriculture dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté pour affiner la Stratégie de gestion de l'agriculture et des ressources naturelles. Une activité connexe de plaidoyer a conduit le gouvernement à relever le taux cible annuel de croissance de l'agriculture et les niveaux d'investissement agricole. Nous aidons aussi le Ministère de l'agriculture à mettre en place, à l'échelon national, un groupe de travail sur les politiques, qui fournira des informations en retour sur l'efficacité des politiques et sur les possibilités de transposition à plus grande échelle des opérations réussies.

---

## Protéger les terres agricoles fertiles de l'élévation du niveau de la mer au Bangladesh

Selon les experts, le delta du Gange, au Bangladesh, est l'une des zones les plus exposées de la planète aux risques liés au changement climatique. Les terres agricoles fertiles du delta sont vulnérables à l'élévation du niveau de la mer et aux conditions météorologiques de plus en plus extrêmes. Le bilan 2007 du secteur de l'eau au Bangladesh, établi par l'ambassade des Pays-Bas, estime que, chaque année, de 20 000 à 30 000 ménages perdent leur logement, leurs terres et leurs moyens de subsistance à cause de l'érosion et des inondations.

Un projet appuyé par le FIDA, dont la quatrième phase est en cours d'exécution, intervient auprès des paysans pauvres pour la protection de leurs terres contre la hausse du niveau des eaux, et pour les aider à se protéger eux-mêmes contre les cyclones et les orages, plus fréquents et plus violents. Le projet construit des digues de protection contre les inondations et des systèmes de drainage pour protéger les "chars" (les îles du delta constituées de dépôts de limon) des intrusions d'eau salée. Il crée aussi des abris anticycloniques, des abris pour les animaux et des ceintures d'arbres servant de protection.

Nous appuyons, de même, l'élaboration de la Stratégie nationale de développement agricole du Népal, grâce à un don de la Banque asiatique de développement. L'objectif est de rédiger une stratégie complète pour le secteur agricole, avec une large consultation des parties prenantes.

## Amérique latine et Caraïbes

33 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

### Vue d'ensemble

La région Amérique latine a fait preuve, dans l'ensemble, au cours de la récente crise financière mondiale, d'une résilience supérieure à celle d'autres régions du monde, qu'elles soient en développement ou développées. Plusieurs facteurs combinés peuvent l'expliquer. D'une part, les années de stabilité macroéconomique et de croissance soutenue ont permis aux gouvernements de mettre en œuvre une politique budgétaire anticonjoncturelle. D'autre part, l'augmentation des cours d'un grand nombre de produits de base exportés par la région a créé un contexte international particulièrement favorable.

Malgré cela, toutefois, la crise a bien eu un effet négatif sur la croissance économique et les niveaux de l'emploi. Après le renversement de la conjoncture économique en 2009, la croissance de l'économie

régionale a atteint 6,1% en 2010 et devrait être de 4,5% en 2011.

Sur le plan de la réduction de la pauvreté comme sur celui du recul des inégalités de revenus, les tendances observées dans la région ont été positives. Au cours des deux dernières décennies, les taux de pauvreté ont reculé et sont passés de 48% en 1990 à 33% en 2009. Au cours de la même période, l'extrême pauvreté a également diminué, avec des taux passant de 23% à 13%. Bien que ce recul de la pauvreté ait été observé dans les zones urbaines aussi bien que dans les zones rurales, le fossé entre les populations des deux catégories reste large. En 2009, le taux de pauvreté rurale était deux fois plus élevé que celui des zones urbaines et quatre fois plus élevé pour ce qui concerne l'extrême pauvreté.

Bien que la région soit toujours en tête du classement mondial du point de vue des inégalités, les observations récentes montrent qu'un certain nombre de pays se sont attaqués avec succès à ce problème. Deux facteurs entrent en jeu dans le recul des inégalités: un resserrement de l'écart entre les gains des travailleurs qualifiés et peu qualifiés, et un développement des politiques favorables aux pauvres et des programmes de protection sociale, comme les programmes de transferts monétaires assortis de conditions. Au moment de la rédaction du présent rapport, on comptait une quarantaine de programmes de ce type dans 19 pays de la région.

Malgré les bonnes nouvelles résultant de la croissance économique, de la résilience et des efforts de protection sociale, la région est encore confrontée à un certain nombre de problèmes. L'inégalité demeure un fort obstacle au développement humain; il faut prendre en compte la durabilité budgétaire afin de maintenir la capacité régionale d'agir de manière anticonjoncturelle dans les périodes de fléchissement; et les catastrophes naturelles récurrentes continuent de frapper le plus durement les groupes sociaux les plus vulnérables.

La population totale de la région est d'environ 591 millions de personnes, dont quelque 20% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, 5% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour<sup>6</sup>.

### Travaux et résultats en 2011

Nos interventions dans la région soutiennent en priorité les domaines suivants:

- amélioration de l'accès aux marchés pour les ruraux pauvres;
- réponse aux besoins humains fondamentaux;
- appui à l'inclusion sociale;
- reproduction à plus grande échelle et coopération Sud-Sud; et
- renforcement de la durabilité.

### Amélioration de l'accès aux marchés pour les ruraux pauvres

À mesure que les pays s'urbanisent et offrent davantage d'emplois non agricoles, l'amélioration de l'accès des

### Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 31 programmes et projets en cours dans 19 pays de la région à la fin de 2011;
- 461,7 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 4 nouveaux programmes et projets pour l'Argentine, l'État plurinational de Bolivie, l'Équateur et le Honduras, pour un investissement total du FIDA de 51,8 millions d'USD;
- financement supplémentaire d'un montant de 18,8 millions d'USD accordé pour un programme en cours en Haïti et un projet en cours au Nicaragua; et
- approbation, en faveur de l'Argentine, d'El Salvador, de l'Équateur, l'État plurinational de Bolivie et la République dominicaine, d'un financement de 80,2 millions d'EUR (environ 111,0 millions d'USD) par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire.

ruraux pauvres aux marchés et le renforcement des filières liant les producteurs aux acheteurs deviennent d'importants outils pour la réduction de la pauvreté rurale. Un quart de notre portefeuille en cours dans la région est consacré au développement des marchés et des entreprises rurales.

Dans l'État plurinational de Bolivie, l'un des projets en cours d'exécution aide les paysans à accroître les revenus monétaires qu'ils tirent de leurs troupeaux de lamas et d'alpagas, en créant des produits à valeur ajoutée comme les chaussures, en améliorant le conditionnement et en renforçant leur pouvoir de négociation collectif.

Au Paraguay, le FIDA appuie les efforts visant à renforcer les organisations de producteurs regroupant les ruraux pauvres et à les aider à formuler et à mettre en œuvre des plans d'entreprise. Ces organisations peuvent désormais conclure, avec des entreprises agroalimentaires du secteur privé, des accords par lesquels elles s'engagent à fournir des quantités préétablies de produits spécifiques à une date donnée en échange de l'obtention d'un prix préférentiel. Le Projet d'autonomisation des organisations de ruraux pauvres et d'harmonisation des investissements (Paraguay rural), financé par le FIDA, et la société Shirotsawa, l'un des principaux transformateurs et exportateurs de graines de sésame du Paraguay, ont conclu un accord au titre duquel Shirotsawa fournit aux organisations paysannes une assistance technique spécialisée en échange d'une amélioration de la qualité du produit. Les auteurs de l'examen du projet conduit en 2011 estiment que les prix à la production ont augmenté de 10%.

## Réponse aux besoins humains fondamentaux

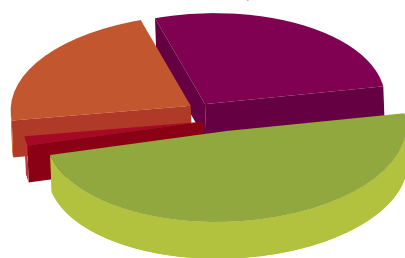
Les projets que nous finançons en Amérique latine s'efforcent de répondre aux besoins humains fondamentaux. Nous axons nos activités sur la paix par le développement, l'éducation, la nutrition et la citoyenneté. Nous appuyons également l'autonomisation des jeunes ruraux, des femmes et des peuples autochtones.

En Haïti, on estime que de 2,5 à 3,3 millions de personnes souffrent de la faim de manière chronique et qu'un tiers des bébés, à la naissance, ont un poids insuffisant. Dans la perspective d'une amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans les zones rurales, un projet d'intensification des cultures vivrières financé par le FIDA a œuvré pour augmenter durablement les revenus et le bien-être des ménages ruraux pauvres et accroître leur accès au microfinancement.

Au titre du projet récemment achevé, plus de 400 organisations à assise communautaire ont apporté un soutien à 24 000 de leurs membres, dont 60% de femmes. Ce projet s'est associé au programme Pro-Huerta du Gouvernement argentin en vue de la création de jardins potagers pour 700 familles haïtiennes. Il a aussi encouragé la consommation de légumineuses pour améliorer la nutrition. Au cours de ses neuf années d'activité, le projet a formé environ 1 700 personnes dans les domaines de la nutrition et de la santé reproductive.

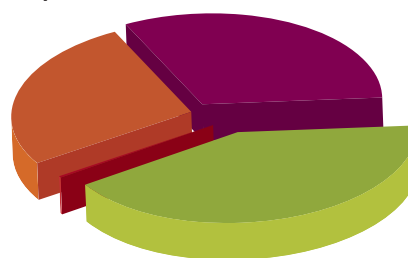
En Haïti, un programme de création d'emplois et de sécurité alimentaire, dont les activités ont commencé en milieu rural trois mois à peine après le tremblement de terre de janvier 2010, donne également des résultats

**GRAPHIQUE 8a**  
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt et dons au titre du CSD, 1978-2011



Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

**GRAPHIQUE 8b**  
Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2011<sup>a</sup>



<sup>a</sup> Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire.

<sup>6</sup> Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2011* publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population incluent tous les pays de la région. Toutefois, les données concernant les personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté sont uniquement disponibles pour les pays suivants de la région: Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du). Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le *Rapport sur le développement humain 2011* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

concrets. Les rapports mettent en évidence son efficacité en matière de création d'emplois et de réparation des infrastructures productives. Environ 66 000 mètres de canaux d'irrigation ont été remis en état, et le projet a généré plus de 120 000 journées de travail. Environ 65 jardins communautaires, en cours de création, servent de laboratoires en plein air pour l'enseignement de techniques de culture évoluées et pour l'amélioration de la sécurité alimentaire des communautés. Plus de 500 jardins potagers familiaux ont été plantés.

### **Appui à l'inclusion sociale**

Les interventions du FIDA visent à accroître l'inclusion sociale des peuples autochtones, des femmes et des jeunes ruraux et à combler le fossé entre les riches et les pauvres. Plusieurs importants dons régionaux ont été accordés pour promouvoir la concertation sur les politiques et l'échange de savoirs à l'appui de ces objectifs. Les bénéficiaires de ces dons sont notamment l'Instance de coordination des producteurs familiaux du MERCOSUR (Marché commun du Sud), qui défend les intérêts de l'agriculture familiale dans le cône Sud, et l'Unité régionale d'assistance technique pour les Caraïbes, une organisation qui facilite la concertation sur les politiques favorables aux pauvres.

En 2011, le FIDA a lancé un nouveau programme ayant pour but de promouvoir la gestion des savoirs dans la région semi-aride du Nordeste brésilien, afin

d'encourager les échanges de technologies et de savoirs. Un don a également été accordé au Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP), qui l'utilisera pour former des coalitions concernant les politiques en matière de pauvreté rurale, par le biais de groupes de travail réunissant des représentants du gouvernement, des universitaires et des personnalités influentes de la société civile et du monde des affaires.

### **Reproduction à plus grande échelle et coopération Sud-Sud**

Créer des projets axés sur la réduction de la pauvreté et répondant aux besoins croissants des grandes économies émergentes de l'Amérique latine fait aussi partie des priorités du FIDA, tout comme veiller à ce que les opérations réussies puissent être reproduites et transposées à plus grande échelle. Le FIDA met également l'accent sur le renforcement de la coopération Sud-Sud, dans la région et au-delà, et sur le développement d'approches territoriales efficaces.

Le FIDA cofinance le Marché Afrique-Brésil des innovations agricoles, par l'intermédiaire duquel la technologie de l'Entreprise brésilienne de recherche agricole (Embrapa) est transmise à sept pays africains – Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Kenya, Mozambique, République-Unie de Tanzanie et Togo. Les dix projets de recherche en cours d'exécution dans ces pays sont axés sur la sécurité alimentaire, les niveaux de

---

## **Réduire la pression sur les forêts en Équateur**

Divers projets appuyés par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes comportent une évaluation des effets du changement climatique sur l'économie rurale, en particulier dans le sous-secteur des petites exploitations, et également des moyens de lutte contre ces effets. L'un de ces pays, l'Équateur, caractérisé par une abondance d'espèces et d'écosystèmes, possède un solide Système national de zones protégées, couvrant près de 20% de son territoire. C'est pourtant aussi l'un des pays d'Amérique latine où les taux de déforestation et de destruction des habitats sont les plus élevés. La forêt tropicale primaire ne couvre plus, selon les estimations, que 20% de la superficie totale du pays. Cette déforestation a pour causes principales des opérations incontrôlées dans les domaines de la foresterie et des hydrocarbures, et des pratiques non durables d'exploitation agricole.

La gestion durable des forêts est l'une des composantes d'un projet financé par le FIDA et contribuant à réduire la pauvreté des résidents afro-équatoriens, autochtones et campesinos qui vivent dans la zone d'influence de l'autoroute Ibarra-San Lorenzo, dans la région septentrionale du pays. Exécuté grâce à un financement du Fonds pour

l'environnement mondial (FEM), le projet a pour but de prévenir le morcellement forestier et de réduire la pression sur des forêts précieuses. Il recense également et met en œuvre des initiatives visant à réduire la déforestation et la dégradation des terres et à en améliorer la conservation par le biais de techniques de reboisement communales et de gestion forestière durable. En outre, le projet favorise la restauration et la gestion durable des forêts essentielles de la zone côtière et met particulièrement l'accent sur les mangroves.

Nous intervenons aussi avec le FEM pour renforcer la durabilité écologique (voir page 45). Les projets du FEM servent de complément aux investissements du FIDA. Ils contribuent à la réduction de la pauvreté en offrant de nouvelles possibilités de bonne intendance de l'environnement et en participant à la mise à l'essai de nouvelles approches. Dans un projet de ce type, en cours d'exécution au Brésil, l'objectif est d'introduire une agriculture écologique dans le Nordeste semi-aride du pays, tout en gérant de manière durable les terres et les forêts. Le projet fournit un accès aux technologies "vertes" pour la production et la transformation agroécologiques, et notamment des systèmes efficaces de plantation et d'irrigation.

## Récit recueilli sur le terrain

### Colombie: s'intéresser aux entrepreneurs ruraux de demain

Pour les jeunes, partout dans le monde, trouver du travail dans le difficile contexte économique d'aujourd'hui représente un défi. Dans les zones rurales d'un pays pauvre, cette recherche exige créativité, initiative et persévérance. Cultiver ces qualités chez les jeunes en Colombie est l'un des principaux objectifs du Programme de développement des microentreprises rurales, appuyé par le FIDA.

Ce programme, connu localement sous le nom d'Oportunidades Rurales, cible les peuples autochtones, les Afro-Colombiens et les personnes déplacées par la violence, ainsi que les jeunes. L'objectif est d'aider les entrepreneurs ruraux de demain à avoir accès à une assistance technique et à des services d'entreprise et financiers, afin qu'ils puissent développer des entreprises rentables et en même temps utiles à leurs communautés. Le programme, qui a démarré en 2007 et doit s'achever à la fin de l'année 2013, doit bénéficier à quelque 50 000 personnes.

“L'un des principaux objectifs est de financer des innovations pertinentes pour les populations rurales, spécialement dans les domaines du microcrédit, de l'assurance et de l'épargne”, déclare Andres Silva, directeur d'Oportunidades Rurales.

Près de 4 000 jeunes ont suivi une formation en matière d'administration des entreprises, de commercialisation et d'investissement. Pour souligner l'importance de l'épargne, le programme offre aussi une contrepartie de 50% pour chaque peso économisé. Déposée dans les banques locales, cette

épargne devient alors disponible pour des prêts à d'autres entrepreneurs au sein de la communauté.

Des crédits sont disponibles pour une assistance technique, et les aspirants clients devront mériter cette assistance en gagnant un *concurso*. Chaque concurrent élabore une proposition et un budget, soumis au jugement de microentrepreneurs expérimentés. Le prêt maximal par famille est de 700 USD; les microentreprises peuvent recevoir jusqu'à 40 000 USD, mais le montant habituel se situe aux alentours de 15 000 USD.

À ce jour, un tiers environ des 2 100 propositions soumises ont été financées, pour un montant total de 6 millions d'USD. On trouve, parmi les bénéficiaires, aussi bien des aquaculteurs demandant une aide pour la construction de bacs de stockage de haute qualité que des artisans ayant besoin d'un expert en commercialisation. En faisant appel aux compétences locales pour la fourniture de l'assistance, le projet constitue une base de savoirs techniques qui servira à aider non seulement les gagnants des *concursos* mais aussi tous les autres membres de la communauté.

Une jeune femme apprend à travailler la soie dans le village de Plendamo, San José.

Colombie: Programme de développement des microentreprises rurales  
©FIDA/R. Gaitan



production et la protection de l'environnement. Au moins 90 chercheurs, dont une moitié de Brésiliens et l'autre moitié d'Africains, sont engagés dans ces projets. La plupart de ces chercheurs ont participé en 2011 à Brasilia, au Brésil, à la réunion d'un forum qui leur a donné l'occasion d'échanger leurs expériences.

Dans le cadre d'un programme financé par un don de 2,0 millions d'USD accordé à l'Association des exportateurs du Guatemala (AGEXPORT), nous intervenons pour reproduire les succès enregistrés dans l'accès aux marchés dans les autres pays d'Amérique centrale, par le biais d'une série d'ateliers et d'exercices de renforcement des capacités. Les opérations financées par le don ont débuté en mars 2011 dans quatre pays: El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua. Sept projets appuyés par le FIDA tireront des avantages directs des résultats du programme.

### Renforcement de la durabilité

La durabilité environnementale, culturelle et économique est au cœur de notre action. Nous prenons d'importantes mesures en vue de rendre notre portefeuille plus respectueux de l'environnement et d'élaborer des projets à partir de la base. Il nous faut pour cela utiliser des approches qui prennent pour point de départ les besoins exprimés par les participants aux projets et qui renforcent leurs capacités et celles des institutions partenaires.

Le lien entre projet et durabilité environnementale apparaît clairement dans un projet, récemment achevé, de gestion des ressources naturelles dans l'État plurinational de Bolivie. Grâce à des concours, ou *concurso*s, de financement de projets entre les participants, le projet a permis de planter plus de 8 millions d'arbres et de construire plus de 800 000 hectares de terrasses permettant ainsi de réduire l'érosion du sol et de minimiser les effets de la désertification. Près de 40 000 personnes ont pris part aux *concurso*s, dont 36% de femmes, et les participants ont reçu l'équivalent de plus de 4,5 millions d'USD. Les résultats obtenus sont notamment les suivants:

- près de 2,5 millions d'hectares convertis en jardins potagers familiaux, ou *huertos*, pratiquant une agriculture biologique;
- construction de citernes de collecte de l'eau de pluie, d'une capacité totale de plus de un million de mètres cubes;
- mesures sanitaires et soins améliorés pour près de un million de camélidés; et
- plus de 4 000 ménages ont reçu des fourneaux plus performants, qui ont contribué à l'amélioration de leurs conditions de vie.

## Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe<sup>7</sup>

32 pays et territoires: Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Gaza et Cisjordanie, Géorgie, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République de Moldova, Roumanie, Somalie, Soudan, Tunisie, Turquie et Yémen

### Vue d'ensemble

Les récents bouleversements politiques survenus dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord et le bouleversement économique provoqué par la crise financière mondiale toujours en cours ont des incidences profondes et imprévisibles sur les pays du Proche-Orient, d'Afrique du Nord et d'Europe. En Afrique du Nord, la chute de trois gouvernements au cours de l'année 2011 (en Égypte, en Libye et en Tunisie) a été provoquée par un "séisme de la jeunesse" – explosion de frustration d'une génération qui constitue 20% de la population dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord et dont le taux de chômage des jeunes est le plus fort du monde.

La transparence et l'obligation redditionnelle sociale ont bondi au premier rang de l'agenda des priorités de la région, où les citoyens réclament une plus grande participation à la vie civique. L'issue finale de ce désordre est incertaine mais, à court terme, l'agitation a ralenti la croissance du PIB, qui devrait reculer de 4,2% en 2010 à 3,4% en 2011.

Les investissements publics consacrés à l'agriculture et aux économies rurales dans la sous-région ont fortement fléchi du fait de réformes économiques antérieures. La productivité agricole est faible et principalement axée sur la subsistance. Bien que, dans certains pays, le secteur de l'agriculture ait connu une croissance plus rapide que celle du secteur manufacturier, la région dépend fortement des importations de produits alimentaires. Ces importations devraient augmenter en raison de la croissance démographique, rendant les pays de plus en plus vulnérables aux chocs des prix alimentaires mondiaux.

Depuis 2008, la région a connu la plus forte augmentation mondiale, en pourcentage, du nombre de personnes souffrant de la faim – 13,5%. Elle est aussi confrontée à la pire pénurie d'eau de la planète, ce qui la rend encore plus vulnérable à l'impact du changement climatique.

La population totale de la région Proche-Orient et Afrique du Nord est d'environ 442 millions de personnes, dont quelque 41% vivent dans les zones rurales. Dans les pays et territoires pour lesquels des

<sup>7</sup> Au FIDA, une seule division couvre deux régions distinctes: Proche-Orient et Afrique du Nord, et Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants.

données sont disponibles, environ 4% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour<sup>8</sup>.

Dans le même temps, on observe en Europe centrale et orientale une reprise extrêmement lente après la crise économique mondiale, qui a frappé la région plus durement que toute autre région à marché émergent. Après la contraction, en 2009, du PIB réel (pour la première fois depuis 1998), le taux moyen de croissance en 2011 a été modeste, avec 3,2%, et les estimations pour 2012 prévoient un recul à 2,3%. Les déficits budgétaires se sont profondément creusés. C'est dans les pays d'Europe centrale et orientale que l'on trouve certains des taux de chômage les plus élevés de l'Union européenne. L'agriculture représente environ 30% du PIB.

La population totale de la région Europe centrale et orientale est d'environ 83 millions de personnes, dont quelque 51% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, environ 2% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour<sup>9</sup>.

## Travaux et résultats au Proche-Orient et en Afrique du Nord en 2011

Nos activités dans la région répondent aux priorités suivantes:

- amélioration de la gestion des ressources en terre et en eau, et réduction de la vulnérabilité au changement climatique;
- établissement de liens entre les petits cultivateurs de produits non traditionnels et les marchés nationaux et internationaux;
- amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire;
- élargissement de l'accès des populations rurales pauvres aux services financiers comme le crédit, l'épargne et l'assurance; et
- traitement du chômage des jeunes en milieu rural.

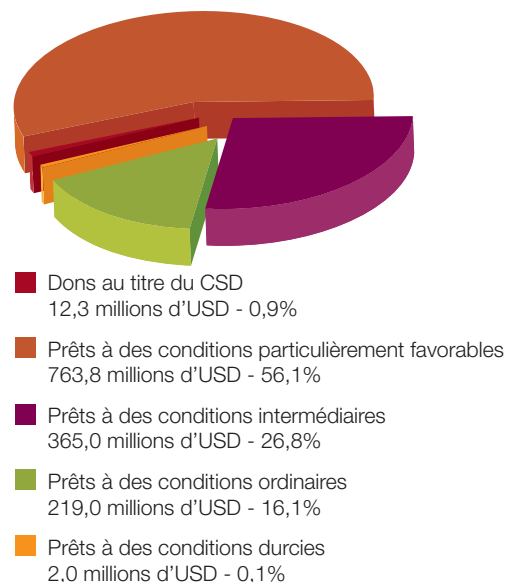
### Gestion de la terre et de l'eau

Les moyens de subsistance de la majorité des ruraux pauvres – femmes et hommes – de cette région aride dépendent fortement des ressources naturelles. Dans les hautes terres du sud de la Jordanie, nous contribuons à la promotion de pratiques durables de gestion de la terre et de l'eau et de la surveillance environnementale parmi les paysans pauvres et les femmes sans terres. Depuis 2005, notre appui a financé la construction de citernes permettant de récolter chaque année environ 80 millions de litres d'eau, dont profitent 5 000 ménages.

**GRAPHIQUE 9a**  
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt et dons au titre du CSD, 1978-2011



**GRAPHIQUE 9b**  
Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2011<sup>a</sup>



<sup>a</sup> Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire.

<sup>8</sup> Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2011* publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population incluent tous les pays de la région. Toutefois, les données concernant les personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté sont uniquement disponibles pour les pays suivants de la région: Égypte, Iraq, Jordanie, Maroc, Tunisie et Turquie. Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le *Rapport sur le développement humain 2011* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

<sup>9</sup> Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2011* publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population incluent tous les États membres du FIDA dans la région: Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Ouzbékistan, République de Moldova et Roumanie. Faute de données, toutefois, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et l'Ouzbékistan ne sont pas pris en compte dans les données concernant les personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté. Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le *Rapport sur le développement humain 2011* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

## Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 42 programmes et projets en cours dans 16 pays et territoires des deux régions à la fin de 2011;
- 698,3 millions d'USD investis par le FIDA dans les portefeuilles régionaux en cours;
- 6 nouveaux programmes et projets pour l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, l'Égypte, le Maroc, le Soudan et le Yémen pour un investissement total du FIDA de 129,5 millions d'USD; et
- financement supplémentaire d'une valeur de 9,5 millions d'USD accordé pour 2 projets en cours en Tunisie.

La conservation de l'eau est un élément clé du Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan, compte tenu de la très faible pluviométrie dans la zone semi-déserte et aride du Kordofan-Nord. Le programme contribue à l'établissement d'un certain nombre de techniques de conservation de l'eau qui ont déjà permis de multiplier par quatre les rendements des céréales et les résidus de récolte.

### Liaisons avec les marchés

Les liaisons avec les marchés nationaux et internationaux – depuis l'infrastructure jusqu'à l'information – constituent souvent le maillon le plus faible de la chaîne de valeur, et le renforcement de ces liaisons est l'un des grands thèmes de nos interventions partout dans le monde.

Au Soudan, un projet de relance de la production et de la commercialisation de la gomme arabique aide les petits producteurs en faisant fond sur les réformes des politiques qui ont libéralisé les échanges. Ce projet a abouti à de remarquables améliorations de la production, de la commercialisation et de l'exportation de la gomme arabique du Soudan. Les exportations ont dépassé les 53 000 tonnes en 2010, soit une augmentation de plus de 130% par rapport à la période 2007-2009, grâce à quoi les producteurs ont triplé leurs recettes.

### Productivité agricole

À Dhamar, au Yémen, de nouvelles technologies d'irrigation et de gestion des ressources introduites avec notre appui aident 40 000 ménages d'agriculteurs à améliorer leur productivité. À ce jour, une superficie d'environ 400 hectares a déjà bénéficié d'une meilleure infrastructure d'irrigation. Les trois quarts des participants au projet ont accru leur production végétale et animale. Au cours de l'année 2011, 17 nouveaux groupements de production de café ont renforcé leurs liens avec les transformateurs et les exportateurs, et plus de 400 microentreprises ont reçu des prêts accordés par 166 groupements d'épargne et de crédit déjà établis par le projet.

### Services financiers

Un *sandouq* est une caisse dans laquelle on cache ses économies en République arabe syrienne. Aujourd'hui, le mot désigne aussi les institutions de microfinancement appartenant à leurs membres. Depuis 2002, un projet appuyé par le FIDA a mis en place 32 *sandouq*, qui mettent un crédit à la disposition

---

## Renforcement des stratégies de résilience face au changement climatique au Maroc

Le FIDA aide les pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord à intégrer les activités d'adaptation et d'atténuation dans leurs stratégies de développement. La gestion, la récolte et le stockage de l'eau sont des activités essentielles dans l'ensemble de la région. Nous offrons des compétences techniques pour de simples pratiques, comme l'introduction de cultures résilientes face au climat ou la capture et le stockage des eaux de crue, qui préservent les ressources et augmentent la résilience des communautés rurales.

Le Maroc est presque entièrement composé d'écosystèmes importants, semi-arides et arides, présentant une grande diversité d'espèces et d'habitats. Toutefois, la pauvreté omniprésente, la médiocre gestion des ressources et la pression croissante sur la terre ont pour conséquences des phénomènes très répandus de dégradation des

terres, d'épuisement des ressources en eau, de perte d'habitats pour la faune et la flore naturelles, et de susceptibilité croissante à la sécheresse et au changement climatique.

Des initiatives visant à la prise en compte de ces questions ont été intégrées à un projet appuyé par le FIDA et visant à accroître les revenus et à améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres dans la région orientale du pays. Un don du FEM a appuyé l'introduction de technologies qui augmentent les niveaux de matière organique dans le sol et améliorent la capacité du sol de stocker le carbone et de conserver l'eau. Le projet a aussi renforcé les capacités d'adaptation des communautés aux effets du changement climatique par l'élaboration de stratégies d'affrontement de la sécheresse et par la diversification des activités génératrices de revenus.



## Récit recueilli sur le terrain

### Des jeunes femmes vétérinaires brisent les barrières entre les sexes au Yémen

Le gouvernorat d'Al-Dhala, au Yémen, comptera prochainement huit nouveaux vétérinaires professionnels – tous des jeunes femmes. Cette perspective inhabituelle – des femmes qui, dans un pays profondément conservateur, non seulement travaillent, mais en plus le font dans un domaine traditionnellement réservé aux hommes – est le résultat d'un projet appuyé par le FIDA et visant à améliorer les niveaux de vie parmi les ménages économiquement vulnérables.

L'initiative a été organisée par Aiman, la responsable du développement communautaire et de l'égalité entre les sexes du Projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala. L'objectif était de mettre à la disposition des communautés des professionnels qualifiés capables de travailler avec le bétail et de développer les compétences des femmes par le biais d'une formation professionnelle. Mais mettre en pratique cette idée n'était pas chose facile. Il fallait que les jeunes femmes, âgées de 17 à 23 ans, aillent suivre leur formation de vétérinaire à Sanaa, la capitale, idée qui ne plaisait pas beaucoup à leurs familles.

"Ils ne voulaient pas que nous quittions notre mode de vie rural traditionnel pour une grande ville comme Sanaa", se souviennent les jeunes femmes, "ni que nous sortions du cercle de protection de la famille".

Mais Aiman était résolue. "Les associations villageoises ainsi que quelques anciens et quelques cheikhs étaient tous en faveur de cette idée", raconte-t-elle, "et ils m'ont aidée à convaincre les parents et les

autres membres des familles de changer d'avis". En fin de compte, les familles ont accepté que les jeunes femmes puissent se rendre à Sanaa accompagnées d'hommes de leur famille.

Le second obstacle était celui de l'inscription à l'institut de formation. C'était la première fois que des jeunes femmes demandaient à être admises à étudier dans la même salle de classe que des hommes. Le directeur a rejeté leurs demandes.

Aiman a soulevé la question au Ministère de l'agriculture. "J'ai reçu une déclaration écrite du Ministère précisant que la Constitution du pays n'interdisait pas aux femmes de s'inscrire dans des institutions techniques spécialisées", dit-elle, "et que l'institut n'avait par conséquent pas le droit de rejeter leur candidature".

Deux jeunes femmes, Asma et Hassna, ont ainsi pu achever une formation de trois ans et obtenir leur certificat. Hassna a l'intention de poursuivre ses études pour devenir une vétérinaire diplômée. Les six autres stagiaires poursuivent encore leurs études avec l'appui et les encouragements d'Aiman.

Dans la classe, des jeunes femmes étudient pour devenir vétérinaires, métier habituellement réservé aux hommes.

Yémen: Projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala

©FIDA/D. Ghani



des populations pauvres dans les zones rurales du gouvernorat d'Idleb, dans le nord-ouest du pays. Ils comptent plus de 6 500 membres, dont 43% de femmes, chaque membre apportant une contribution d'au moins 20 USD. À ce jour, plus de 2 500 prêts, d'un montant moyen de 870 USD, ont été accordés. Les bénéficiaires ont investi dans diverses petites entreprises pratiquant des activités comme la couture, la cordonnerie et l'apiculture. Le taux de remboursement, robuste, est de 98%.

### **Le chômage des jeunes**

Pour les jeunes – femmes et hommes – des zones rurales de la région Proche-Orient et Afrique du Nord, le chômage constitue un problème majeur. Afin de développer les possibilités dans le secteur de l'agriculture en Tunisie, un programme de développement agropastoral, en cours d'exécution dans le sud-est du pays, appuie des interventions visant à restaurer et à gérer de manière durable les pâturages naturels, qui constituent le fondement de l'économie locale. Le programme favorise également les possibilités génératrices de revenus dans la petite agriculture et les secteurs connexes, comme l'artisanat et les services. Le programme a permis la création, à ce jour, de plus de 1 200 emplois permanents (dont 17% occupés par des femmes) et de près de 1 400 emplois occasionnels (féminins à 40%). En outre, près de 2 500 emplois saisonniers ont été créés dans diverses entreprises.

### **Travaux et résultats en Europe centrale et orientale, et dans les nouveaux États indépendants en 2011**

Nos interventions dans la région sont axées sur:

- la promotion des services financiers ruraux;
- l'établissement de liens avec les marchés pour permettre aux petits exploitants de vendre leurs produits à un bon prix; et
- le développement de l'économie rurale non agricole par le biais d'un soutien à des petites et moyennes entreprises extra-agricoles.

### **Services financiers**

Dix pour cent seulement des pauvres vivant dans les zones rurales des pays d'Europe centrale et orientale ont accès à des services financiers, même les plus élémentaires. L'accès au crédit et à d'autres services est pourtant essentiel pour permettre aux pauvres de gérer les flux de liquidités des ménages, de lancer de nouvelles activités agricoles et de créer des petites entreprises.

En réaction à cette situation, une initiative appuyée par le FIDA et visant à renforcer les entreprises rurales en Bosnie-Herzégovine a accordé des prêts, pour un total

de 1,5 million d'USD, à 39 petites et moyennes entreprises. D'un montant moyen de 36 800 USD, ces prêts appuient des investissements dans les domaines de la production, de la collecte des produits (notamment des réseaux de collecte du lait), de la transformation et de la commercialisation.

### **Liaisons avec les marchés**

Il est très difficile, en Albanie, de faire parvenir les produits jusqu'aux marchés, spécialement dans la zone isolée du Nord-Ouest, où vit la majorité des pauvres. La difficulté d'accès liée aux conditions géographiques du pays, formé à 75% de collines et de montagnes, n'est que l'un des aspects. Il faut aussi surmonter les obstacles que constituent le manque de capital et de compétences techniques et de gestion, les coûts élevés de production et de transformation, et l'insuffisance des infrastructures.

Depuis 2007, le FIDA appuie une initiative de développement durable destinée aux zones rurales de montagne et utilisant, comme outils, le crédit, le cofinancement des dépenses d'équipement et la remise en état de l'infrastructure rurale. Grâce à cette initiative, les transformateurs ont accru de 15% leurs achats de matières premières produites localement. Le volume des ventes a augmenté de plus de 150% pour les agriculteurs et d'environ 70% pour les transformateurs. Grâce à la remise en état des routes, le temps de transport du lait depuis les fermes jusqu'aux laiteries a diminué d'un tiers, améliorant de ce fait la qualité et la sécurité du produit. Environ 2 500 ménages bénéficient de ces changements.

### **L'économie rurale**

Les petites et moyennes entreprises constituent la colonne vertébrale du développement rural. Dans le centre de la Turquie, une initiative appuyée par le FIDA fournit une formation aux membres de l'Association des éleveurs de Sivas, en vue d'améliorer la production de lait de plus de 550 agriculteurs. Le programme a introduit des techniques modernes d'élevage, augmentant le volume moyen de lactation et réduisant les taux d'avortement, grâce à quoi les agriculteurs ont plus que doublé le volume de lait collecté en été, passant de 14 à 35 tonnes par jour. Les taux de collecte d'hiver ont été multipliés par cinq, passant de 2 à 10 tonnes par jour.

## Récit recueilli sur le terrain

### Expansion des entreprises rurales en République de Moldova

La dissolution de l'Union soviétique a signifié l'indépendance, mais elle a aussi porté un coup très dur aux niveaux de vie dans l'ensemble de la région, où les pays ont dû lutter pour s'adapter à une économie axée sur le marché. La République de Moldova, le pays le plus pauvre d'Europe, a réussi à réduire fortement le taux de pauvreté, passé de 73% en 1999 à 30% en 2010. Le pays est néanmoins encore confronté à une profonde pauvreté, en particulier dans les zones rurales, où vivent environ 60% des Moldoves.

Depuis 1999, le FIDA a investi au total 69 millions d'USD dans cinq programmes et projets touchant plus de 100 000 ménages. Le financement des entreprises rurales va dans le sens de la priorité gouvernementale, qui est de réduire la pauvreté par le biais de l'agriculture et du développement rural. Le FIDA s'intéresse en priorité aux services financiers.

“Le crédit est difficile à obtenir dans les zones rurales, et la croissance des entreprises est impossible sans financement”, fait observer Abdelkarim Sma, chargé de programme de pays du FIDA.

Le FIDA a accordé, en République de Moldova, plus de 1 000 prêts à des petites et moyennes entreprises rurales par l'intermédiaire de banques commerciales et d'institutions de microfinancement. À la différence de la plupart des banques, le crédit que nous accordons est mis à disposition pour des périodes allant jusqu'à huit ans. Cela donne aux agriculteurs et aux entrepreneurs la possibilité d'établir sur le long terme les plans de développement de leurs activités.

Andrei Iuri-Apostol, 63 ans, est l'un des bénéficiaires de ces prêts. Ancien professeur de mathématiques, il est aujourd'hui le copropriétaire de la société Cap's, une petite entreprise rentable installée à Ceadir-Lunga, dans la région autonome de la Gagaouzie. Cette société produit sous la marque Cap's des nouilles aux œufs – un ingrédient essentiel du bouillon de poulet traditionnel moldave. Elle exploite également une minoterie et produit des aliments pour lapins.

“Nous avons démarré avec quatre salariés, et nous en avons 20 aujourd'hui”, déclare Andrei. “Nous jouissons, grâce à cette entreprise, d'un bon niveau de vie.”

Cap's a obtenu son premier prêt financé par le FIDA en 2003 pour faire l'acquisition, en Italie, de matériel de fabrication de pâtes alimentaires. La société produit aujourd'hui environ 100 000 kilos de nouilles par an. La minoterie, financée par un nouveau prêt du FIDA en 2006, assure la fourniture de farine de première qualité pour la production des nouilles et vend également de la farine de catégorie I aux boulangeries locales.

Évoquant son changement de carrière et l'évolution qui l'a fait passer de professeur de mathématiques à propriétaire d'une petite entreprise, Andrei sourit d'un air contrit. “Tel a été le sort de ma génération”, dit-il.

Dans un pays en proie à une extrême pauvreté, Andrei Iuri-Apostol dirige une petite entreprise rentable qui compte 20 employés.

République de Moldova: Projet de développement du financement rural et des petites entreprises

©FIDA/S. Beccio





# Partenariats

Les partenariats ont été essentiels pour le modèle opérationnel du FIDA depuis sa création, en 1977, dans le cadre d'un partenariat tripartite entre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et d'autres pays en développement. En 2011, le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, qui s'est réuni à Busan, en République de Corée, a souligné l'importance croissante des partenariats pour l'efficacité du développement international, et son document final, le "Partenariat de Busan pour une coopération efficace en matière de développement", définit le contexte actuel de nos actions en partenariat.

Nos partenaires incluent une large gamme d'acteurs, d'agences et d'associations, et en premier lieu nos États membres. Nous avons aussi des relations de coopération et d'appui avec des groupements de producteurs, des groupes communautaires, des organisations paysannes et des ONG. Nous intervenons en étroite liaison avec d'autres agences des Nations Unies, des institutions financières internationales, des bailleurs de fonds bilatéraux et des fondations, ainsi qu'avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et ses membres, et avec des instituts de recherche sur les politiques. Nous établissons en outre des partenariats avec des acteurs du secteur privé. La version révisée de notre stratégie concernant le secteur privé, approuvée en 2011, invite le FIDA à s'associer au secteur privé de façon plus systématique et proactive.

Nous utilisons aussi de plus en plus notre expérience, notre réputation et nos réseaux pour jouer le rôle d'intermédiaires dans la création de partenariats entre d'autres acteurs, notamment pour le renforcement de la coopération Sud-Sud.

Certains de nos partenariats remontent à l'époque de notre fondation, tandis que d'autres ont évolué en fonction des circonstances et de leur évolution, comme notre collaboration avec la Microfinance Information eXchange (MIX) (voir page 47). Une enquête réalisée cette année a constaté que nos partenariats avec les organisations paysannes (voir page 47) avaient accru l'efficacité et la durabilité des projets que nous appuyons. L'expansion de notre portefeuille concernant

l'environnement est renforcée par nos partenariats avec le FEM et le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) (voir page 42). L'ouverture vers de nouveaux partenaires potentiels est facilitée par des technologies de la communication en rapide évolution, comme les médias sociaux et les méthodes innovantes de gestion des savoirs.

Notre nouveau Cadre stratégique 2011-2015 met en évidence le rôle central joué par les partenariats dans nos interventions (voir page 5). Nous préparons actuellement une stratégie de partenariat qui sera soumise au Conseil d'administration en 2012 et qui prendra en compte l'évolution rapide du contexte du développement et l'accent mis sur l'efficacité de l'aide. Cette nouvelle approche stratégique nous permettra d'être plus sélectifs, et de cibler et d'orienter le développement et la gestion des partenariats, étant donné qu'ils contribuent à la réalisation de nos objectifs stratégiques.

## Fonds belge pour la sécurité alimentaire

Au cours de l'année 2011, le Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA), partenaire du FIDA depuis 1983, a poursuivi ses activités visant à améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres en Afrique subsaharienne.

La troisième phase du programme de Fonds fiduciaire pour les femmes kényanes (KWFT) a été lancée en avril 2011 grâce à un don du FBSA d'un montant de 300 000 EUR. Il fournit des services financiers à des femmes à faibles revenus vivant dans les zones rurales, arides et semi-arides, ciblées par des prêts complémentaires du FIDA. Le KWFT est devenu l'une des plus florissantes institutions de microfinancement d'Afrique orientale et australe, avec un portefeuille de prêts supérieur à 160 millions d'USD et plus de 400 000 clients. Le FBSA a fourni, depuis 1993, plus de 2,3 millions d'EUR au KWFT.

En Somalie, le Programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest – Phase II, approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en 2010 en vue d'un financement du FBSA d'un montant de 4 millions d'EUR, a bénéficié d'un financement

← Najma Bibi a fait un emprunt d'environ 220 USD pour ouvrir une épicerie dans son village.

Pakistan: Programme de développement communautaire dans l'Azad Jammu-et-Cachemire

©FIDA/A. Zaidi

additionnel de 750 000 EUR du Gouvernement belge. Ces fonds seront utilisés pour transposer à plus grande échelle les activités du programme, en mettant l'accent sur les services de santé primaire pour les mères et les enfants. Le programme est exécuté dans une zone qui constitue un pôle d'attraction pour les populations touchées par la sécheresse ayant affecté en 2011 la Corne de l'Afrique, situation qui soumet à un stress extrême l'infrastructure sociale et économique déjà limitée.

Au Mozambique, le Projet de pêche artisanale dans la zone du banc de Sofala, appuyé par le FIDA, s'est achevé en 2011. Le don accordé par le FBSA au titre du projet a été utilisé pour la mise en place de 18 centres communautaires de soins de santé, la formation d'environ 200 agents préposés aux soins de santé, et la construction ou la remise en état de près de 300 points d'eau et de 25 écoles primaires. Un nouveau projet conçu par le FBSA au Mozambique est axé sur la réduction de la malnutrition et la prévention du VIH/sida. Cette intervention servira de complément au Projet, récemment approuvé, d'appui au développement de la pêche artisanale, soutenu par le FIDA. Avec l'aide de ce projet mené en collaboration, les communautés de pêcheurs pourront contribuer à faire de la pêche artisanale une option durable, sûre et rentable d'obtention de moyens de subsistance, spécialement pour les plus jeunes et les futures générations.

En liaison avec un projet de reconstruction post-conflit appuyé par le FIDA au Burundi, le FBSA finance un programme de formation professionnelle destiné aux jeunes orphelins et aux jeunes ayant abandonné l'école. La phase pilote de cette initiative, lancée dans quatre communes, est mise en œuvre par des artisans qui dispensent cette formation dans leurs propres ateliers. Les stagiaires apprennent la couture, la menuiserie, le travail du bois, la cuisine et la conduite automobile. Le projet a également construit ou réparé 24 kilomètres de conduites d'eau dans deux districts depuis le début de l'année 2011.

En République démocratique du Congo, les interventions du FBSA ont privilégié les domaines de l'éducation, de la santé et de l'eau potable, en liaison avec des projets appuyés par le FIDA contribuant au redressement de l'agriculture dans les Provinces équatoriale et orientale. Plusieurs écoles ont été construites et équipées. Le projet a en outre fait l'acquisition d'ambulances, de motocyclettes et de bicyclettes à l'appui du secteur de la santé. Plusieurs milliers de moustiquaires et de prophylactiques ont également été distribués. Dans ce contexte post-conflit, la reconstruction de la cohésion sociale a réalisé d'importants progrès par le biais du développement communautaire et des organisations paysannes.

Après la suppression de l'unité chargée du Programme conjoint FIDA/FBSA en décembre 2011, le FIDA continuera à apporter une assistance technique aux initiatives en cours. Le FBSA financera des projets dirigés par des pays partenaires, auxquels le FIDA pourrait contribuer. Un ouvrage, en cours de

préparation, présentera le bilan de près de 30 années d'activités conjointes en Afrique subsaharienne.

## Mécanisme mondial

Le Mécanisme mondial de l'UNCCD aide les pays à accroître le financement consacré à la gestion durable des terres. Le FIDA avait été choisi comme institution hôte du Mécanisme mondial à la première session de la Conférence des Parties, en 1997.

Le portefeuille et les compétences du FIDA en matière de financement de projets se sont avérés extrêmement précieux dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification et pour l'optimisation de l'impact du Mécanisme mondial. Par ailleurs, notre collaboration avec d'autres institutions financières internationales et agences de développement a considérablement facilité le travail du Mécanisme mondial. On peut citer, parmi les exemples de cette collaboration, le Comité de facilitation du Mécanisme mondial, où siègent les représentants des agences des Nations Unies concernées par le développement rural et l'agriculture, et des initiatives spécifiques comme le partenariat pour une "agriculture intelligente face au climat" auquel sont associés la FAO, le PAM, la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et des bailleurs de fonds bilatéraux. Nous avons développé une étroite collaboration avec la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, dont le comité de pilotage est présidé par le FIDA.

Le Mécanisme mondial conduit actuellement des activités au titre de la première tranche d'un don de 2,5 millions d'USD approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en avril 2008. En 2011, les activités menées au titre de ce don ont été axées sur la conception de stratégies intégrées de financement de la lutte contre la désertification dans plusieurs pays: Brésil, Cambodge, El Salvador, Équateur, Népal, Pérou, Sri Lanka, Thaïlande et Uruguay. Faisant jouer comme levier les liaisons entre le changement climatique et la dégradation des terres, ces stratégies mobilisent des ressources provenant de fonds de lutte contre le changement climatique et des budgets nationaux des pays concernés.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, le Mécanisme mondial et le FIDA ont apporté, au cours de l'année, un soutien conjoint à divers processus régionaux. On peut citer, à cet égard, le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et TerrAfrica, mis en œuvre à l'échelle des pays. Des partenariats ont également été envisagés, au niveau national, à l'appui de sources innovantes de financement, en particulier par le biais de l'initiative "Aide pour le commerce", lancée par l'Organisation mondiale du commerce, qui aide les pays à développer leurs compétences et leur infrastructure en rapport avec les échanges.

Le Mécanisme mondial travaille en étroite liaison avec le FIDA au titre d'un don de 200 000 USD

appuyant les efforts déployés par la Jordanie et le Liban pour mettre en œuvre leurs stratégies intégrées de financement. Le projet renforcera les capacités des communautés de planifier et d'exécuter des initiatives durables de gestion des terres. Il travaillera, avec quelques communautés pilotes, à l'élaboration de plans locaux de développement qui serviront de complément à des projets appuyés par le FIDA.

À sa dixième session, la Conférence des Parties (CdP 10) de l'UNCCD a réaffirmé que, en vertu de son mandat, le Mécanisme mondial est responsable devant la CdP, à laquelle il fait rapport, et a prié le Secrétaire exécutif de faire en sorte que tous les comptes et le personnel gérés par le Mécanisme mondial soient soumis à un régime géré conformément aux règles des Nations Unies. En outre, la CdP a décidé de réviser le mémorandum d'accord avec le FIDA relatif à l'hébergement du Mécanisme mondial, de façon à limiter la compétence du FIDA au soutien logistique et administratif, et à permettre que ce mémorandum puisse être résilié rapidement une fois qu'un nouvel accord relatif à l'hébergement du Mécanisme aura été conclu.

Pour de plus amples renseignements sur le Mécanisme mondial, se reporter à l'adresse suivante: <http://www.global-mechanism.org>.

### **Coalition internationale pour l'accès à la terre**

La Coalition internationale pour l'accès à la terre est une alliance mondiale entre organisations de la société civile et organisations intergouvernementales. Elle favorise l'obtention par les pauvres, femmes et hommes, d'un accès sûr et équitable à la terre. Le nombre des organisations membres a augmenté de 35% en 2011; on en compte aujourd'hui 116, représentant plus de 50 pays, parmi lesquelles des organisations paysannes, des organisations de la société civile, des instituts de recherche, des ONG et des institutions des Nations Unies. Le FIDA héberge le Secrétariat de la Coalition.

L'action de la Coalition en faveur du renforcement de l'accès des populations rurales à la terre passe par un appui aux concertations nationales sur les politiques. La Coalition contribue également au renforcement des capacités des organisations impliquées dans le plaidoyer sur les terres par le biais de projets financés par le FIDA dans dix pays: Bangladesh, État plurinational de Bolivie, Inde, Indonésie, Kenya, Népal, Niger, Philippines, République démocratique du Congo et République-Unie de Tanzanie. Intervenant par l'intermédiaire de ses membres, la Coalition participe aux processus mondiaux et régionaux pour s'assurer que les opinions locales peuvent être entendues dans les débats mondiaux sur la terre.

Au cours de l'année 2011, la Coalition a lancé son portail en ligne sur les questions foncières. Il constitue un point d'accès aux nouvelles et à l'information provenant de diverses sources fiables et se rapportant à

la terre. Le portail inclut des outils le reliant aux réseaux sociaux pour faciliter le débat et la collaboration. Voir <http://landportal.info>.

Au terme d'une vaste consultation avec ses membres, la Coalition a participé au processus de formulation des Directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (voir page 12).

Trois itinéraires d'apprentissage ont été mis en place au cours de l'année, et plus de 50 professionnels ont participé à ces programmes d'échange de savoirs entre pairs. Ils ont mis l'accent sur la cartographie participative et les plans d'innovation en Argentine, au Guatemala, au Nicaragua et au Pérou; et sur le plaidoyer en faveur des droits fonciers des femmes au Kenya, à Madagascar, au Mozambique et en Ouganda.

Dans de nombreux pays, la demande commerciale de terres menace l'accès des pauvres à la terre. Cette question a fait l'objet de nombreux projets de recherche et de dossiers sur les politiques préparés au cours de l'année, avec l'aide de chercheurs extérieurs et de groupes de la société civile. La Coalition a également publié un certain nombre de rapports et de dossiers liés à son projet d'aider les femmes à obtenir un accès à la terre en Afrique orientale et australe. L'un de ces rapports de synthèse, *Différenciation de la sécurité de jouissance du sol, pour les femmes, en Afrique australe*, relève que les droits fonciers des femmes demeurent vulnérables au Kenya, en Ouganda et au Rwanda parce que les femmes ne connaissent pas la loi, parce que le gouvernement ne dispose pas de ressources suffisantes pour en assurer le respect, et par suite d'un manque de cohérence entre le droit coutumier et le droit écrit.

La cinquième conférence biennale internationale de la Coalition s'est tenue en mai 2011 à Tirana, en Albanie; elle a réuni plus de 150 participants venant de plus de 45 pays. L'Assemblée des membres a adopté la Déclaration de Tirana, appelant à encourager des modèles d'investissement dans l'agriculture qui contribuent à la réduction de la pauvreté et de la faim et qui développent les capacités des populations locales. Les participants ont également approuvé le Cadre stratégique 2011-2015, qui veut servir de catalyseur pour des partenariats qui renforceront les engagements en faveur d'un programme de gouvernance de la terre axé sur les personnes.

Pour de plus amples renseignements sur la Coalition, se reporter à l'adresse suivante: <http://www.landcoalition.org>.

### **Coopération avec les institutions établies à Rome**

Les trois institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome – la FAO, le FIDA et le PAM – ont des mandats complémentaires en vue d'un but unique, éliminer la faim et la pauvreté. Les trois agences coopèrent afin d'optimiser l'impact de leurs actions et de les rendre plus efficaces. Elles ont signé en juin 2011, avec la Commission européenne, une déclaration d'intention

sur le renforcement de leur capacité d'apporter, en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, un appui efficace, coordonné, opportun et durable. La déclaration souligne les domaines prioritaires pour la sécurité alimentaire et la nutrition où les quatre partenaires œuvrent de concert.

Les trois institutions des Nations Unies ont également coopéré avec l'Union européenne dans le cadre de la Facilité alimentaire de l'Union européenne (EUFF). Ce fonds, doté de 1,0 milliard d'EUR, a été mis en place en 2008, en étroite collaboration avec l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. En l'espace de deux ans, les trois institutions ayant leur siège à Rome ont acheminé environ 367,0 millions d'EUR de l'EUFF, apportant une aide à plus de 22 millions de personnes durement touchées par la crise. Rien que pour le FIDA, le financement de l'EUFF s'est élevé à 51,7 millions d'EUR, ce qui nous a permis d'aider plus de 500 000 ménages dans 11 pays d'Afrique et d'Asie.

Ces fonds permettent, en donnant un coup de pouce à la production et à la productivité agricoles, de combler le fossé entre les besoins liés à l'urgence à court terme et un développement à plus long terme. L'EUFF a été utilisée pour fournir des semences de qualité et des engrais, construire et améliorer des infrastructures, et réduire l'impact des catastrophes naturelles. En établissant des liens entre les paysans, d'une part, et les marchés et les services financiers, de l'autre, en facilitant l'application de pratiques agricoles durables et en créant de nouveaux flux de revenus, l'EUFF produira des avantages de longue durée. L'importance de la focalisation sur les paysans marginalisés, de l'amélioration de l'infrastructure rurale et de la participation de tous les acteurs de la chaîne de valeur est ainsi mise en évidence.

Les trois institutions ayant leur siège à Rome assurent aussi, conjointement, le secrétariat du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, qui sert de cadre à un débat de fond axé sur la convergence des politiques en rapport avec la sécurité alimentaire, l'agriculture et la nutrition. C'est ensemble que nous avons préparé et coordonné la trente-septième session du Comité, tenue au mois d'octobre. Le FIDA a dirigé l'équipe chargée de la préparation de l'une des trois tables rondes sur les orientations, ayant pour thème "Comment accroître la sécurité alimentaire et les investissements agricoles favorables aux petits exploitants". Depuis sa réforme, en 2009-2010, le Comité a acquis une visibilité accrue en tant que forum mondial regroupant de multiples parties prenantes, dirigé par les gouvernements et associant la société civile, le secteur privé et des fondations.

### **Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et Forum mondial sur la recherche agricole**

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) est un partenariat mondial

réunissant des organisations qui se consacrent à la recherche agricole en vue du développement durable. Le Groupe a récemment fait l'objet d'une profonde réforme, dans laquelle le FIDA a joué un rôle important. Il en est résulté une vision, une mission et des orientations stratégiques claires et nouvelles, plus étroitement alignées sur le mandat du FIDA.

Le nouveau système ouvert du GCRAI offre des incitations aux bailleurs de fonds pour qu'ils alignent leur soutien en faveur de grands programmes de recherche axés sur les résultats. L'architecture opérationnelle est, elle aussi, prometteuse d'un impact accru, étant donné qu'elle est fondée sur des partenariats avec des parties prenantes du secteur de la recherche-développement et avec la communauté internationale du développement, y compris des groupes de la société civile, des organisations paysannes et le secteur privé.

Les projets dirigés par le GCRAI contribuent à la concrétisation d'innovations techniques et institutionnelles et de politiques favorables aux populations rurales pauvres dans de nombreux pays. En Amérique centrale, par exemple, le coût des plants de noix de coco produits par les pépinières à gestion communautaire a été réduit de 43% à 57% grâce aux travaux de l'un des centres du GCRAI, Bioversity International, et de ses partenaires nationaux au Mexique, aux Philippines et au Viet Nam. Cette diminution des prix a eu pour effet d'améliorer les possibilités de génération de revenus dans les zones côtières les plus pauvres.

Le FIDA a participé à la quatrième réunion du Conseil du Fonds du GCRAI et aux réunions ad hoc du Forum des bailleurs de fonds, tenues en avril 2011 à Montpellier, en France, et a accueilli à Rome, au mois de novembre, la sixième réunion du Conseil du Fonds. Plusieurs programmes de recherche du GCRAI ont été approuvés, parallèlement à la stratégie révisée et au cadre de résultats, ainsi qu'à un dispositif d'évaluation indépendante.

Nous avons approuvé, en 2011, de nouveaux dons d'un montant total de 7,52 millions d'USD en faveur de neuf programmes pilotés par le GCRAI. Le FIDA a également continué de soutenir le Forum mondial sur la recherche agricole, qui a pour vocation d'encourager, à l'échelle mondiale, les partenariats de recherche pour un développement favorable aux pauvres. Le Forum offre aussi une plateforme multilatérale au sein de laquelle tous les partenaires des systèmes d'innovation agricole peuvent établir et mettre en œuvre, conjointement, le programme international de recherche agricole pour le développement.

Dans le cadre d'un accord signé en 2008 avec la Commission européenne, le FIDA gère les fonds de la Commission destinés à la recherche agricole pour le développement par l'intermédiaire du Consortium du GCRAI. Le budget total, pour les quatre dernières années, a dépassé les 230 millions d'USD.



## Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones

Le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones vise à renforcer les communautés et les organisations autochtones en finançant des petits projets qui les aident à gérer leur propre développement. Lancé en 2007, le Mécanisme dégage des enseignements qui permettent de reproduire et de transposer à plus grande échelle les initiatives réussies. En 2011, le FIDA a approuvé un don de 1,5 million d'USD pour le financement du Mécanisme.

Par le biais de petits dons, d'un montant maximal de 50 000 USD, le Mécanisme appuie des activités qui associent les peuples autochtones aux opérations de développement. Les dons servent à améliorer leur accès aux processus décisionnels clés, à les autonomiser pour l'exécution des projets et la gestion des ressources, et à encourager la collaboration avec les acteurs publics et privés. Ces dons complètent les activités que nous menons auprès des groupes autochtones par le biais des programmes et projets que nous appuyons.

Un troisième appel à propositions, lancé par le Mécanisme en juillet 2011, a suscité plus de 1 100 demandes en provenance de 88 pays.

Dans le courant de l'année, l'exécution du Mécanisme a été décentralisée, avec l'appui des organisations autochtones. Cette décentralisation a pour but d'accroître l'efficacité des organisations et des groupements autochtones, et de les autonomiser au niveau régional et international. Elle contribuera également à combler le fossé entre le mouvement international des peuples autochtones et les organisations de base.

Un récent examen préliminaire des résultats de 53 petits projets exécutés dans le cadre du Mécanisme entre 2007 et 2010 a montré que:

- environ 45 000 personnes, dont plus de 50% de femmes, en ont bénéficié directement;
- environ 1 200 communautés ont bénéficié de services liés aux projets;
- la formation et le renforcement des capacités se classent au premier rang des activités, devant le renforcement des institutions locales et l'amélioration des actifs physiques, de l'infrastructure et de l'équipement;
- plus de 21 000 personnes, dont 45% de femmes, ont reçu une formation dans divers domaines: sécurité de jouissance du sol, gestion des ressources naturelles, techniques agricoles, médecine traditionnelle, droits des peuples autochtones, programmation communautaire, alphabétisation et prévention du VIH/sida; et
- environ 184 groupements ont été créés, parmi lesquels des groupes d'autoassistance, des microentreprises, des groupes de commercialisation et des groupes de ressources de propriété commune. Un tiers de ces groupes étaient dirigés par des femmes.

Voir [http://www.ifad.org/english/indigenous/grants/projects/desk\\_review.pdf](http://www.ifad.org/english/indigenous/grants/projects/desk_review.pdf).

## Fonds pour l'environnement mondial

En tant que premier financeur mondial de projets d'amélioration de l'environnement, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) est, pour le FIDA, un partenaire stratégique. Les activités financées par des dons du FEM contribuent à intégrer la gestion durable des terres et de l'eau, la conservation de la biodiversité, et l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets aux investissements appuyés par le FIDA et ayant pour objectif la réduction de la pauvreté rurale, en rendant ces investissements plus durables. Plusieurs projets conjoints, entrepris ou poursuivis en 2011, appuient cet objectif.

L'un de ces projets, lancé cette année au Honduras, intègre les techniques et les technologies d'adaptation aux chaînes de valeur, par exemple en mettant en place des systèmes d'agroforesterie pour le cacao et le café. Son but est de générer des possibilités de création de richesse dans les zones rurales, tout en réduisant la dégradation de l'environnement.

Un autre projet, en cours d'exécution à Sao Tomé-et-Principe, appuie des investissements en rapport avec la conservation afin de réduire la pression sur les ressources naturelles. Parallèlement à la création d'une zone tampon forestière de 5 000 hectares dans le parc national d'Obo, il aide les habitants de la région à préparer des plans de gestion des ressources naturelles couvrant toute la zone. Ils seront ainsi en mesure de gagner leur vie par une exploitation judicieuse des produits non ligneux, ce qui réduira la tentation d'exploiter la zone protégée.

Depuis 2004, le FIDA a obtenu environ 130 millions d'USD sous forme de dons pour financer 37 projets du FEM, soit une moyenne de 3,5 millions d'USD par projet. Ces dons sont, dans leur quasi-totalité (32), associés à nos prêts, d'un montant total de 380 millions d'USD, et en amplifient l'impact. L'an dernier, nous avons chargé des spécialistes du climat et de l'environnement d'appuyer l'intégration des dons du FEM à nos activités de prêt. Cette approche contribuera à intégrer les enseignements tirés à l'ensemble de notre portefeuille.

## Banque islamique de développement

Le partenariat entre le FIDA et la Banque islamique de développement (BIsD) remonte à un accord signé en 1979, qui visait à encourager une approche compatible du développement agricole et rural et de la production alimentaire. Les deux organisations ont depuis lors cofinancé, outre des initiatives régionales, 18 projets dans 12 pays. Les investissements du FIDA dans ces activités ont atteint un total de 227,6 millions d'USD, tandis que la contribution de la BIsD s'élevait à 192,1 millions d'USD.

En 2010, le FIDA et la BIsD avaient signé un accord-cadre de cofinancement d'un montant de 1,5 milliard

d'USD, destiné à accroître substantiellement le financement du développement dans les plus pauvres des pays dans lesquels les deux organisations interviennent. Une réserve commune de projets a été élaborée pour un programme glissant triennal. En 2011, les deux organisations sont convenues de financer conjointement trois opérations – deux au Yémen et une en Azerbaïdjan. Le financement total de la BIsD était de 90,3 millions d'USD, et le FIDA a investi 41,6 millions d'USD.

Les deux organisations continuent de renforcer leur partenariat par le biais d'échanges de personnel et d'activités de partage des savoirs, axés sur des domaines clés comme l'agriculture, l'eau et l'environnement. Notre collaboration prend aussi d'autres formes: échanges de vues sur les activités conjointes; informations réciproques sur les produits et services financiers; et discussion de la collaboration future en mettant l'accent sur les partenariats allant au-delà des opérations et des projets.

### **Banque africaine de développement**

Le FIDA et la Banque africaine de développement (BAfD) renforcent régulièrement leur partenariat depuis la signature en 2008 d'un mémorandum d'accord, dans le contexte de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Au cours de l'année 2011, les deux organisations ont continué d'œuvrer de concert au niveau institutionnel et à celui des pays, augmentant les cofinancements et le partage des savoirs dans des domaines thématiques clés: envoi de fonds, services financiers, et accès aux techniques et aux intrants améliorés, en particulier les semences et les engrais.

Au 31 décembre 2011, la BAfD a apporté un financement total de 332,7 millions d'USD à 14 projets du portefeuille en cours du FIDA. Ce montant inclut le cofinancement de 70 millions d'USD approuvé en 2011 par la BAfD pour le nouveau Projet en faveur des petites entreprises rurales au Ghana.

Les missions de supervision et les exercices de planification conduits conjointement, et les échanges réguliers d'informations en vue de la prise de décisions en temps opportun ont permis de renforcer la coordination et la performance des projets au niveau des pays. Les deux organisations ont en outre lancé une initiative visant à évaluer les systèmes nationaux de passation des marchés dans quelques pays clés où elles seront appelées à travailler de concert dans un proche avenir. La première évaluation de ce type a été conduite au Libéria et la deuxième est en cours en République centrafricaine. Le FIDA a également entrepris, en partenariat avec la BAfD et la FAO, de moderniser les programmes informatiques actuellement utilisés pour la conception des projets. Les outils améliorés devraient être disponibles au cours de l'année 2012.

### **Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine**

Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) est une initiative dont l'inspiration et la direction reviennent à l'Afrique. Son objectif est d'accroître la productivité agricole sur le continent et de renforcer les mécanismes de planification et les investissements consacrés à l'agriculture. Le PDDAA est le programme agricole élaboré par l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). L'Agence est elle-même un organisme d'exécution de l'Union africaine.

Le PDDAA vise à augmenter d'au moins 6% par an la productivité agricole et à faire en sorte que les investissements publics consacrés à l'agriculture atteignent 10% des budgets annuels nationaux. Le FIDA appuie le processus du PDDAA et veille, en particulier, à ce que soient pris en compte les besoins des petits exploitants agricoles, des femmes et des jeunes.

Dans l'ensemble de l'Afrique, nous nous attachons à aligner nos programmes de pays sur les plans nationaux d'investissement agricole prévus au titre du PDDAA. En Sierra Leone et au Togo, nous jouons le rôle d'institution de supervision qui aide les bénéficiaires des fonds accordés par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) en assurant la gestion fiduciaire des fonds au nom du GAFSP, tout en apportant un appui à l'exécution des activités de développement agricole (voir page ci-dessous). Il s'agit notamment d'encourager l'accès des agriculteurs aux engrais, aux semences et à la finance rurale; d'améliorer les routes rurales; et de renforcer les organisations paysannes à l'appui des plans d'investissement, ainsi que d'améliorer les systèmes de suivi-évaluation.

Le FIDA est également membre de la Plateforme de partenariat du PDDAA – tant directement que par le biais de l'appui que nous apportons à la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural (voir ci-dessous). La Plateforme renforce la coordination entre les partenaires et l'Union africaine à l'appui du programme du PDDAA, y compris l'appui visant à renforcer la participation des organisations paysannes aux processus du PDDAA, et l'élaboration d'initiatives régionales pour le renforcement, au niveau des pays, de l'analyse des politiques, du suivi des investissements et du partage des savoirs.

### **Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural**

La Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural est un réseau associant 34 donateurs bilatéraux et multilatéraux, des institutions financières internationales, des organisations intergouvernementales et des agences de développement. Le FIDA est membre fondateur et coprésident de la Plateforme.

La vision commune que partagent les membres est que l'agriculture et le développement rural sont essentiels pour la réduction de la pauvreté. Ils partagent aussi la conviction selon laquelle un développement durable et efficace exige une approche mondiale coordonnée. La Plateforme plaide en faveur de l'augmentation de la quantité et de l'efficacité de l'aide aux zones rurales. Elle met aussi en évidence le rôle que doivent jouer des investissements plus efficaces dans la réalisation des OMD.

En 2011, la Plateforme a apporté son appui à la Journée 2011 du développement agricole et rural, organisée à l'occasion de la CdP 17 à Durban, en Afrique du Sud, ainsi qu'à une série d'événements organisés lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, qui s'est réuni à Busan, en République de Corée.

La Plateforme a préparé, au cours de l'année, trois études sur les savoirs. La première de ces études esquisse, par le biais d'exemples nationaux, les cohérences et les problèmes de cohérence des politiques dans les domaines de l'agriculture et du développement rural. La deuxième étude offre un nouveau point de vue sur les flux d'aide à l'agriculture et au développement rural pour accroître la transparence, la responsabilité et l'efficacité de l'aide. La troisième de ces publications est axée sur le rôle du secteur privé dans le développement rural.

Plusieurs membres, et notamment l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le FIDA, ont mis en place un groupe de travail sur la recherche agricole. En septembre 2011, lors de la Foire mondiale du FIDA pour le partage des savoirs agricoles, qui s'est tenue à Rome (voir page 7), la Plateforme a organisé une session sur les possibilités émergentes d'investissement dans les systèmes d'innovation agricole, avec un "talk-show" interactif.

Le site web de la Plateforme présente une vue d'ensemble de ses activités, y compris son Rapport annuel 2010. Voir <http://www.donorplatform.org>.

## **Renforcement des organisations paysannes**

Les partenariats entre le FIDA et les organisations paysannes ont été renforcés, à tous les niveaux, au cours de l'année 2011. Ce résultat a été atteint par le renforcement de la participation de nos partenaires aux programmes de pays du FIDA et par l'appui apporté au renforcement des capacités au niveau local, national et régional. Les groupements paysans ont été consultés dans le cadre de la formulation de tous les COSOP et de la conception de la plupart des projets approuvés en 2011. En Asie, en Afrique subsaharienne et en Amérique du Sud, d'importants dons régionaux accordés à l'appui d'organisations paysannes nationales ont atteint le stade de la pleine exécution au profit de plus de 70 organisations nationales, dans 62 pays. Nous avons aussi renforcé notre partenariat avec AgriCord pour soutenir la participation des organisations paysannes

aux programmes de pays du FIDA et aux processus mondiaux d'élaboration des politiques.

Nous avons mené, au cours de l'année, une enquête sur notre performance en matière de travail avec les organisations paysannes. La conclusion en est que ces partenariats ont permis au FIDA de mieux comprendre les problèmes de la pauvreté et ont contribué à accroître l'efficacité et la durabilité des projets. Les rapports concernant les projets appuyés par le FIDA et comportant des partenariats avec des organisations paysannes font état de bonnes performances sur plusieurs plans: focalisation sur la pauvreté, ciblage des participants, renforcement des institutions et exécution. Les résultats de l'enquête seront présentés à la quatrième réunion mondiale du Forum paysan, en février 2012.

Les nouveaux projets sont conçus de manière à élargir le rôle des coopératives et des groupements paysans nationaux, par exemple en leur permettant de participer dans de meilleures conditions aux partenariats dans les chaînes de valeur. Ainsi, au Rwanda, le nouveau Projet d'amélioration des revenus ruraux grâce aux exportations appuie le développement de coopératives paysannes travaillant dans le domaine des cultures de rente comme le café, le cacao et la soie.

Le plus grand programme de don régional du FIDA à l'appui des organisations paysannes – le Programme pilote d'appui aux organisations paysannes en Afrique, cofinancé par la Commission européenne – arrive presque à son terme. Les résultats semblent prometteurs en termes de professionnalisation accrue des organisations paysannes nationales, d'amélioration de leur gouvernance interne, et de renforcement de leur capacité d'influencer et, dans certains cas, d'agir sur les stratégies nationales ou régionales. Des négociations sont en cours pour le lancement d'une deuxième phase de cette initiative. Cette nouvelle phase devrait non seulement étendre le programme aux pays d'Afrique du Nord, mais aussi en élargir la portée pour fournir à leurs membres des services économiques, en particulier dans les domaines de la fourniture d'intrants et de la commercialisation des produits.

Au mois d'octobre, le FIDA a accueilli le Forum international du Mécanisme de la société civile du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Cette réunion a permis aux groupements paysans et à d'autres groupes de la société civile de préparer leur participation à la session annuelle du Comité.

## **La Microfinance Information eXchange**

En 2005, le FIDA a été le premier bailleur de fonds à établir un partenariat avec la Microfinance Information eXchange (MIX), une source de données, de recherche et d'analyse sur le microfinancement. Depuis lors, nous lui avons accordé un financement d'un montant total d'environ 2,5 millions d'USD.

Le FIDA reconnaît qu'un suivi efficace de la performance et une plus grande transparence dans le secteur du microfinancement renforcent les institutions

et augmentent la concurrence, aboutissant à de meilleurs produits financiers à de meilleurs prix pour les populations pauvres des zones rurales.

Le marché MIX ([www.mixmarket.org](http://www.mixmarket.org)) constitue l'unique base de données mondiale et décentralisée d'informations sur le microfinancement. C'est un outil essentiel de référence et de suivi de la performance, qui sert de point central d'échange d'informations entre les institutions de microfinancement, les investisseurs publics et privés, et les facilitateurs du marché comme les agences de notation et les organismes chargés de la réglementation. Les institutions de microfinancement, par exemple, y affichent des données sur leur champ d'action et leur performance financière, précisent leurs besoins de financement et partagent des informations générales d'ordre institutionnel. Ce marché novateur a accéléré le flux de l'assistance technique et des fonds vers ce secteur en augmentant la transparence et en améliorant les normes d'établissement des rapports du secteur.

Tous les indicateurs du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA concernant la finance rurale sont reflétés sur le marché MIX, faisant de cet instrument un élément clé de la stratégie du FIDA visant à renforcer les capacités de ses partenaires en matière de finance rurale. À ce jour, 73 de ces partenaires rendent publics les indicateurs requis par l'intermédiaire du marché MIX. Ensemble, ils desservent près de 3 millions d'emprunteurs – parmi lesquels 58% de femmes – et gèrent des prêts d'un montant total en cours supérieur à 1,0 milliard d'USD. Globalement, ces partenaires en matière de finance rurale ont réalisé des performances remarquables. Avec de tels résultats, on note l'évidence de la synergie entre l'engagement du FIDA en faveur de la transparence et la fonctionnalité des outils de suivi de la performance de la MIX.

En 2011, le FIDA a formellement élargi ce partenariat en accordant à la MIX un don de 1,2 million d'USD destiné à soutenir activement, jusqu'en 2015, la croissance de marchés et de prestataires de services vigoureux dans le secteur de la microfinance.



123  
FOOOOOOOOO  
OOOOOOOOOO

# Mesurer et améliorer les résultats

## Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

Le Rapport annuel sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) livre une analyse approfondie de notre performance, telle qu'elle est soumise à nos organes directeurs et rendue disponible en ligne. Voir <http://www.ifad.org/gbdocs/eb/104/f/EB-2011-104-R-9.pdf>.

L'édition 2011 du RIDE met clairement en évidence les progrès réalisés au cours de la période couverte par la huitième reconstitution des ressources (FIDA8) de 2010 à 2012, par rapport aux trois années précédentes couvertes par la septième reconstitution (FIDA7). Les montants engagés au titre de prêts et de dons en 2011 dépassent de plus de 60% ceux de 2008. Nous sommes également en bonne voie pour atteindre notre objectif exceptionnel d'engagements pour FIDA8, soit 1,2 milliard d'USD. Les projets en cours continuent d'accroître le nombre de personnes participant aux activités des projets, ainsi que les intrants matériels et les services fournis aux communautés rurales pauvres.

Les projets sont mis en œuvre plus rapidement et les délais sont moins souvent dépassés. Le fait que le FIDA exerce une supervision directe de 220 programmes et projets en cours contribue à cette amélioration. L'appropriation par les pays des projets appuyés par le FIDA continue de progresser en raison en partie de l'élargissement de notre réseau de bureaux de pays, très performants malgré leur petite taille (voir page 51).

Le RIDE montre que, tenant compte des changements à l'échelle mondiale, nous sommes résolument engagés dans l'appui à la coopération Sud-Sud et que nous élargissons rapidement notre collaboration avec le secteur privé. Afin de renforcer ce processus, une nouvelle stratégie concernant le secteur privé a été approuvée en 2011. Les résultats de notre action à l'appui de l'autonomisation des femmes sont également bons lorsqu'on les compare à ceux d'autres institutions financières internationales (voir page 7). Le rapport montre que le FIDA a renforcé ses partenariats, financiers et avec les petits exploitants, et qu'il est l'une des institutions chefs de file pour la planification de la reproduction des opérations à plus grande échelle et pour l'élargissement de leur impact.

La principale difficulté que rencontre le FIDA sur le plan des résultats concerne l'efficacité des projets. Malgré certaines améliorations, cet élément demeure le plus faible des indicateurs de résultats, ce qui se répercute sur d'autres domaines, comme la durabilité des projets. L'amélioration de l'efficacité des projets est

une question complexe, exigeant une approche globale de l'économie de la petite exploitation. Le nouveau Cadre stratégique (voir page 5) jette les bases nécessaires pour une solution systématique et à long terme dans ce domaine.

## Soutien de la qualité pour la conception des programmes

Le FIDA utilise un système de soutien de la qualité en deux étapes pour examiner et améliorer la conception des programmes et projets qu'il finance. La première de ces étapes est celle de l'amélioration de la qualité. Il s'agit du processus d'examen technique interne par l'intermédiaire d'un groupe qui s'assure que les meilleures pratiques du FIDA et d'autres institutions sont intégrées aux nouveaux projets. Plusieurs domaines font l'objet d'une attention particulière: conformité avec les politiques du FIDA, analyse technique, ciblage, genre et aspects environnementaux. La conception du projet est ensuite modifiée conformément aux recommandations du groupe, puis soumise à un examen indépendant d'assurance qualité. Cette seconde étape précède les négociations en vue du prêt et la soumission, pour approbation, au Conseil d'administration. Au cours de l'année 2011, 39 programmes et projets, dont sept projets du Fonds pour l'environnement mondial (voir page 45), ont été ainsi examinés.

La première étape du processus permet de recenser les points faibles de la conception du projet et de recommander des solutions réalistes en vue de son amélioration. Nos conseillers techniques participent aux missions de conception et sont associés à toute la phase de conception et au-delà. Cette démarche correspond à une redéfinition de l'amélioration de la qualité pour en faire une fonction générale d'appui plutôt qu'un simple processus d'examen des documents de conception.

Des travaux ont été menés, au cours de l'année, en vue d'améliorer l'interface entre l'amélioration de la qualité et l'assurance qualité. Le but était de renforcer la totalité du pacte de qualité initiale et de faire en sorte que ces deux processus indépendants se complètent mutuellement. Deux ateliers ont été organisés dans le courant de l'année pour débattre de l'efficacité des examens de qualité et de l'utilisation faite par le FIDA des analyses économique et financière.

En 2011, 38% des projets examinés dans le cadre de la fonction d'assurance qualité ont reçu le feu vert pour la soumission au Conseil d'administration avec quelques changements, peu nombreux ou d'importance

mineure; quelque 60% des projets, en revanche, ont exigé d'importantes modifications de la conception. Le groupe chargé de l'examen a souligné, au cours de l'année, des problèmes fréquents liés à la nécessité:

- de renforcer, dans la conception, les aspects en rapport avec les dispositions d'exécution – rationalisation des mandats de coordination du projet; détermination des principaux prestataires de services; simplification des conceptions excessivement ambitieuses; prévision et atténuation des risques pour la réussite du projet;
- d'améliorer l'analyse économique et financière au sein des projets appuyés par le FIDA;
- de renforcer les cadres logiques et les indicateurs de performance; et
- d'intégrer systématiquement dans la conception du projet les cadres de gouvernance et de lutte contre la corruption.

Les notes attribuées depuis l'introduction des processus d'amélioration de la qualité et d'assurance qualité ont été assez cohérentes. La note moyenne d'ensemble pour la qualité initiale est la même qu'en 2010, soit 4,4, valeur considérée comme plutôt satisfaisante (voir tableau 2). Le pourcentage de projets ayant obtenu une note satisfaisante du point de vue de l'efficacité des domaines d'action, de l'impact des projets sur les mesures visant la pauvreté, sur l'équité entre les sexes et la population cible demeure supérieur à 90%. Les pourcentages de projets ayant obtenu une note satisfaisante du point de vue de la durabilité des avantages et de l'innovation, l'apprentissage et la transposition à plus grande échelle sont supérieurs à ceux de l'an passé, sans toutefois atteindre le niveau cible pour 2012 (90% des projets examinés). En 2011, les examinateurs de l'assurance qualité ont estimé que 88% de l'ensemble des projets atteindraient probablement leurs objectifs de développement, contre 86% en 2010 et 79% en 2008 et 2009.

## La présence du FIDA sur le terrain

Nous avons continué, au cours de l'année, à renforcer et à accroître notre présence dans les pays où nous intervenons. Le nombre de membres du personnel international a augmenté – ainsi que le nombre de bureaux de pays et d'agents locaux recrutés. Au 31 décembre, les bureaux de pays du FIDA avaient un effectif total de quelque 64 personnes, dont 19 fonctionnaires internationaux de la catégorie organique, parmi lesquels trois cadres associés. Au cours de l'année 2011, le FIDA a signé neuf accords de pays hôte avec des gouvernements, portant à 18 le nombre total d'accords signés à ce jour.

Le Conseil d'administration a approuvé une politique et une stratégie régissant les bureaux de pays du FIDA. Le document inclut des critères actualisés pour l'ouverture de bureaux de pays, des critères pour la sélection de différents modèles de bureaux de pays, et une stratégie de retrait pour la fermeture des bureaux. En approuvant cette politique, le Conseil d'administration a aussi approuvé la création de bureaux de pays jusqu'à concurrence de 40. Cinq nouveaux bureaux seront établis dans un proche avenir – au Bangladesh, au Burundi, au Malawi, au Mali et au Niger.

Le Conseil d'administration a également reconnu l'existence d'un lien étroit entre la présence dans un pays et l'amélioration de la performance du portefeuille de ce pays. À plus long terme, on s'attend à ce que de plus en plus d'opérations programmatiques du FIDA soient gérées par l'intermédiaire des bureaux de pays, ce qui permettra de mieux desservir les clients et de contribuer à l'efficacité organisationnelle.

## Lutte contre la corruption, surveillance institutionnelle et responsabilité

Les pratiques irrégulières telles que la corruption, la fraude et les actes de collusion ou de coercition empêchent les financements de parvenir aux populations rurales pauvres. Le FIDA est résolu à sensibiliser davantage son personnel et ses partenaires à toutes les formes de corruption, et à mener des enquêtes sur toutes les allégations.

**TABLEAU 2**  
**Notes attribuées à la qualité initiale, 2011**

Indicateurs du Cadre de mesure des résultats	Description	Note moyenne	Plutôt satisfaisant ou mieux <sup>a</sup> (pourcentage)
1	Efficacité des domaines d'action	4,5	93
2	Impact prévu sur les mesures visant la pauvreté	4,5	95
2D	Équité entre les sexes et ciblage de la population	4,6	95
3	Innovation, apprentissage et transposition à plus grande échelle	4,2	85
4	Durabilité des avantages	4,2	83
<b>Note globale</b>		<b>4,4</b>	<b>85</b>

<sup>a</sup> Les notes attribuées à la qualité initiale sont fondées sur une échelle de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant". Le pourcentage indique le nombre de projets recevant une note de 4 ou plus sur le nombre total de projets.

Le Bureau de l'audit et de la surveillance fournit des services d'assurance et consultatifs, indépendants et objectifs, au Conseil d'administration, au Président et aux gestionnaires des programmes. Il réalise des évaluations systématiques de l'efficacité des processus de gestion et de maîtrise des risques et des processus de gouvernance. Le Bureau examine les pratiques irrégulières éventuelles ou présumées, et mène les enquêtes nécessaires, s'agissant notamment de fautes professionnelles du personnel, dans les activités du FIDA.

Le FIDA a mis en place un mécanisme confidentiel et anonyme pour la formulation des plaintes et des allégations. Le Bureau de l'audit et de la surveillance évalue toutes les allégations reçues et mène une enquête approfondie lorsqu'il estime cette démarche justifiée. Les sanctions appliquées peuvent inclure l'interdiction de participation à toute activité financée par le FIDA et le renvoi devant les autorités nationales. Il existe toute une gamme de mesures disciplinaires applicables dans les cas concernant des membres du personnel. Le nombre d'allégations reçues en 2011 (41) a été légèrement inférieur à celui de 2010 (43).

Tout au long de l'année 2011, le Bureau de l'audit et de la surveillance a continué à promouvoir le programme de lutte contre la corruption en travaillant avec le personnel des programmes et les autorités nationales afin de souligner et de mettre en œuvre les principes de lutte contre la corruption. Ces initiatives deviennent de plus en plus pertinentes à mesure qu'augmente le nombre de programmes et projets directement supervisés par le FIDA et que se renforce sa présence dans les pays.

En 2011, le Bureau a finalisé cinq audits se rapportant à des programmes. Poursuivant l'initiative mise en œuvre en 2009 avec l'audit du programme de pays d'Haïti, un audit approfondi de programme de pays a également été réalisé pour l'Égypte. Dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités, le FIDA a accueilli, au cours de l'année, quatre auditeurs internes venus de pays membres et détachés pour des périodes de six mois. Cette formule permet aux professionnels détachés de tirer parti de l'expérience du FIDA en matière d'audit interne, et donc de renforcer les capacités d'audit locales.

## **Évaluation indépendante Vue d'ensemble du neuvième Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA**

L'édition 2011 du Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) présente une synthèse des 41 évaluations de projet réalisées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. Elle s'appuie aussi sur les conclusions et les recommandations de l'évaluation au niveau de l'institution de la stratégie du FIDA concernant le secteur privé, et de cinq évaluations de programme de pays entreprises entre 2010 et 2011.

Le RARI de cette année utilise deux nouveaux produits pour les évaluations de projet: les validations des rapports d'achèvement de projet – études indépendantes sur dossier de ces rapports; et des évaluations de la performance des projets, qui analysent les résultats et l'impact des projets sur la base des validations de rapports et d'une mission sur le terrain. Ces produits fournissent une base analytique plus robuste que celle des années précédentes.

Les principaux éléments suivants ressortent du RARI 2011:

- La performance des projets soutenus par le FIDA demeure satisfaisante en termes de pertinence – pour les besoins des participants au projet, pour la stratégie de pays du FIDA, et pour les politiques et les priorités des gouvernements bénéficiaires – et d'efficacité. Les résultats sont également bons du point de vue de l'impact sur la pauvreté rurale, l'innovation, et la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.
- La propre performance du FIDA en tant que partenaire s'est sensiblement améliorée. Près de 80% des projets évalués montrent que cette performance est satisfaisante.
- Malgré les améliorations observées au cours des dernières années, la performance demeure insuffisante dans trois domaines: l'efficacité des projets financés par le FIDA, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, et la durabilité (c'est-à-dire le maintien des avantages après la clôture des projets). Par ailleurs, la performance des gouvernements bénéficiaires en tant que partenaires des projets appuyés par le FIDA ne s'est guère améliorée au cours des dix dernières années, s'agissant en particulier de la capacité de prestation de services publics dans les secteurs agricole et rural. Le RARI conclut que le FIDA pourrait déployer davantage d'efforts pour aider les gouvernements à renforcer leur propre performance.
- Bien que des améliorations soient nécessaires dans plusieurs domaines, une analyse comparative conduite dans le cadre du RARI aboutit à la conclusion que la performance des projets soutenus par le FIDA est dans l'ensemble supérieure à celle des opérations financées par plusieurs institutions financières internationales établissant un rapport du même type.
- S'agissant de la performance au niveau des programmes de pays, des améliorations ont été obtenues au cours des cinq dernières années dans le domaine des activités hors prêt, à savoir la concertation sur les politiques, le renforcement des partenariats et la gestion des savoirs. Dans le même temps, les évaluations continuent à souligner la nécessité de meilleures synergies entre les projets d'investissement et les activités hors prêts, notamment les opérations financées par des dons. Les dons à des pays spécifiques sont de



mieux en mieux intégrés dans les programmes de pays, mais on ne peut pas en dire autant des dons au niveau régional et mondial financés par le FIDA. Le suivi et la supervision des dons restent généralement insuffisants.

- Bien que la performance des opérations financées par le FIDA demeure satisfaisante dans de nombreux domaines et se soit améliorée dans d'autres, la performance "plutôt satisfaisante" demeure la norme. Même si le pourcentage de projets jugés satisfaisants ou très satisfaisants du point de vue de la réalisation d'ensemble du projet a augmenté, ce pourcentage ne représente toujours qu'une minorité relativement faible (32%). Cela montre qu'il y a donc encore une marge de progrès possible.

Le RARI 2011 a également recensé un certain nombre de conclusions essentielles pour que l'efficacité du FIDA en matière de développement puisse être encore accrue à l'avenir.

L'approbation récente de la politique du FIDA concernant la présence dans les pays, ainsi que la dynamique d'expansion de cette présence dans les pays où nous intervenons, est un élément essentiel pour une meilleure efficacité des programmes de pays que nous appuyons. Les évaluations ont également constaté que la forme la plus efficace de présence dans les pays est celle où les chargés de programme de pays sont détachés dans les pays plutôt que basés au siège.

Toutefois, le cadre d'incitations et de responsabilité nécessaire au détachement des chargés de programme de pays demeure insuffisant. La décision d'établir des bureaux régionaux et sous-régionaux offre un bon appui aux programmes de pays, et elle va dans le même sens que les bonnes pratiques suivies par d'autres organisations multilatérales de développement.

Le FIDA contribue utilement à la concertation dans les instances mondiales et régionales clés. Au niveau des pays, en revanche, notre contribution à l'élaboration des politiques et des stratégies demeure insuffisante. La conclusion du RARI est que le FIDA doit renforcer sa participation et son rôle dans ces processus. Cela nous permettrait d'intervenir dans la définition des priorités nationales, et notamment en allouant une part accrue des ressources nationales au développement de l'agriculture paysanne.

Comme les années précédentes, la direction du FIDA a adressé une réponse écrite au RARI. Elle s'est félicitée de la nouvelle pratique consistant à utiliser, dans le cadre des évaluations de projet, les validations des rapports d'achèvement de projet et les évaluations de la performance des projets. Grâce à ces éléments, associés à l'utilisation de moyennes triennales, on obtiendra des mesures de la performance du FIDA à la fois plus fiables et statistiquement plus solides.

La direction a l'intention d'œuvrer pour que les rapports d'achèvement de projet soient davantage normalisés et plus homogènes afin de réduire les

différences de qualité de ces rapports. Elle a toutefois noté que ce sont les États membres qui pilotent le processus d'achèvement des projets et que les rapports sont essentiellement leur produit. Le FIDA cherchera par conséquent, plutôt que de prendre en charge le processus, à renforcer davantage la capacité du gouvernement de compiler les rapports. Cette approche est conforme à notre modèle opérationnel actuel, qui accorde une très haute priorité à l'appropriation par les pays du processus de développement, et au renforcement des capacités nationales, y compris en matière d'évaluations.

La direction a approuvé, de manière générale, les conclusions du RARI relatives à la performance des programmes et projets appuyés par le FIDA, qu'elles soient positives ou négatives. À propos de la dynamique d'expansion de notre présence dans les pays où nous intervenons, la direction partage pleinement l'avis du RARI suivant lequel il conviendrait de développer le cadre d'incitations et de responsabilité nécessaire pour accroître le nombre de chargés de programme de pays détachés dans les bureaux de pays du FIDA (voir page 51).

La direction a exprimé son désaccord, toutefois, avec la recommandation du RARI suivant laquelle le FIDA devrait élaborer des directives à l'intention de son personnel en vue de mobiliser des montants adéquats de fonds de contrepartie auprès des États membres bénéficiaires dans le cadre des projets financés par le FIDA.

Le thème principal d'apprentissage, dans le RARI de cette année, concerne la supervision directe des programmes et projets et l'appui à l'exécution. Le rapport note la nécessité d'apporter un soutien aux bureaux de pays dans ce domaine, en particulier par une formation aux aspects de la politique ayant trait à l'appui à l'exécution et par une clarification des rôles et des responsabilités dans le processus de supervision. La direction est pleinement d'accord avec la proposition d'inscrire comme thème d'apprentissage, pour le RARI de 2012, les approches et les pratiques du FIDA dans la conduite de la concertation sur les politiques.

### Autres activités d'évaluation en 2011

Au mois de mai, le Conseil d'administration a adopté la Politique révisée de l'évaluation au FIDA. Elle apporte des éclaircissements sur le rôle de l'évaluation indépendante et inclut aussi, pour la première fois, les fonctions d'autoévaluation. Le nouveau mandat approuvé pour le Comité de l'évaluation en redéfinit les objectifs et le champ d'action. En définissant le rôle et les responsabilités du Comité, ainsi que l'obligation de rendre compte et l'indépendance du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et en révisant l'approche de l'évaluation, la politique révisée et le nouveau mandat fournissent une base solide garantissant que la fonction d'évaluation indépendante et la fonction d'autoévaluation

continueront d'évoluer conformément aux meilleures pratiques internationales.

L'évaluation de l'efficacité au niveau de l'institution a été lancée en 2011 et les résultats en seront présentés au Conseil d'administration du FIDA en 2012.

Au cours de l'année, le Bureau indépendant de l'évaluation a évalué nos réalisations au titre de la Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat, adoptée en 2005. L'évaluation a constaté que le FIDA a encouragé une participation accrue du secteur privé aux opérations que nous appuyons, en particulier en mettant davantage l'accent sur le développement de chaînes de valeur. Les résultats ont toutefois été limités par un certain nombre de facteurs, parmi lesquels une définition extrêmement large du secteur privé, une mobilisation insuffisante des instruments existants comme les prêts, les dons et la concertation sur les politiques, et l'absence d'un mécanisme qui permettrait au FIDA d'accorder directement des prêts au secteur privé.

Cinq programmes de pays ont été évalués. Au Ghana, l'évaluation a constaté une amélioration d'ensemble de la performance du portefeuille. L'orientation stratégique du FIDA dans le pays a évolué, passant de petites interventions géographiquement ciblées à des programmes sectoriels de portée nationale. Ce changement d'approche a eu pour effet d'accroître l'attention portée aux questions relatives aux institutions et aux politiques, notamment s'agissant de finance rurale et d'appui aux microentreprises, mais il a également réduit les investissements dans la région, la plus pauvre, du Haut Ghana occidental. Le FIDA a favorisé des approches innovantes, mais souvent sans essais pilotes suffisants et avec une participation insuffisante des autres donateurs avant la transposition à plus grande échelle.

Au Kenya, de bons résultats ont été obtenus dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, du développement communautaire, de la génération de revenus et de la commercialisation pour les petits exploitants agricoles. L'évaluation a toutefois mis en évidence les problèmes en suspens, parmi lesquels une attention insuffisante à la concertation sur les politiques et aux partenariats stratégiques avec d'autres donateurs, un grand nombre d'activités subsectorielles, et une focalisation déséquilibrée sur le sud-ouest du pays.

Au Rwanda, les interventions appuyées par le FIDA ont contribué à protéger la fertilité des sols et les bassins versants. Elles ont aussi aidé à accroître la productivité des cultures vivrières, à promouvoir les cultures d'exportation et à créer des emplois non agricoles. Parmi les aspects négatifs, on citera l'insuffisance des efforts et des ressources investies dans les partenariats, la concertation sur les politiques, la gestion des savoirs dans le domaine de la finance rurale, le développement des coopératives, et l'appui aux autorités locales.

Au Viet Nam, le FIDA a contribué de manière significative à la réduction de la pauvreté. L'évaluation valide l'importance accrue accordée à l'approche de

marché et la plus grande attention portée aux minorités ethniques. Plusieurs problèmes subsistent néanmoins. Il s'agit notamment de la participation stratégique du secteur privé, du renforcement des partenariats et de la création d'un contexte plus favorable au crédit pour les petits exploitants agricoles. L'évaluation recommande une concertation plus systématique sur les politiques au niveau national et la transposition à plus grande échelle des innovations.

Malgré les difficultés du contexte national au Yémen, le FIDA a obtenu des résultats positifs dans plusieurs domaines: encouragement à la mobilisation sociale, accès aux services sociaux, accroissement de la productivité agricole et autonomisation des femmes. En revanche, les succès ont été limités quant à l'amélioration de l'accès des ménages ruraux pauvres aux services financiers, et nous sommes toujours confrontés à des problèmes se rapportant, entre autres, à la faiblesse d'ensemble de la performance du gouvernement. La performance du programme a connu des améliorations progressives au cours des 18 années couvertes par l'examen, mais le rapport recommande une évaluation permanente des orientations stratégiques du FIDA, compte tenu de l'instabilité politique actuelle et du grand nombre de problèmes auxquels doit faire face le pays.

## **Système d'allocation fondé sur la performance**

Le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) régit l'octroi aux programmes de pays des ressources mobilisées au titre des prêts et dons du FIDA. Il régit également l'octroi des dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette. Les critères d'allocation du système sont la population rurale, le revenu national brut par habitant et la performance du pays. Plusieurs autres institutions de financement du développement utilisent un système SAFP, notamment la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAfD) et l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale.

Nous avons actualisé, au dernier trimestre de 2011, les données sur la performance du portefeuille et du secteur rural et les notes de pays pour 2011. Les données actualisées sont présentées dans les notes définitives de pays pour 2011 et les allocations par pays pour 2012. Ces données ont été soumises à la session de décembre du Conseil d'administration, puis rendues publiques conformément aux procédures agréées pour la diffusion des données du SAFP sur le site web du FIDA (<http://www.ifad.org/operations/pbas>).

En juin 2011, la BAfD a accueilli à Tunis la septième réunion technique sur le SAFP. Faisant le bilan de la mise en œuvre du SAFP, les participants ont constaté que la Consultation sur la seizième reconstitution des ressources de l'IDA, récemment achevée, était convenue que le système actuel donnait généralement de bons résultats.

Toutes les propositions de prêts et de dons à des pays spécifiques qui ont été présentées au Conseil d'administration pour approbation en 2011 s'inscrivaient dans le système triennal d'allocation du SAFF (2010-2012).

### **Transposer à plus grande échelle les interventions réussies pour renforcer l'impact sur le développement**

Les Objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cibles concrètes ont induit une multiplication des efforts visant à réaliser des changements réels et permanents. L'une des composantes de cette évolution consiste en une transposition à plus grande échelle d'initiatives réussies, afin de les institutionnaliser en tant que nouvelles – et plus efficaces – manières d'agir, ce qui constitue la clé d'un développement durable.

La transposition à plus grande échelle prend des formes qui varient d'un contexte à l'autre. Au Ghana, par exemple, le FIDA a commencé en 1995 à appuyer un projet visant à la mise en place, au niveau des districts, d'un système d'appui aux petites et moyennes entreprises. Le Projet, récemment approuvé, en faveur des petites entreprises rurales, qui constitue la troisième itération du projet, intègre maintenant ce système pour parvenir à une couverture nationale, par le biais d'une réforme institutionnelle au niveau des districts, des régions et du pays, en veillant à ce que le gouvernement puisse couvrir toutes les dépenses récurrentes à l'achèvement du projet.

En Albanie, la transposition à plus grande échelle n'est pas fondée sur la reproduction ou l'expansion, mais plutôt sur un ciblage géographique et le développement de chaînes de valeur. Les programmes appuyés par le FIDA ont été d'abord axés sur les zones montagneuses les plus pauvres et les moins développées; on y a ensuite introduit, de manière progressive, une série d'instruments de financement pour la création et le renforcement des chaînes de valeur. L'expérience en cours en Albanie a été passée en revue en 2011 pour s'assurer que les enseignements tirés servent à éclairer la poursuite des travaux.

Les conclusions de l'étude consacrée en 2010 par la Brookings Institution à la démarche suivie par le FIDA pour la transposition à plus grande échelle ont conduit à un certain nombre d'adaptations de notre approche. Celles-ci ont porté sur notre cadre d'analyse pour la transposition à plus grande échelle, sur les pratiques opérationnelles et les instruments pertinents, sur les savoirs, les ressources et les incitations. On peut citer, parmi les exemples concrets de progrès, la mise au point de produits du savoir, des outils d'orientation pour la conception des programmes et la participation au niveau du pays, les examens par les pairs, le développement de partenariats et les activités d'ouverture.

C'est dans ce contexte que le FIDA a accueilli, en octobre 2011, une série d'activités d'apprentissage et de développement de partenariats. L'éventail complet des partenaires du développement a participé à ces activités:

États membres du FIDA, agences bilatérales et multilatérales, réseaux de recherche, fondations, ONG et secteur privé. Réunir tous ces partenaires a donné l'occasion de promouvoir une communauté de pratique en matière de transposition à plus grande échelle dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, et de recenser les possibilités d'une meilleure collaboration à tous les niveaux.

### **Réformer la gestion des ressources humaines pour autonomiser les personnes et obtenir des résultats**

L'évolution de la gestion des ressources humaines au FIDA est principalement une résultante du Programme, toujours en cours, changement et réforme, et de notre présence croissante sur le terrain. Le réalignement de nos ressources humaines pour appuyer les opérations dans les pays est l'un des objectifs majeurs de notre réforme des ressources humaines, tout comme le contrôle de la taille, de la qualité et de la performance des effectifs.

Le FIDA a entrepris d'accroître et de renforcer sa présence sur le terrain. Au 31 décembre, nous avons attribué 45 contrats à des fonctionnaires nationaux et des agents de la catégorie des services généraux dans quelque 24 points dans les régions où nous intervenons. En outre, quatre fonctionnaires nationaux ont reçu des contrats de la catégorie du personnel du cadre organique au titre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), affectés à quatre postes. À l'heure actuelle, 19 fonctionnaires internationaux de la catégorie du personnel du cadre organique, parmi lesquels on compte également des cadres associés, sont en poste dans les bureaux de pays du FIDA.

Dans le même temps, nous avons entrepris d'accroître l'efficacité de nos opérations au siège. C'est ainsi que nous entamons, avec des consultants extérieurs, un audit des tâches pour regarder sous un nouveau jour les rôles et les responsabilités de tous les membres du personnel (tels qu'ils sont définis dans leurs descriptions de poste) et déterminer comment ils s'alignent avec l'évolution de nos besoins et des activités qui nous sont assignées par notre mandat.

À mesure qu'augmente la présence de notre personnel, dans les dizaines de pays où nous intervenons, les lignes de communication ne font que s'allonger. En vue d'une meilleure intégration du personnel, à tous les niveaux, du siège au terrain, nous avons organisé à Rome deux programmes d'introduction au travail, d'une durée d'une semaine, auxquels ont participé au total 53 agents détachés sur le terrain et 17 agents du siège. Ces programmes ont permis des rencontres entre les membres du personnel ainsi qu'avec la haute direction, et de faire mieux connaître à ces agents notre vision stratégique d'ensemble tout en recueillant l'expérience et les enseignements précieux en provenance du terrain.

Nous nous efforçons d'accroître notre politique de rotation du personnel, pour en accroître la mobilité et

en améliorer l'efficacité et l'efficience. En 2011, on a enregistré au total 44 rotations internes et 5 transferts à l'extérieur du FIDA. Nous poursuivrons notre participation, dans le cadre du système des Nations Unies, à l'Accord sur la mobilité, actuellement en cours de réexamen.

Nous avons publié, au mois de décembre, un nouveau règlement du personnel et les procédures connexes de mise en œuvre. Les nouvelles règles et procédures apportent, pour la direction et pour le personnel, une clarté et une cohérence accrues sur les processus et les procédures clés en matière de ressources humaines, et garantissent que toutes les procédures sont d'actualité et conformes aux meilleures pratiques.

Au 31 décembre 2011, les effectifs et les statistiques relatives au personnel étaient les suivants:

- 524 membres du personnel, y compris le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. Sur ce total, 298 appartenaient à la catégorie du personnel du cadre organique, des fonctionnaires nationaux et administrateurs de rang supérieur, et 226 à celle des services généraux.
- Le personnel du cadre organique, les fonctionnaires nationaux et les administrateurs de rang supérieur comprenaient des ressortissants de 78 États membres. Parmi les administrateurs, 42% étaient des femmes, alors qu'elles représentaient 82% de la catégorie des services généraux. Le pourcentage total de femmes fonctionnaires du FIDA est de 59%.
- Le personnel des entités hébergées (Mécanisme mondial et Coalition internationale pour l'accès à la terre) comptait 23 membres: 16 de la catégorie du personnel du cadre organique et des administrateurs de rang supérieur, et sept agents des services généraux.

## Création du Bureau de la déontologie

Le FIDA a créé, en février 2011, un Bureau de la déontologie chargé de promouvoir et d'appliquer les normes les plus exigeantes de l'organisation, notre Code de conduite et nos valeurs fondamentales.

Le Bureau de la déontologie est indépendant de tout fonctionnaire, département, bureau ou autre entité organisationnelle. Il a notamment pour tâches:

- de défendre et superviser la fonction éthique et déontologie et de gérer le grand programme éthique et anti-harcèlement de l'organisation;
- de mettre au point des normes, des programmes de formation et d'éducation aux questions d'éthique;

- de fournir à la direction des éléments d'orientation afin de garantir que les règlements, politiques, procédures et pratiques du FIDA renforcent et favorisent l'application des normes d'intégrité prônées par l'organisation;
- d'examiner les allégations de conduite répréhensible autres que la fraude et la corruption, et de travailler en coordination étroite avec la Section des enquêtes du Bureau de l'audit et de la surveillance si des investigations s'imposent, en protégeant le personnel contre les risques de représailles;
- de gérer le programme de publicité annuelle des éléments financiers et d'observer les évolutions afin de fournir au Président et à la haute direction des éclairages sur l'efficacité organisationnelle – et notamment sur les risques, les incidents et les initiatives en rapport avec la conduite des affaires; et
- de donner des conseils aux cadres et aux autres membres du personnel sur les actions susceptibles de constituer des violations du Code de conduite et des valeurs fondamentales, en leur fournissant des indications confidentielles sur des questions de déontologie, par exemple les conflits d'intérêts, les activités extérieures et les cadeaux.

Au cours de l'année, 34 stages de formation ont été organisés pour sensibiliser davantage le personnel aux questions déontologiques qui se posent sur le lieu de travail, et notamment la lutte anti-harcèlement et le Code de conduite du FIDA.



# Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Les tableaux et graphiques du présent chapitre contiennent des données détaillées sur le portefeuille de projets du FIDA en cours et sur les valeurs cumulées. Des chiffres essentiels sur la période 1978-2011 figurent dans le tableau 1 et les graphiques connexes (1, 2 et 3).

## Ressources de base et fonds supplémentaires en 2011

Le financement des opérations du FIDA provient de plusieurs sources. Il s'agit notamment de ses fonds propres, du produit des placements, des remboursements de prêts et des contributions des États membres et des institutions multilatérales. Ces contributions nous parviennent dans le cadre de la reconstitution périodique des ressources du FIDA, qui a lieu tous les trois ans, et sous la forme d'apports de fonds supplémentaires.

## Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (2013-2015)

La Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA a commencé en février 2011, après la session du Conseil des gouverneurs. En 2011, quatre sessions de la Consultation sur la neuvième reconstitution ont été organisées, au cours desquelles les États membres du Fonds ont arrêté les actions prioritaires et les grandes orientations.

La Consultation a fixé comme objectif un montant de 1,5 milliard d'USD pour les nouvelles contributions destinées à financer des projets d'agriculture et de développement rural dans les pays en développement, soit une augmentation de 25% par rapport à la huitième reconstitution.

Outre ces nouvelles ressources, les États membres ont chargé le FIDA de trouver de nouvelles sources de financement qui permettent de partager plus largement la charge que représente le développement, notamment en augmentant les investissements provenant des États non membres et d'autres sources.

L'injection de nouveaux fonds par les États membres confirme le rôle essentiel que nous jouons dans l'architecture internationale du développement en tant qu'organisation efficace qui obtient de bons résultats

dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la sécurité des revenus, notamment au profit des populations les plus pauvres. Quarante à cinquante pour cent de ces ressources seront affectées à l'Afrique subsaharienne pour des projets de développement.

## Huitième reconstitution des ressources du FIDA (2010-2012)

La huitième reconstitution des ressources du FIDA, qui est en cours, se poursuivra jusqu'au 31 décembre 2012. Au 31 décembre 2011, les annonces de contribution des États membres au titre de la huitième reconstitution s'élevaient à 1 056,0 millions d'USD, soit 88% du montant fixé comme objectif pour cette reconstitution. Les instruments de contribution déposés s'élevaient au total à 784,0 millions d'USD, et les versements effectivement reçus atteignaient 846,0 millions d'USD (80% des annonces de contribution). À la même date, les versements effectivement reçus au titre de la septième reconstitution s'élevaient à 434,0 millions d'USD (68% des annonces de contribution).

L'objectif du programme de travail triennal du FIDA pour la période de la huitième reconstitution a été fixé à 3,0 milliards d'USD; cette somme, associée au cofinancement, devrait permettre des investissements d'un montant total de 7,5 milliards d'USD destinés au développement agricole, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

## Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources apportées au FIDA en sus des contributions ordinaires aux reconstitutions<sup>10</sup> pour financer des initiatives spécifiques, ainsi qu'il est indiqué dans l'accord correspondant conclu entre le FIDA et le donateur.

Les principaux accords passés en 2011 ont été conclus avec divers partenaires, notamment la Commission européenne, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD-Banque mondiale) et les Gouvernements danois et finlandais. La Commission européenne s'est engagée à soutenir les travaux menés par le Consortium du GCRAI (voir page 44), le Programme de création de possibilités

<sup>10</sup> Les ressources principales du FIDA sont définies à l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA. Les fonds supplémentaires sont d'autres fonds acceptés pour compléter ces ressources afin de renforcer les opérations du FIDA et d'établir des relations et des partenariats stratégiques avec des États membres. Les fonds supplémentaires mentionnés dans la présente section servent à financer des programmes ou activités spécifiques et incluent les ressources acheminées par l'intermédiaire du FIDA pour cofinancer des programmes et projets appuyés par des prêts. Ils ne comprennent pas les ressources obtenues pour les cadres associés, ni les fonds que le FIDA administre pour le compte des organisations partenaires qu'il héberge (Mécanisme mondial et Coalition internationale pour l'accès à la terre) ou du Fonds pour l'environnement mondial.

économiques au Yémen, et la constitution d'un mécanisme d'assistance technique multidonateur à l'intention des petits exploitants qui peuvent bénéficier du Fonds africain pour l'agriculture.

Le Danemark et la Finlande ont accepté de cofinancer respectivement le Programme de création d'actifs en milieu rural en Arménie, et le Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants en Zambie. Le FIDA a été chargé de la supervision et de l'acheminement des fonds pour le programme autonome mené par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) en Sierra Leone, d'un montant de 50 millions d'USD, et pour le don de 20 millions d'USD accordé à titre de cofinancement en vue de reproduire à plus grande échelle les programmes appuyés tant par le FIDA que par la Banque mondiale au Togo.

Dans l'ensemble, en 2011, le FIDA a reçu dans le cadre d'accords signés en 2011 et au cours des

années précédentes 76,8 millions d'USD de fonds supplémentaires. Ce chiffre ne prend pas en compte les fonds destinés au programme de cadres associés et aux institutions hébergées par le FIDA. Le tableau 3 récapitule les fonds supplémentaires reçus pendant l'année.

### Portefeuille en cours

Compte tenu de la forte expansion du programme de travail du FIDA – qui a progressé de 18% par rapport à 2010 –, notre portefeuille en cours a continué d'augmenter en 2011. À la fin de l'année, il comptait 240 programmes et projets, pour un investissement du Fonds de 4,6 milliards d'USD, contre 4,2 milliards d'USD pour 234 programmes et projets à la fin de 2010. Les deux régions d'Afrique subsaharienne – l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et l'Afrique orientale et australe – bénéficient conjointement de 106 projets en cours, pour un investissement total de près de 2 milliards d'USD.

**TABLEAU 3**

**Tableau récapitulatif des fonds supplémentaires au titre des études thématiques et de l'assistance technique, et des cofinancements reçus en 2011**

Montants en millions d'USD

Donateur	Études thématiques et assistance technique	Cofinancement (hors cofinancements parallèles)	Total
<i>Facilité alimentaire</i>		9,5	
<i>GCRAI</i>		29,8	
<i>Organisations paysannes</i>	1,5		
<i>Yémen</i>		2,5	
<i>Mécanisme d'assistance technique</i>	0,3		
<b>Total Commission européenne</b>	<b>1,8</b>	<b>41,8</b>	<b>43,6</b>
GAFSP (par le biais de la BIRD-Banque mondiale)			
Sierra Leone, Togo		25,0	25,0
Pays-Bas	0,1	2,9	3,0
Suisse	1,0	-	1,0
Danemark	-	2,6	2,6
COOPERNIC	1,0	-	1,0
Italie	-	0,5	0,5
Mécanisme d'assistance technique de l'ONUDI	0,1	-	0,1
<b>Total</b>	<b>4,0</b>	<b>72,8</b>	<b>76,8</b>

**TABLEAU 4**

**Portefeuille de programmes et projets en cours par région<sup>a</sup>**

Fin décembre 2011

	Nombre de programmes et projets	Financement du FIDA <sup>b</sup> (en millions d'USD)
Afrique de l'Ouest et du Centre	54	826,0
Afrique orientale et australe	52	1 145,6
Asie et Pacifique	61	1 449,5
Amérique latine et Caraïbes	31	461,7
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	42	698,3
<b>Total<sup>c</sup></b>	<b>240</b>	<b>4 581,2</b>

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Dans le portefeuille en cours figurent les programmes et projets approuvés qui sont entrés en vigueur et ne sont pas encore achevés.

<sup>b</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration et comprennent les prêts, les dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) et les dons au titre de composantes. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

<sup>c</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

## Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA

Le cofinancement est une source de financement essentielle pour les interventions en faveur du développement que nous appuyons. Il comprend les ressources apportées par les donateurs multilatéraux et bilatéraux, ainsi que les contributions nationales provenant des gouvernements bénéficiaires et des participants aux projets. Au cours de ces dernières années, les contributions nationales en particulier ont fortement augmenté – leur montant a été multiplié par trois, passant de 274,0 millions d'USD en 2007 à 832,4 millions d'USD en 2011 (tableau 1).

Les cofinanceurs multilatéraux ont continué d'assurer la majeure partie du cofinancement extérieur au cours de l'année, suivis des donateurs bilatéraux. Le graphique 10 donne la ventilation des programmes et projets appuyés par le FIDA pour 2011, par type de cofinancement extérieur.

Le graphique 11 indique les 15 principaux cofinanceurs multilatéraux des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA à ce jour: la Banque africaine de développement (BAfD) arrive en tête, suivie du Fonds de l'OPEP pour le développement international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD-Groupe de la Banque mondiale) et du Fonds arabe de développement économique et social (FADES). À eux quatre, ces donateurs représentent plus de 50% du total des cofinancements multilatéraux, qui s'élèvent à 2,7 milliards d'USD.

Le graphique 12 indique nos principaux donateurs bilatéraux, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la France et l'Allemagne étant les plus importants. Conjointement, ils ont assuré plus de 60% des cofinancements bilatéraux, qui s'élèvent au total à 840,1 millions d'USD depuis le début des activités du FIDA en 1978.

**TABLEAU 5**  
**Financement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 1978-2011**  
Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2004	2005-2009	2010	2011	1978-2011
FIDA <sup>a, b</sup>	6 523,2	1 916,2	2 753,8	800,2	951,8	12 945,3
Cofinancements <sup>c</sup>	5 864,0	967,9	1 261,7	677,2	412,2	9 183,0
Contributions nationales	7 006,1	1 262,9	1 636,3	934,0	832,4	11 671,6
<b>Total<sup>d, e</sup></b>	<b>19 393,3</b>	<b>4 147,0</b>	<b>5 651,9</b>	<b>2 411,4</b>	<b>2 196,4</b>	<b>33 800,0</b>
Nombre de programmes et projet <sup>f</sup>	551	121	153	33	34	892

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration, et le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

<sup>b</sup> Ces chiffres prennent en compte le financement octroyé par le FIDA pour le Projet relatif au programme national d'autonomisation des communautés rurales de l'Indonésie, approuvé en 2008.

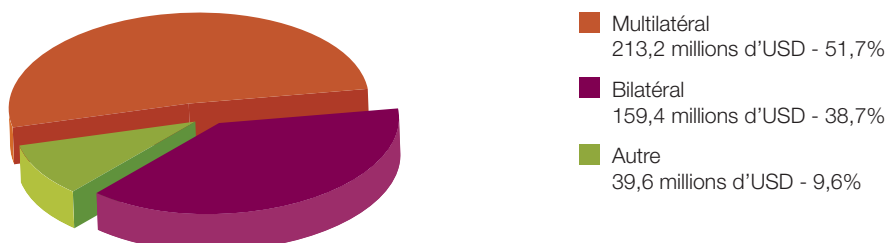
<sup>c</sup> Ces chiffres prennent en compte les cofinancements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

<sup>d</sup> Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes et projets précédemment approuvés. Les dons ne se rapportant pas à des programmes ou des projets ne sont pas pris en compte dans ce tableau.

<sup>e</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>f</sup> Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

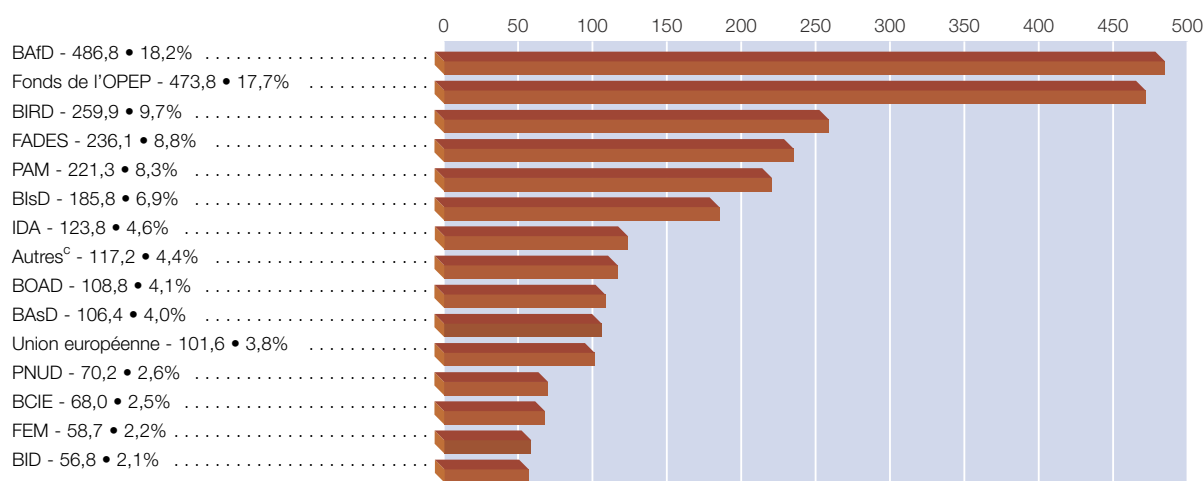
**GRAPHIQUE 10**  
**Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 2011**  
Sur un montant total de 412,2 millions d'USD<sup>a</sup>



<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



**GRAPHIQUE 11**  
**Cofinancement par des donateurs multilatéraux des programmes et projets**  
**dus à l'initiative du FIDA, 1978-2011<sup>a, b</sup>**  
 Montants en millions d'USD



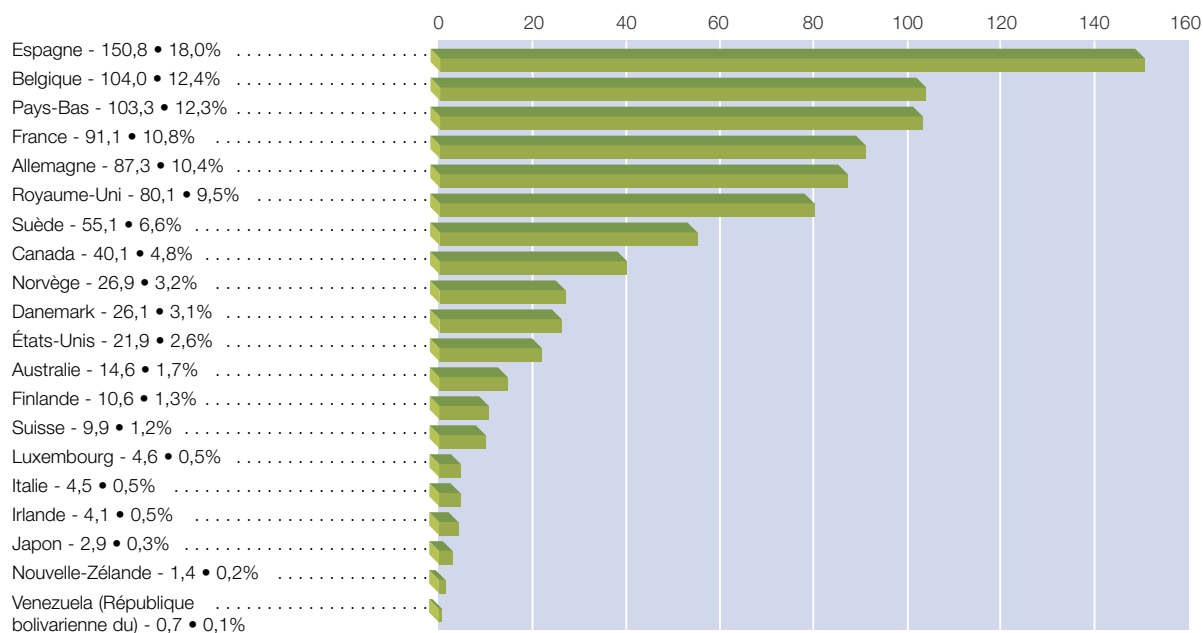
Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet présenté au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et pourcentages indiqués représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le cofinancement multilatéral total, qui s'élève à 2 675,0 millions d'USD. La participation multilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte.

<sup>b</sup> BAfD = Banque africaine de développement; Fonds de l'OPEP = Fonds de l'OPEP pour le développement international; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement; FADES = Fonds arabe de développement économique et social; PAM = Programme alimentaire mondial; BIsD = Banque islamique de développement; IDA = Association internationale de développement; BOAD = Banque ouest-africaine de développement; BAAsD = Banque asiatique de développement; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement; BCIE = Banque centraméricaine d'intégration économique; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; et BID = Banque interaméricaine de développement.

<sup>c</sup> Les autres cofinanciers sont notamment les suivants: Office arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAID); Fonds Africa; Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA); Société andine de développement (SAD); Banque de développement des Caraïbes (BDC); Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (BIDC); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP); Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA); Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU); Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID); Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNUAD); Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP); Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); et Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

**GRAPHIQUE 12**  
**Cofinancement bilatéral par des États membres donateurs des programmes et projets**  
**dus à l'initiative du FIDA, 1978-2011<sup>a</sup>**  
 Montants en millions d'USD



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet présenté au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et pourcentages indiqués représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le cofinancement bilatéral total, qui se monte à 840,1 millions d'USD. La participation bilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte.

En 2010, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé la création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire. Le Fonds fiduciaire est constitué d'un prêt de 285,5 millions d'EUR (équivalent à 400 millions d'USD) et d'un don de 14,5 millions d'EUR (équivalent à 20,3 millions d'USD), qui ont été accordés par le Gouvernement espagnol et seront engagés pendant la période couverte par la huitième reconstitution (2010-2012). En 2011, le Conseil d'administration a approuvé l'utilisation de 108,6 millions d'EUR pour reproduire à plus grande échelle sept projets appuyés par le FIDA: cinq en Amérique latine et dans les Caraïbes (80,2 millions d'EUR), un en Afrique (7,1 millions d'EUR) et un en Asie (21,4 millions d'EUR).

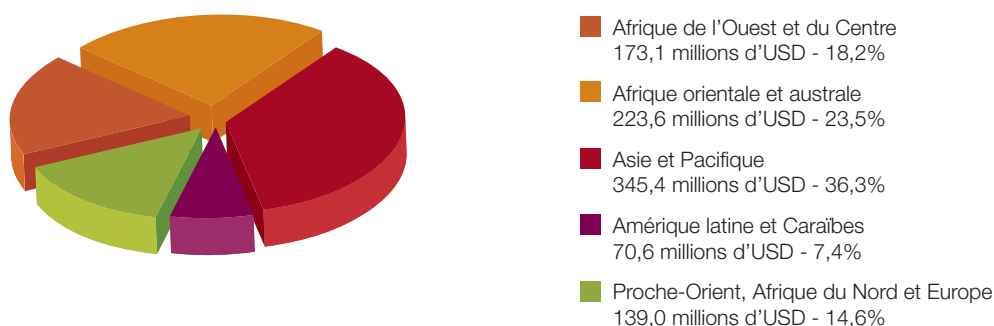
## Financement en faveur de pays et régions prioritaires

Le FIDA continue de privilégier l'aide aux pays les moins avancés et à ceux dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Sur le total des financements accordés à des programmes et projets en 2011, 85,4% étaient destinés à des pays classés par la FAO dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et 46,2% à des pays placés par l'ONU dans la catégorie des pays les moins avancés. S'agissant de la répartition régionale, les deux régions de l'Afrique subsaharienne ont bénéficié conjointement de plus de 40% des financements nouveaux en faveur de programmes et projets en 2011 (graphique 13). Le tableau 6 indique le financement par région depuis 1978.

### GRAPHIQUE 13

#### Répartition régionale du financement des programmes et projets du FIDA approuvés en 2011<sup>a</sup>

Sur un montant total de 951,8 millions d'USD



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

### TABLEAU 6

#### Financement du FIDA pour les programmes et projets par région, 1978-2011<sup>a, b</sup>

Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2004	2005-2009	2010	2011	1978-2011
<b>Afrique de l'Ouest et du Centre</b>						
Montant total	1 127,2	362,7	441,5	150,3	173,1	2 254,8
Nombre de programmes et projets	120	29	33	5	9	196
<b>Afrique orientale et australe</b>						
Montant total	1 120,9	403,4	606,8	265,4	223,6	2 620,2
Nombre de programmes et projets	100	25	30	8	5	168
<b>Asie et Pacifique</b>						
Montant total	2 148,3	520,7	989,4	192,2	345,4	4 196,0
Nombre de programmes et projets	141	26	42	7	10	226
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>						
Montant total	1 036,4	296,8	336,8	69,0	70,6	1 809,6
Nombre de programmes et projets	99	17	23	6	4	149
<b>Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe</b>						
Montant total	1 090,5	332,7	379,3	123,3	139,0	2 064,8
Nombre de programmes et projets	91	24	25	7	6	153
<b>Montant total du financement du FIDA<sup>c</sup></b>	<b>6 523,2</b>	<b>1 916,2</b>	<b>2 753,8</b>	<b>800,2</b>	<b>951,8</b>	<b>12 945,3</b>
<b>Nombre total de programmes et projets<sup>d</sup></b>	<b>551</b>	<b>121</b>	<b>153</b>	<b>33</b>	<b>34</b>	<b>892</b>

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration, et le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

<sup>b</sup> Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes et projets précédemment approuvés.

<sup>c</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>d</sup> Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

## Financement par sous-secteur

Il ressort des investissements du FIDA par sous-secteur que le financement de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles est notre priorité absolue (graphique 14), ce qui témoigne de notre engagement fondamental à accroître durablement la productivité agricole et la production vivrière des populations rurales pauvres. Les services financiers ruraux arrivent en deuxième place pour ce qui est des fonds investis, et les marchés et l'infrastructure connexe suivent de près en troisième position. Ces domaines sont également essentiels pour nos efforts qui visent à stimuler la croissance économique en milieu rural, à permettre aux petits producteurs d'avoir accès à des marchés rentables et transparents et à répartir les bénéfices de la création de richesse.

## Répartition du financement des programmes et projets en fonction des instruments et des conditions de prêt<sup>11</sup>

La plus grande part des financements destinés par le FIDA à des programmes et projets d'investissement est accordée sous forme de prêts assortis de conditions particulièrement favorables<sup>12</sup>. En 2011, les prêts de cette catégorie ont représenté une bonne moitié des financements nouveaux, tandis que les dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) représentaient 23% du total pour l'année (graphique 15).

En proportion de la valeur cumulée du portefeuille de financements du FIDA depuis 1978, les prêts assortis de conditions particulièrement favorables et les dons au titre du CSD représentent près de 74,5% du total, soit une part largement supérieure à l'objectif de deux tiers fixé dans les Principes et critères

**GRAPHIQUE 14**  
Financement du portefeuille actuel du FIDA par sous-secteur (fin 2011)



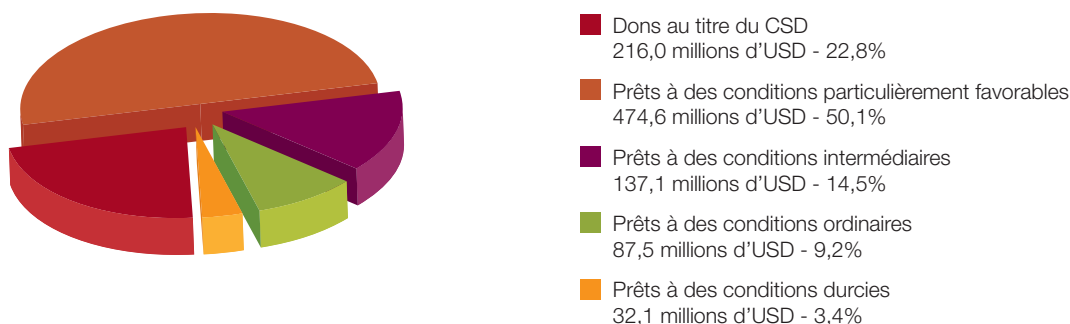
Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

\* L'agriculture et la gestion des ressources naturelles comprennent l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

\*\* Les autres sous-secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, le suivi-évaluation, la gestion et la coordination, et la gestion des situations d'après-crise.

**GRAPHIQUE 15**  
Prêts du FIDA par conditions de prêt et dons au titre du CSD, 2011

Sur un montant total de 947,2 millions d'USD<sup>a</sup>



<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>11</sup> Ces instruments financiers et ces conditions ont trait aux prêts et aux dons au titre du CSD consentis par le FIDA aux pays emprunteurs et n'ont aucune incidence sur les modalités et conditions dont sont assorties les lignes de crédit proposées dans le cadre des programmes et projets.

<sup>12</sup> Le FIDA accorde des prêts assortis de quatre types de conditions: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 40 ans); conditions durcies (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 20 ans); conditions intermédiaires (taux d'intérêt variable équivalant à 50% du taux de référence et durée de remboursement de 20 ans); et conditions ordinaires (taux d'intérêt variable égal au taux de référence et durée de remboursement de 15 à 18 ans).

**TABLEAU 7****Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt et des dons au titre du CSD, 1978-2011<sup>a</sup>**

Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2004	2005-2009	2010	2011	1978-2011
<b>Dons au titre du CSD</b>						
Montant	-	-	401,5	149,6	216,0	767,1
Nombre de dons	-	-	43	14	19	76
<b>Prêts à des conditions particulièrement favorables</b>						
Montant	4 418,9	1 583,7	1 800,9	526,8	474,6	8 804,9
Nombre de prêts	392	100	110	22	21	645
<b>Prêts à des conditions durcies</b>						
Montant	-	-	-	13,5	32,1	45,6
Nombre de prêts	-	-	-	1	2	3
<b>Prêts à des conditions intermédiaires</b>						
Montant	1 404,0	150,5	231,3	27,3	137,1	1 950,2
Nombre de prêts	120	10	13	1	3	147
<b>Prêts à des conditions ordinaires</b>						
Montant	643,3	174,8	315,5	77,0	87,5	1 298,0
Nombre de prêts	52	10	23	6	6	97
<b>Montant total</b>	<b>6 466,2</b>	<b>1 909,0</b>	<b>2 749,2</b>	<b>794,2</b>	<b>947,2</b>	<b>12 865,8</b>
<b>Nombre total de prêts et de dons au titre du CSD<sup>b, c</sup></b>	<b>564</b>	<b>120</b>	<b>189</b>	<b>44</b>	<b>51</b>	<b>968</b>

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration, et comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>b</sup> Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

<sup>c</sup> Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

**TABLEAU 8****Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt et des dons au titre du CSD, par région, 1978-2011<sup>a</sup>**

Montants en millions d'USD

	Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique orientale et australe	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	Total
<b>Dons au titre du CSD</b>						
Montant	227,0	295,1	129,3	30,0	85,9	767,1
Nombre de dons	23	21	14	7	11	76
<b>Prêts à des conditions particulièrement favorables</b>						
Montant	1 885,1	2 188,4	3 416,3	403,3	911,8	8 804,9
Nombre de prêts	181	155	190	40	79	645
<b>Prêts à des conditions durcies</b>						
Montant	-	-	-	-	45,6	45,6
Nombre de prêts	-	-	-	-	3	3
<b>Prêts à des conditions intermédiaires</b>						
Montant	105,2	109,0	587,5	488,0	660,5	1 950,2
Nombre de prêts	11	11	34	51	40	147
<b>Prêts à des conditions ordinaires</b>						
Montant	21,3	10,7	47,0	882,9	336,1	1 298,0
Nombre de prêts	3	3	1	64	26	97
<b>Montant total</b>	<b>2 238,5</b>	<b>2 603,1</b>	<b>4 180,1</b>	<b>1 804,2</b>	<b>2 039,8</b>	<b>12 865,8</b>
<b>Pourcentage du total de prêts du FIDA et de dons au titre du CSD</b>	<b>17,4</b>	<b>20,2</b>	<b>32,5</b>	<b>14,0</b>	<b>15,9</b>	<b>100,0</b>
<b>Nombre total de prêts<sup>b, c</sup> et de dons au titre du CSD</b>	<b>218</b>	<b>190</b>	<b>239</b>	<b>162</b>	<b>159</b>	<b>968</b>

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

<sup>a</sup> Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration, et comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>b</sup> Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

<sup>c</sup> Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

en matière de prêts. Les chiffres relatifs aux investissements en fonction des conditions de financement figurent au tableau 7, tandis que le tableau 8 indique la répartition régionale des ressources en fonction des conditions de financement.

## Décaissements

Les décaissements au titre des prêts du FIDA ont fortement augmenté pour atteindre 549,6 millions d'USD en 2011, contre 457,5 millions d'USD en 2010

(tableau 9). En valeur cumulée, les décaissements au titre des prêts relevant du Programme ordinaire pendant la période 1979-2011 s'élevaient à 7 900,7 millions d'USD (74% des engagements effectifs) à la fin de 2011 (tableaux 9 et 11), contre 7 351,1 millions d'USD (72,8% des engagements effectifs) à la fin de 2010.

Conjointement, en 2011, les décaissements des prêts et des dons au titre du CSD se sont élevés au total à 625,9 millions d'USD, soit une augmentation de 26% par rapport à 2010 (tableaux 9 et 10).

**TABLEAU 9**  
**Montant annuel des décaissements des prêts au titre du Programme ordinaire, par région, 1979-2011<sup>a</sup>**  
Montants en millions d'USD

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	1979-2011
<b>Afrique de l'Ouest et du Centre</b>	33,0	34,5	48,6	61,4	62,3	57,8	61,8	64,4	66,8	66,0	74,4	1 137,9
<b>Afrique orientale et australe</b>	54,1	46,9	55,4	70,2	75,9	88,6	89,4	85,4	106,4	99,4	104,3	1 411,3
<b>Asie et Pacifique</b>	97,9	86,1	78,7	73,1	93,1	127,2	122,0	99,1	129,2	158,0	230,7	2 748,1
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	63,1	51,4	47,0	49,1	42,3	57,4	63,4	79,1	61,6	64,0	72,9	1 253,6
<b>Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe</b>	43,2	44,5	56,1	57,6	68,0	55,9	62,1	96,1	73,5	70,1	67,3	1 349,8
<b>Total<sup>b</sup></b>	<b>291,3</b>	<b>263,4</b>	<b>285,8</b>	<b>311,4</b>	<b>341,6</b>	<b>386,9</b>	<b>398,7</b>	<b>424,1</b>	<b>437,5</b>	<b>457,5</b>	<b>549,6</b>	<b>7 900,7</b>

Source: Système prêts et dons.

<sup>a</sup> Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

<sup>b</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

**TABLEAU 10**  
**Montant annuel des décaissements des dons au titre du CSD, par région, 2007-2011**  
Montants en millions d'USD

	2007	2008	2009	2010	2011	2007-2011
<b>Afrique de l'Ouest et du Centre</b>	-	1,1	1,9	8,5	23,3	34,8
<b>Afrique orientale et australe</b>	1,0	3,6	5,2	16,8	27,3	53,9
<b>Asie et Pacifique</b>	0,9	1,7	4,6	8,8	13,9	29,8
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	-	-	0,6	0,9	2,9	4,4
<b>Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe</b>	0,1	-	0,9	3,8	7,5	12,3
<b>Dons au niveau mondial</b>	-	0,1	0,6	0,7	1,4	2,8
<b>Total<sup>a</sup></b>	<b>2,0</b>	<b>6,5</b>	<b>13,8</b>	<b>39,4</b>	<b>76,3</b>	<b>138,0</b>

Source: Système prêts et dons.

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

## Gestion de la trésorerie et politiques financières du FIDA

Le FIDA gère des investissements d'une valeur de 2,5 milliards d'USD au titre du Programme de travail ordinaire, plus 0,7 milliard d'USD pour le compte de divers programmes supplémentaires et fonds d'affectation spéciale, ainsi que tous les flux de trésorerie y relatifs.

En 2011, les montants des mouvements de trésorerie ont atteint les niveaux records de 3,9 milliards d'USD pour le Programme ordinaire et de 2,1 milliards d'USD pour les programmes supplémentaires, soit une augmentation globale de 33% par rapport à 2010. Cet accroissement total est essentiellement dû à la forte expansion des activités financées par les fonds supplémentaires.

Au cours de l'année, nous avons mené à bien un examen approfondi de la politique du FIDA en matière de placements et présenté au Conseil d'administration l'Exposé de la politique de placement, qui définit un cadre général de gestion dans ce domaine. Dans le contexte de cet examen, la budgétisation des risques sera appliquée aux placements en 2012 et la

gestion interne des risques sera renforcée grâce à un dispositif amélioré.

En vue de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (voir page 58), l'impact de divers niveaux de programmes sur les ressources financières du Fonds a été analysé à l'aide du dispositif de gestion de bilan. Nous avons également examiné les moyens d'assurer à long terme, sur le plan financier, la durabilité des activités du FIDA et analysé des solutions de financement autres que le pouvoir d'engagement anticipé. Ce mécanisme permet au FIDA d'utiliser les remboursements des prêts qui sont prévus comme base de ressources supplémentaires pour de nouveaux engagements au titre de prêts et de dons. Le Fonds y a eu recours pour la première fois en 2001.

Le FIDA est déterminé à continuer de donner la priorité, pendant la période de la neuvième reconstitution (2013-2015), à la gestion des risques financiers, aux questions fiduciaires et à la transparence.

Dans le cadre des efforts que nous déployons pour mobiliser les ressources nécessaires pour que le FIDA s'acquitte de son mandat, nous avons évalué et défini avec précision d'autres solutions de financement,

**TABLEAU 11**  
**Décaissement des prêts au titre du Programme ordinaire, par région et par conditions de prêt, 1979-2011<sup>a</sup>**  
Montants en millions d'USD

	Particulièrement favorables	Intermédiaires	Ordinaires	Durcies	Total
<b>Afrique de l'Ouest et du Centre</b>					
Montant	1 063,4	60,3	14,2	-	<b>1 137,9</b>
Pourcentage de l'engagement effectif	70,6	100,0	79,2	-	<b>71,9</b>
<b>Afrique orientale et australe</b>					
Montant	1 317,2	93,1	1,2	-	<b>1 411,4</b>
Pourcentage de l'engagement effectif	69,2	90,8	12,0	-	<b>70,0</b>
<b>Asie et Pacifique</b>					
Montant	2 357,6	390,5	-	-	<b>2 748,1</b>
Pourcentage de l'engagement effectif	74,5	84,0	-	-	<b>75,0</b>
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>					
Montant	337,3	396,1	520,1	-	<b>1 253,6</b>
Pourcentage de l'engagement effectif	82,5	87,6	66,2	-	<b>76,3</b>
<b>Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe</b>					
Montant	763,8	365,0	219,0	2,0	<b>1 349,8</b>
Pourcentage de l'engagement effectif	87,8	64,5	74,6	4,5	<b>76,2</b>
<b>Montant total</b>	<b>5 839,3</b>	<b>1 305,0</b>	<b>754,4</b>	<b>2,0</b>	<b>7 900,7</b>
<b>Pourcentage total de l'engagement effectif</b>	<b>74,4</b>	<b>79,5</b>	<b>65,7</b>	<b>4,5</b>	<b>74,0</b>

Source: Système prêts et dons.

<sup>a</sup> Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

notamment l'emprunt de fonds à des États membres. Nous avons aussi apporté un soutien aux bureaux de pays pour faciliter les paiements locaux et gérer les engagements spéciaux relatifs à la passation des marchés opérationnels.

Le FIDA, qui copréside le Groupe de travail du Réseau Finances et budget sur les services de trésorerie communs, continue de jouer un rôle de chef de file dans les initiatives des Nations Unies visant à améliorer l'efficacité opérationnelle de ces services à l'échelle du système. Nous hébergeons et administrons le site web consacré à la communauté de pratique des services de trésorerie des Nations Unies, principale plateforme d'interaction entre les services de trésorerie des Nations Unies.

### **Approche et soutien du FIDA en matière d'allègement de la dette et de gestion de la dette**

Depuis 1996, date à laquelle l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) a été lancée, ce dispositif a été utilisé pour venir en aide à de nombreux pays en développement parmi les plus pauvres du monde. En 1999, les seuils d'endettement PPTE ont été revus à la baisse, ce qui a permis à un groupe élargi de pays de bénéficier d'un allègement de la dette plus important. En 2011, le FIDA a continué d'apporter son plein appui à ces efforts. Parallèlement, nous avons utilisé notre Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) pour faire en sorte que les pays vulnérables n'accumulent pas de nouvelles dettes.

Depuis le lancement de l'Initiative PPTE, de nombreux pays ont réalisé des progrès sensibles sur la voie de l'accès à l'allègement de la dette. Plus de 93% des pays admissibles (35 pays sur 39) ont franchi le point de décision et peuvent ainsi solliciter une aide du FIDA au titre de cette initiative. Trente et un pays ont désormais atteint le point d'achèvement – stade auquel ils obtiennent une réduction complète et irrévocable de leur dette –, et quatre en sont au stade intermédiaire entre le point de décision et le point d'achèvement.

À sa session de décembre 2011, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé un allègement supplémentaire de la dette au point d'achèvement pour la Guinée-Bissau, la République démocratique du Congo et le Togo. Les Comores devraient atteindre le point d'achèvement à la fin de 2012, de même que la Côte d'Ivoire et la Guinée.

Au total, nos engagements représentent à ce jour un allègement du service de la dette d'environ 718,0 millions d'USD en valeur nominale. Au 31 décembre 2011, le FIDA avait accordé aux 31 pays parvenus au point d'achèvement des allègements de dette d'un montant total de 373,1 millions d'USD.

Compte tenu en particulier de la crise financière actuelle, le maintien de la dette à un niveau supportable au-delà du point d'achèvement reste un sujet de préoccupation. Cette situation souligne la nécessité pour ces pays d'appliquer des politiques d'emprunt judicieuses et de renforcer leurs capacités en matière de gestion de la dette publique. Les créateurs multilatéraux qui participent à l'Initiative PPTE surveillent les niveaux d'allègement de la dette en se fondant sur l'étude annuelle réalisée par la Banque mondiale. Nous participons à cette étude en transmettant toutes les informations relatives à l'endettement, conformément à nos obligations au titre du CSD, et en restant en contact avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement.

En 2011, 22,9% du montant total des financements approuvés pour des programmes et projets d'investissement était constitué de dons au titre du CSD. Dix-neuf dons ont été approuvés, pour un montant total de 216,0 millions d'USD (tableau 7).

# RÉSUMÉ DES PROGRAMMES, PROJETS ET DONNS APPROUVÉS EN 2011

## Programmes et projets

### *Afrique de l'Ouest et du Centre*

#### **RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE: Projet de relance des cultures vivrières et du petit élevage dans les savanes**

Ce projet représente la première intervention financée par le FIDA en République centrafricaine depuis la fin de la guerre civile, et met ainsi fin à plus de dix années pendant lesquelles le FIDA était absent du pays. Il contribuera à renforcer la sécurité alimentaire et à accroître les revenus des producteurs ruraux pauvres dans les quatre sous-préfectures de la région des savanes, les plus sévèrement touchées par la guerre. Le projet adoptera une approche en deux temps – les activités démarreront dans trois des sous-préfectures et s'étendront à la quatrième lorsque la situation de sécurité se sera améliorée. Il renforcera la capacité des organisations de producteurs de fournir des services à leurs membres de manière efficace et durable, et augmentera la production et la commercialisation des cultures vivrières et des petits animaux.

**Montant du prêt:** 3,5 millions de DTS (soit environ 5,4 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:** 3,5 millions de DTS (soit environ 5,4 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 13,2 millions d'USD, dont 724 000 USD seront apportés par les bénéficiaires et 1,6 million d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 10 450 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

#### **CONGO: Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)**

L'objectif du programme est d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des petits producteurs (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs), et de créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les femmes et les jeunes. Le programme renforcera l'accès des petits producteurs à des technologies agricoles et halieutiques appropriées de production, de transformation, de stockage et de conservation, et leur accès à des marchés transparents d'intrants et de produits agricoles et halieutiques. Le programme renforcera aussi la capacité des organisations paysannes et des autorités locales de fournir des services à leurs membres et de participer davantage au développement local.

**Montant du prêt:** 6,2 millions de DTS (soit environ 9,8 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du programme:** estimé à 17,4 millions d'USD, dont 533 000 USD seront apportés par des cofinanceurs et 7,0 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 15 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**



### **CÔTE D'IVOIRE: Projet d'appui au développement de l'agriculture et à la commercialisation**

Le projet est conçu pour compléter les projets antérieurs et en cours financés par le FIDA – le Projet d'appui aux petits producteurs maraîchers et le Projet de réhabilitation agricole et de réduction de la pauvreté – au sein de la même zone géographique. Il sera axé sur la réhabilitation, le développement et la durabilité des infrastructures de production; les activités après récolte (stockage, transformation et commercialisation); et le renforcement des capacités organisationnelles, fonctionnelles et économiques des organisations de producteurs.

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:** 14,5 millions de DTS (soit environ 22,5 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 29,0 millions d'USD, dont 1,1 million d'USD seront apportés par les bénéficiaires et 5,4 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 25 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **GHANA: Programme en faveur des petites entreprises rurales**

Ce programme constitue la troisième phase du Projet en faveur des petites entreprises rurales et entre dans le cadre de l'action menée par le Gouvernement ghanéen pour améliorer les conditions de vie et les revenus des entrepreneurs pauvres en milieu rural. Les travaux avaient démarré en 1995 dans 13 districts, au titre de la première phase, et s'étaient poursuivis en 2003, dans le cadre de la deuxième phase, dans 66 districts. C'est maintenant un programme élargi à l'échelle nationale qui constituera la troisième phase, et qui reproduira à plus grande échelle les systèmes de soutien aux petites entreprises et microentreprises mis en place au niveau des districts aux fins de l'intégration dans les secteurs public et privé. Le programme fournira des services de développement des entreprises par l'intermédiaire de centres de conseil aux entreprises. Il mettra en place des installations de formation technique et des démonstrations de technologies nouvelles et améliorées. Par le biais de liaisons avec les institutions financières participantes, il améliorera l'accès aux financements ruraux pour les petites entreprises et les microentreprises.

**Montant du prêt:** 19,7 millions de DTS (soit environ 31,5 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du programme:** estimé à 185,1 millions d'USD, dont 70,0 millions d'USD seront apportés par la Banque africaine de développement (BAfD), 20,1 millions d'USD par les bénéficiaires et 63,5 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 68 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **LIBÉRIA: Projet de relance de l'arboriculture dans les petites exploitations**

Le projet sera mis en œuvre dans le comté de Lofa. Il ciblera les petits exploitants pauvres qui pratiquent une agriculture de subsistance, les ménages dirigés par une femme, les jeunes, et les blessés et invalides de guerre. Il aura pour principaux objectifs de réhabiliter les plantations de cacao et de café, d'améliorer l'état des routes permettant l'accès aux marchés, et de renforcer les organisations paysannes ainsi que les services de vulgarisation du Ministère de l'agriculture.

**Montant du prêt:** 10,5 millions de DTS (soit environ 16,9 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 25,0 millions d'USD, dont 5,1 millions d'USD seront apportés par une entité du secteur privé déterminée par l'emprunteur et agréée par le FIDA, 923 000 USD par les bénéficiaires et 2,0 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 15 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **MAURITANIE: Projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout Sud et le Karakoro II (PASK II)**

L'objectif principal du PASK II est de contribuer à construire un tissu économique et social fondé sur une gestion des ressources naturelles durable et sans exclusive des ménages ruraux pauvres, en particulier des femmes et des jeunes. Le projet sera axé sur la restauration des sols, la mobilisation et la gestion des eaux de surface; le développement des systèmes de culture, d'élevage et de valorisation des ressources naturelles; et l'appui au développement local.

**Montant du prêt:** 5,6 millions de DTS (soit environ 9,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:** 5,6 millions de DTS (soit environ 9,0 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 38,4 millions d'USD, dont 3,5 millions d'USD seront apportés par le Fonds pour les pays les moins avancés, 9,5 millions d'USD seront fournis à titre de financement additionnel, 2,3 millions d'USD par les bénéficiaires et 5,2 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 21 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **NIGER: Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement de la région de Maradi (PASADEM)**

Le projet sera exécuté dans les zones du centre-sud de la région de Maradi. Il a pour objectifs d'augmenter la productivité agricole et pastorale des ménages en améliorant les pratiques et technologies utilisées par les producteurs; de créer une dynamique économique autour des marchés ruraux pour favoriser l'accès des produits agricoles; d'augmenter et de diversifier les revenus des femmes et des jeunes déscolarisés; et d'améliorer leurs pratiques alimentaires en vue d'assurer une meilleure sécurité nutritionnelle des ménages, et particulièrement des jeunes enfants. Le projet renforcera également les organisations de producteurs, telles que les coopératives, les groupements paysans et les groupes d'action rurale, et notamment les comités villageois, les groupements féminins Mata Masu Dubara et les comités de gestion de biens communautaires.

**Montant du prêt:** 14,3 millions de DTS (soit environ 22,2 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 31,7 millions d'USD, dont 2,7 millions d'USD seront apportés par le Programme alimentaire mondial (PAM), 1,3 million d'USD par les bénéficiaires et 5,6 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 65 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **SÉNÉGAL: Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural**

Le programme permettra aux petits producteurs et à leurs organisations de mieux se faire entendre et de participer plus activement au développement des filières dans le cadre d'une approche de l'agriculture axée sur le marché. Une très grande importance sera accordée au renforcement des capacités des organisations de producteurs afin que celles-ci pèsent davantage sur les processus de développement et élargissent progressivement la gamme des services qu'elles proposent à leurs membres au moyen de partenariats novateurs et efficaces.

**Montant du prêt:** 20,2 millions de DTS (soit environ 32,3 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du programme:** estimé à 51,7 millions d'USD, dont 7,0 millions d'EUR (soit environ 10,1 millions d'USD) seront apportés par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol), 620 000 USD par les bénéficiaires et 8,7 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 50 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **SIERRA LEONE: Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne**

Les deux principaux objectifs de ce programme d'ampleur nationale sont de résorber l'écart entre la production et la demande nationales de riz (70 000 tonnes) et d'accroître de 10% les revenus agricoles des petits agriculteurs, des femmes, des jeunes et des microentrepreneurs. Ces résultats seront atteints par la commercialisation de la production paysanne, le développement de la petite irrigation, et l'accès à la coordination et à la gestion de la finance rurale.

**Montant du don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire:** 50,0 millions d'USD

**Coût total du programme:** estimé à 56,4 millions d'USD, dont 1,9 million d'USD seront apportés par les bénéficiaires et 4,5 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 20 000 ménages  
**Supervisé mais non financé par le FIDA**

### ***Afrique orientale et australe***

#### **ÉTHIOPIE: Programme d'intermédiation financière rurale – Phase II**

Le programme a pour objectif de faire accéder les ménages ruraux à un éventail de services financiers, résultat qui sera obtenu par le biais d'un appui à un réseau national d'institutions financières rurales fortes, dynamiques et viables, en mesure de travailler auprès des populations pauvres. Les activités incluront le développement institutionnel au sein des sous-secteurs de la microfinance et des coopératives; l'amélioration de la réglementation et du contrôle des institutions de microfinancement; et la mise à disposition de fonds de crédit en faveur des institutions de microfinancement et des sociétés coopératives rurales d'épargne et de crédit.

**Montant du prêt:** 31,3 millions de DTS (soit environ 50,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:** 31,3 millions de DTS (soit environ 50,0 millions d'USD)

**Coût total du programme:** estimé à 248,0 millions d'USD, dont 77,5 millions d'USD seront apportés par des banques commerciales (à déterminer), 33,6 millions d'USD par la Banque de développement de l'Éthiopie, 30,0 millions d'USD par les remboursements du Programme d'intermédiation financière rurale, 1,0 million d'USD par des institutions de microfinancement et 5,9 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 6,9 millions de ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **LESOTHO: Projet de développement de la petite agriculture**

La zone du projet couvre quatre des dix districts du Lesotho, à savoir Butha-Buthe, Leribe, Berea et Mafeteng. Le projet aidera les petits exploitants agricoles à exploiter les possibilités d'accroître leur productivité et de se diversifier en faveur d'une agriculture axée sur le marché. Il mettra l'accent sur l'augmentation des débouchés offerts par le marché et de la production axée sur le marché des petits exploitants, et sur l'identification d'activités commercialement viables pouvant être reproduites et transposées avec succès à plus grande échelle.

**Montant du prêt:** 3,2 millions de DTS (soit environ 5,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:** 3,2 millions de DTS (soit environ 5,0 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 24,5 millions d'USD, dont environ 10,0 millions d'USD seront apportés par l'Association internationale de développement (IDA), 980 000 USD par les bénéficiaires et 3,5 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 15 000 ménages

**Supervision conjointe par l'IDA et le FIDA**

### **MALAWI: Programme de production agricole durable**

Le programme vise à établir un secteur de la petite exploitation agricole viable et durable, appliquant de bonnes pratiques agricoles. Il ciblera une zone géographique et sera axé sur le renforcement de la productivité agricole au moyen de pratiques agricoles améliorées simples, financièrement accessibles et susceptibles d'être adoptées par les petits agriculteurs, de manière à aider à combler l'écart considérable entre les rendements réels et les rendements potentiels. Il utilisera aussi comme vecteur de diffusion une démarche de vulgarisation à faible coût fondée sur les contacts directs entre agriculteurs et soutenue par un volet complémentaire de recherche adaptative et de gestion des savoirs.

**Montant du prêt:** 14,7 millions de DTS (soit environ 22,9 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:** 14,3 millions de DTS (soit environ 22,9 millions d'USD, plus un don de 600 000 USD au titre du Mécanisme d'élaboration du programme)

**Coût total du programme:** estimé à 51,1 millions d'USD, dont 1,2 million d'USD seront apportés par les bénéficiaires, et 4,2 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 200 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **RWANDA: Projet d'amélioration des revenus ruraux grâce aux exportations**

Ce projet, d'ampleur nationale, aidera les petits producteurs – en particulier les ménages dirigés par une femme – à tirer parti des sources concrètes de revenus que les filières de certaines cultures de rente offrent aux pauvres, en partenariat avec des opérateurs privés. Il sera axé sur les principales cultures d'exportation, à savoir le café et le thé, sur une culture d'exportation prometteuse, la sériciculture, et sur les cultures horticoles essentiellement destinées aux marchés locaux et régionaux.

**Montant du prêt:** 11,6 millions de DTS (soit environ 18,7 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:** 11,6 millions de DTS (soit environ 18,7 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 56,1 millions d'USD, dont 2,8 millions d'USD seront apportés par le secteur privé, 10,3 millions d'USD par les cofinanceurs (à déterminer), 513 000 USD par les bénéficiaires, et 5,1 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 128 700 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **ZAMBIE: Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants**

Le programme sera complémentaire au Programme de promotion des petites agro-industries, financé par le FIDA et approuvé en 2009, puisqu'il vise à augmenter la productivité agricole des petits exploitants, afin de leur permettre de tirer parti des possibilités offertes par les marchés émergents et d'améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de leurs familles. Son objectif principal est d'accroître durablement la production, la productivité et les ventes des petits exploitants agricoles.

**Montant du prêt:** 15,5 millions de DTS (soit environ 24,8 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du programme:** estimé à 40,0 millions d'USD, dont 7,0 millions d'USD seront apportés par le Gouvernement finlandais, 1,5 million d'USD par les bénéficiaires, 400 000 USD par les districts, et 6,1 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 60 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

## ***Asie et Pacifique***

### **BANGLADESH: Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les haor**

Le projet a pour objectifs de réduire la pauvreté, d'améliorer le niveau de vie et de réduire la vulnérabilité des populations pauvres dans le bassin des Haor. Il contribuera au renforcement de l'infrastructure et des possibilités économiques par le biais de l'amélioration des infrastructures routières, de l'accès aux ressources naturelles, à la technologie et aux marchés. Le projet favorisera aussi l'augmentation du rendement de la pêche et de la biodiversité halieutique dans les plans d'eau; il améliorera la productivité des petites exploitations et réduira leur vulnérabilité face à des conditions météorologiques défavorables.

**Montant du prêt:** 34,5 millions de DTS (soit environ 55,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:** 0,6 million de DTS (soit environ 1,0 million d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 118,0 millions d'USD, dont 21,4 millions d'EUR (soit environ 30,0 millions d'USD) seront apportés par le Fonds fiduciaire espagnol et 32,0 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 688 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **CHINE: Projet intégré de développement agricole du Guangxi**

Le projet a pour objectif d'accroître les revenus des ruraux pauvres, femmes et hommes, par le biais d'une amélioration de la production agricole. Il atteindra ce but grâce au développement de l'infrastructure communautaire, à la production agricole, et à l'appui à la commercialisation et à l'amélioration de l'environnement rural.

**Montant du prêt:** 29,7 millions de DTS (soit environ 47,0 millions d'USD) à des conditions ordinaires

**Coût total du projet:** estimé à 96,8 millions d'USD, dont 3,4 millions d'USD seront apportés par les bénéficiaires et 46,4 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 227 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **INDE: Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance**

Les groupes cibles du projet sont les petits producteurs ruraux, les femmes, les ménages appartenant aux castes répertoriées et les jeunes vivant dans les districts collinaires de l'État de l'Uttarakhand. Le projet reposera sur une approche suivant deux axes pour le renforcement des moyens de subsistance. Le premier de ces axes consiste à améliorer les technologies de production des cultures vivrières traditionnelles et du bétail, et à développer des services d'appui pour la fourniture des intrants et la commercialisation d'éventuels excédents. Afin d'accroître la sécurité de la production alimentaire, le projet contribuera au développement des bassins versants pour la préservation des ressources en eau et en terre. Le projet soutiendra également la production de fourrage et d'autres produits forestiers non ligneux dans les zones forestières communautaires. Le second grand axe du projet a pour objectif de générer des revenus monétaires par le biais de l'introduction et de l'extension de cultures de rente.

**Montant du prêt:** 56,7 millions de DTS (soit environ 89,9 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 258,8 millions d'USD, dont 109,9 millions d'USD seront apportés par d'autres institutions financières, 11,0 millions d'USD par les bénéficiaires et 48,0 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 143 400 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **INDONÉSIE: Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants dans la partie orientale de l'Indonésie**

Le projet vise à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles engagés dans l'arboriculture et la production de cultures vivrières, des ménages dirigés par une femme, et des communautés pauvres autochtones et d'immigrants dans cinq districts de la province des Moluques et six districts de la province des Moluques du Nord, zone touchée par des conflits. L'objectif sera atteint par la mise en œuvre de plusieurs composantes: autonomisation des communautés; amélioration de la productivité et systèmes agricoles intégrés; développement des filières et commercialisation; investissement dans des infrastructures rurales productives; et renforcement des institutions.

**Montant du prêt:** 30,3 millions de DTS (soit environ 49,1 millions d'USD) à des conditions intermédiaires

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:** 0,7 million de DTS (soit environ 1,1 million d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 65,0 millions d'USD, dont 14,8 millions d'USD seront apportés par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 49 500 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO: Programme communautaire de promotion de la sécurité alimentaire et des possibilités économiques – Soum Son Seun Jai**

L'objectif de ce programme consiste à favoriser durablement la sécurité alimentaire et la création de revenus à l'intention des ruraux pauvres des provinces de Sayabouly et d'Oudomxay. Pour atteindre cet objectif, le programme améliorera les systèmes agricoles et les intégrera par le biais de la création d'organisations paysannes, de l'introduction de diverses cultures de saison sèche et de meilleures formules de cultures intercalaires, de l'amélioration des pratiques d'agroforesterie et de conservation, de l'amélioration des systèmes d'élevage, et de la mise en place de systèmes efficaces de récolte de l'eau et d'approvisionnement en eau potable. Le programme vise également à améliorer l'accès aux marchés et à développer les activités locales à valeur ajoutée.

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:** 8,9 millions de DTS (soit environ 13,9 millions d'USD)

**Coût total du programme:** estimé à 19,3 millions d'USD, dont 3,7 millions d'USD seront apportés par le PAM, 430 000 USD par l'Agence allemande de coopération internationale, 360 000 USD par les bénéficiaires et 830 000 USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 17 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **MONGOLIE: Projet de développement des marchés et de la gestion des parcours**

Le projet cible les éleveurs nomades, parmi lesquels des femmes, et les ménages sédentaires installés dans les *soum* (districts) et les *aimag* (provinces) de la zone du projet. Le projet contribuera au développement des chaînes de valeur, à la gestion des parcours et à l'adaptation au changement climatique. Ces activités seront essentiellement mises en œuvre par les groupes d'éleveurs, qui bénéficieront d'un soutien et d'un renforcement des capacités de la part du projet.

**Montant du prêt:** 7,3 millions de DTS (soit environ 11,5 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 18,4 millions d'USD, dont 1,5 million d'USD seront apportés par le Fonds pour l'environnement mondial/Fonds spécial pour les changements climatiques, 2,7 millions d'USD par les institutions financières participantes, 1,8 million d'USD par les bénéficiaires et 900 000 USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 10 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **PAKISTAN: Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela**

Le projet a pour objectifs d'accroître les revenus et d'améliorer les moyens de subsistance des ménages pauvres des communautés rurales et de pêcheurs dans les districts de Gwadar et Lasbela, en renforçant l'infrastructure matérielle et les structures de commercialisation, en facilitant l'accès des communautés aux capitaux, en consolidant les organisations communautaires et villageoises et en développant les capacités des organisations de réglementation et d'appui.

**Montant du prêt:** 18,6 millions de DTS (soit environ 30,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 35,3 millions d'USD, dont 500 000 USD seront apportés par les bénéficiaires et 4,7 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 20 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **SRI LANKA: Projet de développement de l'irrigation à Iranamadu**

Le projet a pour objectifs de promouvoir le développement des infrastructures, ainsi que la production et la commercialisation dans le district de Kilinochchi. Il remettra en état les infrastructures d'irrigation; encouragera la gestion de l'utilisation de l'eau par les paysans et la participation effective des femmes à la gestion de l'eau et de la terre. Il contribuera également à la diversification des cultures et à l'augmentation de la production agricole, et à l'établissement de marchés rémunérateurs; il veillera à la mise en place d'organisations paysannes pérennes proposant aux agriculteurs des services dans le domaine de l'irrigation.

**Montant du prêt:** 14,4 millions de DTS (soit environ 22,2 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 29,3 millions d'USD, dont 1,2 million d'USD seront apportés par des sociétés privées, 2,7 millions d'USD par les bénéficiaires et 3,2 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 7 000 ménages  
**Supervision directe par le FIDA**

### **TADJIKISTAN: Projet de développement de l'élevage et des pâturages**

L'objectif du projet est d'améliorer l'état nutritionnel et d'accroître les revenus des ménages pauvres grâce au renforcement durable de la productivité de l'élevage. Le projet sera mis en œuvre dans plusieurs districts de la région de Khatlon, parmi les plus pauvres du pays. Il contribuera au développement des institutions, au développement de l'élevage et des pâturages, et à la génération de revenus pour les femmes.



**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

9,3 millions de DTS (soit environ 14,6 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 19,2 millions d'USD, dont 3,4 millions d'USD de financement additionnel sont à rechercher, 800 000 USD seront apportés par les bénéficiaires et 400 000 USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 22 400 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

**TIMOR-LESTE: Projet de stockage du maïs au Timor-Leste**

Le but du projet est de renforcer la sécurité alimentaire des ménages producteurs de maïs grâce à une réduction des pertes de maïs stocké sur les exploitations, qui sera rendue possible par l'achat ou la fabrication de fûts de stockage pour le maïs et leur distribution aux ménages bénéficiaires. Cette amélioration de la sécurité alimentaire des ménages devrait initialement accroître la quantité de maïs disponible dans les exploitations après la récolte, puis raccourcir la durée de la période de soudure.

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

3,2 millions de DTS (soit environ 4,9 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 5,6 millions d'USD, dont 480 000 USD seront apportés par les bénéficiaires, et 160 000 USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 23 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

***Amérique latine et Caraïbes***

**ARGENTINE: Programme de développement rural sans exclusion (PRODERI)**

Le programme, de portée nationale, a pour objet de renforcer les organisations paysannes rurales et de garantir l'égalité d'accès des groupes de populations vulnérables, en particulier les peuples autochtones, les jeunes, les femmes et les travailleurs précaires. Ces objectifs seront atteints par le renforcement des capacités de production, de diversification et d'insertion aux marchés; par l'encouragement des innovations techniques permettant de s'adapter au changement climatique; et par le renforcement des organisations en matière de gestion financière, d'exécution des plans d'activité et de soutien aux groupes de populations vulnérables.

**Montant du prêt:** 5,0 millions de DTS (soit environ 7,8 millions d'USD) à des conditions ordinaires

**Coût total du programme:** estimé à 149,5 millions d'USD, dont 35,7 millions d'EUR (soit environ 50,0 millions d'USD) seront apportés par le Fonds fiduciaire espagnol, 33,8 millions d'USD par les bénéficiaires, et 58,0 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 37 520 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

**ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE: Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie (ACCESOS)**

Le programme mettra l'accent sur le renforcement, sur une base territoriale, de la capacité des communautés d'assurer la gestion de la terre, de l'eau et d'autres ressources naturelles. Il contribuera à la reconstitution des terrasses et encouragera les accords relatifs à la réglementation régissant l'usage et la conservation des ressources naturelles. Le programme facilitera également la

création d'entreprises communautaires autogérées. Ces initiatives faciliteront la commercialisation des produits agricoles grâce à la mise en place de réseaux de producteurs et de filières; de nouvelles activités seront également prévues afin de créer des emplois extra-agricoles en milieu rural. Pour contribuer à gérer les risques inhérents à cette démarche, le programme facilitera la généralisation de l'accès aux services financiers, dont l'épargne, le crédit et différentes modalités d'assurance.

**Montant du prêt:** 11,6 millions de DTS (soit environ 18,0 millions d'USD) à des conditions intermédiaires

**Coût total du programme:** estimé à 45,6 millions d'USD, dont 11,2 millions d'EUR (soit environ 15,0 millions d'USD) seront apportés par le Fonds fiduciaire espagnol, 5,8 millions d'USD par les bénéficiaires et 6,8 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 32 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **ÉQUATEUR: Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir**

L'objectif de développement est d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages ruraux, qui tirent en grande partie leurs moyens de subsistance de la petite agriculture et d'activités associées et sont, par conséquent, vulnérables aux effets du changement climatique. Le programme appuiera la systématisation des savoirs traditionnels liés à l'ethnoagroécologie, à la gestion de l'eau ainsi qu'à d'autres technologies, et encouragera les plans d'entreprise par l'intermédiaire d'un fonds d'investissement dans les initiatives territoriales. Ce soutien sera fourni par des promoteurs de formation et du personnel technique compétents en méthodes de production durable.

**Montant du prêt:** 10,8 millions de DTS (soit environ 17,3 millions d'USD) à des conditions ordinaires

**Coût total du programme:** estimé à 62,9 millions d'USD, dont 10,7 millions d'EUR (soit environ 15,0 millions d'USD) seront apportés par le Fonds fiduciaire espagnol, 10,3 millions d'USD par des institutions financières locales, 3,3 millions d'USD par les gouvernements autonomes décentralisés, 4,0 millions d'USD par d'autres partenaires coopérants, 5,9 millions d'USD par les bénéficiaires et 7,0 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 25 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **HONDURAS: Projet pour la compétitivité et le développement rural durable dans le Nord – perspectives pour le Nord**

Le projet sera exécuté dans 27 municipalités des départements d'Atlántida, Cortés et Santa Barbara, qui se caractérisent par un taux de pauvreté rurale élevé. Il a pour objectifs la promotion et le renforcement des organisations de producteurs; l'intégration des groupes vulnérables à des modes de production compétitifs; la création d'infrastructures à vocation sociale; le développement d'entreprises agroalimentaires et de microentreprises rurales; le renforcement de la sécurité alimentaire et la réduction de la vulnérabilité de l'environnement; l'organisation des services financiers ruraux et le renforcement de leurs actifs; et la construction ou l'amélioration des routes de desserte rurales.

**Montant du prêt:** 5,5 millions de DTS (soit environ 8,7 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables

**Coût total du projet:** estimé à 21,0 millions d'USD, dont 8,0 millions d'USD seront apportés par des cofinanceurs (à déterminer), 2,1 millions d'USD par les bénéficiaires et 2,1 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 24 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### ***Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe***

#### **AZERBAÏDJAN: Projet de développement rural intégré**

Le projet a pour finalité de réduire la pauvreté rurale dans les régions d'Agdash, de Yevlakh, Sheki et d'Oghuz grâce au renforcement de la sécurité alimentaire et au développement d'activités génératrices de revenus. Il a pour objectifs d'aider les populations rurales pauvres à améliorer leurs compétences afin d'utiliser les ressources naturelles disponibles de manière efficace et efficiente pour parvenir à assurer durablement une productivité et une rentabilité suffisantes de l'agriculture et de l'élevage; et d'accroître les revenus des agricultrices et des agriculteurs grâce à l'amélioration de la gestion des exploitations et de l'accès au crédit.

**Montant du prêt:** 12,3 millions de DTS (soit environ 19,4 millions d'USD) à des conditions durcies

**Coût total du projet:** estimé à 103,5 millions d'USD, dont 66,4 millions d'USD seront apportés par la Banque islamique de développement, 2,2 millions d'USD par des institutions financières non bancaires, 2,4 millions d'USD par les bénéficiaires et 13,1 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 52 600 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

#### **BOSNIE-HERZÉGOVINE: Projet de développement des entreprises rurales**

L'objectif du projet est d'aider les exploitants agricoles pratiquant une agriculture de subsistance à passer à une agriculture commerciale et de favoriser le développement du secteur des entreprises non agricoles pour créer des emplois en milieu rural. Il entreprendra, à cet effet, d'organiser les petits exploitants agricoles et de les doter de compétences techniques et commerciales, d'un accès aux marchés et de services financiers, qui pourront les aider à s'orienter vers une production commerciale et leur permettre d'être plus compétitifs, ce qui débouchera sur un accroissement des revenus et de l'emploi dans les zones rurales.

**Montant du prêt:** 8,1 millions de DTS (soit environ 12,7 millions d'USD) à des conditions durcies

**Montant du don:** 500 000 DTS (soit environ 780 000 USD)

**Coût total du projet:** estimé à 30,2 millions d'USD, dont 5,4 millions d'USD seront apportés par le Fonds de l'OPEP pour le développement international, 1,8 million d'USD par les institutions financières participantes, 2,7 millions d'USD par les bénéficiaires et 6,8 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 20 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

#### **ÉGYPTE: Projet d'augmentation des revenus ruraux par l'amélioration des marchés**

Le projet a pour but d'accroître les revenus des ménages ruraux en les intégrant à la filière agricole. Il se propose, à cet effet, de faire en sorte que les paysans soient

mieux en mesure d'obtenir des prix plus élevés et plus stables pour leurs produits. Le projet prévoit la constitution et le renforcement de groupements ou d'associations de paysans; il dispensera une formation en matière d'agriculture commerciale et de budgétisation agricole pour améliorer la capacité des paysans de comprendre les signaux du marché; il facilitera les liaisons, au sein des filières, entre les petits exploitants agricoles et les intermédiaires commerciaux; et il fournira, à la demande, des avis de vulgarisation et une assistance technique pour l'introduction de nouvelles technologies de production permettant d'augmenter les rendements, de réduire les pertes et d'accroître le volume du marché. Le projet appuiera aussi le développement participatif d'un éventail de produits de prêt appropriés à divers points de la chaîne de valeur.

**Montant du prêt:** 44,1 millions de DTS (soit environ 70,0 millions d'USD) à des conditions intermédiaires

**Montant du don:** 630 000 DTS (soit environ 1,0 million d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 108,2 millions d'USD, dont 10,9 millions d'USD seront apportés par le Fonds pour la recherche-développement en agriculture, 1,0 million d'USD par le Fonds social de développement, 17,7 millions d'USD par les bénéficiaires et 7,6 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 50 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **MAROC: Projet de développement de filières agricoles dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz**

Le projet vise à la consolidation des acquis du précédent Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz, financé par le FIDA, en focalisant ses actions sur le développement de trois filières (olivier, pommier et viande ovine), jugées les plus prometteuses pour une croissance durable des revenus des groupes cibles – les petits exploitants agricoles et les éleveurs, et les ruraux pauvres, femmes, hommes et jeunes.

**Montant du prêt:** 4,1 millions de DTS (soit environ 6,4 millions d'USD) à des conditions ordinaires

**Montant du don:** 90 000 DTS (soit environ 140 000 USD)

**Coût total du projet:** estimé à 9,1 millions d'USD, dont 160 000 USD seront apportés par l'Association nationale ovine et caprine, 120 000 USD par les bénéficiaires et 2,3 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 6 600 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

### **SOUDAN: Projet de développement des semences**

L'objectif du projet consiste à améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et la capacité de résistance aux chocs des petits producteurs dans les zones non irriguées du Kordofan-Nord et du Kordofan-Sud. La productivité agricole, la production et les revenus agricoles seront accrus par le recours à des variétés améliorées et à des semences certifiées, associées à des pratiques améliorées de conservation des sols et de l'eau. La mise en place d'un système participatif et bien organisé de production et de multiplication des semences de toutes catégories, assortie d'un système de transformation, de commercialisation et de distribution ayant pour moteur le secteur privé, constituera une base solide pour une future expansion du secteur semencier du pays.

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

6,4 millions de DTS (soit environ 10,1 millions d'USD)

**Coût total du projet:** estimé à 17,5 millions d'USD, dont 4,0 millions d'USD seront apportés par les bénéficiaires et 3,4 millions d'USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 220 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

**YÉMEN: YemenInvest – Programme en faveur de l'emploi rural**

Le programme, de portée nationale, a pour objectif de créer des possibilités d'emploi durables et diversifiées pour les femmes et les hommes sans emploi et sous-employés vivant dans des communautés rurales au-dessous du seuil de pauvreté. Le programme devrait créer environ 28 670 emplois durables à plein temps dans quelque 12 480 entreprises en investissant, à cet effet, dans deux secteurs non agricoles – la pierre naturelle et le tissage manuel – ainsi que dans des secteurs agricoles et non agricoles choisis sur la base d'un avantage comparatif, d'une demande du marché et de sa croissance, et d'un potentiel de création d'emplois.

**Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:**

5,7 millions de DTS (soit environ 9,1 millions d'USD)

**Coût total du programme:** estimé à 48,2 millions d'USD, dont 21,3 millions d'USD seront apportés par des cofinanceurs (à confirmer), 6,2 millions d'USD par les institutions financières participantes, 6,9 millions d'USD par des investisseurs privés, 2,8 millions d'USD par le Fonds pour la création de possibilités économiques, 950 000 USD par les bénéficiaires et 940 000 USD par le gouvernement

**Nombre approximatif de personnes concernées:** 108 000 ménages

**Supervision directe par le FIDA**

**Dons**

Depuis 1978, le FIDA a consacré environ 800,0 millions d'USD, sous forme de dons (tableau 12), à l'appui de la recherche agricole. Ces dons apportent un appui à des projets innovants qui aident les paysans pauvres et renforcent les capacités des institutions partenaires, et notamment les organisations à assise communautaire et les organisations non gouvernementales. Certaines propositions de don du FIDA sont spécifiques à un pays, tandis que d'autres sont d'intérêt régional ou même mondial, selon les caractéristiques de l'innovation.

Le montant total des dons approuvés par le FIDA en 2011 est de 50,4 millions d'USD, répartis entre les dons mondiaux et régionaux (41,7 millions d'USD) et les dons spécifiques à un pays (8,7 millions d'USD), y compris des petits dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (1,5 million d'USD). Ces dons ont soutenu des recherches sur un large éventail de sujets, comme l'emploi durable et la conservation de la biodiversité pour améliorer la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique; l'intégration des questions de parité entre les sexes; les chaînes de valeur sans exclusive; le plaidoyer sur les politiques publiques en faveur des pauvres et le partage des savoirs; et les cultures jouant un rôle important dans les moyens de subsistance des populations rurales pauvres.

Les agriculteurs et les populations rurales pauvres participent aux projets de recherche agricole que nous soutenons. Ces projets sont habituellement implantés

dans des zones marginales et des zones agroécologiques défavorables. Par l'intermédiaire de ces dons, nous avons conçu des partenariats stratégiques avec des centres relevant du GCRAI (voir page 44), mais aussi avec d'autres institutions des Nations Unies, des organisations paysannes, des ONG et des groupes de la société civile. Les institutions internationales et régionales qui conduisent une recherche agricole pour le développement et privilégient les besoins des populations rurales pauvres continuent de figurer parmi les principaux bénéficiaires.

Les résultats du programme de dons sont repris dans les rapports intermédiaires et les rapports d'achèvement, ainsi que dans les fiches de conseils techniques. À ce jour, 87 de ces fiches ont été établies, et sont partagées par le biais des réseaux électroniques régionaux du FIDA et des canaux de diffusion des bénéficiaires des dons.

De nouvelles Procédures de financement au titre du programme de dons ont été soumises cette année au Conseil d'administration, à sa session du mois de mai. Ces procédures couvrent l'allocation des dons; la conception, l'examen et l'approbation des propositions de don; la mise en œuvre et la supervision; l'achèvement et l'évaluation; et la gestion des savoirs.

### ***Résumé des dons d'un montant élevé***

Les dons d'un montant supérieur à 500 000 USD qui ne sont pas liés à des programmes et projets financés par des prêts et qui ont été approuvés par le Conseil d'administration au cours de l'année sont récapitulés ci-dessous.

#### **Association africaine de crédit rural et agricole: Partenariat pour la gestion des connaissances en finance rurale – Phase III (1 500 000 USD)**

Le partenariat a pour objectif d'améliorer les revenus et le niveau de vie des communautés rurales pauvres d'Afrique orientale et australe par le biais de l'amélioration de leur accès à des produits et services financiers abordables, adaptés et durables.

#### **Centro Latinoamericano de Economía Humana: Concertation sur les politiques publiques en matière d'agriculture familiale et de sécurité alimentaire dans le cône Sud de l'Amérique latine (1 800 000 USD)**

Cette initiative contribuera à améliorer les moyens de subsistance des paysans qui pratiquent l'agriculture familiale, en ayant recours à des mesures et à des instruments efficaces qui tiennent compte de leur situation particulière et de leurs aspirations.

#### **Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale: Renforcement des capacités des organisations paysannes d'Afrique orientale par la gestion des savoirs et le développement institutionnel (1 500 000 USD)**

Ce programme vise à renforcer la capacité des organisations paysannes nationales de mobiliser les paysans, de les représenter et de les garder dans leurs rangs, ainsi que d'assurer des services à leurs membres.

**Institut pour la certification éthique et environnementale: Développement de l'accès des petits agriculteurs aux débouchés pour les produits certifiés durables (800 000 USD)**

Le programme a pour but de permettre aux producteurs ruraux pauvres de s'appuyer sur les programmes de certification durable pour améliorer leur situation économique et environnementale.

**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: Initiative "Labourer le champ" du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (1 500 000 USD)**

Cette initiative aidera les agriculteurs à s'adapter au changement climatique, en soutenant la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: Atténuation des risques et de la vulnérabilité au niveau des pays grâce à des politiques en faveur des pauvres (1 500 000 USD)**

Intervenant au Cambodge, au Népal, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam, ce programme a pour but de renforcer, dans ces pays, les capacités institutionnelles d'élaboration de politiques tournées vers les pauvres et permettant de gérer les risques encourus par les petits paysans et les exploitants marginaux, et d'atténuer leur vulnérabilité. L'accent sera mis en particulier sur les risques liés à l'instabilité des prix et au changement climatique.

**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: Programme de relèvement après la sécheresse et d'adaptation des petits exploitants à Djibouti et en Somalie (1 300 000 USD)**

Intervenant auprès d'environ 4 000 ménages affectés par la sécheresse, ce programme aidera à améliorer l'accès à l'eau, aux intrants agricoles, au fourrage et aux installations de stockage après récolte, afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de rétablir les moyens de subsistance.

**Banque internationale pour la reconstruction et le développement et Association internationale de développement: Mise en place de systèmes financiers accessibles à tous pour améliorer l'accès aux services financiers en milieu rural (1 500 000 USD)**

Ce programme a pour objectif d'ouvrir l'accès des ruraux pauvres, femmes et hommes, à un large éventail de services financiers ruraux durables. Le renforcement des capacités des partenaires améliorera l'efficacité opérationnelle du FIDA et son impact.

**Centre international d'agriculture tropicale: Amélioration des moyens de subsistance des paysans dans le triangle de développement Cambodge-Laos-Viet Nam grâce au renforcement des systèmes d'alimentation fourragère (1 500 000 USD)**

Ce programme vise à accroître la productivité des systèmes de culture et d'élevage pratiqués par les petits exploitants agricoles, et la participation aux marchés parmi les petits exploitants pauvres et marginalisés.

**Institut international de recherche sur les politiques alimentaires: Comment mettre à profit le développement rural pour réduire la vulnérabilité en cas de conflit au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (1 000 000 USD)**

Le programme a pour but de formuler des recommandations sur la manière dont les politiques, les investissements et, en particulier, les programmes de développement rural financés par le FIDA peuvent améliorer la capacité d'adaptation des ménages et des communautés aux situations de conflit.

**Coalition internationale pour l'accès à la terre: Mobiliser l'engagement pour une gouvernance foncière favorable aux pauvres (1 000 000 USD)**

Le programme a pour but de permettre aux pauvres, femmes et hommes, d'obtenir et de maîtriser un accès sûr et équitable à la terre afin qu'ils puissent renforcer leur sécurité alimentaire et se libérer de la pauvreté et de la vulnérabilité.

**Institut international de recherche sur l'élevage: Amélioration des moyens de subsistance des éleveurs laitiers en Inde et en République-Unie de Tanzanie par l'innovation en alimentation animale et le développement de la filière (1 000 000 USD)**

Le programme contribuera à améliorer les moyens de subsistance procurés par l'activité laitière en renforçant les filières et l'innovation pour l'amélioration des stratégies d'alimentation animale.

**Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé: Comprendre l'agriculture de conservation: adoption et mise en pratique en Afrique australe (750 000 USD)**

Le programme améliorera la sécurité alimentaire des ménages de petits exploitants agricoles ainsi que leurs moyens de subsistance, tout en conservant les ressources naturelles utiles à l'agriculture.

**Institut international de gestion des ressources en eau: Récupération de nutriments, d'eau et d'énergie en toute sécurité: analyse de rentabilité (650 000 USD)**

Cette initiative proposera aux producteurs et aux consommateurs les solutions les plus rentables pour la récupération de nutriments, d'eau et d'énergie provenant de déchets agricoles et ménagers, dans l'intérêt de la sécurité alimentaire et de la sécurité sanitaire des aliments.

**Institut international de gestion des ressources en eau: Diffusion des innovations et processus d'adoption du Programme défi sur l'eau et l'alimentation sur cette thématique, et pilotage de leur intégration dans le portefeuille du FIDA (1 000 000 USD)**

Cette initiative a pour objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés rurales pauvres grâce à une amélioration de la gestion de l'eau, ce qui augmentera la production unitaire de la terre, de l'eau et du travail.

**MADRE Inc., Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization et Fondation Tebtebba: Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (1 450 000 USD)**

Le programme aidera les communautés des peuples autochtones et leurs organisations à gérer leur développement autonome en leur donnant les moyens de concevoir et de mettre en œuvre des projets compatibles avec leur identité et leur culture.



**Microfinance Information eXchange, Inc.: Amélioration du suivi de la performance et de l'efficacité en matière de finance rurale (1 200 000 USD)**

Le programme contribuera à la construction d'un système financier qui réponde aux besoins de la population rurale pauvre en soutenant le développement de marchés et de prestataires de services de microfinance sains.

**Nacional Financiera, administrateur du Fonds fiduciaire pour la biodiversité: Programme de renforcement de la gestion à assise communautaire à l'appui de la stratégie REDD+ en Méso-Amérique (PROFORCO) (1 200 000 USD)**

Cette initiative renforcera les capacités de gestion des *ejidos* (exploitations agricoles collectives) et des communautés autochtones dans cinq États du sud du Mexique et au sein de territoires autochtones du Guatemala et du Panama.

**Oxfam Italie: Technologies des énergies renouvelables en Albanie et en Bosnie-Herzégovine (1 200 000 USD)**

Ce don améliorera les moyens de subsistance des communautés rurales grâce à l'adoption d'énergies renouvelables. Le programme visera à réduire la consommation d'énergie et à promouvoir des politiques et programmes en matière d'énergie propre au niveau national et local.

**Oxfam Novib: Développement des chaînes de valeur impulsé par les communautés pour la justice de genre et la création de richesses au profit des pauvres (1 400 000 USD)**

Le but de cette initiative est de promouvoir la création de richesses et le développement de chaînes de valeur au profit des pauvres au Nigéria, en Ouganda et au Rwanda, grâce à l'autonomisation des femmes et des hommes appartenant aux ménages les plus pauvres et les plus vulnérables et à la mise en place, à tous les niveaux, de processus participatifs équitables pour la prise des décisions d'ordre économique.

**PICO Knowledge Net Ltd.: le Réseau régional de savoirs FIDAfrique – Phase II (1 800 000 USD)**

Cette initiative a pour objectif d'améliorer les résultats des projets bénéficiant de l'appui du FIDA dans la région Afrique orientale et australe. À partir des acquis des projets financés par le FIDA et des ministères concernés, le programme vise à engranger les savoirs, l'expérience et les enseignements tirés de la pratique, et à les mettre à profit pour améliorer la performance.

**Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Amélioration du partage des connaissances sur l'innovation grâce à la méthode des itinéraires d'apprentissage dans la zone Asie et Pacifique (1 000 000 USD)**

Le programme augmentera la capacité d'adoption et de transposition à plus grande échelle, par les populations concernées, des meilleures pratiques et des innovations en matière de réduction de la pauvreté.

**Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Promotion de l'esprit d'entreprise parmi les jeunes des territoires ruraux pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes (2 000 000 USD)**

Le programme aidera les jeunes ruraux, femmes et hommes, à élargir leur accès aux initiatives de développement pertinentes pour leurs stratégies de subsistance.

**Université de Kassel-WATERCOPE: Renforcement des capacités de recherche et soutien à l'élaboration de politiques, au niveau national, pour faire face à la raréfaction des ressources en eau et à l'utilisation intensifiée des sols dans la région transfrontalière sino-mongole de l'Altai-Dzoungarie (1 485 000 USD)**

Le programme renforcera les groupements locaux d'éleveurs et d'agriculteurs et améliorera les capacités nationales de recherche et les politiques en la matière. Le but ultime est d'accroître les revenus et la sécurité alimentaire d'environ 50 000 ménages pauvres appartenant à des minorités ethniques.

**Centre mondial d'agroforesterie: Programme pour le développement de nouvelles cultures bioénergétiques (2 500 000 USD)**

Ce programme financera des activités coordonnées de recherche-développement portant sur les cultures bioénergétiques non vivrières ou à usages multiples, le long de la chaîne de valeur, dont la productivité pourra concurrencer, voire dépasser celle des cultures bioénergétiques reposant sur les productions vivrières et les céréales.

Tableau 12

**Récapitulatif des financements sous forme de dons, 2007-2011**(montants en millions d'USD)<sup>a</sup>

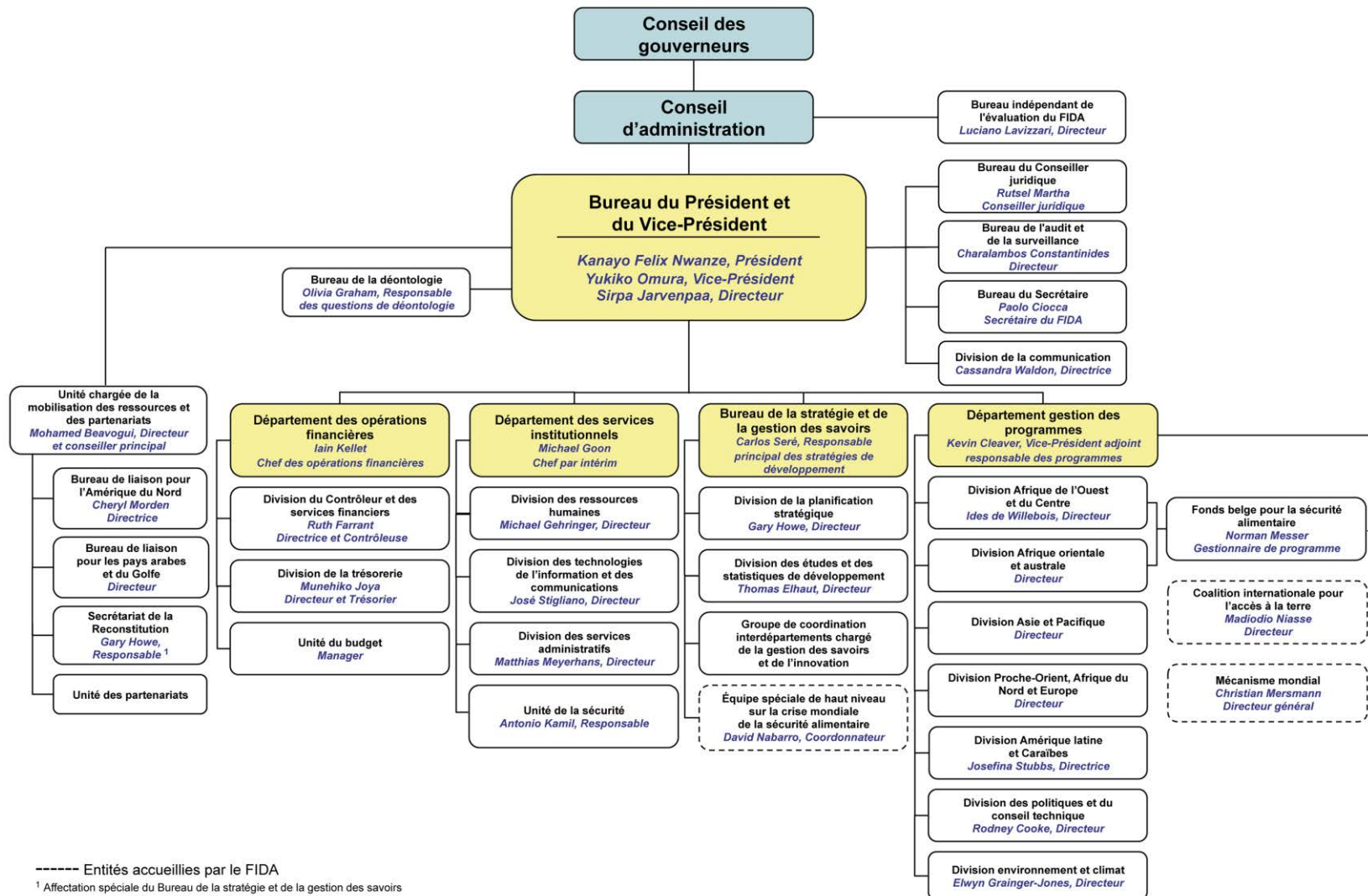
		2007	%	2008	%	2009	%	2010	%	2011	%	2007-2011	%
<b>Dons mondiaux/ régionaux</b>													
	Montant	25,3	70,9	32,0	78,7	35,7	75,8	37,1	72,5	41,7	82,9	171,8	76,4
	Nombre de dons	43		46		70		54		68		281	
<b>Dons à un pays spécifique</b>													
<i>Dons autonomes</i>	Montant	5	14,0	4,2	10,3	3,6	7,7	4,5	8,8	2,6	5,2	19,9	8,8
	Nombre de dons	19		13		16		16		5		69	
<i>Dons associés à un prêt</i>	Montant	3,9	10,9	4,3	10,7	6,6	14,2	6,0	11,7	4,6	9,1	25,4	11,3
	Nombre de dons	10		10		7		10		6		43	
<b>Total dons à un pays spécifique</b>	Montant	8,9	24,9	8,5	21,0	10,2	21,9	10,4	20,3	7,2	14,3	45,2	20,1
	Nombre de dons	29		23		23		26		11		112	
<b>Autres dons au titre du CSD</b>													
	Montant	1,5	4,2	0,2	0,4	1,1	2,4	3,7	7,2	1,5	3,0	8	3,6
	Nombre de dons	5		1		6		8		4		24	
<b>Total (ensemble des guichets)</b>	<b>Montant</b>	<b>35,7</b>	<b>100,0</b>	<b>40,7</b>	<b>100,0</b>	<b>47,0</b>	<b>100</b>	<b>51,2</b>	<b>100</b>	<b>50,4</b>	<b>100</b>	<b>225,0</b>	<b>100</b>
	<b>Nombre de dons</b>	<b>77</b>		<b>70</b>		<b>99</b>		<b>88</b>		<b>83</b>		<b>417</b>	

Source: Système prêts et dons, et secrétariat des dons, Division consultative technique, système de gestion du portefeuille de projets du FIDA.

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

# ORGANISATION, ÉTATS MEMBRES ET REPRÉSENTATION

Organigramme du FIDA  
au 31 décembre 2011



### **Membres et représentants**

Au 31 décembre 2011, le FIDA comptait au total 167 pays membres – 23 pays de la Liste A, 12 de la Liste B et 132 de la Liste C, dont 49 appartenant à la Sous-Liste C1, 51 à la Sous-Liste C2 et 32 à la Sous-Liste C3.

#### **Liste A**

Autriche  
Belgique  
Canada  
Danemark  
Finlande  
France  
Allemagne  
Grèce  
Hongrie  
Islande  
Irlande  
Italie  
Japon  
Luxembourg  
Pays-Bas  
Nouvelle-Zélande  
Norvège  
Portugal  
Espagne  
Suède  
Suisse  
Royaume-Uni  
États-Unis

#### **List B**

Algérie  
Gabon  
Indonésie  
Iran (République islamique d')  
Iraq  
Koweït  
Libye  
Nigéria  
Qatar  
Arabie saoudite  
Émirats arabes unis  
Venezuela (République bolivarienne du)

## Liste C

### **Sous-Liste C1 Afrique**

Angola  
Bénin  
Botswana  
Burkina Faso  
Burundi  
Cameroun  
  
Cap-Vert  
République centrafricaine  
Tchad  
Comores  
Congo  
Côte d'Ivoire  
République démocratique  
du Congo  
Djibouti  
Égypte  
Guinée équatoriale  
Érythrée  
Éthiopie  
Gambie  
Ghana  
Guinée  
Guinée-Bissau  
  
Kenya  
Lesotho  
Libéria  
Madagascar  
Malawi  
Mali  
  
Mauritanie  
Maurice  
Maroc  
Mozambique  
Namibie  
Niger  
Rwanda  
  
Sao Tomé-et-Principe  
Sénégal  
Seychelles  
  
Sierra Leone  
Somalie

### **Sous-Liste C2 Europe, Asie et Pacifique**

Afghanistan  
Albanie  
Arménie  
Azerbaïdjan  
Bangladesh  
Bhoutan  
  
Bosnie-Herzégovine  
Cambodge  
Chine  
Îles Cook  
Croatie  
Chypre  
République populaire  
démocratique de Corée  
Fidji  
Géorgie  
Inde  
Israël  
Jordanie  
Kazakhstan  
Kiribati  
Kirghizistan  
République démocratique  
populaire lao  
  
Liban  
Malaisie  
Maldives  
Malte  
Îles Marshall  
  
Mongolie  
  
Myanmar  
Népal  
Nioué  
Oman  
Pakistan  
Papouasie-Nouvelle-  
Guinée  
Philippines  
République de Corée  
République de Moldova  
Roumanie  
Samoa  
Îles Salomon

### **Sous-Liste C3 Amérique latine et Caraïbes**

Antigua-et-Barbuda  
Argentine  
Bahamas  
Barbade  
Belize  
Bolivie (État plurinational  
de)  
Brésil  
Chili  
Colombie  
Costa Rica  
Cuba  
Dominique  
République dominicaine  
  
Équateur  
El Salvador  
Grenade  
Guatemala  
Guyana  
Haïti  
Honduras  
Jamaïque  
Mexique  
  
Nicaragua  
Panama  
Paraguay  
Pérou  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Sainte-Lucie  
Saint-Vincent-et-les  
Grenadines  
Suriname  
Trinité-et-Tobago  
Uruguay

Afrique du Sud  
Soudan  
Swaziland  
Togo  
Tunisie

Ouganda  
République-Unie de  
Tanzanie  
Zambie  
Zimbabwe

Sri Lanka  
République arabe syrienne  
Tadjikistan  
Thaïlande  
Ex-République yougoslave  
de Macédoine  
Timor-Leste  
Tonga  
  
Turquie  
Ouzbékistan  
Viet Nam  
Yémen

**LISTE DES GOUVERNEURS ET DES GOUVERNEURS SUPPLÉANTS  
DES ÉTATS MEMBRES DU FIDA  
AU 31 DÉCEMBRE 2011<sup>13, 14</sup>**

<b>Membre</b>	<b>Gouverneur</b>	<b>Suppléant</b>
<b>AFGHANISTAN</b>	Mohammad Musa Maroofi	Abdul Razak Ayazi
<b>ALBANIE</b>	Ridvan Bode	Vice-Ministre de l'agriculture, de l'alimentation de la protection des consommateurs
<b>ALGÉRIE</b>	Rachid Benaissa	Rachid Marif
<b>ANGOLA</b>	Afonso Pedro Canga	Manuel Pedro Pacavira (Janvier 2011 - Juillet 2011) - Florêncio Mariano da Conceição de Almeida (Novembre 2011 - )
<b>ANTIGUA-ET-BARBUDA</b>	-	-
<b>ARGENTINE</b>	Ambassadrice et Représentante permanente à Rome	María del Carmen Squeff (Janvier 2011 - Avril 2011) -
<b>ARMÉNIE</b>	Sergo Karapetyan	Zohrab V. Malek
<b>AUTRICHE</b>	Edith Frauwallner	Klaus Oehler
<b>AZERBAÏDJAN</b>	Vaqif Sadiqov	-
<b>BAHAMAS</b>	Lawrence S. Cartwright	Paul Farquharson
<b>BANGLADESH</b>	Abul Maal Abdul Muhith	C. Q. K. Mustaq Ahmed
<b>BARBADE</b>	-	-
<b>BELGIQUE</b>	Jan de Bock (Janvier 2011 - Août 2011) - Vincent Mertens de Wilmars (Novembre 2011 - )	-
<b>BELIZE</b>	-	-
<b>BÉNIN</b>	-	Abdoulaye Toko
<b>BHOUTAN</b>	Pema Gyamtsho	Yeshey Dorji
<b>BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)</b>	Eduardo Ugarteche Paz Soldán (Janvier 2011 - Juillet 2011) -	-
<b>BOSNIE-HERZÉGOVINE</b>	Branko Kesić	Vesna Njegić
<b>BOTSWANA</b>	Oreeditse Sola Molebatsi	L.P. Gakale
<b>BRÉSIL</b>	Miriam Aparecida Belchior	Carlos Augusto Vidotto
<b>BURKINA FASO</b>	Lucien Marie Noël Bembamba	Léné Sebgo
<b>BURUNDI</b>	Clotilde Nizigama	Odette Kayitesi

<sup>13</sup> La trente-quatrième session du Conseil des gouverneurs, tenue les 19 et 20 février 2010, a été présidée par Son Excellence Clémentine Ananga Messina (Cameroun). Son Excellence Jan de Bock (Belgique) et Son Excellence Gladys Francisca Urbaneja Durán (République bolivarienne du Venezuela) ont assuré la vice-présidence.

<sup>14</sup> Les dates entre parenthèses sont celles de l'entrée en fonctions et du départ du Gouverneur/suppléant concerné. L'absence de date signifie que l'entrée en fonctions est antérieure à janvier 2011 et/ou le départ postérieur à décembre 2011.



<b>CAMBODGE</b>	Chan Sarun	-
<b>CAMEROUN</b>	Clémentine Ananga Messina	Dominique Awono Essama
<b>CANADA</b>	Diane Jacovella	Michael Gort
<b>CAP-VERT</b>	José Eduardo Barbosa	Maria Goretti Santos Lima <i>(Janvier 2011 - Septembre 2011)</i> Sónia Cristina Martins <i>(Septembre 2011 - )</i>
<b>RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>	Fidèle Gouandjika	David Banzokou
<b>TCHAD</b>	Albert Pahimi Padacke <i>(Janvier 2011 - Août 2011)</i> Djimet Adoum <i>(Août 2011 - )</i>	Oumar Chaibou
<b>CHILI</b>	Oscar Godoy Arcaya	Konrad Paulsen Rivas
<b>CHINE</b>	Li Yong	Zheng Xiaosong
<b>COLOMBIE</b>	Ambassadeur et Représentant permanent à Rome Juan Manuel Prieto Montoya <i>(Février 2011 - )</i>	Francisco José Coy Granados <i>(Janvier 2011 - Avril 2011)</i> Beatriz Calvo Villegas <i>(Avril 2011 - )</i>
<b>COMORES</b>	Idi Nadhoim <i>(Janvier 2011 - Août 2011)</i> Fouad Mohadji <i>(Août 2011 - )</i>	- Mohamed Ali Soilihi <i>(Août 2011 - )</i>
<b>CONGO</b>	Rigobert Maboundou	Mamadou Kamara Dekamo
<b>ÎLES COOK</b>	-	-
<b>COSTA RICA</b>	-	Jorge Revollo Franco
<b>CÔTE D'IVOIRE</b>	Mamadou Sangafowo Coulibaly	-
<b>CROATIE</b>	Tomislav Vidosević	Ivo Resić
<b>CUBA</b>	Rodrigo Malmierca Díaz	Enrique Moret Echeverría
<b>CHYPRE</b>	George F. Poulides	Christina Pitta
<b>RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE</b>	Kim Yong Suk	-
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b>	Norbert Basengezi Katintima	Hubert Ali Ramazani
<b>DANEMARK</b>	Tomas Anker Christensen	Susanne Rumohr Hækkerup <i>(Janvier 2011 - Avril 2011)</i> Maj Hessel <i>(Mai 2011 - )</i>
<b>DJIBOUTI</b>	Abdoulkader Kamil Mohamed <i>(Janvier 2011 - Juin 2011)</i> Mohamed Ahmed Awaleh <i>(Juin 2011 - )</i>	Mohamed Moussa Chehem <i>(Janvier 2011 - Septembre 2011)</i> -
<b>DOMINIQUE</b>	Matthew Walter	-
<b>RÉPUBLIQUE DOMINICAINE</b>	Mario Arvelo Caamaño	-

<b>ÉQUATEUR</b>	Carlos Vallejo López	Ramón Espinel (Janvier 2011 - Juin 2011) Staynely Vera (Juin 2011 - )
<b>ÉGYPTE</b>	Amin Ahmed Mohamed Othman Abaza (Janvier 2011 - Février 2011) - Salah Al-Sayed Youssef Farag (Octobre 2011 - Décembre 2011) Mohamed Reda Ismail (Décembre 2011 - )	Ashraf Rashed (Janvier 2011 - Mars 2011) Hssein Ihsan Hanafy El Atfy (Juin 2011 - )
<b>EL SALVADOR</b>	- Aida Luz Santos de Escobar (Décembre 2011 - )	María Eulalia Jiménez Zepeda
<b>GUINÉE ÉQUATORIALE</b>	Teodoro Nguema Obiang Mangue	Domingo Olomo Nve
<b>ÉRYTRÉE</b>	Arefaine Berhe	Zemedede Tekle Woldetatos
<b>ÉTHIOPIE</b>	Tefera Derbew	Gessese Mulugeta Alemseged
<b>FIDJI</b>	Mason Smith	-
<b>FINLANDE</b>	Ritva Koukku-Ronde (Janvier 2011 - Août 2011) - Anne Sipiläinen (Septembre 2011 - )	Pasi Hellman
<b>FRANCE</b>	Delphine D'Amarzit	-
<b>GABON</b>	Raymond Ndong Sima	Yolande Mbeng Bivigou
<b>GAMBIE</b>	Jatto Sillah	Kebba Satou Touray
<b>GÉORGIE</b>	Bakur Kvezereli (Janvier 2011 - Octobre 2011) Zaza Gorozia (Octobre 2011 - )	Konstantine Gabashvili
<b>ALLEMAGNE</b>	Friedel Eggelmeyer	Martin Dippl (Avril 2011 - )
<b>GHANA</b>	Kwesi Ahwoi	Evelyn Anita Stokes-Hayford
<b>GRÈCE</b>	Michael Cambanis	Nike Ekaterini Koutrakou
<b>GRENADE</b>	Michael Denis Lett	Stephen Fletcher
<b>GUATEMALA</b>	Alfredo Trinidad Velásquez	Ileana Rivera de Angotti
<b>GUINÉE</b>	Jean Marc Telliano	El Hadj Thierno Mamadou Cellou Diallo (Janvier 2011 - Novembre 2011) -
<b>GUINÉE-BISSAU</b>	-	-
<b>GUYANA</b>	Robert Montgomery Persaud	Dindyal Permaul
<b>HAÏTI</b>	Joanas Gué (Janvier 2011 - Novembre 2011) -	-
<b>HONDURAS</b>	Jacobo Regalado Weizemblut	Nehemías Martínez
<b>HONGRIE</b>	-	-
<b>ISLANDE</b>	Jón Erlingur Jónasson	Hermann Örn Ingólfsson

<b>INDE</b>	Pranab Mukherjee	Loretta M. Vas <i>(Janvier 2011 - Juillet 2011)</i> -
<b>INDONÉSIE</b>	Mulia Panusunan Nasution	Lukito Dinarsyah Tuwo
<b>IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')</b>	Mahmoud Barimani	-
<b>IRAQ</b>	Izuldine Aldawla	Hassan Janabi
<b>IRLANDE</b>	Patrick Paul Hennessy	Jarlath O'Connor
<b>ISRAËL</b>	-	-
<b>ITALIE</b>	- Luigi Casero <i>(Février 2011 - Novembre 2011)</i> -	-
<b>JAMAÏQUE</b>	-	-
<b>JAPON</b>	Hiroyasu Ando <i>(Janvier 2011 - Mai 2011)</i> - Masaharu Kohno <i>(Juin 2011 - )</i>	Daikichi Monma <i>(Janvier 2011 - Décembre 2011)</i> Naoko Ishii <i>(Décembre 2011 - )</i>
<b>JORDANIE</b>	Jaafar Hassan	Radi Al-Tarawneh
<b>KAZAKHSTAN</b>	-	-
<b>KENYA</b>	Sally Kosgei	Josephine Wangari Gaita
<b>KIRIBATI</b>	Amberoti Nikora	Tarsu Murdoch
<b>KOWEÏT</b>	Mustafa Jasem al-Shamali	Abdulwahab Ahmed Al-Bader
<b>KIRGHIZISTAN</b>	-	Melis Mambetjanov
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO</b>	Somdy Douangdy <i>(Janvier 2011 - Août 2011)</i> Phouphet Khamphounvong <i>(Septembre 2011 - )</i>	-
<b>LIBAN</b>	Gloria Abouzeid	Rania Khalil Zarzour
<b>LESOTHO</b>	Ralechate Lincoln Mokose	Mathoriso Molumeli
<b>LIBÉRIA</b>	Florence Chenoweth	Peter Korvah
<b>LIBYE</b>	Abdulmajid M. Elgaoud <i>(Janvier 2011 - Mai 2011)</i> -	Fatih Alseddek Beram <i>(Janvier 2011 - Septembre 2011)</i> -
<b>LUXEMBOURG</b>	Marie-Josée Jacobs	Anouk Agnès
<b>MADAGASCAR</b>	Jaonina Mamitiana Juscelyno <i>(Janvier 2011 - Juin 2011)</i> Vyvato Rakotovao <i>(Juin 2011 - Décembre 2011)</i> Ravatomanga Rolland <i>(Décembre 2011 - )</i>	Jean-Pierre Razafy-Andriamihaingo
<b>MALAWI</b>	Margaret Roka Mauwa	Andrew Timothy Daudi
<b>MALAISIE</b>	-	Ramli Naam <i>(Janvier 2011 - Septembre 2011)</i> -
<b>MALDIVES</b>	Ibrahim Didi	Ahmed Assadh
<b>MALI</b>	Aghatam Ag Alhassane	Gaoussou Drabo

<b>MALTE</b>	Walter Balzan ( <i>Janvier 2011 - Octobre 2011</i> ) -	Ritienne Bonavia
<b>ÎLES MARSHALL</b>	-	-
<b>MAURITANIE</b>	Sidi Ould Tah	Aly Ould Haiba ( <i>Janvier 2011 - Décembre 2011</i> )
<b>MAURICE</b>	Satya Veyash Faugoo	Moheenee Nathoo
<b>MEXIQUE</b>	Jorge Eduardo Chen Charpentier ( <i>Janvier 2011 - Août 2011</i> ) Miguel Ruiz Cabañas Izquierdo ( <i>Septembre 2011 -</i> )	Diego Alonso Simancas Gutiérrez ( <i>Janvier 2011 - Août 2011</i> ) -
<b>MONGOLIE</b>	Badamjunai Tunjin	Enkhsaikhan Jargalsaikhan
<b>MAROC</b>	Moha Marghi	Ali Lamrani
<b>MOZAMBIQUE</b>	Aiuba Cuereneia	Ernesto Gouveia Gove
<b>MYANMAR</b>	-	Maran Ja Taung
<b>NAMIBIE</b>	John Mutorwa	Henry Isak Amalovu Katali ( <i>Janvier 2011 - Février 2011</i> ) Petrus N. Iilonga ( <i>Février 2011 -</i> )
<b>NÉPAL</b>	Mrigendra Kumar Singh Yadav ( <i>Janvier 2011 - Juillet 2011</i> ) Hari Narayan Yadav ( <i>Juillet 2011 - Novembre 2011</i> ) Nandan Kumar Datta ( <i>Novembre 2011 -</i> )	Braja Kishor Prasad Shah ( <i>Janvier 2011 - Novembre 2011</i> ) Nathu Prasad Chaudhary ( <i>Novembre 2011 -</i> )
<b>PAYS-BAS</b>	Ben Knapen	A. M. Agnes van Ardenne-van der Hoeven ( <i>Janvier 2011 - Juillet 2011</i> ) Gerda Verburg ( <i>Juillet 2011 -</i> )
<b>NOUVELLE-ZÉLANDE</b>	Douglas Frederick Lawrence Markes ( <i>Janvier 2011 - Février 2011</i> ) Trevor Donald Matheson ( <i>Février 2011 - Décembre 2011</i> )	Catherine Rae McGregor
<b>NICARAGUA</b>	Mónica Robelo Raffone	-
<b>NIGER</b>	-	Mireille Fatouma Ausseil ( <i>Janvier 2011 - Novembre 2011</i> ) -
<b>NIGÉRIA</b>	Sheikh Ahmed Abdullah ( <i>Janvier 2011 - Juillet 2011</i> ) - Akinwumi A. Adesina ( <i>Novembre 2011 -</i> )	Olusegun Olutoyin Aganga ( <i>Janvier 2011 - Juillet 2011</i> ) - Yerima Lawan Ngama ( <i>Novembre 2011 -</i> )
<b>NIOUÉ</b>	-	-
<b>NORVÈGE</b>	Henrik Harboe ( <i>Janvier 2011 - Octobre 2011</i> ) -	Ingrid Glad
<b>OMAN</b>	Isshaq Al-Roqqeishy	Said Nasser Al-Harthy

<b>PAKISTAN</b>	Nazar Muhammad Gondal ( <i>Janvier 2011 - Mars 2011</i> ) Mir Israrullah Zehri ( <i>Mars 2011 - Octobre 2011</i> ) -	Sibtain Fazal Halim ( <i>Janvier 2011 - Juin 2011</i> ) Abdul Wajid Rana ( <i>Juin 2011 -</i> )
<b>PANAMA</b>	Alberto Vallarino Clément ( <i>Janvier 2011 - Octobre 2011</i> ) Frank George De Lima Gercich ( <i>Octobre 2011 -</i> )	Guido Juvenal Martinelli Della Togna ( <i>Janvier 2011 - Juin 2011</i> ) Gerardo Enrique Vega Berrio ( <i>Juin 2011 -</i> ) -
<b>PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE</b>	Peter O'Neill	-
<b>PARAGUAY</b>	Dionisio Borda	Manuel Vidal Caballero Giménez
<b>PÉROU</b>	José Jesús Guillermo Betancourt Rivera ( <i>Janvier 2011 - Août 2011</i> ) César Rolando Castillo Ramírez ( <i>Août 2011 -</i> )	Manuel Antonio Álvarez Espinal ( <i>Janvier 2011 - Août 2011</i> ) -
<b>PHILIPPINES</b>	Cesar V. Purisima	-
<b>PORTUGAL</b>	José António de Sousa Canha ( <i>Janvier 2011 - Novembre 2011</i> ) -	Renata Mesquita
<b>QATAR</b>	Abdullah bin Mubarak bin Aaboud al-Midhadhi	Soltan Saad S.K. Al-Moraikhi
<b>RÉPUBLIQUE DE CORÉE</b>	Kim Young-Seok	Park Sujin
<b>RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA</b>	Vasile Bumacov ( <i>Janvier 2011 - Juillet 2011</i> ) - Viorel Gutu ( <i>Décembre 2011 -</i> )	Elena Matveeva
<b>ROUMANIE</b>	Danut Apetrei ( <i>Janvier 2011 - Mars 2011</i> ) Adrian Radulescu ( <i>Mars 2011 -</i> )	Razvan Victor Rusu
<b>RWANDA</b>	Agnes Matilda Kalibata	
<b>SAINT-KITTS-ET-NEVIS</b>	-	-
<b>SAINTE-LUCIE</b>	Ezechiel Joseph	Hurbert Emmanuel
<b>SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES</b>	-	-
<b>SAMOA</b>	Niko Lee Hang	Taua Tavaga Kitiona Seuala
<b>SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE</b>	-	Carlos Gustavo dos Anjos
<b>ARABIE SAOUDITE</b>	Fahad bin Abdulrahman Balghunaim	Hamad Sulaiman A. Al Bazai ( <i>Janvier 2011 - Février 2011</i> ) Sulaiman al-Turki ( <i>Février 2011 -</i> )
<b>SÉNÉGAL</b>	Khadim Gueye	Papa Cheikh Saadibou Fall
<b>SEYCHELLES</b>	-	-
<b>SIERRA LEONE</b>	Joseph Sam Sesay	Jongopie Siaka Stevens
<b>ÎLES SALOMON</b>	-	-

<b>SOMALIE</b>	Yousuf Moallim Amin ( <i>Janvier 2011 - Novembre 2011</i> ) Abdullahi Haji Hassan ( <i>Novembre 2011 -</i> )	Ibrahim Haji Abdulkadir
<b>AFRIQUE DU SUD</b>	Thenjiwe Ethel Mtintso	Langa Zita ( <i>Avril 2011 -</i> ) -
<b>ESPAGNE</b>	Luis Calvo Merino ( <i>Janvier 2011 - Septembre 2011</i> ) - Alfonso Lucini Mateo ( <i>Décembre 2011 -</i> )	Vera Cruz Soler del Campo ( <i>Janvier 2011 - Août 2011</i> ) -
<b>SRI LANKA</b>	Hemantha Warnakulasuriya ( <i>Janvier 2011 - Décembre 2011</i> ) John Asitha Ivon Perera ( <i>Décembre 2011 -</i> )	Saman Udagedara ( <i>Janvier 2011 - Février 2011</i> ) Gothami Indikadahena ( <i>Février 2011 -</i> )
<b>SOUDAN</b>	Abdel Halim Ismail Al Mutaafi	Ahmed Magdoub Ahmed
<b>SURINAME</b>	Jaswant Sahtoe	-
<b>SWAZILAND</b>	Clement N. Dlamini	Bongani Masuku
<b>SUÈDE</b>	Joakim Stymne ( <i>Janvier 2011 - Avril 2011</i> ) - Hanna Hellquist ( <i>Juin 2011 -</i> )	Per Örnéus
<b>SUISSE</b>	Pio Wennubst ( <i>Janvier 2011 - Août 2011</i> ) Michel Mordasini ( <i>Août 2011 -</i> )	Raymund Furrer
<b>RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE</b>	Adel Safar ( <i>Janvier 2011 - Septembre 2011</i> ) Riyad Farid Hijab ( <i>Septembre 2011 -</i> )	Hassan Al-Ahmad ( <i>Janvier 2011 - Septembre 2011</i> ) Amer Husni Lutfi ( <i>Septembre 2011 -</i> )
<b>TADJIKISTAN</b>	Sulton Valiev	-
<b>THAÏLANDE</b>	Chalernporn Phirunsarn ( <i>Janvier 2011 - Novembre 2011</i> ) Supatra Thanaseniwat ( <i>Novembre 2011 -</i> )	Tritaporn Khomapat
<b>EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE</b>	-	-
<b>TIMOR-LESTE</b>	Mariano Assanami Sabino	-
<b>TOGO</b>	Kossi Messan Ewovor	Akla-Esso M'Baw Arokoum
<b>TONGA</b>	Sione Ngongo Kioa	-
<b>TRINITÉ-ET-TOBAGO</b>	-	-
<b>TUNISIE</b>	Mohamed Nouri Jouini ( <i>Janvier 2011 - Juillet 2011</i> ) Abdelhamid Triki ( <i>Juillet 2011 -</i> )	-

<b>TURQUIE</b>	- Mehmet Mehdi Eker (Avril 2011 - )	Hakki Akil (Avril 2011 - )
<b>OUGANDA</b>	Syda N.M. Bbumba (Janvier 2011 - Juin 2011) Maria Kiwanuka (Juin 2011 - )	-
<b>ÉMIRATS ARABES UNIS</b>	Obeid Humaid Al Tayer	Maryam Hassan Al Shanasi
<b>ROYAUME-UNI</b>	Jim Harvey	Elizabeth Nasskau
<b>RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE</b>	Jumanne Maghembe	Wilfred J. Ngirwa
<b>ÉTATS-UNIS</b>	Timothy F. Geithner	Daniel S. Sullivan
<b>URUGUAY</b>	Gustavo Aníbal Álvarez Goyoaga	-
<b>OUZBÉKISTAN</b>	- Jakhongir Ganiev (Mai 2011 - )	Yashin Khidirov (Mai 2011 - )
<b>VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)</b>	- Edmée Betancourt de García (Octobre 2011 - )	Gladys Francisca Urbaneja Durán
<b>VIET NAM</b>	Tran Xuan Ha (Janvier 2011 - Mai 2011) Truong Chi Trung (Mai 2011 - )	Nguyen Thanh Do
<b>YÉMEN</b>	Mansour Ahmed Al-Hawshabi	Khalid Abdulrahman Al-Akwa
<b>ZAMBIE</b>	-	-
<b>ZIMBABWE</b>	Joseph M. Made	Secrétaire à l'agriculture

## LISTE DES REPRÉSENTANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

AU 31 DÉCEMBRE 2011<sup>15</sup>

### MEMBRE

### MEMBRE SUPPLÉANT

#### Liste A

<b>CANADA</b>	Ann Adair Heuchan	<b>IRLANDE</b>	Jarlath O'Connor
<b>FRANCE</b>	Raphaëlle Simeoni (Janvier 2011 - Mars 2011)	<b>BELGIQUE</b>	Martine Van Dooren
	-		
<b>ALLEMAGNE</b>	Heike Kuhn (Janvier 2011 - Septembre 2011)	<b>LUXEMBOURG</b>	-
	-		Richard Philippart (Mai 2011 - )
	Michael Bauer (Novembre 2011 - )		
<b>ITALIE</b>	Giorgio Leccesi (Janvier 2011 - Juillet 2011)	<b>AUTRICHE</b>	Klaus Oehler
	Stefania Bazzoni (Juillet 2011 - )		
<b>JAPON</b>	Kazumasa Shioya (Janvier 2011 - Juillet 2011)	<b>DANEMARK</b>	Maj Hessel
	-		
	Hideya Yamada (Septembre 2011 - )		
<b>PAYS-BAS</b>	A. M. Agnes van Ardenne-van der Hoeven (Janvier 2011 - Juillet 2011)	<b>ROYAUME-UNI</b>	Elizabeth Nasskau
	Ronald Elkhuisen (Juillet 2011 - )		
<b>SUÈDE</b>	Amalia Garcia-Thörn	<b>NORVÈGE</b>	Arne B. Hønningstad (Janvier 2011 - Août 2011)
			-
			Jostein Leiro (Octobre 2011 - )
<b>ÉTATS-UNIS</b>	Karen Mathiasen	<b>ESPAGNE</b>	Vera Cruz Soler del Campo (Janvier 2011 - Août 2011)
			-
			Francisco Capote (Décembre 2011 - )
 <b><u>Liste B</u></b>			
<b>KOWEÏT</b>	Hesham I. Al-Waqayan	<b>ÉMIRATS ARABES UNIS</b>	Nadia Sultan Abdullah
<b>NIGÉRIA</b>	Yaya O. Olaniran	<b>QATAR</b>	Soltan Saad S.K. Al-Moraikhi

<sup>15</sup> Les dates entre parenthèses sont celles de l'entrée en fonctions et du départ du représentant concerné. L'absence de date signifie que l'entrée en fonctions est antérieure à janvier 2011 et/ou le départ postérieur à décembre 2011.



**ARABIE SAOUDITE** Bandar Bin Abdel Mohsin Al-Shalhoob  
**VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)** -  
Beatriz Bolívar  
(*Octobre 2011 -* )

**INDONÉSIE** Hari Priyono

**ALGÉRIE** Mohamed Larbi Ghanem  
(*Janvier 2011 - Juillet 2011*)  
Mohamed Bouzerde  
(*Juillet 2011 - Décembre 2011*)  
Nourdine Lasmi  
(*Décembre 2011 -* )

**Liste C**  
**Sous-Liste C1**

**BURKINA FASO** Jacques Zida  
**CAMEROUN** Médi MOUNGUI

**ANGOLA** -  
**ÉGYPTE** Essam Othman Fayed

**Sous-Liste C2**

**CHINE** Wang Zhongjing  
(*Janvier 2011 - Avril 2011*)  
Wu Jinkang  
(*Avril 2011 -* )  
**INDE** Loretta M. Vas

**BANGLADESH** Sultana Afroz  
(*Mars 2011 -* )

**CHYPRE** -  
Christina Pitta  
(*Avril 2011 -* )

**Sous-Liste C3**

**BRÉSIL** Carlos Eduardo Lampert Costa  
(*Janvier 2011 - Mars 2011*)  
-

**ARGENTINE** María del Carmen Squeff  
(*Janvier 2011 - Mars 2011*)  
-

**MEXIQUE** Jorge Eduardo Chen Charpentier  
(*Janvier 2011 - Août 2011*)  
-  
Miguel Ruiz Cabañas Izquierdo  
(*Septembre 2011 -* )

Gustavo O. Infante  
(*Octobre 2011 -* )  
**GUATEMALA** Alfredo Trinidad Velásquez

## **PUBLICATIONS EN 2011<sup>16</sup>**

La présente bibliographie contient une sélection de publications. Les publications et les documents techniques portent sur des sujets spécialisés, apportent une contribution originale aux questions examinées et sont publiés par le FIDA. Les publications diffusées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA présentent des évaluations indépendantes de nos résultats. Les documents techniques, les articles et les textes rédigés par le personnel et publiés en dehors du FIDA figurent aussi dans cette liste, ainsi qu'une sélection de publications externes avec l'appui du FIDA.

Enfin, nous indiquons des liens vers certains de nos supports de communication. La présente section offre un échantillon des différents types de supports d'information et de plaidoyer que nous produisons afin de faire mieux connaître l'impact de l'action du FIDA et ses principaux domaines d'activité.

### ***Publications et documents techniques***

#### **Agriculture**

- Agriculture – Pathways to Prosperity in Asia and the Pacific
- Smallholder Conservation Agriculture: Rationale for IFAD Involvement and Relevance to the East and Southern Africa Region

#### **Changement climatique**

- Preparación jurídica para el cambio climático y el fomento al desarrollo rural en México – FIDA, OIDD (espagnol)

#### **Directives**

- Directives du FIDA pour le relèvement rapide après une catastrophe (anglais arabe, espagnol et français)

#### **Peuples autochtones**

- IPAF Small Projects Desk Review: Analysis of the performance of the small projects financed in 2007 and 2008 through the Indigenous Peoples Assistance Facility

#### **Partage des connaissances**

- Building and Operating a Mini-Hatchery: Sand Method

#### **Terre**

- The Issue of land in Argentina: Conflicts and Dynamics of Use, Holdings and Concentration (anglais et espagnol)

#### **Planification participative**

- Evaluating the Impact of Participatory Mapping Activities
- Le FIDA et les États membres de l'OCI: Agir ensemble pour éradiquer la pauvreté (anglais, arabe et français)

#### **Finance rurale**

- Fiche technique: Outgrowers Schemes – Enhancing Profitability (avec TechnoServe)

#### **Jeunes ruraux**

- Investing in the Future: Creating Opportunities for Young Rural People
- Nourrir les générations futures: Jeunes ruraux d'aujourd'hui, agriculteurs prospères de demain. Travaux issus des débats de haut niveau du groupe

---

<sup>16</sup> Sauf indication contraire, toutes les publications sont rédigées dans la langue utilisée pour le titre.

d'experts du Conseil des gouverneurs et des événements parallèles organisés à l'occasion de la trente-quatrième session du Conseil des gouverneurs du FIDA

- **Assurance contre les intempéries**

- Weather Index-Based Insurance in Agricultural Development: A Technical Guide

**Documents occasionnels du FIDA**

- N° 2: Réagir à l'"accaparement des terres" et favoriser les investissements agricoles responsables (anglais, arabe, espagnol et français)

**Documents occasionnels régionaux**

- N° 12: Policy Responses to the Food Price Crisis and Their Implications: The Case of Four Greater Mekong Subregion Countries
- N° 13: Women's Empowerment and Microfinance: An Asian Perspective Study
- N° 14: Role of Agriculture in Achieving MDG1 and the Pacific Region

**Point de vue du FIDA**

- Les petits agriculteurs peuvent nourrir le monde (anglais, arabe, espagnol et français)
- Place aux jeunes: Créer des possibilités pour les jeunes dans les zones rurales (anglais, espagnol et français)

**Publications du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA**

- Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA évaluées en 2010 (RARI) (anglais, arabe, espagnol et français)
- Politique du FIDA en matière d'évaluation en 2011
- Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat  
Évaluation à caractère institutionnel

**Évaluations de programmes de pays**

- Kenya
- Niger (anglais et français)

**Évaluations de programmes et de projets**

- Brésil: Projet de développement durable à l'intention des colonies issues de la réforme agraire dans la zone semi-aride de la région du Nord-Est (Dom Hélder Câmara Project) (anglais et portugais)
- République dominicaine: Projet en faveur des petits paysans de la région du Sud-Ouest – Phase II (anglais et espagnol)
- Éthiopie: Programme d'intermédiation financière rurale
- Ghana: Projet en faveur des petites entreprises rurales – Phase II
- République démocratique populaire lao: Projet d'appui aux initiatives communautaires dans la province d'Oudomxai
- Mauritanie: Projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout Sud et le Karakoro (anglais et français)
- Rwanda: Projet de développement des cultures de rente et d'exportation
- Ouganda: Projet de développement de la production d'huile végétale
- République-Unie de Tanzanie: Programme de services financiers ruraux et Programme de développement des systèmes de commercialisation des produits agricoles

**Évaluations de la performance des projets**

- Jordanie: Projet de mise en valeur des ressources agricoles dans la région du Yarmouk

- Viet Nam: Projet de diversification des revenus ruraux dans la province de Tuyen Quang

### **Documents d'orientation**

- Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 (anglais, arabe, espagnol et français)
- Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA: Renforcer la capacité d'adaptation des moyens d'existence par une utilisation durable des actifs naturels (anglais, arabe, espagnol et français)

### **Articles de périodiques et autres matériels publiés par les auteurs du FIDA**

Cooke, R. 2011. Investing in Agricultural Research and Agricultural Biotechnologies. In *Biotechnologies for Agricultural Development*. Rome: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Cooke, R. et Raswant, V. 2011. Biofuels, Rural Development and Food Security. In *Africa Energy Yearbook 2011*. Kingston upon Thames, Royaume-Uni: EnergyNet Limited.

Delaney, S., Livingston, G. et Schonberger, S. 2011. Right Place, Right Time: Increasing the Effectiveness of Agricultural Development Support in Sub-Saharan Africa. *South African Journal of International Affairs* 18(3): 341-365.

Durand, J.M., Jonckheer, S., Liversage, H. et Mathieu, P. 2011. Évaluation institutionnelle de la réforme foncière à Madagascar. Rapport de mission FIDA-FAO.

Heinemann, E. 2011. TVET, Agricultural Development and Rural Poverty Reduction. *Norrad News Online* 46: 61-64.

Joemat-Pettersson, T. et Nwanze, K.F. Small Farmers can Energize Rural Economies. *Mail & Guardian*, 29 avril 2011.

Livingston, G. et Hassani, O.A. 2011. Drought in Developing Economies. In *Commonwealth Heads of Government Meeting 2011: Reference Report*. Londres: Henley Media Group.

Nwanze, K.F. Smallholders Play Fundamental Role as Business Partners in Feeding the World. Forum économique mondial, Davos, 26 janvier 2011.

\_\_\_\_\_. Positive News for World's Poor. *The Canberra Times*, 4 avril 2011.

\_\_\_\_\_. 2011. The Importance of Vibrant Rural Economies. In *The G8 Deauville Summit: New World, New Ideas*. Londres/Washington: Newsdesk Media Group; Toronto: Munk School of Global Affairs.

\_\_\_\_\_. 2011. Avant-propos. In *Agribusiness for Africa's Prosperity*. Viennes: Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

\_\_\_\_\_. Fight Hunger: Invest in Agriculture and Rural Enterprise. In *Network Review*, Parliamentary Network on the World Bank (PNoWB), n° 10, septembre 2011.

\_\_\_\_\_. 2011. Advancing Agriculture for Development. In *The G20 Cannes Summit 2011: A New Way Forward*. Londres/Washington: Newsdesk Media Group; Toronto: Munk School of Global Affairs.

\_\_\_\_\_. Food Security, Now and Tomorrow. In *Dialogue*, Alliance against Hunger and Malnutrition, n° 04, décembre 2011.

Nwanze, K.F. et Swaminathan, M.S. Let's Make Climate Change Talks Inclusive. *The Hindu*, 13 novembre 2011.  
<http://www.thehindu.com/opinion/lead/article2624715.ece>

Nwanze, K.F., Thapa, G. et Seth, A. 2011. *A Food Secure World: Challenging Choices for Our North with Opportunities for the South – Food Security and Sustainability in the Tropics*. Document présenté à la Crawford Fund State Parliamentary Conference, sur le thème: 'A Food Secure World: Challenging Choices for Our North with Opportunities for the South', 6 avril, Brisbane, Australie.

Rahman, A. 2011. Potential of Remittances for Rural Development: IFAD Approaches and Experiences. *ICIMOD Labour Migration*, été 2011, 59: 35-37.

Thapa, G. et Gaiha, R. 2011. *Smallholder Farming in Asia and the Pacific: Challenges and Opportunities*. Document présenté à la conférence organisée par le FIDA sur le thème: Investir dans l'agriculture familiale, 24-25 janvier 2011, Rome.

### **Publications externes avec l'appui du FIDA**

- Agritrade 2011: Programa de encadenamientos empresariales. Quinzième édition de Agritrade Expo and Conference, 17-18 mars, Antigua, Guatemala.
- Broadening Coherence and Collaboration for Rural Development through Employment and Decent Work. Expert and Inter-agency Technical Meeting, 14-15 novembre, Rome. Organisation internationale du Travail.
- Enhancing Market Transparency. Agricultural Market Information System (AMIS), <http://www.fao.org/fileadmin/templates/worldfood/images/AMIS.PDF>
- Food in Africa/Nourriture en Afrique. Une collection d'histoires et de photographies de dix photographes africains francophones sur la question de la sécurité alimentaire à travers le continent, dans le cadre de Imagine l'Afrique, un programme de formation de World Press Photo en partenariat avec le FIDA. World Press Photo/FIDA.
- Global Drylands: A UN System-Wide Response. United Nations Environment Management Group  
[http://www.unemg.org/Portals/27/Documents/IMG/LAND/report/Global\\_Drylands\\_Full\\_Report.pdf](http://www.unemg.org/Portals/27/Documents/IMG/LAND/report/Global_Drylands_Full_Report.pdf)
- Good Practices in Building Innovative Rural Institutions to Increase Food Security. Rome: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- Leveraging Migration for Africa: Remittances, Skills and Investments. Publication conjointe Banque mondiale/Banque africaine de développement.

- Price Volatility in Food and Agricultural Markets: Policy Responses. Document d'orientation coordonné par la FAO et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- Pro-poor Value Chain Development: 25 Guiding Questions for Designing and Implementing Agroindustry Projects. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel/Institut danois d'études internationales.
- Re-examination of Supply Response to Changes in Food Commodity Prices in Asian Countries. Economics Discussion Paper Series EDP-1113, Université de Manchester, Royaume-Uni.
- Role of Agriculture in Achieving MDG 1 in Asia and the Pacific Region. Collection de documents de réflexion DP2011-01, Research Institute for Economics and Business Administration, Université de Kobe, Japon.
- Produire plus avec moins: Guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne. Rome: FAO.
- Subsidies as an Instrument in Agriculture Finance: Document de travail conjoint élaboré par le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques (BMZ), la FAO, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), le FIDA, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et la Banque mondiale.
- Transforming Lives Transforming Landscapes. In *The Business of Sustainable Water Buffer Management*. 3R Water Secretariat, Pays-Bas.
- Value Chain Development: Approaches and Activities by Seven UN Agencies and Opportunities for Interagency Cooperation. Genève: Organisation internationale du Travail.

### **Supports de communication**

Le FIDA produit aussi un vaste éventail d'éléments d'information et de plaidoyer.

La **banque d'images** révèle les multiples visages de la vie rurale dans les pays en développement.

<http://photos.ifad.org/asset-bank/action/viewHome>

La **salle des dépêches** publie les communiqués les plus récents sur nos activités.

<http://www.ifad.org/media/index.htm>

Les **bulletins électroniques régionaux** donnent des informations sur les cinq régions du FIDA:

- FIDAction en Afrique de l'Ouest et du Centre (anglais et français)  
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pa/newsletter.htm>
- Progrès en Afrique orientale et australe (anglais, français et portugais)  
<http://www.ifad.org/newsletter/pf/f/index.htm>
- Making a Difference in Asia and the Pacific  
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pi/newsletter.htm>
- Rural Echoes in the Near East and North Africa (anglais et arabe)  
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pn/newsletters.htm>

- Rural Perspectives: Sharing Experiences from Latin America and the Caribbean (anglais et espagnol)

<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pl/newsletter.htm>

Le **blog social** du FIDA permet de rester informé des événements et des faits nouveaux sur le terrain et au siège.

<http://ifad-un.blogspot.com>

Les **récits recueillis sur le terrain** présentent de façon vivante des projets réussis.

<http://www.ifad.org/story/index.htm>

Les **fiches techniques** fournissent des informations pertinentes sur des questions de développement, les pays et les régions du monde entier.

<http://www.ifad.org/pub/factsheet/index.htm>

**Nos vidéos** font connaître les succès et les difficultés des activités que nous appuyons dans le monde entier.

<http://www.ifad.org/video/index.htm>

Sans parler de notre page Web **Documents et publications**.

<http://www.ifad.org/pub/index.htm>

Pour plus d'informations sur nos publications diffusées sur le terrain, prière de consulter le lien suivant:

<http://www.ifad.org/contacts.htm#country>

# États financiers consolidés

pour l'exercice clos le 31 décembre 2011\*

<b>Appendice A</b>	Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)	1
<b>Appendice B</b>	État du résultat global (chiffres consolidés et FIDA seulement)	2
<b>Appendice B1</b>	État des bénéficiaires non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement)	4
<b>Appendice C</b>	État consolidé des flux de trésorerie	5
<b>Appendice D</b>	Notes relatives aux états financiers consolidés	6
<b>Appendice D1</b>	État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés	23
<b>Appendice E</b>	État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)	30
<b>Déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière</b>		31
<b>Rapport du Commissaire aux comptes</b>		34
<b>Appendice F</b>	Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux	40
<b>Appendice G</b>	État des contributions	41
<b>Appendice H</b>	État des prêts	49
<b>Appendice H1</b>	État des dons – FIDA seulement	56
<b>Appendice H2</b>	Cadre pour la soutenabilité de la dette – FIDA seulement	57
<b>Appendice I</b>	État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés	58
<b>Appendice J</b>	État récapitulatif des opérations liées à l'Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti	59
<b>Appendice K</b>	État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)	60

Dans les présents états financiers, les codes utilisés pour les devises sont ceux de la norme internationale 4217 établie par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), à Genève, et le droit de tirage spécial (DTS). Les notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D) font partie intégrante des états financiers.

\* Tels que soumis pour approbation à la cent cinquantième session du Conseil d'administration, en avril 2012, lequel les soumettra ensuite à la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs pour approbation, conformément à l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA.



**Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)**

Aux 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Actifs</i>	<i>Chiffres consolidés</i>		<i>FIDA seulement</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	390 269	716 363	233 725	219 788
Placements (note 4)	2 766 238	2 508 252	2 263 016	2 371 260
Billets à ordre à encaisser (note 5)	295 610	438 775	295 610	422 250
Contributions à recevoir (note 5)	381 837	478 509	192 549	328 468
À déduire provisions (note 6)	(168 548)	(168 448)	(168 548)	(168 448)
Montant net des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser	508 899	748 836	319 611	582 270
Autres sommes à recevoir (note 7)	141 936	103 096	275 811	231 777
Actifs fixes (note 8)	3 755	3 458	3 755	3 458
Encours des prêts (note 9 et appendice H)	4 532 672	4 257 358	4 532 672	4 257 358
À déduire provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9a))	(23 366)	(24 099)	(23 366)	(24 099)
À déduire provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 11 b) et appendice I)	(53 768)	(80 937)	(53 768)	(80 937)
Encours net des prêts	4 455 538	4 152 322	4 455 538	4 152 322
<b>Total actif</b>	<b>8 266 635</b>	<b>8 232 327</b>	<b>7 551 456</b>	<b>7 560 875</b>

<i>Passif et fonds propres</i>	<i>Chiffres consolidés</i>		<i>FIDA seulement</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
<b>Passif</b>				
Sommes à payer et passif exigible (note 12)	280 991	268 594	287 718	279 374
Dons non décaissés (note 14)	315 016	263 729	93 846	78 462
Recettes reportées (note 13)	208 457	177 342	98 497	78 303
Emprunt au titre du Fonds fiduciaire espagnol (note 15)	376 273	383 026	0	0
<b>Total passif</b>	<b>1 180 737</b>	<b>1 092 691</b>	<b>480 061</b>	<b>436 139</b>
<b>Fonds propres</b>				
Contributions				
Ordinaires	6 241 199	6 137 537	6 241 199	6 137 537
Spéciales	20 349	20 349	20 349	20 349
<b>Total contributions (appendice G)</b>	<b>6 261 548</b>	<b>6 157 886</b>	<b>6 261 548</b>	<b>6 157 886</b>
Réserve générale	95 000	95 000	95 000	95 000
Bénéfices non distribués	729 350	886 750	714 847	871 850
<b>Total fonds propres</b>	<b>7 085 898</b>	<b>7 139 636</b>	<b>7 071 395</b>	<b>7 124 736</b>
<b>Total passif et fonds propres</b>	<b>8 266 635</b>	<b>8 232 327</b>	<b>7 551 456</b>	<b>7 560 875</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

**État consolidé du résultat global**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2010
<b>Recettes</b>		
Produit des prêts	54 964	50 668
Produit des liquidités et des placements (note 17)	110 838	85 448
Recettes provenant d'autres sources (note 18)	13 535	10 035
Recettes provenant des contributions (note 19)	133 541	142 873
<b>Total des recettes</b>	<b>312 878</b>	<b>289 024</b>
<b>Dépenses d'exploitation (note 20)</b>		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 21)	(94 561)	(80 820)
Dépenses administratives courantes	(38 311)	(34 343)
Consultants et personnel extérieur	(40 035)	(39 410)
Institutions coopérantes	(3 173)	(3 151)
Frais financiers directs (banques et placements) (note 24)	(3 715)	(4 355)
<b>Sous-total des dépenses d'exploitation</b>	<b>(179 795)</b>	<b>(162 092)</b>
Charges d'intérêt des prêts	(6 060)	(13)
Provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	12 060	2 187
Recette/(dépenses) au titre de l'Initiative PPTE (note 26)	56 445	(25 127)
Dons (note 22)	(178 826)	(172 583)
Projets CSD (note 23)	(76 331)	(39 378)
Dépréciation (note 8)	(910)	(615)
<b>Total des dépenses</b>	<b>(373 417)</b>	<b>(397 608)</b>
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses avant ajustement sur la base de la juste valeur</b>	<b>(60 539)</b>	<b>(108 584)</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 25)	(35 666)	28 274
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses</b>	<b>(96 205)</b>	<b>(80 310)</b>
<b>Autres éléments du résultat global:</b>		
Pertes de change (note 16)	(69 150)	(43 342)
Variation de la provision pour plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) (note 21)	7 955	10 600
<b>(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global</b>	<b>(61 195)</b>	<b>(32 742)</b>
<b>(Déficit)/excédent total du résultat global</b>	<b>(157 400)</b>	<b>(113 052)</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

**État du résultat global (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2010
<b>Recettes</b>		
Produit des prêts	54 964	50 667
Produit des liquidités et des placements (note 17)	97 979	84 271
Recettes provenant d'autres sources (note 18)	15 283	14 412
Recettes provenant des contributions (note 19)	1 216	24
<b>Total des recettes</b>	<b>169 442</b>	<b>149 374</b>
<b>Dépenses d'exploitation (note 20)</b>		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 21)	(90 691)	(77 880)
Dépenses administratives courantes	(35 746)	(32 404)
Consultants et personnel extérieur	(36 282)	(34 496)
Institutions coopérantes	(2 070)	(2 377)
Frais financiers directs (banques et placements)	(3 616)	(4 288)
<b>Sous-total des dépenses d'exploitation</b>	<b>(168 405)</b>	<b>(151 445)</b>
Provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	12 060	2 187
Recette/(dépenses) au titre de l'Initiative PPTE (note 26)	56 445	(25 127)
Dons (note 22)	(59 017)	(43 337)
Dépenses CSD (note 23)	(76 331)	(39 378)
Dépréciation (note 8)	(910)	(615)
<b>Total des dépenses</b>	<b>(236 158)</b>	<b>(257 715)</b>
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses avant ajustement sur la base de la juste valeur</b>	<b>(66 716)</b>	<b>(108 341)</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 25)	(33 726)	27 103
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses</b>	<b>(100 442)</b>	<b>(81 238)</b>
<b>Autres éléments du résultat global:</b>		
Pertes de change	(64 516)	(34 728)
Variation de la provision pour plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) (note 21)	7 955	10 600
<b>(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global</b>	<b>(56 561)</b>	<b>(24 128)</b>
<b>(Déficit)/excédent total du résultat global</b>	<b>(157 003)</b>	<b>(105 366)</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

**État consolidé des bénéfices non distribués**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2009</b>	<b>999 802</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses	(80 310)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global	(32 742)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2010</b>	<b>886 750</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses	(96 205)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global	(61 195)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2011</b>	<b>729 350</b>

**État des bénéfices non distribués (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2009</b>	<b>977 216</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses	(81 238)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global	(24 128)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2010</b>	<b>871 850</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses	(100 442)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global	(56 561)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2011</b>	<b>714 847</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

**État consolidé des flux de trésorerie**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2010
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations du FIDA</b>		
Intérêts sur prêts	52 600	54 938
Contributions autres que celles destinées aux reconstitutions	163 193	71 886
Autres sommes (payées)/reçues	25 465	(27 072)
Dépenses d'exploitation et autres paiements	(174 963)	(156 996)
Décaissements au titre des dons (FIDA)	(42 244)	(39 873)
Décaissements au titre des dons (fonds supplémentaires)	(88 759)	(92 175)
Décaissements au titre des projets CSD	(76 331)	(39 378)
Transfert aux liquidités soumises à restriction	(1)	(451)
<b>Flux nets de trésorerie dégagés par les activités d'exploitation</b>	<b>(141 040)</b>	<b>(229 121)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		
Décaissements des prêts	(549 682)	(457 577)
Remboursements de prêts – principal	234 996	219 708
Nouveaux placements détenus jusqu'à échéance	(424 329)	0
Somme reçue/(payée) au titre des placements	57 509	74 880
<b>Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement</b>	<b>(681 506)</b>	<b>(162 989)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>		
Contributions aux reconstitutions	356 319	320 493
Emprunt au titre du Fonds fiduciaire espagnol	(13)	383 013
<b>Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités de financement</b>	<b>356 306</b>	<b>703 506</b>
<b>Effet des variations de change sur les liquidités et équivalents</b>	<b>(16 964)</b>	<b>8 892</b>
<b>(Diminution)/augmentation nette des liquidités et équivalents non soumis à restriction</b>	<b>(483 204)</b>	<b>320 288</b>
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en début d'exercice	2 825 260	2 504 972
<b>Liquidités et équivalents non soumis à restriction en fin d'exercice</b>	<b>2 342 056</b>	<b>2 825 260</b>
<b>DONT:</b>		
Liquidités non soumises à restriction	389 764	715 856
Placements non soumis à restriction, à l'exclusion des placements détenus jusqu'à échéance et des comptes de dettes	1 952 292	2 109 404
<b>Liquidités et équivalents en fin d'exercice</b>	<b>2 342 056</b>	<b>2 825 260</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

**Notes relatives aux états financiers consolidés**

**NOTE 1**

**BRÈVE DESCRIPTION DU FONDS ET DE LA NATURE DE SES OPÉRATIONS**

Le Fonds international de développement agricole (ci-après dénommé le FIDA ou le Fonds) est une institution spécialisée des Nations Unies qui existe depuis le 30 novembre 1977, date à laquelle l'Accord portant création du FIDA est entré en vigueur, et qui a son siège à Rome (Italie). Le Fonds et ses opérations sont régis par cet accord.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) peut devenir membre du Fonds. Celui-ci a pour ressources les contributions des États membres, les contributions spéciales provenant d'États non membres et d'autres sources, et le produit de ses opérations.

Le Fonds a pour objectif de mobiliser des ressources additionnelles qui devront essentiellement être affectées, à des conditions de faveur, au financement de projets expressément conçus pour améliorer les systèmes de production alimentaire, le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement. Le Fonds mobilise ressources et savoirs dans le cadre d'une coalition dynamique associant les ruraux pauvres, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, y compris des cofinanceurs. Les financements provenant d'autres sources que les reconstitutions, sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines, font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA.

**NOTE 2**

**PRINCIPALES RÈGLES COMPTABLES**

Les principales règles comptables appliquées pour la préparation de ces états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, elles ont été régulièrement appliquées à tous les exercices pour lesquels des états financiers ont été présentés.

**a) Principes de base**

Les états financiers consolidés du Fonds sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière appelées normes IFRS et selon la méthode de calcul au coût historique, à l'exception de certains actifs et engagements qui sont comptabilisés sur la base de leur juste valeur et de leur coût amorti selon la méthode des taux d'intérêt effectifs. Des informations sont données séparément dans les comptes là où elles sont jugées présenter un intérêt pour le lecteur.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS exige que soient effectuées certaines estimations comptables essentielles. Elle suppose aussi que la direction fasse usage de jugement pour l'application des règles comptables. Les domaines dans lesquels l'exercice de ce jugement est plus poussé ou plus complexe ou dans lesquels les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont indiqués dans la note 3.

**b) Périmètre de consolidation**

Les financements sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA. C'est pourquoi le Fonds établit des comptes consolidés qui incluent les opérations et les soldes des entités suivantes:

- le Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA);
- Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie (FGC)
- d'autres fonds supplémentaires, notamment les dons d'assistance technique, les cofinancements, les financements obtenus pour le programme de cadres associés, les fonds supplémentaires thématiques et

programmatisés, le Programme conjoint FIDA-Fonds belge pour la sécurité alimentaire (PC-FBSA) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM);

- le Fonds fiduciaire du FIDA au titre l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE);
- le Fonds fiduciaire du FIDA pour le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS);
- le compte administratif de l'Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti (initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti);
- Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol)

Ces entités sont directement liées aux activités de base du FIDA et largement contrôlées par ce dernier. Les données les concernant sont donc consolidées dans les états financiers du FIDA pour donner une vue plus complète et plus claire de la situation. Toutes les opérations et tous les soldes constatés entre ces entités ont été éliminés. Des états financiers supplémentaires pour ces fonds peuvent être établis sur demande pour les donateurs qui en ont besoin.

À la différence des autres entités hébergées par le FIDA, le programme de travail du PC-FBSA est préparé par le FIDA et arrêté chaque année avec l'accord du Gouvernement belge lors d'une réunion du comité directeur. Le PC-FBSA est une entité complémentaire dont les opérations font partie des activités de base du FIDA.

**Entités hébergées par le FIDA.** Il existe d'autres entités que le FIDA héberge mais dont les opérations ne font pas partie de ses activités principales et ne sont donc pas consolidées dans les comptes du FIDA. Il s'agit en l'occurrence de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (anciennement "Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté"), de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF) et du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

**c) Conversion des monnaies et variations de change**

Les postes inclus dans les états financiers consolidés sont chiffrés dans la monnaie en usage dans l'environnement économique principal dans lequel s'exercent les activités de l'entité ("la monnaie fonctionnelle"). Dans le cas du FIDA, cette monnaie est le dollar des États-Unis. C'est donc en dollar des États-Unis que sont présentés ces états financiers consolidés du FIDA.

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés dans l'état du résultat global.

Les résultats et la situation financière des entités/fonds dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans cette dernière monnaie, comme suit:

- Les actifs et passifs sont convertis au taux de clôture, de même que les recettes et dépenses.
- Toutes les différences de change qui en résultent sont comptabilisées comme éléments distincts des fonds propres.

**d) Comptabilisation des actifs et passifs financiers**

**Fonds propres**

Ils comprennent les trois éléments suivants: **i) Contributions (fonds propres); ii) Réserve générale; et iii) Bénéfices non distribués.**

## Appendice D

### i) Contributions (fonds propres)

#### a) Généralités

Les contributions que chaque Membre doit verser au Fonds sont payables à l'échéance en monnaies librement convertibles; toutefois, jusqu'à la fin de la période de la troisième reconstitution, les Membres de la catégorie III pouvaient verser leur contribution dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible. Les contributions doivent être versées en espèces mais, dans la mesure où le Fonds n'a pas un besoin immédiat d'une partie de la contribution pour ses opérations, cette partie peut être versée sous forme de billets à ordre non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêt ou d'obligations payables à vue.

Une contribution destinée à la reconstitution des ressources du FIDA est comptabilisée intégralement comme actif et comme somme à recevoir lorsque le Membre concerné dépose son instrument de contribution. Les montants à recevoir des États membres au titre de leur contribution et autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre, sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur, conformément à la norme IAS 39, au niveau 2 (note 3).

#### b) Provisions

Les principes applicables aux provisions pour arriérés de contribution des États membres sont les suivants:

i) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 24 mois, il est constitué une provision égale à la valeur de tous les arriérés de contribution ou de tous les tirages non honorés sur l'encours du billet ou des billets à ordre en question.

ii) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 48 mois ou plus, il est constitué une provision égale à la valeur totale des contributions impayées du Membre concerné ou à la valeur totale du billet ou des billets à ordre souscrits par celui-ci pour la période de financement considérée (c'est-à-dire pour la période de reconstitution).

iii) La date de clôture de l'exercice sert actuellement de point de référence pour le calcul des délais de 24 et de 48 mois.

### ii) Réserve générale

La Réserve générale, qui ne peut être utilisée qu'à des fins autorisées par le Conseil des gouverneurs, a été établie pour répondre à la nécessité de se prémunir contre le risque de surengagement des ressources du Fonds qui pourrait découler des fluctuations des taux de change, et contre les retards éventuels dans la perception par le Fonds des paiements au titre du service des prêts ou dans le recouvrement des sommes qui lui sont dues au titre du placement de ses avoirs liquides. L'intention est également de couvrir le risque de surengagement qui pourrait découler d'une diminution de la valeur des actifs du Fonds par suite de fluctuations de cours affectant ses placements.

Le niveau de la Réserve générale fait l'objet d'un examen tous les trois ans.

### iii) Bénéfices non distribués

Les bénéfices non distribués représentent l'excédent des recettes sur les dépenses, sans compter les effets des variations de change. D'un point de vue opérationnel, il convient de se reporter à l'état des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice F).

#### e) Prêts

#### i) Généralités

Les prêts du FIDA sont uniquement accordés à des pays en développement qui sont Membres du Fonds ou à des organisations intergouvernementales dont ces pays font partie. Dans ce dernier cas, le Fonds peut exiger des garanties gouvernementales ou autres. Un prêt prend effet ou entre en vigueur lorsque les conditions préalables ont été remplies. Les décaissements peuvent commencer dès la signature du prêt.

Tous les prêts du FIDA sont approuvés et leur remboursement, ainsi que le paiement des intérêts dont ils sont assortis, doivent être effectués dans la monnaie spécifiée dans l'accord de prêt, pour un montant équivalant à la somme due en DTS, calculé sur la base des taux appliqués par le Fonds monétaire international aux dates correspondantes. Les prêts approuvés sont décaissés en faveur des emprunteurs conformément aux dispositions de l'accord de prêt.

Actuellement, les conditions de prêt sont les suivantes:

a) Les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables seront exempts d'intérêts mais supporteront une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et comporteront un délai de remboursement de quarante (40) ans, dont un différé d'amortissement de dix (10) ans; b) les prêts consentis à des conditions durcies seront exempts d'intérêts mais supporteront une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et comporteront un délai de remboursement de vingt (20) ans, dont un différé d'amortissement de dix (10) ans; c) les prêts consentis à des conditions intermédiaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cinquante pour cent (50%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement de vingt (20) ans, dont un différé d'amortissement de cinq (5) ans; d) les prêts consentis à des conditions ordinaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cent pour cent (100%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement allant de quinze (15) ans à dix-huit (18) ans, dont un différé d'amortissement de trois (3) ans; et e) aucune commission d'engagement ne sera prélevée sur les prêts.

### ii) Prêts à des États non membres

À sa vingt et unième session en février 1998, le Conseil des gouverneurs a, dans sa résolution 107/XXI, approuvé l'établissement d'un fonds spécifiquement destiné à financer des prêts pour Gaza et la Cisjordanie (FGC). Il a été à cet effet dérogé à l'application de l'article 7, section 1 b), de l'Accord portant création du FIDA. L'aide financière, y compris sous forme de prêts, est transférée au FGC par décision du Conseil d'administration, et son remboursement, le cas échéant, est imputé directement aux ressources ordinaires du FIDA.

### iii) Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE)

Le FIDA participe à l'Initiative – initiale et renforcée – du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés dans le cadre de sa politique générale en matière de gestion des partenariats opérationnels avec des pays susceptibles d'avoir des arriérés à l'égard du FIDA en raison du poids du service de leur dette. Plus précisément, le FIDA accorde des allègements de dette en annulant, au profit des pays qui remplissent les conditions requises, une fraction de leurs obligations au titre du service de la dette, à mesure que celles-ci deviennent exigibles.

En 1998, le FIDA a établi un fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE. Ce fonds reçoit du FIDA et d'autres sources des ressources spécifiquement destinées à compenser la diminution convenue au titre de l'Initiative PPTE des remboursements au(x) compte(s) de prêt. Les montants correspondant aux obligations annulées au titre du service de la dette doivent être remboursés au fur et à mesure par le fonds fiduciaire (c'est-à-dire au moment où lesdites obligations arrivent à échéance), dans la limite des ressources disponibles.

Le Conseil d'administration approuve chaque allègement de dette consenti à un pays en valeur actuelle nette et la fraction de principal correspondant à cet allègement, estimée en valeur nominale, est ensuite inscrite au poste Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE et comptabilisée en charge au poste Dépenses au titre de l'Initiative PPTE sur l'état du résultat global. Les hypothèses sur lesquelles reposent ces estimations font l'objet de révisions périodiques. L'estimation de la valeur des imputations effectuées au titre de l'Initiative PPTE comporte un élément discrétionnaire important.

La dépense comptabilisée est ensuite compensée et la provision cumulée réduite à proportion des sommes fournies par les donateurs extérieurs et versées par l'intermédiaire du fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE, pour financer les allègements de dette.

En novembre 2006, le FIDA a été autorisé à accéder aux ressources propres du Fonds fiduciaire PPTE administré par la Banque mondiale afin de contribuer au financement des allègements de dette à accorder aux pays qui atteignent le point d'achèvement. Les financements consentis sont calculés sur la base de la valeur actuelle nette de l'estimation des flux futurs liés aux allègements de dette.

#### **iv) Comptabilisation des prêts**

Conformément à la norme IAS 39, les prêts sont initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur le premier jour (au moment du versement intégral du montant du prêt à l'emprunteur) puis sur la base du coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs. La juste valeur est calculée à l'aide d'un modèle en actualisant la valeur estimée des flux de trésorerie futurs générés par le prêt, dans la monnaie dans laquelle celui-ci est libellé, au moment de la clôture du prêt (c'est-à-dire lorsque celui-ci est entièrement décaissé). Les taux d'actualisation sont calculés en fonction de la courbe des taux d'intérêt prévus pour l'année de clôture, selon la monnaie dans laquelle le prêt est libellé. Le facteur d'actualisation appliqué n'est pas ajusté en fonction du risque-pays compte tenu de la très faible probabilité de non-recouvrement qui caractérise le portefeuille de prêts du FIDA. Cependant, tous les prêts en cours sont analysés et s'il existe une indication objective de dépréciation de ces actifs, une provision est constituée. Cette méthode d'évaluation à la juste valeur relève du niveau 2 (note 3).

#### **v) Provision cumulée pour dépréciation**

Les retards dans les paiements au titre des prêts entraînent des pertes en valeur actuelle pour le Fonds puisqu'il ne prélève pas de droit ou d'intérêt supplémentaire sur les arriérés dus au titre des intérêts ou du principal des prêts. La provision est égale à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial (c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation du prêt). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer avec quelque degré de certitude ce que seront les flux de trésorerie produits par un prêt (comme c'est le cas pour tous les prêts ayant jusqu'à présent donné lieu à la constitution d'une provision), on peut appliquer une méthode semblable à celle en usage pour le provisionnement des contributions des États membres. Ainsi, une provision sera constituée dès lors qu'un versement dû au titre du prêt aura plus de 24 mois de retard. Une provision est également constituée pour les échéances du même prêt en retard de moins de 24 mois. Tous les montants impayés à la date d'expiration de ce délai sont considérés comme inclus dans la provision, même si une partie de l'encours du prêt est ultérieurement remboursée. Lorsque le retard dépasse 48 mois, la provision s'applique à l'intégralité du principal non remboursé. La date à partir de laquelle commencent à courir les délais susmentionnés est celle du bilan. Le Fonds n'a passé par pertes et profits aucun de ses prêts.

#### **vi) Situation de non-comptabilisation**

Les recettes au titre des prêts sont comptabilisées selon le système de l'exercice. En cas de paiements en retard de plus de 180 jours, les intérêts et commissions de service ne sont comptabilisés comme produits que lorsqu'ils sont effectivement reçus. Des démarches se poursuivent auprès des gouvernements intéressés afin d'obtenir le règlement de ces impayés.

#### **f) Placements**

Le portefeuille de titres du Fonds contient des titres de placement ainsi que certains titres sélectionnés qu'il entend conserver jusqu'à échéance. Le Fonds comptabilise ses titres de placement à leur juste valeur, à part ceux qu'il entend conserver jusqu'à échéance et qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur est la valeur boursière à la date du bilan (juste valeur de niveau 1, voir note 3). Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sur les titres sont comptabilisées dans le produit des placements. Les gains et les pertes de change réalisés ou latents sont inscrits au compte des variations de change. Tous les achats et les ventes de titres de placement sont comptabilisés à la date de la transaction. Les produits dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de signature du contrat correspondant, puis réévalués sur cette même base ultérieurement. La majeure partie des produits dérivés étant utilisés comme instruments de couverture (bien que non comptabilisés comme tels), les variations de leur juste valeur sont immédiatement constatées sur l'état du résultat global.

#### **g) Liquidités et équivalents**

Les liquidités et équivalents comprennent les disponibilités et les dépôts à vue auprès des banques, ainsi que les placements immédiatement réalisables à la date du bilan. Le montant net des sommes à payer au titre des placements et les titres détenus jusqu'à échéance ne sont pas compris dans les placements immédiatement réalisables à des fins de trésorerie.

#### **h) Contributions (non comptabilisées dans les fonds propres)**

Les contributions non destinées à la reconstitution des ressources sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes. Pour les activités de cofinancement, les contributions reçues sont inscrites comme produit dans les comptes de l'exercice au cours duquel le don entre en vigueur. Les contributions pour les dons programmatiques, le programme de cadres associés, le programme conjoint PC-FBSA et les autres fonds supplémentaires sont inscrites au bilan comme recettes reportées et sont comptabilisées comme produits dans l'état du résultat global, à hauteur du montant des charges liées aux projets. Lorsque cela est spécifié dans les accords avec les donateurs, les contributions reçues (y compris les frais de gestion), plus l'intérêt produit, auxquelles ne correspondent pas encore de dépenses directes sont reportées à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Cette méthode est conforme aux principes comptables adoptés en ce qui concerne les fonds supplémentaires combinés du FIDA et présente plus clairement la nature sous-jacente des soldes en question. On trouvera une liste de ces contributions à l'appendice D1.

Des donateurs individuels ont apporté leur concours au FIDA sous forme de ressources humaines (cadres associés) pour l'aider dans ses activités. Les contributions ainsi reçues des donateurs sont comptabilisées comme des recettes et les coûts correspondants sont imputés aux dépenses de personnel.

#### **i) Dons**

L'Accord portant création du FIDA habilite ce dernier à accorder des dons à ses États membres ou à des organisations intergouvernementales auxquelles participent ses Membres, selon les modalités qu'il juge appropriées.

Les dons sont comptabilisés comme des dépenses à leur date d'entrée en vigueur à hauteur du montant approuvé et portés au passif pour les montants non décaissés à leur juste valeur conformément à la norme IAS 39 (juste valeur de niveau 2, voir note 3). À la suite de l'approbation par le Conseil d'administration de la version révisée des Conditions générales applicables au financement du développement agricole (avril 2009), les dons prennent effet à la date d'entrée en vigueur de l'accord de don à compter de laquelle le bénéficiaire est en droit d'engager des dépenses admissibles.

Les dons annulés sont déduits des dépenses de l'exercice au cours duquel l'annulation prend effet.



**j) Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)**

Dans le cadre du CSD, les pays admis à emprunter à des conditions particulièrement favorables reçoivent une aide financière sous forme de dons et non de prêts. Le manque à gagner sur le montant principal de l'aide doit être compensé par le pays membre bénéficiaire au fur et à mesure des échéances (selon le calendrier de remboursement du prêt sous-jacent), tandis que le FIDA abandonne les intérêts. Les modalités de compensation du principal seront négociées lors de futures consultations sur les reconstitutions. Les financements consentis dans le cadre du CSD sont régis par les Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole. Les projets financés au titre du CSD sont exécutés sur une période assez longue; ils sont comptabilisés comme des dépenses sur l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel leurs bénéficiaires remplissent les conditions requises pour le décaissement des financements correspondants.

**k) Emprunt au titre du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire**

Le Fonds fiduciaire espagnol a été créé en 2010. Le 31 décembre 2010, il a été doté d'un montant de 385,5 millions d'EUR (383,0 millions d'USD) prêtés par l'Espagne. Cet engagement est comptabilisé à sa juste valeur, au niveau 2 (note 3). Les fonds serviront à financer des prêts en faveur des emprunteurs du FIDA (à l'exception des pays bénéficiaires du CSD), selon les procédures en vigueur.

Les remboursements du Fonds fiduciaire s'effectueront parallèlement aux remboursements des pays emprunteurs sur une période de 45 ans, avec un différé d'amortissement de cinq ans. Le taux d'intérêt payé à l'Espagne sera un taux variable basé sur l'Euribor à 12 mois. Les intérêts seront versés à l'Espagne le 15 janvier de chaque année; ils seront comptabilisés sur la base des droits constatés.

Les liquidités du Fonds fiduciaire espagnol seront investies de manière à couvrir les besoins de décaissement tout en générant un niveau adéquat de rendement corrigé des risques.

Le produit excédentaire des placements sera déposé dans un compte de réserve permettant au FIDA de gérer les risques.

S'il s'avère que le Fonds fiduciaire espagnol ne dispose pas de ressources suffisantes pour faire face à ses engagements de paiement, l'Espagne fournira des fonds supplémentaires.

**l) Régimes applicables au personnel**

**i) Obligations concernant les pensions**

Le FIDA est membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui a été créée pour assurer aux fonctionnaires concernés des prestations de retraite ainsi que des indemnités en cas de décès, d'invalidité et autres. Son personnel est donc couvert par un régime de retraite par capitalisation à prestations définies. L'obligation financière du Fonds vis-à-vis de la Caisse se compose d'une cotisation obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies majorée, le cas échéant, d'une part du déficit actuariel, conformément aux dispositions de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Cette part de déficit ne doit être payée que lorsque l'Assemblée générale décide de recourir aux dispositions de l'article 26, après qu'une estimation actuarielle de l'actif de la Caisse a déterminé la nécessité d'un tel paiement à la date d'évaluation. Au moment où les présents états ont été établis, l'Assemblée générale n'avait pas eu recours auxdites dispositions.

La méthode actuarielle adoptée pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies repose sur l'approche globale avec entrants. Le coût des prestations est comptabilisé en charge dans l'état des recettes et des dépenses de manière à être réparti sur les années de service des employés, conformément aux conseils des actuaires qui effectuent une évaluation complète du régime

tous les deux ans. La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux actuels et anciens fonctionnaires d'autres organisations et en conséquence il n'existe pas de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les avoirs de la Caisse et les coûts entre les organisations participantes. Étant donné que le FIDA – comme les autres organisations participantes – n'est pas en mesure de déterminer avec suffisamment de fiabilité, à des fins comptables, ce que représente sa part de la position financière et de la performance de la Caisse des pensions, il ne comptabilise rien dans son actif à cet égard, et ne présente aucune autre information ayant trait aux prestations de retraite, comme le rendement des avoirs de la Caisse.

**ii) Couverture médicale après cessation de service**

Le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à un plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'intention des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. Ce plan d'assurance maladie repose sur le principe de la répartition, c'est-à-dire qu'il finance les dépenses annuelles sur les budgets annuels et les cotisations du personnel. Depuis 2006, une évaluation indépendante du plan d'assurance maladie a lieu chaque année.

Conformément à la norme IAS 19, le FIDA a créé un fonds fiduciaire dans lequel il transfère les fonds nécessaires pour financer les engagements actuariels.

**m) Provisions**

Des provisions sont établies quand le Fonds a une obligation juridique réelle ou présumée découlant de faits passés, quand il est probable qu'un prélèvement de ressources sera nécessaire pour s'acquitter de cette obligation, et quand le montant de l'obligation se prête à une estimation fiable. Les indemnités à verser aux fonctionnaires au titre des congés annuels et de la cessation de service sont comptabilisées au moment où elles sont dues. Une provision est constituée à hauteur du montant estimatif de ces indemnités, à raison des services rendus par les fonctionnaires jusqu'à la date d'établissement du bilan.

**n) Imposition**

Le FIDA est une institution spécialisée des Nations Unies et, en tant que telle, jouit du privilège d'exemption fiscale en vertu de la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Accord entre la République italienne et le Fonds relatif au siège permanent du FIDA. Les prélèvements fiscaux s'appliquant aux éléments pour lesquels l'exemption n'a pas encore été obtenue sont déduits directement du produit des placements correspondants.

**o) Comptabilisation des recettes**

Les recettes provenant des commissions de service et d'autres sources sont inscrites dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes (fourniture de biens ou de services).

**p) Actifs fixes – actifs incorporels**

Les achats de biens mobiliers et d'équipements d'une certaine importance sont inscrits au bilan. Ces actifs sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée, selon le schéma suivant:

- Aménagements et installations 10 ans
- Mobilier 5 ans
- Matériel de bureau 4 ans

Les coûts de développement de logiciels sont comptabilisés comme des actifs incorporels si de cette immobilisation résultent des avantages économiques futurs pour l'organisation. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée du logiciel considéré (deux à cinq ans). Les aménagements des locaux loués sont comptabilisés comme des actifs incorporels amortissables de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée (durée du bail portant sur les locaux du siège du FIDA).

## Appendice D

### q) Ressources du FIDA disponibles pour engagement

Les ressources disponibles pour engagement sont constituées par les ressources en monnaies librement convertibles, telles qu'elles sont définies à la section 1 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, qui ont été versées par les Membres et d'autres entités ou qui proviennent ou proviendront du produit des opérations ou des remboursements de prêts effectués par les emprunteurs, dans la mesure où lesdites ressources n'ont pas déjà été engagées pour des prêts et des dons ou versées à la Réserve générale.

Les principes qui déterminent les ressources disponibles pour engagement sont les suivants:

- i) Seuls les paiements effectifs reçus en espèces ou sous forme de billets à ordre sont inclus dans les ressources disponibles pour engagement. La valeur des montants en espèces ou sous forme de billets à ordre dus au titre des instruments de contribution mais non payés n'est pas comptabilisée dans les ressources disponibles pour engagement.
- ii) Des provisions pour arriérés de paiement au titre des billets à ordre ont été constituées.
- iii) Les billets à ordre et les engagements au titre des prêts (prêts entrés en vigueur mais non décaissés, prêts approuvés et signés mais non encore en vigueur et prêts non encore signés) et les dons non décaissés sont comptabilisés à leur valeur nominale dans l'état des ressources disponibles pour engagement dans la mesure où celui-ci constitue un rapport opérationnel destiné uniquement à des fins de gestion qui n'est donc pas soumis aux règles de la norme IAS 39 concernant les états financiers.
- iv) Le Conseil d'administration peut avoir recours au pouvoir d'engagement anticipé (PEA), avec prudence et circonspection, pour compenser, d'année en année, les fluctuations des ressources disponibles pour engagement et pour constituer une réserve de ressources. Le Fonds a eu recours au PEA en 2011, comme par le passé, les ressources ordinaires ne suffisant pas à financer ses engagements au titre des prêts et des dons.

Un prêt ou un don est considéré comme engagé lorsqu'il est approuvé par l'autorité compétente. Les prêts et les dons de montant élevé doivent être approuvés par le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration examine à chacune de ses sessions l'état des ressources disponibles pour engagement afin de s'assurer que le FIDA dispose des ressources nécessaires pour financer les prêts et les dons soumis à son approbation lors de la session ou susceptibles d'être approuvés suivant la procédure de défaut d'opposition avant la session suivante.

### NOTE 3

#### ESTIMATIONS ET ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION SIGNIFICATIFS

##### a) Estimations et hypothèses retenues

Les estimations et éléments d'appréciation retenus, qui sont régulièrement évalués, se fondent sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment l'anticipation d'événements dont la probabilité est jugée raisonnable au vu des circonstances. Par définition, les estimations comptables qui en résultent équivalent rarement aux résultats effectifs. Les estimations et hypothèses les plus susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des actifs et passifs comptabilisés au cours du prochain exercice sont exposées ci-dessous.

- i) Juste valeur et coût amortis des prêts, dons non décaissés, recettes reportées et sommes à recevoir au titre des billets à ordre et des contributions.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de méthodes d'évaluation.

Les actifs et passifs financiers comptabilisés au bilan à leur juste valeur sont affectés à une catégorie sur la base de la technique d'évaluation appliquée:

Niveau 1: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix cotés pour des actifs ou passifs analogues, ou de modèles de valorisation dans lesquels toutes les données significatives sont observables soit directement, soit indirectement, pour toute la durée de vie de l'actif ou du passif concerné.

Niveau 3: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base de prix ou de techniques d'évaluation utilisant des données qui ne sont pas observables et qui ont des conséquences sur la mesure globale de la juste valeur.

##### ii) Initiative PPTE

L'estimation des pertes imputables à l'Initiative PPTE et aux arriérés de remboursement des prêts repose dans une large mesure sur le jugement de la direction. Les principales hypothèses retenues pour les calculs concernent le taux de change entre le DTS et le dollar des États-Unis, la date d'entrée en vigueur de l'allègement de dette et le niveau des décaissements.

#### b) Éléments d'appréciation intervenant dans l'application des règles comptables

##### i) Comptabilisation à la juste valeur

Conformément aux normes internationales d'information financière, le FIDA établit ses comptes sur la base de la juste valeur. Le rapprochement des chiffres calculés selon cette méthode et selon celle du coût amorti a été effectué sur la base des intérêts effectifs et des valeurs nominales pour les prêts, les sommes à recevoir, les dons non décaissés et les recettes reportées.

### NOTE 4

#### SOLDE DES LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS

##### Ventilation des soldes (consolidés)

	En milliers d'USD	
	2011	2010
Liquidités non soumises à restriction	389 764	715 856
Liquidités soumises à restriction	505	507
<b>Sous-total des liquidités</b>	<b>390 269</b>	<b>716 363</b>
Placements au cours du marché non soumis à restriction	1 954 168	2 110 139
Placements détenus jusqu'à échéance	811 641	397 662
Placements soumis à restriction	429	451
<b>Sous-total des placements</b>	<b>2 766 238</b>	<b>2 508 252</b>
<b>Total des liquidités et placements</b>	<b>3 156 507</b>	<b>3 224 615</b>

La composition du portefeuille par entité au 31 décembre était la suivante:

	En milliers d'USD	
	2011	2010
FIDA	2 496 741	2 591 048
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	65 771	57 796
Fonds fiduciaire PPTE	25 935	9 292
Programme conjoint-FBSA	18 995	5 791
Fonds supplémentaires	119 164	146 655
Fonds fiduciaire espagnol	388 622	383 012
Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti (appendice J)	41 279	31 021
<b>Total des liquidités et placements</b>	<b>3 156 507</b>	<b>3 224 615</b>

## Appendice D

### *i) Liquidités et placements soumis à restriction*

Au 31 décembre 2011, les liquidités et placements détenus par le Fonds en monnaies non librement convertibles s'élevaient respectivement à 54 000 USD (57 000 USD en 2010) et à 430 000 USD (451 000 USD en 2010).

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les montants versés au Fonds par les États membres de l'ancienne catégorie III dans leur monnaie nationale, au titre de leurs contributions initiales ou de leurs contributions additionnelles, sont soumis à restriction.

En 2010, le FIDA a ouvert un compte bloqué dont le solde se montait à 451 440 USD en fin d'année au 31 décembre 2011 (450 588 USD en 2010).

### *ii) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par instrument*

Au 31 décembre 2011, les liquidités et les placements évalués aux cours du marché, y compris les sommes à payer et à recevoir, se chiffraient à 3 114 799 000 USD (3 155 809 000 USD en 2010), à l'exception des avoirs soumis à restriction et en monnaies non convertibles. Ils se décomposaient comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Liquidités	389 764	715 856
Titres à revenu fixe	2 561 399	2 323 253
(Perte)/gain non réalisé	(503)	13 069
Dépôts à terme et autres effets bancaires	205 443	171 705
(Perte)/gain non réalisé sur contrats à terme	(3 955)	(226)
Options	2	-
<b>Total des liquidités et placements</b>	<b>3 152 150</b>	<b>3 223 657</b>
Sommes à recevoir sur cessions de titres	120 479	71 019
Somme à payer sur achats de titres	(157 830)	(138 867)
<b>Total des placements</b>	<b>3 114 799</b>	<b>3 155 809</b>

Les placements en titres à revenu fixe et les liquidités comprenaient, au 31 décembre 2011, 811 641 000 USD de titres détenus jusqu'à échéance (397 662 000 USD en 2010).

À la variation annuelle du portefeuille de placements détenus jusqu'à échéance contribue notamment une perte de valeur de l'équivalent de 3 423 000 USD, imputable à la dépréciation d'un titre. Après avoir recueilli les indications de dépréciation nécessaires, en fin d'exercice la direction du FIDA a placé un nouvel ordre d'achat de ce titre aux cours du marché et comptabilisé les pertes connexes dans le produit des liquidités et des placements (voir note 17).

### *iii) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par monnaie*

La composition par monnaie des liquidités et des placements au 31 décembre était la suivante:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Euro	1 301 498	1 319 953
Yen japonais	244 308	392 977
Livre sterling	318 635	237 269
Dollar des États-Unis	1 250 358	1 205 610
<b>Total liquidités et placements</b>	<b>3 114 799</b>	<b>3 155 809</b>

### *iv) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par échéance*

Au 31 décembre, la composition par échéance des liquidités et des placements était la suivante:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Moins de 1 an	955 009	1 087 772
1 à 5 ans	1 637 861	1 653 319
5 à 10 ans	278 509	205 454
Plus de 10 ans	243 420	209 264
<b>Total liquidités et placements</b>	<b>3 114 799</b>	<b>3 155 809</b>

Au 31 décembre 2011, la durée moyenne des placements à revenu fixe restant à courir jusqu'à l'échéance dans le portefeuille consolidé était de 47 mois (contre 41 mois en 2010).

### *a) Gestion des risques financiers*

Les placements du FIDA sont exposés à divers risques financiers: risque de marché, risque de crédit, risque de change, risque de garde et risque de liquidité. Dans l'hypothèse de la poursuite de ses activités, le Fonds encourt aussi un risque de perte de ressources qui est toutefois limité au portefeuille de placements.

### *i) Risque de marché*

Conformément à sa politique de placement, le FIDA investit dans plusieurs catégories d'actifs à revenu fixe. Lorsqu'il y a lieu, la direction du FIDA prend les mesures tactiques qui s'imposent pour protéger l'ensemble du portefeuille de placements contre les évolutions défavorables du marché.

Les liquidités et les placements détenus jusqu'à leur échéance sont gérés en interne. Au 31 décembre 2011, les autres placements sont répartis entre huit mandats de gestion externe.

Le tableau 1 ci-après indique la part relative et le montant des placements effectués dans les différentes classes d'actifs que comporte le portefeuille, ainsi que les allocations préconisées par la politique de placement, aux 31 décembre 2011 et 2010. Les chiffres présentés concernent uniquement les comptes du FIDA.

Appendice D

Tableau 1  
Répartition effective des placements par classe d'actifs et répartition préconisée par la politique de placement (FIDA seulement)  
Aux 31 décembre 2011 et 2010

Classe d'actifs	Classe d'actifs		Politique de placement
	%	En millions d'USD	%
Liquidités à court terme	8,1	199,9	5,5
Titres conservés jusqu'à échéance	15,6	383,9	15,6
Obligations d'État	38,7	950,5	43,5
Placements diversifiés à taux fixe	16,9	413,9	15,4
Placements indexés sur l'inflation	20,7	507,3	20,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>2 455,5</b>	<b>100,0</b>

Classe d'actifs	Classe d'actifs		Politique de placement
	%	En millions d'USD	%
Liquidités à court terme	7,2	182,6	5,5
Titres conservés jusqu'à échéance	15,8	397,7	15,8
Obligations d'État	40,2	1 013,7	43,5
Placements diversifiés à taux fixe	17,6	444,2	15,2
Placements indexés sur l'inflation	19,2	484,6	20,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>2 522,8</b>	<b>100,0</b>

Chaque classe d'actifs est gérée selon des lignes directrices qui lui sont propres et qui imposent des restrictions sur le choix des instruments admissibles et les opérations susceptibles d'être effectuées par les gestionnaires en fonction des risques du marché. Ces restrictions prennent la forme suivante:

1. indices de référence prédéterminés et limitation de l'écart autorisé en termes d'erreurs de réplification maximales;
2. notes de crédit minimales (voir ci-après l'alinéa h) Risque de crédit).

Les indices de référence sélectionnés pour les différentes classes d'actifs sont indiqués dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2  
Indices de référence par portefeuille

Classe d'actifs	Indice de référence
Liquidités à court terme	s.o.
Obligations d'État	Indice JP Morgan pour les obligations d'État multimarchés de 1 à 3 ans, ajusté en fonction des quatre monnaies entrant dans la composition du panier du DTS
Placements diversifiés à taux fixe	Indice composite Barclays pour les États-Unis (Aa+ au minimum) et indice global Barclays pour les États-Unis (Aa+ au minimum), à l'exclusion des ABS et CMBS.
Placements indexés sur l'inflation	Indice "Barclays Capital" pour les obligations d'État indexées sur l'inflation (1 à 10 ans)
Titres conservés jusqu'à échéance	Indice sectoriel étendu équilibré (calculé en interne sur une base trimestrielle)

Note: ABS – titres adossés à des actifs; CMBS – titres adossés à des crédits hypothécaires.

L'exposition au risque de marché est ajustée par restructuration des échéances en fonction de l'évolution des cours de titres.

En matière d'échéance, les limites sont les suivantes:

- Un an de plus que la référence pour les obligations d'État multimarché.
- Deux ans de plus que la référence pour les placements diversifiés à taux fixe.
- Deux ans de plus que la référence pour les obligations indexées sur l'inflation.

La durée moyenne des placements du FIDA aux 31 décembre 2011 et 2010 et les valeurs de référence correspondantes sont indiquées au tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3  
Durée moyenne des placements et durée de référence, en nombre d'années (FIDA seulement)  
Aux 31 décembre 2011 et 2010

Classe d'actifs	Classe d'actifs		Référence	
	2011	2010	2011	2010
Liquidités à court terme	-	-	-	-
Obligations d'État	1,8	1,7	2,0	1,8
Placements diversifiés à taux fixe	4,6	4,4	4,4	4,6
Placements indexés sur l'inflation	6,0	2,9	5,1	5,0
Titres conservés jusqu'à échéance	2,3	2,3	2,3	2,3
<b>Durée moyenne totale</b>	<b>2,6</b>	<b>3,1</b>	<b>2,5</b>	<b>3,7</b>

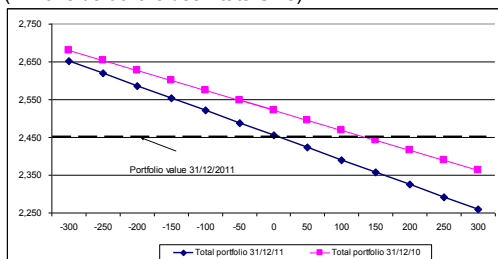
L'analyse de sensibilité du portefeuille de placements du FIDA présentée au tableau 4 ci-après montre l'incidence qu'un déplacement positif et négatif symétrique de la courbe de rendement (de -300 à +300 points de base) aurait sur la valeur du portefeuille de placements au 31 décembre 2011.

Tableau 4  
Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement)

Variation de la courbe de rendement en points de base	2011		2010	
	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion (en millions d'USD)	Total portefeuille (en millions d'USD)	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion (en millions d'USD)	Total portefeuille (en millions d'USD)
-300	196	2 652	159	2 681
-250	164	2 619	132	2 654
-200	131	2 586	106	2 628
-150	98	2 554	79	2 602
-100	65	2 521	53	2 575
-50	33	2 488	26	2 549
<b>0</b>	<b>-</b>	<b>2 456</b>	<b>-</b>	<b>2 522</b>
50	(33)	2 423	(26)	2 496
100	(65)	2 390	(53)	2 469
150	(98)	2 357	(79)	2 443
200	(131)	2 325	(106)	2 417
250	(164)	2 292	(132)	2 390
300	(196)	2 259	(159)	2 364

Le graphique 1 ci-dessous illustre la relation négative entre rendements et valeur des placements à revenu fixe.

**Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement)**  
(millions de dollars des États-Unis)



Au 31 décembre 2011, si le niveau général des taux d'intérêt dans le panier du DTS avait été supérieur/(inférieur) de 300 points de base (déplacement positif ou négatif symétrique de la courbe de rendement), la valeur de l'ensemble du portefeuille aurait été inférieure/(supérieure) de 196 millions d'USD du fait des pertes (gains) enregistrés sur les placements évalués au cours du marché.

Le tableau 5 ci-dessous indique l'écart de suivi (*tracking error*) maximal autorisé par les lignes directrices de la politique de placement. L'écart de suivi représente l'écart type annualisé de la performance relative du portefeuille par rapport à l'objectif de référence, et mesure les positions actives prises dans la gestion d'un portefeuille par rapport à l'objectif de référence.

Tableau 5  
**Écart de suivi maximal autorisé par classe d'actifs**

Classe d'actifs	Écart de suivi: (pourcentage per annum)
Obligations d'État	0,75-1,00
Placements diversifiés à revenu fixe	0,75-1,00
Placements indexés sur l'inflation	2,00

Au 31 décembre 2011, l'écart de suivi du portefeuille, sur la base des trois années précédentes, était de 0,38%.

**ii) Risque de crédit**

Les lignes directrices de la Politique de placement fixent des normes de qualité minimales pour le choix des titres et des contreparties. Ces normes reflètent les notes attribuées aux établissements bancaires et aux émissions obligataires par les grandes agences de notation financière. Les notes de crédit minimales pour les classes d'actifs rentrant le portefeuille de placements du FIDA admissibles au titre de la Politique de placement du Fonds sont indiquées au tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6  
**Notes de crédit minimales exigées par la Politique de placement**

Classe d'actifs	Titres	Dépôts à terme et CD <sup>a</sup>	Opérations au comptant et à terme <sup>b</sup>	Swaps de taux d'intérêt <sup>b</sup>
Liquidités à court terme	n.d.	A-1/P-1	n.d.	n.d.
Obligations d'État multimarchés <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou S&P AA-	A-1/P-1	A-1/P-1	n.d.
Obligations diversifiées à revenu fixe <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou S&P AA- ou Fitch AA (exception: MBS et ABS AAA/Aaa par deux des trois institutions)	A-1/P-1	A-1/P-1	AA-/Aa3
Obligations indexées sur l'inflation <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou S&P AA-	A-1/P-1	A-1/P-1	n.d.
Placements détenus jusqu'à échéance	Moody's Aa3 ou S&P AA- (exception: obligations de sociétés AAA/Aaa)	A-1/P-1	n.d.	n.d.

<sup>a</sup> La note de crédit minimale (P-1 de Moody's ou A-1 de S&P) s'applique à l'établissement bancaire.

<sup>b</sup> La note de crédit minimale s'applique à la contrepartie.

<sup>c</sup> Seuls sont autorisés les contrats à terme et les options négociés sur des marchés organisés.

Note: ABS = titres adossés à des actifs MBS = titres adossés à des crédits hypothécaires

Au 31 décembre 2011, la note de crédit moyenne de chaque classe d'actifs était égale ou supérieure à la notation minimum admissible au titre de la Politique de placement (tableau 7).

Tableau 7  
**Note de crédit moyenne par classe d'actifs (FIDA seulement)**  
Aux 31 décembre 2011 et 2010

Classe d'actifs	Note de crédit <sup>a</sup>	
	2011	2010
Liquidités à court terme	P-1	P-1
Obligations d'État	Aaa	Aaa
Placements diversifiés à taux fixe	Aaa	Aa1
Placements indexés sur l'inflation	Aaa	Aaa
Titres conservés jusqu'à échéance	Aa1	Aaa

<sup>a</sup> La note de crédit moyenne est calculée sur la base des valeurs de marché aux 31 décembre 2011 et 2010; pour les placements détenus jusqu'à échéance, la note moyenne est calculée sur la base du coût amorti. Conformément à la Politique de placement en vigueur du FIDA, les notes de crédit utilisées sont basées sur les meilleures notations attribuées par Standard & Poor's (S&P) ou par Moody's. Concernant le portefeuille d'obligations diversifiées à revenu fixe, les notes de crédit de l'agence Fitch sont également applicables.

Appendice D

iii) **Placements en titres détenus jusqu'à échéance**

	Équivalent en milliers d'USD			
	USD	Euro	Livre sterling	Total
Obligations de sociétés	51 382	85 343	7 939	144 664
Organismes gouvernementaux	71 680	45 885	8 163	125 728
Obligations d'État	10 156	33 618	-	43 774
Garantie de l'État	-	20 366	-	20 366
Obligations d'entités supranationales	31 173	18 184	-	49 357
<b>Total 2011</b>	<b>164 391</b>	<b>203 396</b>	<b>16 102</b>	<b>383 889</b>
<b>Total 2010</b>	<b>205 835</b>	<b>175 749</b>	<b>16 078</b>	<b>397 662</b>

Au 31 décembre 2011, la juste valeur des placements détenus jusqu'à échéance se montait à 390 952 000 USD (407 098 000 USD en 2010).

Au 31 décembre, la composition par échéance des titres détenus jusqu'à échéance était la suivante:

Échéance	En milliers d'USD	
	2011	2010
Moins de 1 an	75 833	72 555
1-2 ans	72 642	76 362
2-3 ans	76 142	74 560
3-4 ans	80 891	81 285
4-5 ans	68 153	82 110
5-6 ans	10 228	10 790
<b>Total</b>	<b>383 889</b>	<b>397 662</b>

Tous les titres à moins d'un an ont une échéance de plus de trois mois à compter de la date d'acquisition.

iv) **Risque de change**

Le portefeuille de placements est utilisé de manière à minimiser globalement les risques de change encourus par le FIDA. La majeure partie des engagements du FIDA se composent de prêts et de dons non décaissés libellés en DTS. Dans la mesure du possible, le Fonds s'efforce donc de faire en sorte que ses actifs soient libellés dans les monnaies composant le panier du DTS et répartis selon les mêmes ratios. Les montants affectés à la Réserve générale et les engagements au titre des dons libellés en dollars des États-Unis ont aussi pour contrepartie des actifs libellés dans la même monnaie.

L'alignement de l'actif sur le panier du DTS fait l'objet d'un contrôle généralement effectué sur une base trimestrielle.

En cas de défaut d'alignement jugé important et persistant, la direction entame une procédure de réaligement en modifiant la part relative des différentes monnaies à l'intérieur du portefeuille de placements de manière à ce que l'ensemble de l'actif reflète à nouveau les pondérations du DTS.

Le tableau 8 ci-dessous indique le degré d'alignement de l'ensemble de l'actif du FIDA sur le panier du DTS au 31 décembre 2011.

Tableau 8

**Alignement de l'actif sur le panier du DTS (FIDA seulement)**

Au 31 décembre 2011

Monnaie	Part de l'actif net (%)	Pondération du DTS	Écart
Dollar des États-Unis	41,3	42,9	(1,6)
Euro	35,4	35,7	(0,3)
Yen japonais	11,0	10,3	0,7
Livre sterling	12,3	11,1	1,2
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0</b>

Au 31 décembre 2011, si le dollar des États-Unis s'était déprécié (apprécié) de 10% par rapport aux trois autres monnaies composant le panier du DTS, la composition de l'actif aligné sur le panier du DTS aurait été celle indiquée au tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9

**Sensibilité de l'actif aligné sur le panier du DTS (FIDA seulement)**

Au 31 décembre 2011

Monnaie	Écart par rapport aux pondérations du DTS	
	USD -10% (%)	USD +10% (%)
Dollar des États-Unis	-0,9	4,0
Euro	1,9	-1,2
Yen japonais	-0,3	-1,2
Livre sterling	-0,7	-1,6
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Afin d'améliorer ses rendements, le Fonds peut investir dans des titres libellés dans des monnaies autres que celles du panier du DTS et effectuer, en les couvrant, des opérations à terme sur devises afin de maintenir l'équilibre monétaire entre ses actifs et ses engagements libellés en DTS et en dollars des États-Unis.

v) **Risque de liquidité**

Une gestion prudente du risque de liquidité suppose notamment de conserver suffisamment d'actifs liquides ou équivalents pour faire face aux décaissements de prêts et de dons ainsi qu'aux dépenses administratives lorsqu'il y a lieu. Pour assurer au FIDA la souplesse de financement dont il a besoin, les services de la trésorerie estiment le montant des fonds disponibles à partir de toutes les sources utiles à cet égard et surveillent la situation des liquidités selon divers échéanciers. Le FIDA a élaboré une politique en matière de liquidités, adoptée par le Conseil d'administration en décembre 2006, visant à mettre en place de nouveaux dispositifs de sauvegarde dans ce domaine. Cette politique prévoit le maintien d'un niveau minimum d'actifs très liquides dans le portefeuille de placements du FIDA, à hauteur de 60% du total des décaissements bruts annuels, niveau qui peut être majoré en cas de crise durant la période de la huitième reconstitution (2010-2012). À l'heure actuelle, la part des actifs très liquides détenus par le Fonds couvre largement le minimum de liquidités requis.

vi) **Risque de ressources**

La politique générale du FIDA en matière de ressources est soumise périodiquement à l'examen de la direction et fait également l'objet d'une évaluation de la part des principales parties prenantes une fois au moins lors de chaque cycle de reconstitution. Le FIDA surveille de près et à intervalles réguliers la position de ses ressources, afin de garantir la poursuite de ses activités. En conséquence, il ajuste le montant de ses nouveaux engagements de prêts et de dons au cours de chaque exercice en fonction des ressources disponibles. La prévision des ressources à long terme est effectuée à l'aide du modèle financier du FIDA.

## NOTE 5

**BILLETS À ORDRE ET SOMMES À RECEVOIR DES CONTRIBUANTS**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
<b>Billets à ordre à encaisser</b>		
Contributions aux reconstitutions	304 185	428 451
contribution du FBSA	0	16 774
<b>Total</b>	<b>304 185</b>	<b>445 225</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(8 575)	(6 451)
<b>Billets à ordre à encaisser, sur la base de la juste valeur</b>	<b>295 610</b>	<b>438 774</b>
<b>Contributions à recevoir</b>		
Contributions aux reconstitutions	194 127	335 630
Contribution du FBSA	9 352	18 449
Contributions supplémentaires	173 137	117 404
Fonds fiduciaire espagnol	11 684	19 452
<b>Total</b>	<b>388 300</b>	<b>490 935</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(6 463)	(12 426)
<b>Contributions à recevoir, sur la base de la juste valeur</b>	<b>381 837</b>	<b>478 509</b>

**a) Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième reconstitutions des ressources**

Ces contributions ont été intégralement acquittées, sous réserve de ce qui est indiqué dans la note 6 et dans le tableau ci-dessous:

**Contributions non versées/encaissées**

Au 31 décembre 2011

<i>Donateur</i>	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>Reconstitution</i>	<i>Montant</i>
États-Unis <sup>a</sup>	Sixième	459
Brésil <sup>a</sup>	Septième	2 797
France <sup>a</sup>	Septième	10 395
États-Unis <sup>a</sup>	Septième	15 429

<sup>a</sup> Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissements particulier.

**b) Huitième reconstitution**

Des précisions sur les contributions et paiements effectués pour la huitième reconstitution sont données à l'appendice G. La huitième reconstitution est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

**c) Programme spécial pour l'Afrique (PSA)**

Des précisions sur les contributions au PSA au titre des première et seconde phases sont données à l'appendice G.

**d) Risque de crédit**

Les contributions des donateurs au FIDA étant garanties par les États, le Fonds part du principe que chacune des contributions pour lesquelles un instrument juridiquement contraignant a été déposé sera finalement encaissée. Le risque de non-recouvrement est couvert par la constitution de provisions sur les contributions.

## NOTE 6

**PROVISIONS**

La juste valeur des provisions est identique à leur valeur nominale étant donné que les sommes à recevoir et billets à ordre correspondants sont déjà exigibles à la date du bilan. Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
Solde en début d'exercice	<b>168 448</b>	<b>168 448</b>
Variation totale	100	0
<b>Solde en fin d'exercice</b>	<b>168 548</b>	<b>168 448</b>
Analysés comme suit:		
Billets à ordre des contribuants a)	80 861	80 861
Sommes à recevoir des contribuants b)	87 687	87 587
<b>Total</b>	<b>168 548</b>	<b>168 448</b>

**a) Provisions au titre des billets à ordre**

Au 31 décembre 2011, les contributions à toutes les reconstitutions jusque et y compris la septième, déposées sous forme de billets à ordre, avaient été tirées en totalité, et à 65% pour la huitième reconstitution. (31 décembre 2010 – 35% pour la huitième reconstitution).

Aux 31 décembre 2011 et 2010, toutes les contributions au PSA (première et seconde phase) avaient été tirées en totalité.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des billets à ordre, dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
<b>FIDA</b>		
<b>Contributions initiales</b>		
Iran (République islamique d')	29 358	29 358
Iraq	13 717	13 717
	43 075	43 075
<b>Première reconstitution</b>		
Iraq	31 099	31 099
	31 099	31 099
<b>Troisième reconstitution</b>		
République populaire démocratique de Corée	600	600
Lybie	6 087	6 087
	6 687	6 687
<b>Total FIDA</b>	<b>80 861</b>	<b>80 861</b>
<b>Total général</b>	<b>80 861</b>	<b>80 861</b>

**b) Provisions au titre des sommes à recevoir des contribuants**

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre de certaines de ces sommes à recevoir, comme indiqué ci-dessous:

	En milliers d'USD	
	2011	2010
<b>Contributions initiales</b>		
Comores	10	10
Iran (République islamique d')	83 167	83 167
	83 177	83 177
<b>Deuxième reconstitution</b>		
Iraq	2 000	2 000
	2 000	2 000
<b>Troisième reconstitution</b>		
Iran (République islamique d')	2 400	2 400
Sao Tomé-et-Principe	10	10
	2 410	2 410
<b>Septième reconstitution</b>		
Bolivie (État plurinational de)	100	0
	100	0
<b>Total</b>	<b>87 687</b>	<b>87 587</b>

**NOTE 7****AUTRES SOMMES À RECEVOIR**

	En milliers d'USD	
	2011	2010
Sommes à recevoir provenant de cessions de titres	120 479	71 019
Autres montants à recevoir	21 457	32 077
<b>Total</b>	<b>141 936</b>	<b>103 096</b>

Les sommes ci-dessus devraient être reçues dans un an au plus tard à compter de la date du bilan. Les autres montants à recevoir comprennent les remboursements du pays hôte au titre des dépenses encourues durant l'exercice.

**NOTE 8****IMMOBILISATIONS**

	En milliers d'USD			
	1 <sup>er</sup> janvier 2011	Augmentation (baisse)	Réévaluation	31 décembre 2011
<b>Coût</b>				
Informatique - matériel	1 792	48		1 840
Informatique - logiciels	2 024	751 <sup>a</sup>		2 775
Mobilier et installations	401		(16) <sup>b</sup>	384
Aménagements des locaux loués	267	414		681
<b>Coût total</b>	<b>4 484</b>	<b>1 212</b>	<b>(16)</b>	<b>5 681</b>
<b>Dépréciation</b>				
Informatique - matériel	(665)	(347)		(1 012)
Informatique - logiciels	(149)	(343)		(492)
Mobilier et installations	(195)	(78)	10 <sup>b</sup>	(263)
Aménagements des locaux loués	(17)	(142)		(159)
<b>Total</b>				
<b>dépréciation</b>	<b>(1 026)</b>	<b>(910)</b>	<b>10</b>	<b>(1 926)</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>3 458</b>	<b>296</b>	<b>(6)</b>	<b>3 755</b>

<sup>a</sup> Cette variation tient à la valeur nette du coût des achats de logiciel effectués en cours d'exercice, pour un total de 2 239 000 USD, et au transfert de 1 487 000 USD relatifs aux frais de recherche au titre du SPD. Ces coûts ont été transférés à l'état du résultat global dans la mesure où ils ne sont plus liés au projet en cours suite à une modification des arrangements contractuels.

<sup>b</sup> Résultat dû à des variations de change sur une immobilisation détenue dans une unité libellée en euros.

**NOTE 9****PRÊTS****a) Provision cumulée pour dépréciation**

La provision cumulée pour dépréciation des prêts se décompose comme suit:

	En milliers d'USD	
	2011	2010
Solde en début d'exercice	95 494	98 424
Augmentation/(diminution) nette de la provision	(12 060)	(2 187)
Réévaluation	(374)	(743)
<b>Solde en fin d'exercice en valeur nominale</b>	<b>83 060</b>	<b>95 494</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(59 694)	(71 395)
<b>Total</b>	<b>23 366</b>	<b>24 099</b>

Tous les prêts couverts par la provision cumulée sont compromis à 100%.

**b) Situation de non-comptabilisation**

Si les montants impayés au titre des prêts en situation de non-comptabilisation avaient été comptabilisés, le produit des prêts indiqué sur l'état du résultat global pour l'exercice 2011 aurait été supérieur de 1 566 000 USD (1 879 000 USD en 2010). Les États membres concernés sont indiqués ci-après:

**i) Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – FIDA**

Au 31 décembre 2011

	En milliers d'USD		
	Principal non amorti	Principal en arriéré	Produit non comptabilisé en 2011
Cuba	12 880	12 880	526
République populaire démocratique de Corée	37 004	2 704	206
Somalie	26 619	15 658	271
Zimbabwe	25 500	14 890	563
<b>Total</b>	<b>102 871</b>	<b>46 073</b>	<b>1 566</b>

On trouvera à l'appendice H un état détaillé des prêts approuvés, des décaissements effectués et des remboursements perçus.



Appendice D

c) **Ventilation de l'encours des prêts**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
<b>FIDA - Prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)</b>		
<b>2011 – 10 604 801 USD</b>		
<b>2010 – 10 071 087 USD</b>		
Prêts en vigueur	9 946 325	9 454 621
À déduire: Solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 441 662)	(2 387 715)
Remboursements	(1 964 009)	(1 805 732)
Intérêts/principal à recevoir	19 399	18 416
<b>Encours des prêts en valeur nominale</b>	<b>5 560 053</b>	<b>5 279 590</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 168 676)	(1 168 031)
<b>Encours des prêts en juste valeur</b>	<b>4 391 377</b>	<b>4 111 559</b>
<b>PSA - Prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)</b>		
<b>2011 – 342 715 USD</b>		
<b>2010 – 344 450 USD</b>		
Prêts en vigueur	342 715	344 450
À déduire: Solde non décaissé des prêts en vigueur	0	0
Remboursements	(98 487)	(88 549)
Intérêts/principal à recevoir	510	562
<b>Encours des prêts en valeur nominale</b>	<b>244 738</b>	<b>256 463</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(103 443)	(110 664)
<b>Encours des prêts en juste valeur</b>	<b>141 295</b>	<b>145 799</b>
<b>Total des prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur des prêts en DTS</b>		
<b>2011 – 10 875 828 USD</b>		
<b>2010 – 10 415 536 USD</b>		
Prêts en vigueur	10 289 040	9 799 071
Solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 441 662)	(2 387 715)
Remboursements	(2 062 496)	(1 894 281)
Intérêts/principal à recevoir	19 909	18 978
<b>Encours des prêts en valeur nominale</b>	<b>5 804 791</b>	<b>5 536 053</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 272 119)	(1 278 695)
<b>Encours des prêts en juste valeur</b>	<b>4 532 672</b>	<b>4 257 358</b>

d) **Risque de crédit**

En raison de la nature de ses emprunteurs et de ses garants, le Fonds part du principe que chacun de ses prêts est assorti d'une garantie souveraine et sera donc un jour remboursé. Le risque de non-recouvrement est couvert à la fois par la provision cumulée pour dépréciation des prêts et par la provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE. Les prêts ayant accumulé des arriérés de plus de 180 jours sont placés en situation de non-comptabilisation.

e) **Risque de marché**

Le risque de taux d'intérêt encouru par le FIDA sur son portefeuille de prêts est jugé minime étant donné que celui-ci se compose pour 92,8% (92,7% au 31 décembre 2010) de prêts consentis à des conditions particulièrement favorables, c'est-à-dire non susceptibles de varier sur une base annuelle. On trouvera une ventilation du portefeuille selon les conditions de prêt à l'appendice H, sections 4 et 9.

f) **Estimation de la juste valeur**

En dehors de l'évaluation et de la comptabilisation initiales, les hypothèses retenues pour le calcul de la juste valeur ne

sont pas sensibles aux variations des taux d'actualisation. L'incidence de la variation du taux de change entre le DTS et le dollar des États-Unis est étroitement surveillée.

**NOTE 10**

**INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE**

Selon les principes comptables applicables aux instruments financiers, les actifs du FIDA se répartissent en plusieurs catégories comme suit:

2011	<i>En milliers d'USD</i>		
	<i>Prêts et créances</i>	<i>Actifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats</i>	<i>Placements détenus jusqu'à échéance</i>
Encours net des prêts		4 455 537	
Autres créances	141 936		
Placements détenus jusqu'à échéance			811 641
Autres actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats		2 467 253	
Liquidités et équivalents		390 269	
<b>Total</b>	<b>141 936</b>	<b>7 313 059</b>	<b>811 641</b>

2010	<i>En milliers d'USD</i>		
	<i>Prêts et créances</i>	<i>Actifs à la juste valeur avec variation au compte de résultats</i>	<i>Placements détenus jusqu'à échéance</i>
Encours net des prêts		4 152 322	
Autres créances	103 096		
Placements détenus jusqu'à échéance			397 662
Autres actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats		2 862 884	
Liquidités et équivalents		716 363	
<b>Total</b>	<b>103 096</b>	<b>7 731 569</b>	<b>397 662</b>

**NOTE 11**

**INITIATIVE POUR LA RÉDUCTION DE LA DETTE DES PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS (PPTE)**

a) **Impact de l'Initiative PPTE**

Le FIDA a financé l'Initiative PPTE à hauteur de 124 670 000 USD au cours de la période 1998-2010. On trouvera à l'appendice D1 un état détaillé des financements cumulés apportés par les donateurs extérieurs.

L'appendice I contient un état récapitulatif des allègements de dette déjà consentis depuis le début de l'Initiative PPTE et de ceux qui devraient l'être à l'avenir. Les allègements de dette approuvés à ce jour par le Conseil d'administration sont exclusifs de tous les montants relatifs à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des

## Appendice D

pays suivants: Érythrée, Somalie et Soudan. Il est prévu que le FIDA reçoive du Conseil d'administration entre 2012 et 2013 l'autorisation de financer sa part des nouveaux allègements ainsi consentis. Au moment où les états financiers consolidés de l'exercice 2011 ont été établis, la contribution du FIDA à l'allègement global de la dette de ces pays, au titre aussi bien du principal que des intérêts, était estimée à 148 520 139 USD (149 726 852 USD en 2010, pour les Comores, l'Érythrée, la Somalie et le Soudan).

Le produit brut des placements du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE s'est élevé à 21 737 USD (17 418 USD en 2010).

Le coût total cumulé des allègements de dette se décompose comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>		
	2011	Variation	2010
Contributions du FIDA 1998-2010	124 670	0	124 670
Total des contributions de sources extérieures (appendice D1)	266 198	72 457	193 741
Produit net cumulé des placements	7 971	22	7 949
Différence entre les allègements de dette approuvés et les ressources disponibles	104 067	(38 930)	142 997
Écarts de change nets cumulés	40 835	(514)	41 349
<b>Total (appendice I)</b>	<b>543 741</b>	<b>33 035</b>	<b>510 706</b>

### b) Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE

Les soldes des exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
Solde en début d'exercice	124 357	147 174
Nouveaux montants approuvés	0	2 519
Variation de la provision	(47 805)	(23 748)
Variations de change	514	(1 588)
Solde en fin d'exercice	77 066	124 357
Ajustement sur la base de la juste valeur	(23 298)	(43 420)
<b>Équivalent sur la base de la juste valeur</b>	<b>53 768</b>	<b>80 937</b>

## NOTE 12

### MONTANTS À PAYER ET PASSIF EXIGIBLE

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
Somme à payer sur achats de titres et dépréciation	161 253	138 867
Engagements au titre de l'AMACS	51 840	56 172
Autres sommes à payer et engagements exigibles	67 898	73 556
<b>Total</b>	<b>280 991</b>	<b>268 595</b>

Sur le total ci-dessus, une somme estimée à 76 862 000 USD (79 784 000 USD en 2010) devrait être payée dans plus d'un an à compter de la date du bilan.

## NOTE 13

### RECETTES REPORTÉES

Les recettes reportées représentent des contributions reçues dont la comptabilisation est reportée à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Les produits reportés comprennent des sommes provenant des commissions de service reçues en paiement de frais qui n'ont pas encore été encourus.

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
Recettes reportées	212 890	182 403
Ajustement sur la base de la juste valeur	(4 433)	(5 060)
<b>Équivalent sur la base de la juste valeur</b>	<b>208 457</b>	<b>177 343</b>

## NOTE 14

### DONS NON DÉCAISSÉS

Les dons entrés en vigueur mais non encore décaissés se répartissent comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
FIDA	95 698	80 390
Fonds supplémentaires	211 744	174 536
FBSA	14 695	17 995
Solde en fin d'exercice	322 137	272 921
Ajustement sur la base de la juste valeur	(7 121)	(9 192)
<b>Dons non décaissés</b>	<b>315 016</b>	<b>263 729</b>

## NOTE 15

### EMPRUNT AU TITRE DU FONDS FIDUCIAIRE ESPAGNOL

Le prêt consenti par l'Espagne pour la création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire s'élève à environ 383,0 millions d'USD (285,5 millions d'EUR). Il est remboursable sur 45 ans avec un différé d'amortissement de cinq ans. Le solde de 376,3 millions d'USD, au 31 décembre 2011, représente le total des fonds versés à cette date par le Gouvernement espagnol, majoré des intérêts courus.

## NOTE 16

### GAINS/PERTES DE CHANGE NETS

Les taux de conversion du DTS en dollar des États-Unis appliqués au 31 décembre des trois dernières années étaient les suivants:

<i>Année</i>	<i>USD</i>
2011	1,53882
2010	1,55027
2009	1,56372

## Appendice D

Les effets des variations de change sont détaillés ci après:

	En milliers d'USD	
	2011	2010
Solde d'ouverture au 1 <sup>er</sup> janvier	<b>945 677</b>	<b>989 019</b>
Variations de change pour l'année:		
Encaisse et placements	(25 924)	(5 069)
Montants nets à recevoir/à payer	(2 305)	(2 773)
Encours des prêts et des dons	(40 474)	(31 236)
Billets à ordre et montants à recevoir des membres	3 794	2 658
Contributions des États membres	(4 241)	(6 922)
<b>Total des variations sur l'année</b>	<b>(69 150)</b>	<b>(43 342)</b>
<b>Solde de clôture au 31 décembre</b>	<b>876 527</b>	<b>945 677</b>

Les variations de change présentées ci-dessus ne comprennent pas les gains ou pertes liés directement aux opérations, qui figurent au poste Total des variations de change.

### NOTE 17

#### PRODUIT DES LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS

##### a) Gestion du portefeuille de placements (FIDA seulement)

Depuis 1994, la gestion de la majeure partie du portefeuille de placements du FIDA est confiée à des gestionnaires extérieurs qui agissent conformément aux lignes directrices du Fonds. Au 31 décembre 2011, les fonds sous mandat de gestion externe se chiffraient à 1 818 010 000 USD (1 888 430 000 USD en 2010), ce qui représente 74% du total des liquidités et placements du Fonds (75% en 2010).

##### b) Instruments dérivés

Les lignes directrices du FIDA en matière de placements autorisent le recours aux types d'instruments dérivés suivants, principalement pour assurer l'alignement sur le panier du DTS.

##### i) Contrats à terme

Les contrats à terme en cours en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	31 décembre	
	2011	2010
Nombre de contrats en cours:		
achat	1 303	638
vente	(163)	(184)
Gains nets latents à la valeur de marché (en milliers d'USD)	1 730	172
Échéances (en jours)	39 à 716	67 à 444

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2011 portaient sur des dépôts à terme et des devises.

##### ii) Options

Le FIDA limite les opérations dans ce domaine aux options négociées sur des marchés organisés. Il n'émet pas de contrats d'option. Les options en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	31 décembre	
	2011	2010
Nombre de contrats en cours:		
Achat	52	0
Vente	0	0
Valeur de marché (en milliers d'USD)	2	s.o.
Gains/(pertes) nets latents à la valeur de marché (en milliers d'USD)	(27)	s.o.
Échéances (en jours)	27	s.o.

##### iii) Contrats à terme couverts

Au 31 décembre 2011, les contrats à terme affichaient une perte de 500 000 USD (gain de 13 069 000 USD en 2010). Leurs échéances s'échelonnaient entre 4 et 72 jours (entre 4 et 80 jours au 31 décembre 2010).

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2011 portaient sur des devises.

##### c) Produit des liquidités et des placements (consolidé)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 110 838 000 USD (85 448 000 USD en 2010). Ce chiffre tient compte des frais directs imputables sur le produit des placements, soit 3 715 000 USD (4 355 000 USD en 2010), qui sont inclus dans les charges.

	En milliers d'USD		
	Placements au cours du marché	2011	
		Placements détenus jusqu'à échéance	Total
Intérêts sur titres à revenu fixe	52 522	28 547	<b>81 069</b>
Revenu net sur les contrats à terme et swaps	4 173		<b>4 173</b>
Plus-value/(moins-value) sur titres à revenu fixe	11 897	329	<b>12 226</b>
Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe	15 825	(3 423)	<b>12 402</b>
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	968		<b>968</b>
<b>Total</b>	<b>85 385</b>	<b>25 453</b>	<b>110 838</b>

Appendice D

	<i>En milliers d'USD</i>		
	2010		<i>Total</i>
	<i>Placements au cours du marché</i>	<i>Placements détenus jusqu'à échéance</i>	
Intérêts sur titres à revenu fixe	55 523	16 497	<b>72 020</b>
Revenu net sur les contrats à terme/options et swaps	(2 932)	-	<b>(2 932)</b>
Moins-value/ (plus-value) sur titres à revenu fixe	29 502	(740) <sup>a</sup>	<b>28 762</b>
Plus-value/ (moins-value) latente sur titres à revenu fixe	(13 882)	-	<b>(13 882)</b>
Revenu net sur les avoirs détenus en garantie de prêts de titres	869	-	<b>869</b>
Produit des prêts de titres	184	36	<b>220</b>
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	391	-	<b>391</b>
<b>Total</b>	<b>69 655</b>	<b>15 793</b>	<b>85 448</b>

<sup>a</sup> Amortissement des titres détenus jusqu'à échéance.

Dans le cas des placements détenus jusqu'à échéance, les plus-values/(moins-values) effectives correspondent à l'amortissement et aux dépréciations. Les moins-values latentes correspondent à la dépréciation d'un titre.

Ces chiffres comprennent le produit des entités consolidées, à savoir:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
FIDA	97 979	84 271
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	767	393
Fonds fiduciaire PPTE	22	17
PC-FBSA	130	233
Fonds fiduciaire espagnol	11 983	-
Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti	275	-
Autres fonds supplémentaires	804	1 034
À déduire recettes reportées/reclassées	(1 122)	(500)
<b>Total</b>	<b>110 838</b>	<b>85 448</b>

Le taux de rendement annuel des liquidités et des placements consolidés en 2011 s'est établi à 3,45% net de charges (2,7% net de charges en 2010). Le taux de rendement annuel des liquidités et placements du FIDA en 2011 s'est établi à 3,82% net de charges (3,26% net de charges en 2010).

**NOTE 18**

**RECETTES PROVENANT D'AUTRES SOURCES**

Ces recettes proviennent principalement de remboursements de frais de fonctionnement spécifiques par le Gouvernement hôte. Elles comprennent également les commissions de service reçues des entités hébergées par le FIDA pour le paiement de services administratifs. Ces sommes sont détaillées ci-dessous:

<i>Montants consolidés</i>	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
Remboursement du Gouvernement hôte	9 305	8 799
Recettes provenant d'autres sources	4 230	1 236
<b>Total</b>	<b>13 535</b>	<b>10 035</b>

<i>FIDA seulement</i>	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
Commissions de service	5 107	5 166
Remboursement du Gouvernement hôte	9 305	8 799
Recettes provenant d'autres sources	871	447
<b>Total</b>	<b>15 283</b>	<b>14 412</b>

**NOTE 19**

**RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
FIDA	1 216	24
Fonds supplémentaires	127 067	133 451
PC-FBSA	5 258	9 398
<b>Total</b>	<b>133 541</b>	<b>142 873</b>

À partir de 2007, les contributions au titre de l'Initiative PPTTE tiennent compte des charges correspondantes.

**NOTE 20**

**DÉPENSES D'EXPLOITATION**

Les dépenses d'exploitation (FIDA seulement) ventilées par principales sources de financement sont présentées à l'appendice K. Le tableau ci-dessous fait apparaître la ventilation des chiffres consolidés.

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
FIDA	168 405	151 445
Autres entités	11 390	10 647
<b>Total</b>	<b>179 795</b>	<b>162 092</b>

Les dépenses encourues sont comptabilisées selon la nature des charges auxquelles elles correspondent.

**NOTE 21**

**EFFECTIFS, PENSIONS ET ASSURANCE MALADIE**

**a) Agents du FIDA**

Les agents figurant sur les états de paie du FIDA sont affiliés aux régimes de prestations offerts par le Fonds, à savoir la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par la FAO.

En 2011, les effectifs à plein temps du FIDA et des autres entités consolidées admis à bénéficier du régime de pensions du FIDA, classés par principale source budgétaire, se décomposaient comme suit:

Appendice D

	Cadres	Services généraux	Total
Budget administratif du FIDA	237	193	430
Autres sources FIDA	23	15	38
PC- FBSA	2	1	3
Cadres associés / gestionnaires de programmes spéciaux <sup>a</sup>	22		22
Fonds programmatiques	4	1	5
<b>Total 2011</b>	<b>288</b>	<b>210</b>	<b>498</b>
<b>Total 2010<sup>a</sup></b>	<b>253</b>	<b>218</b>	<b>471</b>

<sup>a</sup> Recalculé pour tenir compte de l'effectif en équivalents temps plein admis à bénéficier d'une pension.

**b) Personnel extérieur**

Comme les années précédentes, pour faire face à ses besoins opérationnels, le FIDA a recouru aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents temporaires, lesquels sont également couverts par un régime d'assurance.

**c) Pensions**

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, établie au 31 décembre 2009, a fait apparaître un déficit actuariel s'élevant à 0,38% de la rémunération soumise à retenue pour pension. Malgré cela, il a été jugé que les avoirs de la Caisse commune des pensions étaient suffisants. En conséquence, l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas invoqué les dispositions de l'article 26 selon lequel les organisations affiliées sont tenues de verser à la Caisse les sommes nécessaires en cas de déficit. Le FIDA verse des cotisations pour le compte de son personnel et il serait donc responsable, au prorata de sa part, des éventuels engagements non provisionnés (les taux de cotisation actuellement appliqués à la rémunération considérée aux fins de la pension sont de 7,9% pour l'agent et de 15,8% pour le FIDA). Le total des cotisations versées à la Caisse des pensions en 2011 s'est élevé à 10 005 958 USD (9 898 000 USD en 2010).

**d) Plan d'assurance maladie après cessation de service**

La dernière évaluation actuarielle de l'AMACS a été effectuée au 31 décembre 2011, à l'aide d'une méthode rétrospective de répartition des prestations au prorata des années de service, sur la base des hypothèses suivantes: taux d'actualisation: 5,3%; rendement des placements: 4,0%; augmentations de salaires prévues: 3,0%; augmentation des frais médicaux: 5,0%; inflation: 2,5%; et taux de change: 1 EUR =1,292 USD. D'après ce calcul, la part des engagements non provisionnés revenant au FIDA au 31 décembre 2011 était de l'ordre de 51 840 000. Les états financiers des exercices 2011 et 2010 comprennent une provision et les actifs suivants au 31 décembre:

	En milliers d'USD	
	2011	2010
<b>Passif (correspondant à des prestations antérieures)</b>		
Provision totale au 1 <sup>er</sup> janvier	(56 172)	(60 919)
Charges d'intérêts	(2 985)	(2 762)
Coût actuel des prestations	(2 190)	(3 091)
Reclassification/coût actuel des prestations pour les entités autres que le FIDA	1 552	0
Gain actuariel /(perte)	7 955	10 600
<b>Provision au 31 décembre</b>	<b>(51 840)</b>	<b>(56 172)</b>
<b>Actifs du plan</b>		
Total des actifs au 1 <sup>er</sup> janvier	66 822	60 014
Intérêts sur soldes	767	392
Contributions	0	9 027
Variations de change	(1 819)	(2 611)
<b>Total des actifs au 31 décembre</b>	<b>65 770</b>	<b>66 822</b>

Les actifs de l'AMACS sont actuellement investis dans des dépôts à vue et à terme, conformément à la politique de placement du FIDA.

Le FIDA inscrit dans ses comptes, pour cette couverture médicale, le coût total des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris pour les retraités. En 2011, ce coût, inclus dans les salaires et prestations du personnel, s'est élevé à 4 262 000 USD (5 853 000 USD en 2010).

Compte tenu des résultats de l'exercice 2011 et de la récente évaluation actuarielle, le montant des actifs du fonds fiduciaire est suffisant pour couvrir le niveau actuel des engagements.

**e) Risque d'évaluation actuarielle de l'AMACS**

Le tableau ci-dessous présente les résultats d'une analyse de sensibilité des principales hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle des engagements et du coût des services au titre de l'AMACS au 31 décembre 2011.

Incidence sur	Engagements	Coût des services
Hausse des frais médicaux:		
6,0% au lieu de 5,0%	13,1	0,8
4,0% au lieu de 5,0%	(10,5)	(0,7)

**NOTE 22**

**DONS**

Les dons se décomposent comme suit:

	En milliers d'USD	
	2011	2010
Dons du FIDA	59 017	43 337
PC- FBSA	4 460	8 649
Fonds supplémentaires	115 349	120 597
<b>Total</b>	<b>178 826</b>	<b>172 583</b>

**NOTE 23****PROJETS CSD**

Le montant global des engagements relatifs aux projets financés au titre du CSD est indiqué ci-dessous. Pour plus de détails, voir l'appendice H2.

<i>FIDA seulement</i>	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
Projets CSD	76 331	39 378
<b>Total</b>	<b>76 331</b>	<b>39 378</b>

À la fin de décembre 2011, les financements non décaissés au titre des projets CSD s'élevaient à 467,6 millions d'USD (439,7 millions d'USD en 2010). À cette date, les financements approuvés mais encore non décaissés s'élevaient à 165,9 millions d'USD (130,9 millions d'USD en 2010), soit un montant global de 633,5 millions d'USD (570,6 millions d'USD en 2010).

**NOTE 24****FRAIS FINANCIERS DIRECTS (BANQUES ET PLACEMENTS)**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
Frais de gestion des placements	3 369	3 682
Autres charges	346	678
Impôt récupérable (payé)/reçu	0	(5)
<b>Total</b>	<b>3 715</b>	<b>4 355</b>

**NOTE 25****AJUSTEMENT SUR LA BASE DE LA JUSTE VALEUR**

Les variations de la juste valeur se décomposent comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
Encours des prêts	(2 794)	50 181
Provision cumulée pour dépréciation des prêts	(11 173)	950
Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	(19 683)	(13 292)
Encours net des prêts	(33 650)	37 839
Billets à ordre à encaisser	2 124	2 197
Contributions à recevoir	(5 944)	5 943
Contributions	3 212	(7 707)
Dons non décaissés	(2 035)	(9 566)
Recettes reportées	627	(432)
<b>Total</b>	<b>(35 666)</b>	<b>28 274</b>

**NOTE 26****REVENU AU TITRE DE L'ALLÈGEMENT DE LA DETTE**

Ce solde correspond au montant des allègements de dette consentis, au cours de l'exercice, aux pays PPTE remplissant les conditions requises, au titre aussi bien du principal que des intérêts, et donnant lieu à une réduction des provisions.

**NOTE 27****INFORMATIONS AFFÉRENTES AUX ENTITÉS HÉBERGÉES**

Parmi les dons figure le financement annuel de deux entités hébergées par le FIDA, la Coalition internationale pour l'accès à la terre et le Mécanisme mondial, comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
Coalition internationale	1 000	-
Mécanisme mondial	-	-
Équipe spéciale de haut niveau	400	-
<b>Total</b>	<b>1 400</b>	<b>-</b>

Au 31 décembre, les dettes/(créances) des entités hébergées par le FIDA s'établissaient comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2011	2010
Coalition internationale	393	531
Mécanisme mondial	(1 399)	536
Équipe spéciale de haut niveau	33	98
<b>Total</b>	<b>973</b>	<b>1 165</b>

**NOTE 28****ÉLÉMENTS DE PASSIF ET D'ACTIF CONDITIONNELS****a) Éléments de passif conditionnels**

Le FIDA a accumulé des engagements conditionnels au titre des allègements de dette annoncés par la Banque mondiale/le Fonds monétaire international en faveur de neuf pays. Voir la note 11 pour de plus amples détails sur le coût potentiel de l'allègement des montants dus par ces pays au titre du principal et des intérêts ainsi que de la non-comptabilisation des intérêts qu'auraient produits les prêts pour lesquels un allègement de dette a déjà été approuvé, comme indiqué à l'appendice I.

Comme indiqué à la note 23, le FIDA a un passif conditionnel de 633,5 millions d'USD au titre des projets CSD entrés en vigueur mais dont le financement n'a pas encore été décaissé. Les décaissements auront lieu dès que seront remplies les conditions nécessaires à cet effet.

**NOTE 29****DATE D'AUTORISATION DE LA PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS**

Les états financiers consolidés pourront être publiés après recommandation par le Comité d'audit à sa réunion de mars 2012 et approbation par le Conseil d'administration à sa session d'avril 2012. Les états financiers consolidés de l'exercice 2011 seront soumis pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa session de février 2013. Les états financiers consolidés de l'exercice 2010 ont été approuvés par le Conseil des gouverneurs à sa trente-cinquième session, en février 2012.

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2011<sup>1</sup>  
(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>États membres</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Algérie			91		91
Angola			7		7
Australie <sup>2</sup>	2 721		84		2 805
Autriche	755				755
Bangladesh			52		52
Belgique <sup>3</sup>	10 214	1 873	590		12 677
Belgique pour le Programme conjoint FBSA			181 230		181 230
Canada	1 745		3 355		5 100
Chine			365		365
Colombie			25		25
Danemark	13 474	3 730	3 946		21 150
Finlande	2 744	3 839	12 702		19 285
France	1 032	1 137	3 741		5 910
Allemagne	46	6 032	5 727		11 805
Ghana			91		91
Grèce			91		91
Inde			1 000		1 000
Indonésie			50		50
Irlande	6 723		789		7 512
Italie	29 492	5 529	24 343		59 364
Japon	1 876	2 026	3 972		7 874
Jordanie <sup>4</sup>			165		165
Koweït			130		130
Luxembourg	1 662		823		2 485
Malaisie			28		28
Mauritanie <sup>5</sup>			100		100
Maroc			50		50
Pays-Bas	84 766	4 919	11 235		100 920
Nigéria			50		50
Norvège	22 540	2 237	6 047		30 824
Pakistan			25		25
Paraguay			15		15
Portugal	142		738		880
Qatar			130		130
République de Corée		3 728			3 728
Arabie saoudite			130		130
Sénégal <sup>6</sup>			135		135
Sierra Leone <sup>7</sup>			100		100
Afrique du Sud			10		10
Espagne	11 668		6 367		18 035
Suriname	2 019				2 019
Suède	9 209	2 766	15 909		27 884
Suisse	8 384	343	11 454		20 181
Turquie			47		47
Royaume-Uni	19 261		16 726		35 987
États-Unis		322	86		408
<b>Total États membres</b>	<b>230 473</b>	<b>38 481</b>	<b>312 751</b>		<b>581 705</b>

<sup>1</sup> Les contributions dans d'autres devises que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

<sup>2</sup> L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

<sup>3</sup> La contribution de la Belgique comprend une somme de 942 000 USD versée par le Programme conjoint – Fonds belge pour la sécurité alimentaire (PC-FBSA).

<sup>4</sup> Dont 150 000 USD au titre du Fonds spécial pour les changements climatiques.

<sup>5</sup> Dont 100 000 USD au titre du Fonds pour les pays les moins avancés.

<sup>6</sup> Dont 120 000 USD au titre du Fonds pour les pays les moins avancés.

<sup>7</sup> Dont 100 000 USD au titre du Fonds pour les pays les moins avancés.

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2011<sup>1</sup>  
(suite)  
(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>États non membres et autres sources</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Banque africaine de développement	2 800		1 096		<b>3 896</b>
Agence française de développement			173		<b>173</b>
Banque arabe	1 106		25		<b>1 131</b>
Fonds arabe de développement économique et social	2 983				<b>2 983</b>
Programme des pays arabes du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies	299				<b>299</b>
Fondation Bill et Melinda Gates			1 015		<b>1 015</b>
Programme Cassava			71		<b>71</b>
Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination (CCS) Secrétariat, Genève			904		<b>904</b>
Congressional Hunger Center			183		<b>183</b>
Coopernic			3 894		<b>3 894</b>
Commission européenne	814		310 558		<b>311 372</b>
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	14		83		<b>97</b>
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	70 000		3 430		<b>73 430</b>
Fonds pour les pays les moins avancés			32		<b>32</b>
Liechtenstein			5		<b>5</b>
Fédération nationale des coopératives agricoles	35				<b>35</b>
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	2 976				<b>2 976</b>
Organisation des pays exportateurs de pétrole	652				<b>652</b>
Autres	251		1 050		<b>1 301</b>
Excédent des commissions de service	50		96		<b>146</b>
Fonds spécial pour les changements climatiques <sup>2</sup>			156		<b>156</b>
Mécanisme d'assistance technique			13 158		<b>13 158</b>
Fonds d'équipement des Nations Unies	464		97		<b>561</b>
Programme des Nations Unies pour le développement	467		33		<b>500</b>
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	82		145		<b>227</b>
Banque mondiale	1 580		543	82 530	<b>84 653</b>
<b>Total États non membres et autres sources</b>	<b>84 573</b>		<b>336 747</b>	<b>82 530</b>	<b>503 850</b>
<b>Total 2011</b>	<b>315 046</b>	<b>38 481</b>	<b>649 498</b>	<b>82 530</b>	<b>1 085 555</b>
Total 2010	<b>255 163</b>	<b>36 190</b>	<b>582 543</b>	<b>72 066</b>	<b>945 962</b>

<sup>1</sup> Les contributions dans d'autres devises que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

<sup>2</sup> Dont 125 000 USD pour la Mongolie.



## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

### État des contributions complémentaires cumulées et des autres contributions de 1978 à 2011 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant</i>
Canada	1 511
Allemagne	458
Inde	1 000
Arabie saoudite	30 000
Suède	13 827
Royaume-Uni	12 002
Contributions cumulées reçues de la Belgique au titre du PC-FBSA dans le cadre des reconstitutions	80 002
<i>Contributions afférentes à la reconstitution du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE</i>	
Italie	4 602
Luxembourg	1 053
Pays-Bas	14 024
	<b>19 679</b>
<b>Contributions complémentaires totales 2011</b>	<b>158 479</b>
Contributions complémentaires totales 2010	155 072

### État des contributions des États membres et des donateurs pour l'Initiative PPTE (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant</i>
<i>Contributions afférentes aux reconstitutions (voir tableau précédent)</i>	<i>19 679</i>
Belgique	2 713
Commission européenne	10 512
Finlande	5 193
Allemagne	6 989
Islande	250
Norvège	5 912
Suède	17 000
Suisse	3 276
Fonds fiduciaire PPTE administré par la Banque mondiale	194 674
<b>Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2011</b>	<b>266 198</b>
Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2010	193 741

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

### État des contributions complémentaires et supplémentaires reçues en 2011

#### Contributions reçues pour le cofinancement de projets en 2011

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Danemark	DKK	14 486	2 649
Pays-Bas	USD		2 086
Pays-Bas	EUR	600	856
<b>Total</b>			<b>5 591</b>

#### Contributions reçues pour le programme de cadres associés en 2011

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Belgique	EUR	16	21
Danemark	USD		303
Finlande	USD		374
Allemagne	USD		427
Italie	USD		235
Pays-Bas	USD		291
Norvège	USD		453
République de Corée	USD		154
Suède	USD		158
<b>Total</b>			<b>2 416</b>

#### Contributions versées sous forme de fonds supplémentaires en 2011

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Secrétariat CCS	USD		91
Coopernic	EUR	700	1 015
Commission européenne	EUR	33 095	43 562
Italie	USD		528
Fonds pour les pays les moins avancés	USD		6 759
Pays-Bas	USD		75
Autres institutions financières internationales et organismes des Nations Unies	USD		1 737
Fonds spécial pour les changements climatiques	USD		3 980
Suisse	CHF	920	1 013
Mécanisme d'assistance technique	EUR	72	94
Banque mondiale (Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire)	USD		25 000
<b>Total</b>			<b>83 854</b>

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

État des contributions complémentaires et supplémentaires – montants non décaissés  
(en milliers de dollars des États-Unis)

### Cofinancement de projets – montants non décaissés

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>
<b>États membres</b>		
Belgique	64	1 502
Canada	89	89
Danemark	2 833	1 313
Finlande	10	25
Irlande	560	560
Italie	5 132	6 093
Japon	164	164
Luxembourg	279	86
Pays-Bas	3 408	3 775
Norvège	1 868	2 292
Espagne	6 201	2 739
Royaume-Uni	876	1 504
<b>Total États membres</b>	<b>21 484</b>	<b>20 142</b>
<b>États non membres</b>		
Banque arabe	1 106	1 097
Fonds fiduciaire du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	15 395	
Organisation des pays exportateurs de pétrole	89	89
Autres	26	251
Fonds d'équipement des Nations Unies	105	228
Programme des Nations Unies pour le développement	23	114
Banque mondiale	199	268
<b>Total États non membres</b>	<b>16 943</b>	<b>2 047</b>
<b>Total</b>	<b>38 427</b>	<b>22 189</b>

### Programme de cadres associés – montants non décaissés

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>		<i>Nombre cumulé de cadres associés</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Belgique	493	870	4	4
Danemark	211	86	22	21
Finlande	208	475	15	15
France	2	113	5	5
Allemagne	329	497	33	32
Italie	111	52	23	22
Japon	-	47	11	11
Pays-Bas	64	-	31	29
Norvège	252	126	11	9
République de Corée	(9)	131	10	9
Suède	148	122	15	15
Suisse	-	-	3	3
États-Unis	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>1 809</b>	<b>2 519</b>	<b>186</b>	<b>178</b>

Au total 23 cadres associés ont travaillé au FIDA en 2011 (20 en 2010). Ils ont été financés par la Belgique (3), le Danemark (2), la Finlande (5), l'Allemagne (4), l'Italie (2), la République de Corée (2), les Pays-Bas (2), la Norvège (2) et la Suède (1).

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

État des contributions complémentaires et supplémentaires – montants non décaissés (suite)  
(en milliers de dollars des États-Unis)

### Contributions complémentaires et supplémentaires – autres montants non décaissés

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>	
	2011	2010
<b>États membres</b>		
Belgique	19	19
Cameroun		35
Canada	367	502
Chine	156	175
Danemark	130	130
Finlande	648	1 045
France		
Allemagne	458	518
Inde	1 000	1 000
Irlande	52	47
Italie	3 148	4 242
Japon	4	4
Jordanie	12	89
Luxembourg	497	805
Malaisie	13	13
Mauritanie	11	36
Pays-Bas	96	87
Norvège	383	672
Pakistan		100
Portugal	24	24
Qatar		65
Sénégal	26	110
Sierra Leone	12	11
Espagne	4 336	11 068
Suède	7 780	9 030
Suisse	2 805	2 736
Royaume-Uni	4 331	4 487
États-Unis	1	1
<b>Total États membres</b>	<b>26 309</b>	<b>37 051</b>
<b>États non membres</b>		
Banque africaine de développement	302	115
Agence française de développement		155
Fondation Bill et Melinda Gates	1	3
Programme Cassava	43	42
Secrétariat du CCS, Genève	56	482
Coopernic	332	464
Commission européenne	39 670	44 214
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	17	17
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	2 547	3 115
Fonds pour les pays les moins avancés	12	12
Fonds spécial pour les changements climatiques	101	101
Fonds d'équipement des Nations Unies	32	88
Banque mondiale	27	32
Autres	181	369
<b>Total États non membres</b>	<b>43 321</b>	<b>49 209</b>
<b>Total</b>	<b>69 630</b>	<b>86 260</b>

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

### État des contributions complémentaires et supplémentaires – montants non décaissés (suite)

(en milliers de dollars des États-Unis)

#### Fonds pour l'environnement mondial

<i>Pays bénéficiaires</i>	<i>Contributions cumulées reçues au 31 décembre 2011</i>	<i>Solde non décaissé au 1<sup>er</sup> janvier 2011</i>	<i>Fonds reçus des donateurs</i>	<i>Décais- sements</i>	<i>Solde non décaissé au 31 décembre 2011</i>
ANASE <sup>1</sup> régional	4 639				
Brésil	5 988	57			57
Burkina Faso	2 016				
Chine	4 895	4 545		(4 545)	
Comores	1 000				
Équateur	2 783	18	2 683	(2 701)	
Érythrée	4 477	30	(23)	(7)	
Éthiopie	4 750				
Gambie	96	4	(4)		
Appui mondial à la mise en œuvre de la CCD <sup>2</sup>	457				
Jordanie	7 861	29	986	(76)	939
Kenya	4 700				
Mali <sup>3</sup>	6 326	11			11
Mauritanie	4 350				
MENARID <sup>4</sup> suivi et évaluation	705				
Mexique	5 100	4	5 000	(4)	5 000
Maroc	410	80			80
Niger	4 326	4 200		(4 200)	
Panama	80	45		(45)	
Pérou	1 820	11	1 720	(1 721)	10
Sao Tomé-et-Principe	100		100		100
Sri Lanka	7 270				
Soudan	100	100		(90)	10
Swaziland	2 051				
Tunisie	5 350				
Venezuela (République bolivarienne du)	100	100		(100)	
Viet Nam	755				
Fonds provenant de cofinanceurs pour les activités du FEM	25				
<b>Total</b>	<b>82 530</b>	<b>9 234</b>	<b>10 462</b>	<b>(13 489)</b>	<b>6 210</b>

<sup>1</sup> Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

<sup>2</sup> Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

<sup>3</sup> Dont une somme de 326 000 USD reçue avant la signature de l'accord financier entre le FIDA et l'administrateur du FEM.

<sup>4</sup> MENARID: Programme de gestion intégrée des ressources naturelles dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

**État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2010
<b>Liquidités</b>		
Liquidités	231 198	218 397
Placements	2 262 587	2 370 809
Billets à ordre	302 786	427 052
Autres montants à recevoir	141 712	93 961
	<b>2 938 283</b>	<b>3 110 219</b>
<b>Moins</b>		
Sommes à payer et passif exigible	305 816	250 139
Réserve générale	95 000	95 000
Prêts entrés en vigueur mais non décaissés	2 441 662	2 387 715
Prêts approuvés et signés mais non encore entrés en vigueur	93 407	45 500
Dons non décaissés et CSD	563 305	520 037
	<b>3 499 190</b>	<b>3 298 391</b>
Provision pour billets à ordre	80 861	80 861
	<b>3 521 185</b>	<b>3 379 252</b>
<b>Ressources disponibles pour engagement</b>	<b>(641 768)</b>	<b>(269 033)</b>
<b>Moins</b>		
Prêts non encore signés	565 070	570 965
Dons, CSD, non encore signés	189 553	96 137
	<b>(1 396 391)</b>	<b>(936 135)</b>
<b>Ressources nettes disponibles avant engagements anticipés (ACA)</b>		
Engagements anticipés reportés au 1 <sup>er</sup> janvier	936 135	789 098
Engagements anticipés approuvés aux sessions du Conseil d'administration au cours de l'exercice	610 700	299 100
	<b>1 546 835</b>	<b>1 088 198</b>
<b>Moins</b>		
Engagements anticipés couverts pendant l'exercice	<b>(150 444)</b>	<b>(152 063)</b>
<b>Engagements anticipés reportés au 31 décembre<sup>1</sup></b>	<b>1 396 391</b>	<b>936 135</b>
<b>Ressources nettes disponibles pour engagement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

<sup>1</sup> Le montant reporté au titre du PEA est largement inférieur au plafond de sept ans de rentrées futures au titre des prêts (soit environ 2,3 milliards d'USD) conformément à ce qui a été fixé dans la huitième reconstitution.

Date: March 1, 2012

## **Management's Report regarding the effectiveness of Internal Controls over external Financial Reporting**


The Management of the International Fund for Agricultural Development (IFAD) (the "Fund") is responsible for the preparation, fair presentation and overall integrity of its consolidated financial statements. The financial statements of the Fund have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRS") issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

According to the Agreement Establishing IFAD, the President is responsible for establishing and maintaining adequate internal controls of the Fund including those over external financial reporting. The system of internal controls over financial reporting contains monitoring mechanisms and actions that are meant to detect, prevent and facilitate correction of deficiencies identified that may result in material weaknesses in internal controls. Internal controls over financial reporting are subject to on-going scrutiny and testing by management and the Office of Audit and Oversight and are subject to revisions where considered necessary. Management believes that such controls support the integrity and reliability of financial statements.

There are inherent limitations to the effectiveness of any system of internal controls, including the possibility of human error and the circumvention or overriding of controls. Accordingly, an effective internal control system can provide only reasonable, as opposed to absolute, assurance with respect to financial statements. Furthermore, the effectiveness of an internal control system can change with circumstances.

The Executive Board of the Fund has established an Audit Committee whose terms of reference is to assist the Board, among other things, in exercising supervision over the financial administration and internal oversight of the Fund including effectiveness of internal controls over financial reporting. The Audit Committee, which is comprised entirely of selected members of the Executive Board, oversees the process for the selection of external auditors and makes a recommendation for such selection to the Executive Board for its approval. The External Auditors and the Internal auditors meet with Audit Committee of the Executive Board to discuss their work plans and approach, which covers review of the adequacy of internal controls over financial reporting and any other matter that may require Audit Committee's attention.


The Fund's Management assessed the effectiveness of internal controls over financial reporting based on the framework provided by the Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). On the basis of the work performed, which included an independent review and testing of controls by an external consultant whose report provided Management with added assurance, Management asserts that the Fund maintained an effective system of internal controls over financial reporting as of 31st December 2011, and is not aware of any material control weakness that could affect the reliability of the 2011 financial statements.



Kanayo F. Nwanze  
**President**



Iain M. Kellet  
**Chief Financial Officer and  
Head, FOD**



Ruth Farrant  
**Director and Controller**

1<sup>er</sup> mars 2012

## **Déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière externe**

La direction du Fonds international de développement agricole (FIDA) (le "Fonds") est responsable de la préparation, de la présentation fidèle et de l'intégrité d'ensemble de ses états financiers consolidés. Les états financiers du Fonds ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par le Conseil international des normes comptables.

En vertu de l'Accord portant création du FIDA, le Président est responsable de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne adéquat au sein du Fonds, y compris à l'égard de l'information financière externe. Le système de contrôle interne de l'information financière met en place des mécanismes de suivi et prévoit des mesures visant à prévenir et détecter toute irrégularité et à faciliter la correction des anomalies ainsi décelées dans la mesure où elles pourraient se traduire par des faiblesses significatives au niveau des contrôles internes. Il fait l'objet d'un examen et de vérifications en continu de la part de la direction et du Bureau de l'audit et de la surveillance qui peuvent lui apporter des modifications s'ils le jugent nécessaire. La direction estime que ces contrôles contribuent à assurer l'intégrité et la fiabilité des états financiers.

Il existe des limitations intrinsèques à l'efficacité de tout système de contrôle interne, y compris la possibilité d'erreurs humaines, le contournement des contrôles mis en place ou la dérogation aux procédures établies. Un système de contrôle interne efficace ne peut donc fournir qu'une assurance raisonnable, et non pas absolue, à l'égard des états financiers. Par ailleurs, l'efficacité d'un tel système peut être fonction des circonstances.

Le Conseil d'administration du Fonds a mis en place un Comité d'audit ayant notamment pour mandat de l'assister dans sa fonction de supervision de l'administration financière et de contrôle interne du Fonds, y compris quant à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière. Le Comité d'audit, qui est intégralement composé de membres du Conseil d'administration nommés à cet effet, supervise les résultats du processus de sélection du Commissaire aux comptes et adresse au Conseil d'administration, pour approbation, une recommandation aux fins de la nomination d'un cabinet. Le Commissaire aux comptes et les auditeurs internes rencontrent le Comité d'audit du Conseil d'administration afin de discuter de leurs plans et modalités de travail, y compris pour apprécier la pertinence du système de contrôle interne de l'information financière et pour toute autre question méritant l'attention du Comité.



La direction du Fonds a évalué l'efficacité du système de contrôle interne de l'information financière en s'appuyant sur le cadre de référence élaboré par le Comité COSO (*Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*). Sur la base des activités menées à bien, y compris un examen indépendant et une analyse des contrôles effectués par un consultant externe, dont le rapport a lui fourni une garantie supplémentaire, la direction déclare que le Fonds a assuré le maintien d'un système efficace de contrôle interne de l'information financière au 31 décembre 2011 et qu'elle n'a connaissance d'aucune anomalie significative susceptible d'avoir une incidence sur la fiabilité des états financiers relatifs à l'exercice 2011.

Kanayo F. Nwanze  
**Président du FIDA**

Iain M. Kellet  
**Responsable financier principal et  
Chef du Département des opérations  
financières**

Ruth Farrant  
**Directrice et Contrôleuse**



**INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT**

**INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT**

**CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS  
AS AT 31 DECEMBER 2011**



## INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the International Fund for Agricultural Development

We have audited the accompanying consolidated financial statements of the International Fund for Agricultural Development which comprise the consolidated and IFAD-only balance sheet as at 31 December 2011, and the consolidated and IFAD-only statements of comprehensive income and changes in retained earnings and the consolidated cash-flow statement for the year then ended, the statement of complementary and supplementary contributions and unspent funds, the statement of IFAD-only resources available for commitment and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

### *Management's responsibility for the consolidated financial statements*

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these consolidated financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

### *Auditor's responsibility*

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those Standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

---

### **PricewaterhouseCoopers SpA**

Sede legale e amministrativa: Milano 20149 Via Monte Rosa 91 Tel. 0277851 Fax 027785240 Cap. Soc. 3.754.400,00 Euro i.v., C.F. e P.IVA e Reg. Imp. Milano 12979880155 Iscritta al n. 43 dell'Albo Consob - Altri Uffici: **Bari** 70124 Via Don Luigi Guanella 17 Tel. 0805640211 - **Bologna** Zola Predosa 40069 Via Tevere 18 Tel. 0516186211 - **Brescia** 25123 Via Borgo Pietro Wuhrer 23 Tel. 0303697501 - **Catania** 95129 Corso Italia 302 - **Firenze** 50121 Viale Gramsci 15 Tel. 0552482811 - **Genova** 16121 Piazza Dante 7 Tel. 01029041 - **Napoli** 80121 Piazza dei Martiri 58 Tel. 08136181 - **Padova** 35138 Via Vicenza 4 Tel. 049873481 - **Palermo** 90141 Via Marchese Ugo 60 Tel. 091349737 - **Parma** 43100 Viale Tanara 20/A Tel. 0521242848 - **Roma** 00154 Largo Fochetti 29 Tel. 06570251 - **Torino** 10122 Corso Palestro 10 Tel. 011556771 - **Trento** 38122 Via Grazioli 73 Tel. 0461237004 - **Treviso** 31100 Viale Felissent 90 Tel. 0422696911 - **Trieste** 34125 Via Cesare Battisti 18 Tel. 0403480781 - **Udine** 33100 Via Poscolle 43 Tel. 043225789 - **Verona** 37135 Via Francia 21/C Tel. 0458263001

[www.pwc.com/it](http://www.pwc.com/it)



*Opinion*

In our opinion, the consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the International Fund for Agricultural Development as at 31 December 2011, and its financial performance and cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

Rome, 2 April 2012

PricewaterhouseCoopers SpA

  
Scott Cunningham  
(Partner)

**PWC**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

au Fonds international de développement agricole

Nous avons procédé à la vérification des états financiers consolidés du Fonds international de développement agricole (FIDA), joints au présent rapport, qui comprennent le bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement) au 31 décembre 2011, les états du résultat global (chiffres consolidés et FIDA seulement) et des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement), l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, l'état des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés, l'état des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement), ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

### *Responsabilité de la direction du Fonds concernant les états financiers consolidés*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés, conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité du Commissaire aux comptes*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué l'audit conformément aux Normes internationales d'audit. En vertu de ces normes, nous devons respecter les règles de déontologie et planifier et exécuter l'audit de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne contiennent pas d'anomalie significative.

Un audit consiste à mettre en oeuvre des procédures afin de recueillir des éléments probants à l'appui des montants et informations présentés dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures est laissé à l'appréciation du Commissaire aux comptes, de même que l'évaluation des risques que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Pour évaluer ces risques, le Commissaire aux comptes prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation d'états financiers fidèles, en vue de définir des procédures d'audit adéquates et adaptées aux circonstances et non d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne. Un audit comprend en outre une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables effectuées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation des états financiers consolidés dans leur ensemble.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, les états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière, les résultats financiers et les flux de trésorerie du Fonds international de développement agricole au 31 décembre 2011, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Rome, le 2 avril 2012

PricewaterhouseCoopers SpA

(signé)  
Scott Cunningham  
(associé)

## Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux

Aux 31 décembre 2011 et 2010

Actifs	En milliers d'USD		En milliers de DTS	
	2011	2010	2011	2010
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	233 725	219 788	151 886	141 774
Placements (note 4)	2 263 016	2 371 260	1 470 621	1 529 582
Billets à ordre à encaisser (note 5)	304 185	428 451	197 674	276 372
Contributions à recevoir (note 5)	194 127	335 630	126 154	216 498
À déduire: provisions (note 6)	(168 548)	(168 448)	(109 530)	(108 657)
Montant net des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser	329 764	595 633	214 298	384 213
Autres sommes à recevoir (note 7)	275 811	231 776	266 379	149 507
Actifs fixes (note 8)	3 755	3 458	2 440	2 230
Encours des prêts (note 9 et appendice H)	5 804 792	5 536 053	3 772 244	3 571 031
À déduire: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(83 060)	(95 494)	(53 977)	(61 598)
À déduire: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 11 b) et appendice I)	(77 066)	(124 357)	(50 081)	(80 217)
Encours net des prêts	5 644 665	5 316 202	3 668 186	3 429 216
<b>Total actifs</b>	<b>8 750 736</b>	<b>8 738 117</b>	<b>5 773 810</b>	<b>5 636 522</b>

Passif et fonds propres	En milliers d'USD		En milliers de DTS	
	2011	2010	2011	2010
<b>Passif</b>				
Sommes à payer et passif exigible (note 12)	287 718	279 374	274 117	180 210
Dons non décaissés (appendice H1)	95 698	80 390	62 189	51 855
Recettes reportées (note 13)	98 497	78 303	64 008	50 510
<b>Total passif</b>	<b>481 913</b>	<b>438 067</b>	<b>400 314</b>	<b>282 575</b>
<b>Fonds propres</b>				
Contributions				
Ordinaires	6 251 350	6 150 901	5 322 821	5 218 160
Spéciales	20 349	20 348	15 219	15 219
<b>Total contributions (appendice G)</b>	<b>6 271 699</b>	<b>6 171 249</b>	<b>5 338 040</b>	<b>5 233 379</b>
Réserve générale	95 000	95 000	61 737	61 279
Bénéfices non distribués	1 902 124	2 033 801	(26 281)	59 289
<b>Total fonds propres</b>	<b>8 268 823</b>	<b>8 300 050</b>	<b>5 373 496</b>	<b>5 353 947</b>
<b>Total passif et fonds propres</b>	<b>8 750 736</b>	<b>8 738 117</b>	<b>5 773 810</b>	<b>5 636 522</b>

Le bilan du Fonds est établi en DTS étant donné que la majorité de ses actifs sont libellés en DTS et/ou dans des monnaies composant le panier du DTS. Cet état est présenté uniquement pour information et est exprimé en valeurs nominales.



**État des contributions**

Aux 31 décembre 2011 et 2010

**État récapitulatif des contributions**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Contributions initiales	1 017 314	1 017 314
Première reconstitution	1 016 372	1 016 372
Deuxième reconstitution	566 560	566 560
Troisième reconstitution	553 776	553 776
Quatrième reconstitution	361 396	361 396
Cinquième reconstitution	441 371	441 370
Sixième reconstitution	566 991	566 988
Septième reconstitution	654 647	639 020
Huitième reconstitution	884 586	805 322
Neuvième reconstitution	5 654	0
<b>Total FIDA</b>	<b>6 068 667</b>	<b>5 968 118</b>
PSA phase I	288 868	288 868
PSA phase II	62 364	62 364
<b>Total PSA</b>	<b>351 232</b>	<b>351 232</b>
Contributions spéciales <sup>1</sup>	20 348	20 348
<b>Total des contributions aux reconstitutions</b>	<b>6 440 247</b>	<b>6 339 698</b>
<b>État des contributions complémentaires</b>		
Fonds belge de survie (FBS)	80 002	76 605
Initiative PPTE	19 679	19 679
Autres contributions complémentaires	58 798	58 788
<b>Total contributions complémentaires</b>	<b>158 479</b>	<b>155 072</b>
Contributions à l'Initiative PPTE ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	194 674	174 062
Contributions du FBS ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	63 836	63 836
<b>État des contributions supplémentaires<sup>2</sup></b>		
Cofinancement des projets	315 046	255 163
Programme de cadres associés	38 481	36 190
Autres fonds supplémentaires	505 660	442 102
Fonds pour l'environnement mondial	82 530	72 066
<b>Total contributions supplémentaires</b>	<b>1 200 227</b>	<b>1 043 419</b>
<b>Total contributions</b>	<b>7 798 953</b>	<b>7 538 189</b>
Total des contributions réparti comme suit:		
<b>Total des contributions aux reconstitutions (cf. ci-dessus)</b>	<b>6 440 247</b>	<b>6 339 698</b>
Moins provisions	(168 548)	(168 448)
Total net des contributions aux reconstitutions	6 271 699	6 171 250
Moins ajustement sur la base de la juste valeur	(10 151)	(13 364)
<b>Total des contributions aux reconstitutions sur la base de la juste valeur</b>	<b>6 261 548</b>	<b>6 157 886</b>

<sup>1</sup> Y compris la contribution spéciale de l'Islande avant son admission.<sup>2</sup> Y compris les intérêts perçus en vertu de chaque accord.

## État des contributions

Aux 31 décembre 2011 et 2010

État des contributions des Membres<sup>1</sup>

	<i>Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième reconstitutions (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Huitième reconstitution</i>					
		<i>Instrumentes déposés</i>			<i>Paielements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
<b>États membres</b>							
Afghanistan	<b>0</b>						
Albanie	<b>40</b>	USD	10	10	10	0	10
Algérie	<b>52 430</b>	USD	10 000	10 000	6 500	3 500	10 000
Angola	<b>460</b>	USD	1 900	1 900	1 900	0	1 900
Argentine	<b>9 900</b>	USD	2 500	2 500	2 500	0	2 500
Arménie	<b>22</b>	USD	8	8	8	0	8
Australie <sup>2</sup>	<b>37 247</b>						
Autriche	<b>55 494</b>	EUR	11 034	14 610	9 740	4 870	14 610
Azerbaïdjan	<b>100</b>	USD	100	100	100	0	100
Bangladesh	<b>4 356</b>	USD	600	600	390	210	600
Barbade	<b>10</b>						
Belgique	<b>92 754</b>	EUR	21 000	27 862	18 775	0	18 775
Belize	<b>205</b>						
Bénin	<b>200</b>	USD	99	99	99	0	99
Bhoutan	<b>135</b>	USD	30	30	30	0	30
Bolivie (État plurinational de)	<b>1 500</b>						
Bosnie-Herzégovine	<b>75</b>	USD	90	90	90	0	90
Botswana	<b>410</b>	USD	150	150	150	0	150
Brésil <sup>3</sup>	<b>51 936</b>	USD	13 360	13 360	0	13 360	13 360
Burkina Faso	<b>259</b>	USD	100	100	100	0	100
Burundi	<b>80</b>	USD	10	10	10	0	10
Cambodge	<b>630</b>	USD	210	210	210	0	210
Cameroun	<b>1 649</b>	EUR	610	791	791	0	791
Canada	<b>203 446</b>	CAD	75 000	74 260	74 260	0	74 260
Cap-Vert	<b>26</b>						
République centrafricaine	<b>11</b>						
Chili	<b>800</b>	USD	60	60	60	0	60
Chine	<b>56 839</b>	USD	22 000	22 000	15 000	0	15 000
Colombie	<b>640</b>	USD	200	200	200	0	200
Comores <sup>4</sup>	<b>33</b>						
Congo	<b>751</b>	EUR	46	67	67	0	67
Îles Cook	<b>5</b>						
Côte d'Ivoire	<b>1 559</b>						
Cuba	<b>9</b>						
Chypre	<b>192</b>	USD	60	60	40	0	40
République populaire démocratique de Corée	<b>800</b>						
République démocratique du Congo	<b>1 380</b>	USD	200	200	200	0	200
Danemark	<b>124 609</b>	DKK	75 000	13 604	9 237	0	9 237
Djibouti	<b>6</b>						
Dominique	<b>51</b>						
République dominicaine	<b>88</b>						
Équateur	<b>791</b>	USD	50	50	50	0	50
Égypte	<b>17 409</b>						
El Salvador	<b>100</b>						

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2011 et 2010

**État des contributions des Membres<sup>1</sup> (suite)**

	<i>Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième reconstitutions (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Huitième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Érythrée	<b>30</b>	USD	10	10	10	0	10
Éthiopie	<b>221</b>	USD	30	30	30	0	30
Fidji	<b>204</b>						
Finlande	<b>40 268</b>	EUR	12 000	16 231	10 389	0	10 389
France	<b>238 048</b>	EUR	35 000	47 250	31 348	714	32 062
Gabon	<b>3 356</b>	USD	41	41	41	0	41
		EUR	76	104	104	0	104
Gambie	<b>45</b>						
Allemagne	<b>335 873</b>	EUR	45 184	59 835	39 305	20 530	59 835
Ghana	<b>1 666</b>	USD	400	400	200	0	200
Grèce	<b>4 196</b>						
Grenade	<b>75</b>						
Guatemala	<b>1 043</b>						
Guinée	<b>330</b>						
Guinée-Bissau	<b>30</b>						
Guyana	<b>635</b>	USD	483	483	483	0	483
Haïti	<b>107</b>						
Honduras	<b>801</b>						
Islande	<b>315</b>	USD	35	35	35	0	35
Inde	<b>79 812</b>	USD	25 000	25 000	25 000	0	25 000
Indonésie	<b>46 959</b>	USD	5 000	5 000	1 500	0	1 500
Iran (République islamique d')	<b>128 750</b>						
Iraq <sup>4</sup>	<b>55 099</b>	USD	500	500	500	0	500
Irlande <sup>5</sup>	<b>15 968</b>	EUR	4 000	5 224	5 224	0	5 224
Israël	<b>300</b>						
Italie	<b>278 407</b>	EUR	34 154	45 683	45 683	0	45 683
Jamaïque	<b>326</b>						
Japon	<b>362 122</b>	JPY	6 375 300	81 627	40 197	41 430	81 627
Jordanie	<b>840</b>	USD	100	100	100	0	100
Kenya	<b>4 618</b>	USD	81	81	81	0	81
Kiribati	<b>5</b>						
Koweït	<b>161 041</b>	USD	12 000	12 000	7 800	4 200	12 000
République démocratique populaire lao	<b>154</b>						
Liban	<b>195</b>	USD	100	100	100	0	100
Lesotho	<b>389</b>	USD	100	100	100	0	100
Libéria	<b>39</b>						
Lybie <sup>4</sup>	<b>52 000</b>						
Luxembourg	<b>3 460</b>	EUR	1 576	2 077	1 361	716	2 077
Madagascar	<b>377</b>	USD	198	198	198	0	198
Malawi	<b>73</b>	USD	50	50	50	0	50
Malaisie	<b>1 125</b>	USD	50	50	50	0	50
Maldives	<b>51</b>						
Mali	<b>190</b>	USD	97	97	97	0	97
Malte	<b>55</b>						
Mauritanie	<b>50</b>						

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2011 et 2010

**État des contributions des Membres<sup>1</sup> (suite)**

	<i>Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième reconstitutions (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Huitième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paielements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Maurice	<b>270</b>	USD	5	5	5	0	5
Mexique	<b>33 131</b>						
Mongolie	<b>2</b>	USD	10	10	10	0	10
Maroc	<b>6 544</b>	USD	700	700	350	350	700
Mozambique	<b>400</b>	USD	85	85	55	30	85
Myanmar	<b>250</b>						
Namibie	<b>360</b>						
Népal	<b>160</b>	USD	50	50	50	0	50
Pays-Bas	<b>269 656</b>	USD	75 000	75 000	50 000	25 000	75 000
Nouvelle-Zélande	<b>7 991</b>						
Nicaragua	<b>119</b>						
Niger	<b>225</b>	USD	50	50	50	0	50
Nigéria	<b>106 459</b>	USD	15 000	15 000	15 000	0	15 000
Norvège	<b>179 863</b>	NOK	240 135	41 304	27 891	0	27 891
Oman	<b>250</b>	USD	50	50	50	0	50
Pakistan	<b>14 934</b>	USD	8 000	8 000	2 667	5 333	8 000
Panama	<b>200</b>	USD	17	17	17	0	17
Papouasie-Nouvelle-Guinée	<b>170</b>						
Paraguay	<b>705</b>	USD	501	501	501	0	501
Pérou	<b>960</b>	USD	300	300	300	0	300
Philippines	<b>1 978</b>						
Portugal	<b>4 384</b>						
Qatar	<b>39 980</b>						
République de Corée	<b>13 239</b>	USD	4 000	4 000	4 000	0	4 000
République de Moldova	<b>19</b>	USD	18	18	18	0	18
Roumanie	<b>250</b>						
Rwanda	<b>171</b>	USD	50	50	50	0	50
Saint-Kitts-et-Nevis	<b>20</b>						
Sainte-Lucie	<b>22</b>						
Samoa	<b>50</b>						
Sao Tomé-et-Principe	<b>10</b>						
Arabie saoudite	<b>389 778</b>	USD	20 000	20 000	5 000	15 000	20 000
Sénégal	<b>386</b>						
Seychelles	<b>20</b>						
Sierra Leone	<b>37</b>						
Îles Salomon	<b>10</b>						
Somalie	<b>10</b>						
Afrique du Sud	<b>500</b>	USD	913	913	913	0	913
Espagne	<b>47 789</b>	EUR	38 000	53 874	53 874	0	53 874
Sri Lanka	<b>7 885</b>	USD	1 001	1 001	667	0	667
Soudan	<b>1 139</b>						
Swaziland	<b>273</b>						
Suède	<b>201 692</b>	SEK	360 000	52 907	35 402	17 505	52 907
Suisse	<b>115 697</b>	CHF	21 300	23 470	15 770	0	15 770
République arabe syrienne	<b>1 317</b>	USD	500	500	500	0	500
Tadjikistan	<b>1</b>	USD	1	1	1	0	1

## État des contributions

Aux 31 décembre 2011 et 2010

État des contributions des Membres<sup>1</sup> (suite)

	<i>Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième reconstitutions (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Huitième reconstitution</i>					<i>Total</i>
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	
Thaïlande	900	USD	300	300	300	0	300
Togo	35						
Tonga	55						
Tunisie	3 178	USD	600	600	414	0	414
Turquie	16 236	USD	1 200	1 200	1 189	0	1 189
Ouganda	290	USD	90	90	90	0	90
Émirats arabes unis	52 180	USD	1 000	1 000	650	350	1 000
Royaume-Uni	218 454						
République-Unie de Tanzanie	324	USD	120	120	120	0	120
États-Unis <sup>3</sup>	701 674	USD	90 000	90 000	36 000	23 440	59 440
Uruguay	425	USD	100	100	100	0	100
Ouzbékistan		USD	5	5	5	0	5
Venezuela (République bolivarienne du)	189 689	USD	6 569	6 569	6 569	0	6 569
Viet Nam	1 603	USD	500	500	300	0	300
Yémen	2 376	USD	972	972	972	0	972
Yougoslavie	108						
Zambie	407	USD	87	87	87	0	87
Zimbabwe	2 103						
<b>Total contributions</b>							
<b>31 décembre 2011</b>	<b>5 178 428</b>			<b>884 586</b>	<b>610 440</b>	<b>176 538</b>	<b>786 978</b>

<sup>1</sup> Les paiements se font en espèces ou sous forme de billets à ordre. Les montants étant exprimés en milliers de dollars des États-Unis, les contributions de moins de 500 USD n'apparaissent pas dans l'appendice G. Les contributions de l'Afghanistan (93 USD) et du Tadjikistan (400 USD) ne figurent donc pas dans le tableau ci-dessus.

<sup>2</sup> L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

<sup>3</sup> Voir appendice D, note 5 a).

<sup>4</sup> Voir appendice D, notes 6 a) et b).

<sup>5</sup> Outre les 6 millions d'EUR qu'elle s'est engagée à verser au titre de la huitième reconstitution, l'Irlande a fait une contribution supplémentaire de 891 000 EUR.

État des contributions des Membres<sup>1</sup> (suite)

	<i>Neuvième reconstitution</i>					<i>Total</i>
	<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	
République démocratique du Congo	USD	290	290	290	0	290
Mali	EUR	71	92	92	0	92
Mexique	USD	5 000	5 000	0	0	0
Nicaragua	USD	150	150	0	0	0
Ouganda	USD	50	50	50	0	50
République-Unie de Tanzanie	USD	62	62	62	0	62
Zambie	USD	10	10	10	0	10
<b>Total contributions</b>						
<b>31 décembre 2011</b>			<b>5 654</b>	<b>504</b>	<b>0</b>	<b>504</b>

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2011 et 2010

**Programme spécial pour l'Afrique**

	<i>Première phase</i>			<i>Deuxième phase</i>		<i>Total</i>
	<i>Monnaie</i>	<i>Instruments déposés</i>		<i>Instruments déposés</i>		
		<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	
Australie	AUD	500	389			389
Belgique	EUR	31 235	34 975	11 155	12 263	47 238
Danemark	DKK	120 000	18 673			18 673
Djibouti	USD	1	1			1
Union européenne	EUR	15 000	17 619			17 619
Finlande	EUR	9 960	12 205			12 205
France	EUR	32 014	37 690	3 811	4 008	41 698
Allemagne	EUR	14 827	17 360			17 360
Grèce	USD	37	37	40	40	77
Guinée	USD	25	25			25
Irlande	EUR	380	418	253	289	707
Italie	EUR	15 493	23 254	5 132	6 785	30 039
Italie	USD	10 000	10 000			10 000
Japon	JPY	2 553 450	21 474			21 474
Koweït	USD		0	15 000	15 000	15 000
Luxembourg	EUR	247	266			266
Mauritanie	USD	25	25			25
Pays-Bas	EUR	15 882	16 174	8 848	9 533	25 707
Nouvelle-Zélande	NZD	500	252			252
Niger	EUR	15	18			18
Nigéria	USD		0	250	250	250
Norvège	NOK	138 000	19 759			19 759
Espagne	USD	1 000	1 000			1 000
Suède	SEK	131 700	19 055	25 000	4 196	23 251
Suisse	CHF	25 000	17 049			17 049
Royaume-Uni	GBP	7 000	11 150			11 150
États-Unis	USD	10 000	10 000	10 000	10 000	20 000
<b>31 décembre 2011</b>		<b>3 132 291</b>	<b>288 868</b>		<b>62 364</b>	<b>351 232</b>
31 décembre 2010			288 868		62 364	351 232

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2011 et 2010

**État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2011<sup>1</sup>**  
(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>États membres</i>	<i>Instruments déposés<sup>2,3</sup></i>	<i>Billets à ordre déposés<sup>3</sup></i>	<i>Paiements</i>	
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre encaissés</i>
<b>Sixième reconstitution</b>				
Bénin			3	
<b>Total FIDA 6</b>			<b>3</b>	
<b>Septième reconstitution</b>				
Brésil				5 119
France				10 772
Italie			15 938	
États-Unis				7 714
<b>Total FIDA 7</b>			<b>15 938</b>	<b>23 605</b>
<b>Huitième reconstitution</b>				
Algérie				3 500
Argentine			2 500	
Arménie			4	
Autriche				5 279
Bangladesh				210
Bénin			99	
Belgique			9 444	
Botswana			100	
Burkina Faso			100	
Burundi			10	
Canada		12 952		25 132
Chine			7 000	
Congo			67	
Chypre			20	
République démocratique du Congo			200	
Danemark			4 571	
Éthiopie			30	
Finlande			6 215	
France		16 551		31 348
Gabon			104	
Ghana	400		200	
Allemagne		21 052		22 117
Guyana			483	
Inde			8 000	
Indonésie	5 000		1 500	
Iraq			500	
Islande			25	
Irlande			2 694	
Italie			45 683	
Japon				20 410
Koweït		12 000		7 800
Liban			100	
Luxembourg				761

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2011 et 2010

États membres	Instruments déposés <sup>2,3</sup>	Billets à ordre déposés <sup>3</sup>	Paiements	
			Liquidités	Billets à ordre encaissés
Mongolie			10	
Maroc	700	700		350
Mozambique				55
Népal			50	
Nigéria			15 000	
Pays-Bas				25 000
Norvège			14 152	
Pakistan		8 000		2 667
Panama			8	
Paraguay			500	
Pérou	100		100	
République de Corée			2 000	
République de Moldova			8	
Rwanda			50	
Arabie saoudite				5 000
Afrique du Sud			413	
Sri Lanka			667	
Suède				18 646
Suisse		7 214		15 770
Tadjikistan			0	
Tunisie			211	
Turquie			489	
Ouganda			40	
Émirats arabes unis				650
États-Unis		29 440		18 000
Ouzbékistan			5	
Venezuela (République bolivarienne du)			6 569	
Viet Nam			200	
<b>Total FIDA 8</b>	<b>6 200</b>	<b>107 909</b>	<b>130 121</b>	<b>202 695</b>

**Neuvième reconstitution**

Burundi			10	
République démocratique du Congo			290	
Mali			92	
Mexique	5 000			
Nicaragua	150			
Ouganda			50	
République-Unie de Tanzanie			62	
<b>Total</b>	<b>5 150</b>		<b>504</b>	
<b>Total général</b>	<b>11 350</b>	<b>107 909</b>	<b>130 625</b>	<b>249 884</b>

<sup>1</sup> Les montants étant exprimés en milliers de dollars des États-Unis, le paiement effectué par le Tadjikistan (400 USD) pour la huitième reconstitution n'apparaît pas.

<sup>2</sup> Les instruments déposés comprennent également les équivalents comptabilisés au titre des versements en espèces ou des tirages sur billets à ordre lorsque ces paiements n'étaient pas assortis d'un instrument de contribution.

<sup>3</sup> Les instruments et billets à ordre libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis dans cette monnaie à la date où ils sont déposés.



## État des prêts

## 1. FIDA: encours des prêts

Aux 31 décembre 2011 et 2010

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Prêts entrés en vigueur			Encours des prêts
			Fraction non décaissée	Fraction décaissée	Remboursements	
<b>Prêts<sup>1</sup> (en milliers d'USD)</b>						
Bangladesh	30 000			30 000	17 250	12 750
Cap-Vert	2 003			2 003	1 152	851
Haiti	3 500			3 500	2 056	1 444
Népal	11 538			11 538	6 643	4 896
Sri Lanka	12 000			12 000	7 200	4 800
République-Unie de Tanzanie	9 488			9 489	5 574	3 914
<b>Sous-total<sup>1</sup></b>	<b>68 530</b>			<b>68 530</b>	<b>39 875</b>	<b>28 655</b>
Ajustement de change sur les prêts en USD	3 158			3 158	3 191	(33)
<b>Sous-total des prêts en USD<sup>1</sup></b>	<b>71 688</b>			<b>71 688</b>	<b>43 066</b>	<b>28 622</b>
<b>Prêts<sup>1</sup> (en milliers de DTS)</b>						
Albanie	35 080		5 333	29 747	3 668	26 079
Angola	16 981		4 907	12 074	2 027	10 048
Argentine	55 545		26 613	28 933	22 826	6 107
Arménie	54 546		8 710	45 839	2 649	43 190
Azerbaïdjan	44 909		19 376	25 533	1 282	24 251
Bangladesh <sup>2</sup>	362 390	34 450	71 185	256 755	59 253	197 502
Belize	3 068		1 582	1 486	824	662
Bénin	78 254		10 629	67 625	16 614	51 011
Bhoutan	32 630		5 416	27 214	4 787	22 427
Bolivie (État plurinational de)	60 980	11 600	8 692	40 688	10 187	30 501
Bosnie-Herzégovine	48 304	8 050	8 218	32 036	2 633	29 403
Botswana	2 600	2 600				
Brésil	93 871	28 871	4 212	60 788	38 432	22 356
Burkina Faso	81 458		22 280	59 178	9 656	49 522
Burundi <sup>2</sup>	41 289		1 993	39 296	9 980	29 316
Cambodge	32 320	850	4 488	26 982	1 228	25 754
Cameroun	53 171		23 968	29 203	5 066	24 137
Cap-Vert	13 489		2 064	11 425	1 842	9 583
République centrafricaine	26 494		3 387	23 107	7 896	15 211
Tchad	20 350		7 852	12 498	550	11 948
Chine	430 994	29 650	53 993	347 351	64 889	282 462
Colombie	23 344		3 779	19 565	8 488	11 077
Comores	4 182			4 182	1 324	2 858
Congo	20 150	6 200	4 719	9 231		9 231
Costa Rica	3 400			3 400	3 287	113
Côte d'Ivoire	18 371		1 643	16 728	3 424	13 304
Cuba	10 581			10 581	2 273	8 308
République populaire démocratique de Corée	50 496			50 496	8 400	42 096
République démocratique du Congo	39 693		7 530	32 163	9 051	23 112
Djibouti	4 462		389	4 073	815	3 258
Dominique	2 902			2 902	1 842	1 060
République dominicaine	31 663	9 250	9 450	12 963	7 891	5 072
Équateur	46 336	10 750	13 209	22 377	13 323	9 054
Égypte	207 475	44 140	41 685	121 650	49 672	71 979
El Salvador	77 801	11 150	15 870	50 781	21 119	29 663
Guinée équatoriale	5 794			5 794	1 729	4 064
Érythrée	24 643		2 949	21 694	1 968	19 726
Éthiopie	190 102	31 300	38 550	120 252	24 426	95 826
Gabon	3 800		2 631	1 169	253	915
Gambie	29 214		2 340	26 874	5 752	21 122
Géorgie	21 818		5 281	16 537	923	15 614
Ghana	133 077	19 700	27 595	85 782	14 395	71 387
Grenade	4 399		1 619	2 780	1 117	1 663
Guatemala	80 731	22 950	24 977	32 804	21 632	11 173
Guinée-Bissau	5 117			5 117	2 448	2 669
Guinée	69 238		10 154	59 084	12 555	45 529
Guyana	8 522		1 315	7 207	1 149	6 058
Haiti	60 221		6 745	53 476	11 446	42 030
Honduras	79 701	5 500	11 089	63 112	9 005	54 107
Inde	507 228	56 700	123 373	327 155	103 927	223 227
Indonésie <sup>2</sup>	156 412		52 956	103 456	24 755	78 701
Jordanie	32 248		3 026	29 222	17 258	11 964
Kenya	101 061		41 122	59 939	7 850	52 089
Kirghizistan	7 097			7 097	1 088	6 009

## État des prêts

## 1. FIDA: encours des prêts (suite)

Aux 31 décembre 2011 et 2010

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Prêts entrés en vigueur			Encours des prêts
			Fraction non décaissée	Fraction décaissée	Remboursements	
République démocratique populaire lao	49 569		2 716	46 853	6 934	39 918
Liban	17 133		2 600	14 533	12 490	2 043
Lesotho	27 314		4 701	22 613	4 426	18 187
Libéria	20 680	10 500		10 180	8 139	2 041
Madagascar <sup>2</sup>	99 770		17 788	81 982	15 569	66 414
Malawi <sup>2</sup>	84 324	14 650	7 011	62 663	17 103	45 560
Maldives	10 893		2 925	7 968	1 887	6 081
Mali	116 465		44 587	71 878	16 922	54 956
Mauritanie	49 975	5 600	6 611	37 763	6 827	30 937
Maurice	10 818		3 450	7 368	3 827	3 541
Mexique	43 132		12 490	30 642	21 799	8 843
Mongolie	20 689		6 278	14 411	459	13 952
Maroc	88 830	4 100	39 531	45 199	27 790	17 410
Mozambique <sup>2</sup>	126 215		45 538	80 677	14 597	66 079
Namibie	4 200			4 200	4 200	
Népal	77 312		15 179	62 133	19 752	42 381
Nicaragua	45 622	6 400	5 065	34 157	3 868	30 288
Niger	55 939	14 300	7 822	33 817	6 645	27 172
Nigéria	86 911		36 019	50 892	4 809	46 083
Pakistan <sup>2</sup>	276 229	18 550	48 985	208 694	71 862	136 832
Panama	31 587		5 144	26 443	24 051	2 392
Papouasie-Nouvelle-Guinée	13 121		8 952	4 169	3 545	623
Paraguay	21 807		3 045	18 762	11 267	7 495
Pérou	60 150		10 921	49 229	29 658	19 571
Philippines	84 196		21 896	62 300	13 386	48 914
République de Moldova	45 700		15 634	30 066	387	29 680
Roumanie	12 400			12 400	6 613	5 787
Rwanda <sup>2</sup>	96 448		13 996	82 452	12 695	69 758
Sainte-Lucie	1 242			1 242	916	326
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1 484			1 484	1 437	47
Samoa	1 908			1 908	684	1 223
Sao Tomé-et-Principe	13 761		2 289	11 472	2 171	9 300
Sénégal	91 512		29 849	61 663	6 895	54 769
Sierra Leone	33 550		8 142	25 408	9 637	15 771
Îles Salomon	2 519			2 519	998	1 521
Somalie	17 710			17 710	411	17 299
Sri Lanka	141 850	14 350	36 410	91 090	19 834	71 256
Soudan	129 498		16 786	112 712	25 826	86 887
Swaziland	20 403		6 872	13 531	8 419	5 112
République arabe syrienne	78 768		33 877	44 891	27 986	16 905
Ex-République yougoslave de Macédoine	11 721			11 721	1 226	10 496
Togo	17 565			17 565	5 766	11 799
Tonga	4 837			4 837	1 464	3 373
Tunisie	49 590	5 750	6 079	37 761	21 693	16 068
Turquie	45 657		20 139	25 518	13 126	12 392
Ouganda	198 024		78 409	119 615	23 033	96 582
République-Unie de Tanzanie	223 428		81 637	141 791	11 830	129 961
Uruguay	18 880		383	18 497	13 840	4 657
Venezuela (République bolivarienne du)	25 254		9 527	15 727	10 387	5 340
Viet Nam	174 017		67 585	106 432	6 855	99 577
Yémen <sup>2</sup>	138 935		16 762	122 173	35 191	86 982
Zambie	105 979		34 190	71 789	15 580	56 209
Zimbabwe	32 176			32 176	15 605	16 571
<b>Total</b>	<b>6 907 702</b>	<b>427 911</b>	<b>1 586 714</b>	<b>4 893 077</b>	<b>1 313 191</b>	<b>3 579 886</b>
Fonds pour Gaza et la Cisjordanie <sup>3</sup>	2 513	0	0	2 513	353	2 160
<b>Équivalent en USD</b>	<b>10 633 557</b>	<b>658 477</b>	<b>2 441 662</b>	<b>7 533 418</b>	<b>1 920 943</b>	<b>5 612 475</b>
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS	(100 442)	0	0	(100 442)	0	(100 442)
<b>Sous-total en USD des prêts en DTS au 31 décembre 2011</b>	<b>10 533 115</b>	<b>658 477</b>	<b>2 441 662</b>	<b>7 432 976</b>	<b>1 920 943</b>	<b>5 512 033</b>
<b>Total valeur nominale des prêts en USD au 31 décembre 2011</b>	<b>10 604 801</b>	<b>658 477</b>	<b>2 441 662</b>	<b>7 504 662</b>	<b>1 964 009</b>	<b>5 540 653</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 168 676)
<b>Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2011</b>	<b>10 604 801</b>					<b>4 371 977</b>
<b>Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2010</b>	<b>10 071 086</b>	<b>616 465</b>	<b>2 387 715</b>	<b>7 119 484</b>	<b>1 805 732</b>	<b>5 261 174</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 168 031)

**État des prêts**

---

Total en USD sur la base de la juste  
valeur au 31 décembre 2010

4 093 143

---

## État des prêts

2. FIDA: état récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale<sup>1</sup>

Au 31 décembre 2011

		Prêts approuvés en milliers de DTS			Valeur en milliers d'USD					
		Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Au 31 décembre 2011	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Variation du taux de change DTS/USD	Au 31 décembre 2011
1978	USD	68 530			68 530	68 530			0	68 530
1979	DTS	201 486			201 486	312 357			(2 307)	310 050
1980	DTS	187 228			187 228	290 253			(2 144)	288 110
1981	DTS	188 716			188 716	292 560			(2 161)	290 399
1982	DTS	103 110			103 110	159 848			(1 181)	158 667
1983	DTS	143 589			143 589	222 601			(1 644)	220 957
1984	DTS	131 907			131 907	204 491			(1 510)	202 981
1985	DTS	60 332			60 332	93 531			(691)	92 840
1986	DTS	23 664			23 664	36 686			(271)	36 415
1987	DTS	43 793			43 793	67 891			(501)	67 389
1988	DTS	68 380			68 380	106 007			(783)	105 224
1989	DTS	103 343		(5 279)	98 064	160 209		(8 123)	(1 183)	150 903
1990	DTS	80 168		(40 102)	40 066	124 282		(61 710)	(918)	61 654
1991	DTS	127 804			127 804	198 130			(1 463)	196 667
1992	DTS	150 231			150 231	232 898			(1 720)	231 178
1993	DTS	168 976			168 976	261 958			(1 935)	260 023
1994	DTS	179 425	(176)		179 249	278 157	(271)		(2 055)	275 831
1995	DTS	221 732			221 732	343 744			(2 539)	341 205
1996	DTS	225 766	(1 022)		224 744	349 998	(1 573)		(2 585)	345 840
1997	DTS	268 955	(1 433)		267 522	416 952	(2 205)		(3 080)	411 667
1998	DTS	269 084	(1 635)		267 449	417 152	(2 516)		(3 081)	411 555
1999	DTS	292 882	(3 842)		289 040	454 045	(5 912)		(3 354)	444 780
2000	DTS	295 639	(9 588)		286 051	458 320	(14 754)		(3 385)	440 180
2001	DTS	282 212	(13 937)		268 051	437 504	(21 446)		(3 232)	412 826
2002	DTS	245 071	(381)		244 690	379 926	(586)		(2 806)	376 533
2003	DTS	254 332			254 332	394 283			(2 912)	391 370
2004	DTS	260 300			260 300	403 535			(2 981)	400 554
2005	DTS	319 310			319 310	495 016			(3 656)	491 360
2006	DTS	347 499	(48)		347 451	538 716	(74)		(3 979)	534 663
2007	DTS	266 330			266 330	412 883			(3 050)	409 833
2008	DTS	289 156			289 156	448 269			(3 311)	444 958
2009	DTS	307 555	(2 550)		305 005	476 792	(3 924)		(3 522)	469 347
2010	DTS	422 295			422 295	654 670			(4 836)	649 835
2011					459 940					707 763
<b>Total</b>	<b>DTS</b>	<b>6 530 270</b>	<b>(34 612)</b>	<b>(45 381)</b>	<b>6 910 217</b>	<b>10 123 665</b>	<b>(53 262)</b>	<b>(69 833)</b>	<b>(74 777)</b>	<b>10 633 557</b>
<b>Total</b>	<b>USD</b>	<b>68 530</b>				<b>68 530</b>				<b>68 530</b>
<b>Ajustement de change sur les prêts décaissés</b>										<b>(97 286)</b>
<b>Total</b>										<b>10 604 801</b>

**État des prêts****3. FIDA: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale**

Aux 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Échéance</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Moins de 1 an	24 715	268 440
1-2 ans	243 160	210 853
2-3 ans	216 400	210 587
3-4 ans	219 627	213 917
4-5 ans	231 512	223 423
5-10 ans	1 196 846	1 144 963
10-15 ans	1 118 120	1 022 720
15-20 ans	991 375	919 248
20-25 ans	780 617	673 999
Plus de 25 ans	518 281	373 023
<b>Total</b>	<b>5 540 653</b>	<b>5 261 174</b>

<sup>1</sup> Les prêts approuvés en 1978 étaient libellés en dollars des États-Unis et sont remboursables dans les monnaies qui ont servi aux retraits. Depuis 1979, les prêts sont libellés en DTS et leur montant cumulé est converti dans le bilan. Au 31 décembre 2011, le taux de conversion DTS/USD utilisé pour le calcul était de 1/1,53882.

<sup>2</sup> Les remboursements incluent la contribution des Pays-Bas et de la Norvège à des prêts particuliers consentis à ces pays, ce qui s'est traduit par des remboursements partiels anticipés et par une augmentation correspondante des ressources disponibles pour engagement.

<sup>3</sup> Le montant du prêt accordé au Fonds pour Gaza et la Cisjordanie est inclus dans le total ci-dessus. Voir appendice D, note 2 e) ii).

**4. FIDA: État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt**

Aux 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Conditions particulièrement favorables	5 138 513	4 875 987
Conditions durcies	2 002	
Conditions intermédiaires	241 844	238 374
Conditions ordinaires	158 294	146 813
<b>Total</b>	<b>5 540 653</b>	<b>5 261 174</b>

**5. Structure des échéances des prêts non décaissés en valeur nominale**

Aux 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Échéance</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Moins de 1 an	623 516	553 796
1-2 ans	575 077	523 487
2-3 ans	498 512	468 903
3-4 ans	420 372	408 497
4-5 ans	336 814	333 576
5-10 ans	645 848	697 654
Plus de 10 ans	-	18 270
<b>Total</b>	<b>3 100 139</b>	<b>3 004 183</b>

## État des prêts

**6. Programme spécial pour l'Afrique: État des prêts en valeur nominale**  
 Aux 31 décembre 2011 et 2010

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Fraction décaissée</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
<b>Prêts (en milliers de DTS)</b>					
Angola	2 714	-	2 714	596	2 118
Burkina Faso	10 546	-	10 546	3 137	7 409
Burundi	4 494	-	4 494	972	3 522
Cap-Vert	2 183	-	2 183	636	1 547
Tchad	9 617	-	9 617	2 558	7 059
Comores	2 289	-	2 289	536	1 753
Djibouti	114	-	114	36	78
Éthiopie	6 660	-	6 660	2 382	4 278
Gambie	2 639	-	2 639	792	1 847
Ghana	22 321	-	22 321	6 275	16 046
Guinée-Bissau	2 126	-	2 126	797	1 329
Guinée	10 762	-	10 762	3 498	7 264
Kenya	12 241	-	12 241	3 134	9 107
Lesotho	7 481	-	7 481	2 153	5 328
Madagascar	1 098	-	1 098	238	860
Malawi	5 777	-	5 777	1 156	4 621
Mali	10 193	-	10 193	3 568	6 625
Mauritanie	19 020	-	19 020	5 783	13 237
Mozambique	8 291	-	8 291	2 944	5 347
Niger	11 119	-	11 119	3 892	7 227
Sénégal	23 234	-	23 234	6 509	16 724
Sierra Leone	1 505	-	1 505	339	1 167
Soudan	26 012	-	26 012	7 438	18 574
Ouganda	8 124	-	8 124	2 843	5 280
République-Unie de Tanzanie	6 790	-	6 790	2 037	4 753
Zambie	8 607	-	8 607	2 996	5 611
<b>Total</b>	<b>225 957</b>	<b>0</b>	<b>225 957</b>	<b>67 245</b>	<b>158 712</b>
<b>Équivalent en USD</b>	<b>347 707</b>	<b>0</b>	<b>347 707</b>	<b>98 488</b>	<b>249 220</b>
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS					
	(4 992)		(4 992)		(4 992)
<b>Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2011</b>	<b>342 715</b>	<b>0</b>	<b>342 715</b>	<b>98 487</b>	<b>244 228</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur					
					(103 444)
<b>Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2011</b>					<b>140 784</b>
<b>Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2010</b>	<b>344 450</b>	<b>0</b>	<b>344 450</b>	<b>88 549</b>	<b>255 901</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur					
					(110 664)
<b>Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2010</b>					<b>145 237</b>

**7. Programme spécial pour l'Afrique: État récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale**  
 Au 31 décembre 2011

		<i>Prêts approuvés en milliers de DTS</i>			<i>Valeur en milliers d'USD</i>		
		<i>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</i>	<i>Prêts annulés</i>	<i>Au 31 décembre 2011</i>	<i>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</i>	<i>Variation du taux de change DTS/USD</i>	<i>Au 31 décembre 2011</i>
1986	DTS	24 902	-	24 902	38 940	(285)	38 320
1987	DTS	41 292	-	41 292	64 014	(473)	63 541
1988	DTS	34 770	-	34 770	53 903	(398)	53 505
1989	DTS	25 756	-	25 756	39 929	(295)	39 634
1990	DTS	17 370	-	17 370	26 928	(199)	26 729
1991	DTS	18 246	-	18 246	28 286	(209)	28 077
1992	DTS	6 952	-	6 952	10 777	(80)	10 698
1993	DTS	34 268	-	34 268	53 125	(392)	52 732
1994	DTS	16 320	-	16 320	25 300	(187)	25 113
1995	DTS	6 081	-	6 081	9 429	(71)	9 358
<b>Total</b>	<b>DTS</b>	<b>225 957</b>	<b>-</b>	<b>225 957</b>	<b>350 295</b>	<b>(2 588)</b>	<b>347 707</b>

**État des prêts****8. Programme spécial pour l'Afrique: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale**

Aux 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Echéance</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Moins de 1 an	9 160	10 171
1-2 ans	8 939	9 006
2-3 ans	8 939	9 006
3-4 ans	8 939	9 006
4-5 ans	8 939	9 006
5-10 ans	44 696	45 030
10-15 ans	44 696	45 030
15-20 ans	44 696	45 030
20-25 ans	42 189	43 815
Plus de 25 ans	23 033	30 801
<b>Total</b>	<b>244 228</b>	<b>255 901</b>

**9. Programme spécial pour l'Afrique: État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt**

Aux 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Conditions particulièrement favorables	244 228	255 901
Conditions intermédiaires	-	-
Conditions ordinaires	-	-
<b>Total</b>	<b>244 228</b>	<b>255 901</b>

**État des dons – FIDA seulement**

Aux 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dons non décaissés au 1<sup>er</sup> janvier 2011</i>	<i>Variations en 2011</i>			<i>Taux de change</i>	<i>Dons non décaissés au 31 décembre 2011</i>
		<i>Dons entrés en vigueur</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Annulations</i>		
Autres dons	80 390	61 357	(42 244)	(2 340)	(1 465)	95 698
Ajustement sur la base de la juste valeur						<b>(1 852)</b>
<b>Total 2011 en juste valeur</b>						<b>93 846</b>
<b>Total 2010</b>	77 002	44 679	(39 873)	(1 342)	(76)	80 390
Ajustement sur la base de la juste valeur						<b>(1 928)</b>
<b>Total 2010 en juste valeur</b>						<b>78 462</b>



**Cadre pour la soutenabilité de la dette – FIDA seulement**

Aux 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Non décaissés au 1<sup>er</sup> janvier 2011</i>	<i>Entrées en vigueur/(annulations) en 2011</i>	<i>Décaissements en 2011</i>	<i>Variation de change</i>	<i>Non décaissés au 31 décembre 2011</i>
<b>Cadre pour la soutenabilité de la dette en USD</b>					
Afghanistan	98	0	0	0	98
Tchad	49	0	(32)	0	17
République démocratique du Congo	500	0	(425)	0	75
Guinée	40	0	0	0	40
Haïti	500	0	(500)	0	0
République démocratique populaire lao	0	500	(450)	0	50
Lesotho	20	0	(20)	0	0
Malawi	20	0	0	0	20
Népal	1 111	0	(479)	0	632
Nicaragua	0	500	(222)	0	278
Niger	120	(70)	(50)	0	0
Soudan	0	1 490	(804)	0	686
Yémen	36	0	0	0	36
<b>Sous-total CSD en USD</b>	<b>2 494</b>	<b>2 420</b>	<b>(2 982)</b>	<b>0</b>	<b>1 932</b>
<b>Cadre pour la soutenabilité de la dette en DTS</b>					
Afghanistan	13 807		(2 594)		11 213
Bénin	5 777		(124)		5 653
Burkina Faso	5 400		(268)		5 132
Burundi	39 753		(4 898)		34 855
Cambodge	6 807		(1 295)		5 512
République centrafricaine	0	3 450	(63)		3 387
Tchad	12 447	5 400	(1 147)		16 700
Comores	1 637		(960)		677
Congo	3 971		(479)		3 492
Côte d'Ivoire	6 300		(525)		5 775
République démocratique du Congo	15 700		(1 206)		14 494
Djibouti	1 499	2 000	(1 029)		2 470
Érythrée	12 600		(2 001)		10 599
Éthiopie	26 756		(3 100)		23 656
Gambie	4 398		(247)		4 151
Guinée-Bissau	2 076		(758)		1 318
Guinée	11 719		(2 647)		9 072
Guyana	1 461		(146)		1 315
Haïti	3 397		(854)		2 543
Kirghizistan	4 633		(1 369)		3 264
République démocratique populaire lao	9 160	8 850	(1 073)		16 937
Lesotho	1 830	3 150	(569)		4 411
Libéria	2 500		(673)		1 827
Malawi	4 367		(546)		3 821
Mauritanie	3 856		(323)		3 533
Népal	6 314		(1 807)		4 507
Nicaragua	2 597		(698)		1 899
Niger	4 853	4 150	(2 742)		6 261
Rwanda	14 160	12 400	(5 250)		21 310
Sao Tomé-et-Principe	1 990		(376)		1 614
Sierra Leone	4 035	7 050	(3 229)		7 856
Îles Salomon	0	2 550			2 550
Soudan	18 331	8 875	(2 333)		24 873
Tadjikistan	6 845	9 300	(316)		15 829
Togo	8 650				8 650
Yémen	12 362		(899)		11 463
<b>Sous-total CSD en DTS</b>	<b>281 988</b>	<b>67 175</b>	<b>(46 541)</b>	<b>0</b>	<b>302 622</b>
<b>Sous-total CSD en DTS (équivalent USD)</b>	<b>437 153</b>	<b>103 370</b>	<b>(73 349)</b>	<b>(1 498)</b>	<b>465 676</b>
<b>Total CSD en USD et DTS</b>	<b>439 647</b>	<b>105 790</b>	<b>(76 331)</b>	<b>(1 498)</b>	<b>467 608</b>
2010	228 793	249 071	(39 998)	(1 162)	439 647

## État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

Aux 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

Le tableau ci-dessous présente le montant cumulé, au 31 décembre 2010, des allègements de dette déjà consentis et des allègements estimatifs futurs au titre de l'Initiative PPTE initiale et renforcée:

	Allègements consentis au 31 décembre 2011		Allègements futurs approuvés par le Conseil d'administration			Total des allègements de dette
	Principal	Intérêts	À la charge du FIDA		À la charge de la Banque mondiale	
			Principal	Intérêts		
<b>Pays parvenus au point d'achèvement</b>						
Bénin	4 568	1 643	0	0	0	6 211
Bolivie (État plurinational de)	5 900	1 890	0	0	0	7 790
Burkina Faso	6 769	2 668	0	0	0	9 437
Burundi	2 523	780	4 241	756	10 475	18 775
Cameroun	1 701	481	653	158	698	3 691
République centrafricaine	6 336	2 194	1 197	272	2 948	12 947
Congo	0	55	0	15	29	99
République démocratique du Congo	5 994	2 302	3 022	342	6 830	18 490
Éthiopie	14 198	4 596	2 110	461	5 108	26 473
Gambie	2 186	539	103	23	275	3 126
Ghana	12 632	4 332	1 043	234	2 346	20 587
Guinée-Bissau	2 427	863	1 264	150	2 869	7 573
Guyana	1 526	299	0	0	0	1 825
Haïti	1 946	635	0	0	0	2 581
Honduras	1 077	767	0	0	0	1 844
Libéria	8 139	6 092	458	68	1 067	15 824
Madagascar	7 810	2 096	0	0	0	9 906
Malawi	6 380	1 737	4 617	920	11 163	24 817
Mali	6 211	2 431	0	0	0	8 642
Mauritanie	8 104	2 491	120	29	341	11 085
Mozambique	12 521	3 905	0	0	0	16 426
Nicaragua	7 259	943	0	0	0	8 202
Niger	5 812	1 732	1 714	348	4 187	13 793
Rwanda	6 200	2 711	7 340	1 637	4 104	21 992
Sao Tomé-et-Principe	659	192	978	166	2 342	4 337
Sénégal	2 247	882	0	0	0	3 129
Sierra Leone	5 311	1 456	1 907	283	4 353	13 310
Togo	2 008	759	0	0	0	2 767
Ouganda	12 449	4 654	0	0	0	17 103
République-Unie de Tanzanie	12 349	4 172	132	30	301	16 984
Zambie	10 448	3 158	2 883	581	7 018	24 088
<b>Pays parvenus au point de décision</b>						
Tchad	0	0	2 230	431	0	2 661
Côte d'Ivoire	0	0	1 742	287	0	2 029
Comores	0	0	2 527	349	0	2 876
Guinée	0	0	9 800	1 878	0	11 678
<b>31 décembre 2011 – DTS</b>	<b>183 690</b>	<b>63 455</b>	<b>50 081</b>	<b>9 418</b>	<b>66 454</b>	<b>373 098</b>
<b>Moins les allègements d'intérêts non échus (y compris les intérêts à la charge de la Banque mondiale)</b>						<b>(19 752)</b>
<b>Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2011 (en milliers de DTS)</b>						<b>353 346</b>
<b>31 décembre 2011 – USD</b>	<b>282 666</b>	<b>97 646</b>	<b>77 066</b>	<b>14 492</b>	<b>102 261</b>	<b>574 131</b>
<b>Total moins les allègements d'intérêts non échus (y compris la Banque mondiale)</b>						<b>(30 390)</b>
<b>Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2011 (en milliers d'USD)</b>						<b>543 741</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur			(23 298)			
<b>31 décembre 2011 en juste valeur</b>			<b>53 768</b>			
31 décembre 2010 – DTS	155 928	55 429	80 215	18 240	55 537	365 349
Moins les allègements d'intérêts non échus						(27 831)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2010 (en milliers de DTS)						337 518
31 décembre 2010 – USD	232 496	82 626	124 358	28 278	86 095	553 852
Moins les allègements d'intérêts non échus						(43 146)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2010 (en milliers d'USD)						510 706
Ajustement sur la base de la juste valeur			(57 083)			
31 décembre 2009 en juste valeur			90 091			

**État récapitulatif des opérations liées à l'Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti**

Au 31 décembre 2011

<i>États membres</i>	<i>En milliers d'USD</i>	<i>En milliers de DTS</i>
Autriche	685	438
Belgique	775	509
Canada	3 500	2 303
Danemark	513	339
France	1 700	1 080
Allemagne	2 308	1 480
Japon	2 788	1 743
Luxembourg	280	178
Maurice	5	3
Norvège	1 626	1 066
Suède	1 718	1 115
Suisse	962	637
Royaume-Uni	2 700	1 717
États-Unis	8 000	5 217
<b>Total des contributions reçues par les États membres</b>	<b>27 560</b>	<b>17 825</b>
Intérêts perçus	163	
Allègements consentis	(1 240)	
<b>Total comptes administratifs États membres</b>	<b>26 483</b>	
Contribution du FIDA	<b>15 200</b>	<b>10 088</b>
Intérêts perçus	125	
Allègements consentis	0	
<b>Total compte administratif FIDA</b>	<b>15 325</b>	
<b>Total général</b>	<b>41 808</b>	
<i>Variation de change</i>	<i>(529)</i>	
<b>Liquidités et placements au titre de l'Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti</b>	<b>41 279</b>	

**État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)**

Ventilation des dépenses d'exploitation du FIDA par source budgétaire principale  
 Pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Budget ordinaire<sup>1</sup></i>	<i>Dépenses directes<sup>2</sup></i>	<i>Autres sources<sup>3</sup></i>	<i>Total</i>
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	85 784	2	4 904	90 690
Dépenses administratives courantes	25 309	393	10 043	35 745
Consultants et autres dépenses hors personnel	35 039	40	1 202	36 281
Institutions coopérantes	2 048		24	2 072
Frais financiers directs (banques et placements)		3 617		3 617
<b>Total 2011</b>	<b>148 180</b>	<b>4 052</b>	<b>16 173</b>	<b>168 405</b>
<b>Total 2010</b>	<b>131 451</b>	<b>4 789</b>	<b>14 154</b>	<b>151 445</b>

<sup>1</sup> Il s'agit du budget ordinaire du FIDA et de son Bureau indépendant de l'évaluation; les chiffres comprennent les montants reportés.

<sup>2</sup> Charges directes imputées sur le produit des placements.

<sup>3</sup> Y compris les dépenses remboursables par le Gouvernement italien, les dépenses liées aux départs volontaires et les postes financés par les commissions de service.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Fonds international de développement agricole des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations de pays "développés" et "en développement" sont employées à des fins de commodité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par tel ou tel pays ou telle ou telle région dans le processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source soit indiquée par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

Page de couverture:

Voyage en camion jusqu'au marché hebdomadaire de Molondo – extrait du livre *Nourriture en Afrique/Food in Africa*, financé grâce à un partenariat entre World Press Photo et le FIDA

Mali: Imagine l'Afrique: formation pour les photographes africains

© Amadou Keita

© 2012 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Imprimé par Quintily, Rome, Italie

2012

Imprimé sur papier écologique



Fonds international de  
développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591  
Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: ifad@ifad.org  
www.ifad.org  
www.ruralpovertyportal.org

ISBN 978-92-9072-303-5



9 789290 723035